

LE NOUVEAU  
CABINET DE BONN

Poursuite  
de l'austérité

LIRE PAGE 6

**Le Monde**

Fondateur : Hubert Bouve-Méry

Directeur : André Laurens



3,60 F

Abonnement 3 DA : Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Algérie, 1,50 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 225 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.U., 85 c. ; F.R.G., 1,10 M. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 F. ; Pays-Bas, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 200 esc. ; Royaume-Uni, 350 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 85 d. Tarif des abonnements page 2  
S. RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650571  
C.C.P. 4207 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## M. Reagan relance les recherches pour une nouvelle défense antimissiles

### La dissuasion en question

L'appel que vient de lancer M. Reagan à la mise au point d'un programme de défense antimissile qui rendrait « impuissante et dépassée » la terribles menace des fusées soviétiques, est quelque peu surprenant.

D'abord parce que le président américain ne précise pas ce que sont ces nouvelles armes, dont on peut néanmoins penser qu'elles en appellent à l'énergie dirigée, c'est-à-dire aux faisceaux de particules ou rayons laser.

En second lieu, parce qu'aucune précision n'est donnée sur l'effort financier qui devrait, en bonne logique, accompagner cette recherche : on sait que l'effort américain en ce domaine n'est déjà pas négligeable, tout en restant en-deçà des moyens que lui consacrent les Soviétiques.

Enfin, cet appel est surprenant parce que M. Reagan s'emploie aussitôt à en réduire la portée. La mise au point d'une défense antimissile parfaitement étanche, ajoute-t-il, prendra des dizaines d'années et ne peut être attendue avant la fin du siècle. Dans l'intervalle, la relation stratégique avec l'U.R.S.S. exige « une position de force qui ne peut être assurée que par la modernisation » des vecteurs nucléaires actuels, qu'il faudra peut-être un jour appeler « classiques ». De même, « aucun changement de technologie ne peut et ne doit modifier la réalité » de l'engagement américain en Europe. Le débat en cours sur les euro-missiles, la bataille au Congrès sur le budget du Pentagone — et dans laquelle le président vient d'essayer un nouveau revers, — se poursuivront comme par le passé.

Il reste qu'un coin du voile vient d'être levé sur un chapitre futur, à la fois prometteur et inquiétant, de la course aux armements. Le jour où une puissance pourra détruire « proprement » et à coup sûr, peu de temps après leur lancement, les missiles nucléaires d'un adversaire, la dissuasion, telle qu'elle a fonctionné depuis bientôt quarante ans, aura vécu.

A long terme, on pourrait se réjouir d'assister à la fin des armes de destruction massive. Mais ce serait méconnaître les ressources de l'esprit humain (celui-ci finira bien par trouver une parade, ou d'autres armes encore plus radicales) et aussi la véritable cause des conflits, qui ne sont pas les armes, mais les ambitions politiques : sans la dissuasion, il y aurait de grands risques pour que la guerre devienne tentante, donc probable, à un niveau inférieur de violence.

A court terme, en tout cas, les perspectives tracées par le discours de M. Reagan sont encore plus déstabilisantes : la partie qui aurait trouvé la première le « rayon défensif » ne serait-elle pas tentée d'utiliser ses armements nucléaires, sûrs qu'elle serait de l'impunité ? C'est bien pourquoi les Deux Grands s'étaient entendus, en 1972, pour bannir l'extension — et pour les Etats-Unis l'installation — d'une défense antimissile à base de fusées. Les armes à énergie dirigée prendront-elles le relais ?

Alors que son budget militaire venait de subir une défaite devant la Chambre des représentants, M. Reagan a demandé mercredi 23 mars aux scientifiques américains de travailler à la mise au point d'un nouveau système de défense antimissile qui mettrait fin, selon lui, à la menace des fusées soviétiques. Le président américain n'a pas abordé le problème des négociations sur les armements nucléaires en Europe, mais son entourage laisse entendre qu'il ferait une proposition à ce sujet la semaine prochaine.

De notre correspondant Washington. — « Mes chers concitoyens, ce soir nous lançons un effort qui promet de changer le cours de l'histoire humaine... ». Sans crainte de l'exagération, M. Reagan a conclu ainsi, mercredi 23 mars, un discours télévisé sur la défense nationale. L'« effort », en question, consistera à étudier une nouvelle forme de dissuasion nucléaire : non plus fondée sur les représailles massives, mais sur la capacité d'intercepter en vol les missiles ennemis.

ROBERT SOLÉ

(Lire la suite page 4.)

### AU GUATEMALA

Le gouvernement s'efforce de contrôler la population pour mieux isoler la guérilla.

Lire page 3 le reportage de FRANCIS FISANI

## Les projets du troisième gouvernement Mauroy

- Les tarifs publics seraient relevés
- Un grand ministère de l'industrie serait créé

Le président de la République a fixé mercredi soir 23 mars, au cours d'une allocution télévisée les objectifs du gouvernement, soulignant qu'il ne s'agit pas de mettre en œuvre « une austérité nouvelle », mais de « continuer l'œuvre entreprise adaptée à la rigueur des temps ». Après avoir indiqué qu'il a perçu « l'inquiétude » exprimée par les Français au premier tour des élections municipales, « même si au second tour la confiance a emporté en fin de compte sur le doute », M. Mitterrand a appelé les Français à redoubler d'efforts et à se mobiliser pour le « redressement national ». A l'Hotel Matignon, le premier ministre donne la priorité à la mise au point des mesures qui permettront d'appliquer les directives présidentielles, et parachever la formation du nouveau gouvernement. M. Delors a fait savoir qu'il sera entouré d'un secrétaire d'Etat au budget et d'un secrétaire d'Etat à la consommation. De plus il est envisagé de rattacher le secteur des postes et télécommunications au ministère de l'Industrie, le titulaire de ce secteur restant M. Louis Mexandeau.

Si cette dernière idée était retenue, on assisterait à l'émergence d'un grand ministère de l'industrie, doté de moyens en argent et en hommes, sans commune mesure avec les ministères précédents, qui ferait de son titulaire, M. Fabius, le troisième homme fort du gouvernement.

Judi matin, le premier ministre s'est longuement entretenu avec le ministre de l'économie et celui des affaires sociales. Les mesures que prépare le gouvernement pour rétablir les équilibres financiers — intérieurs et extérieurs — seront discutées au cours d'un conseil des ministres extraordinaire qui se réunira vendredi 25 mars à l'Elysée.

Il apparaît cependant peu probable que les détails en soient fixés avant la semaine prochaine. Des nombreux points doivent encore être tranchés. En l'état actuel des choses, il semble très probable que seront annoncés des relèvements sensibles de tarifs publics, de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, ainsi que des mesures d'encouragement à l'épargne. Seraient également retenues des économies sur le budget de l'Etat. La possibilité d'un nouveau prélèvement exceptionnel sur l'impôt sur le revenu — remboursable au bout de quelques années — restait à l'étude, mais ne recueillait pas des avis favorables.

### Les limites politiques du redressement

Il faut attendre vendredi pour porter un premier jugement d'ordre technique sur les mesures concrètes de redressement, l'allocution du président de la République, mercredi soir, appelant les Français à participer à la triple lutte contre le chômage, l'inflation et le déficit du commerce extérieur, suscite au moins autant de questions politiques que proprement économiques. Le ton, surtout au début, était gaullien, mais il arrivait aussi en général d'insister sur le style de l'autorité pour convaincre ses compatriotes à des tâches dont le sens leur a durablement échappé. Qu'en est-il jamais été, par exemple, de « l'ardente obligation » que devait constituer pour tous, selon le fondateur de la V<sup>e</sup> République, l'application du Plan ? Pas plus aujourd'hui qu'hier

ce n'est donc sur l'accent de la voix ou le justesse de l'expression qu'il convient d'évaluer la portée réelle des propos du chef de l'Etat. C'est un fait qu'hormis de brèves périodes, la France n'a guère connu de grande politique en matière économique ou financière. L'exception la plus notable est sans doute constituée par les premiers mois de la V<sup>e</sup> République, avec le lancement du plan Pinay-Rueff de la fin de 1958 qui devait assurer un redressement durable et quasiment instantané du franc et de la balance des paiements. Une autre, moins brillante, est probablement la période allant du printemps de 1978 (après les élections législatives) jusqu'à l'été de 1980 (après que l'approche de la campagne présidentielle allait fausser le jeu), couvrant le tiers en

viron de la présence de M. Raymond Barre à Matignon. Dans le contexte politique français, cela aurait-il un sens de se montrer, dans ce domaine, plus exigeant envers la gauche qu'envers une droite réputée, même parmi un bon nombre d'électeurs de la majorité, comme normalement plus apte à gérer les affaires ? Mais la question se pose différemment dans les circonstances actuelles, dans la mesure où la gauche a guère le choix. L'inflexion de la politique amorcée en juin après la deuxième dévaluation du franc a à peine ralenti le processus de dégradation, comme l'atteste la nécessité dans laquelle vient de se trouver M. Jacques Delors de procéder à une troisième. PAUL FABRA.

(Lire la suite page 10.)

### Le président et vous

Vous vous êtes exprimés. Vous, les électeurs, les Français. Vous avez dit votre inquiétude, puis, quand même, votre confiance. C'est ainsi que le président de la République interprète votre double message des élections municipales des 6 et 13 mars.

On ne le contestera pas sur ce point. D'abord parce que c'est un expert, une autorité qu'entre toutes les lectures des résultats de la dernière consultation celle-ci n'est pas la moins réaliste. L'inquiétude était réelle, et elle s'est traduite par un écartement qui, potentiellement, prive la gauche de la majorité. Toutefois, la confiance envers les gouvernants n'est pas à ce point entamée qu'elle tourne au désaveu.

Vous vous êtes exprimés et le pouvoir, en la personne de celui qui, au premier chef, l'assume, vous répond, nous répond.

Notons qu'il a pris son temps, au risque de paraître hésiter. On ne lui contestera pas davantage ce droit-là, surtout si le temps pris correspond à ce que le présidentielisme accepte, sans s'abaisser, de dialogue avec les siens à l'intérieur et avec ses partenaires à l'extérieur.

Le président de la République répond en proposant dans la continuité une autre politique. Ce n'est ni une paradoxe ni une habileté, car les choses sont claires.

La continuité est d'abord dans la référence aux engagements pris en mai 1981 : ils ne sont pas reniés. Elle est ensuite dans les finalités recherchées, un changement de la société vers plus de justice, et dans la fidélité à l'Europe et à l'alliance atlantique. Elle est enfin dans l'ancrage à gauche, qu'illustrent notamment le maintien à son poste de M. Pierre Mauroy et la préservation de la coalition qui, avec des hauts et des bas, a fondé le succès du pouvoir actuel.

Les mêmes sont donc appelés à mettre en œuvre une politique différente. La phase des grandes réformes est échouée, d'autres objectifs deviennent prioritaires. La gauche continue mais, porteur d'un programme da réva conçu dans l'opposition — et en partie appliqué, — elle doit désormais faire le pari du réel sans se renier.

C'est un nouveau pari, dont les enjeux sont précis.

A. L.

(Lire la suite page 10.)

### POINT DE VUE

## La difficile élaboration d'une stratégie charbonnière

Entrer dans l'avenir à reculons ?

Le 4 mars, le conflit de Carmaux s'achevait dans les chants et les danses. Les mineurs de Carmaux gagnaient la poursuite de l'embauche dans la mine de fond. Aujourd'hui que les passions se sont calmées, il paraît nécessaire de réfléchir aux questions que pose ce conflit : questions locales, questions nationales ; car chacun a perçu dans ce débat entre l'exigence sociale et la rigueur des chiffres un dilemme exemplaire, susceptible d'une extension à d'autres exploitations de l'entreprise Charbonnages de France.

L'extraction du charbon est ancienne. Elle a créé des populations aujourd'hui bien enracinées. A Carmaux comme ailleurs, on aspire à vivre au pays, à voir ses enfants grandir au pays. Qui de plus compréhensible ? Partout où elle s'est implantée, la houillère s'est imprimée dans le paysage, dans l'urbanisme, dans les mentalités. Première industrie, elle a, contrairement aux autres industries de la région, une apparence de grande solidité, parce qu'on sait que, derrière elle, il y a l'Etat. Comment imaginer qu'elle puisse disparaître ?

Le charbon de Carmaux est apparu de ce fait comme une richesse sur laquelle il est impensable de renoncer. Alors que notre pays doit importer presque tout son pétrole, les trois quarts de son gaz, alors qu'on utilise du charbon venant d'ailleurs dans la cokerie de la houillère, comment peut-on vouloir laisser dormir ce charbon ? Comment peut-on hésiter à investir immédiatement dans une grande mine à ciel ouvert qui, peut-être, n'exigera aucune subvention pour fonctionner ? Voilà ce qu'on disait à Carmaux et ce qu'on dit aussi en d'autres mines.

Ce conflit précis a exprimé la volonté de mettre en œuvre immédiatement le charbon de la mine à ciel ouvert tout en conservant l'activité du fond à son niveau actuel, alors que la direction générale de l'entreprise prévoyait d'abord de laisser se réduire, peu à peu, par fusion naturelle, l'effectif de la mine de fond, lequel s'élève à environ un millier de personnes. Les réserves de cette mine viendront en effet à épuiser dans moins de dix ans, et son activité a entraîné en 1982 une perte compensée par l'Etat à hauteur de 148 millions de francs. Cette perte atteindra, en 1983, 216 millions.

(Lire la suite page 30.)

### AU JOUR LE JOUR

#### Art

C'est un art bien français que celui de l'éloquence : familles, groupes, nation, tout s'achève en discours. A gauche, à droite, l'art oratoire est l'arme des combats et des célébrations, fait sonner l'organe de la gravité et de l'émotion contrôlée.

Quand vous manquent les êtres, les indices ou les choses, les mots sont là, de république en république. Leur musique rassure les inquiets, réveille les assoupis ou provoque les grincements.

On ne saurait contester à M. Mitterrand une compétence pour la reconquête du marché intérieur du Verbe.

BRUNO FRAPPAT.

(Lire la suite page 10.)

### LA MORT D'ARMAND LANOUX

#### Le réaliste et le rêveur

Le romancier Armand Lanoux, secrétaire général de l'Académie Goncourt, est mort mercredi soir 23 mars à son domicile parisien. Il était âgé de soixante-neuf ans. Il y a quatre mois, Armand Lanoux avait été admis à l'hôpital Saint-Antoine à Paris et opéré d'un cancer.

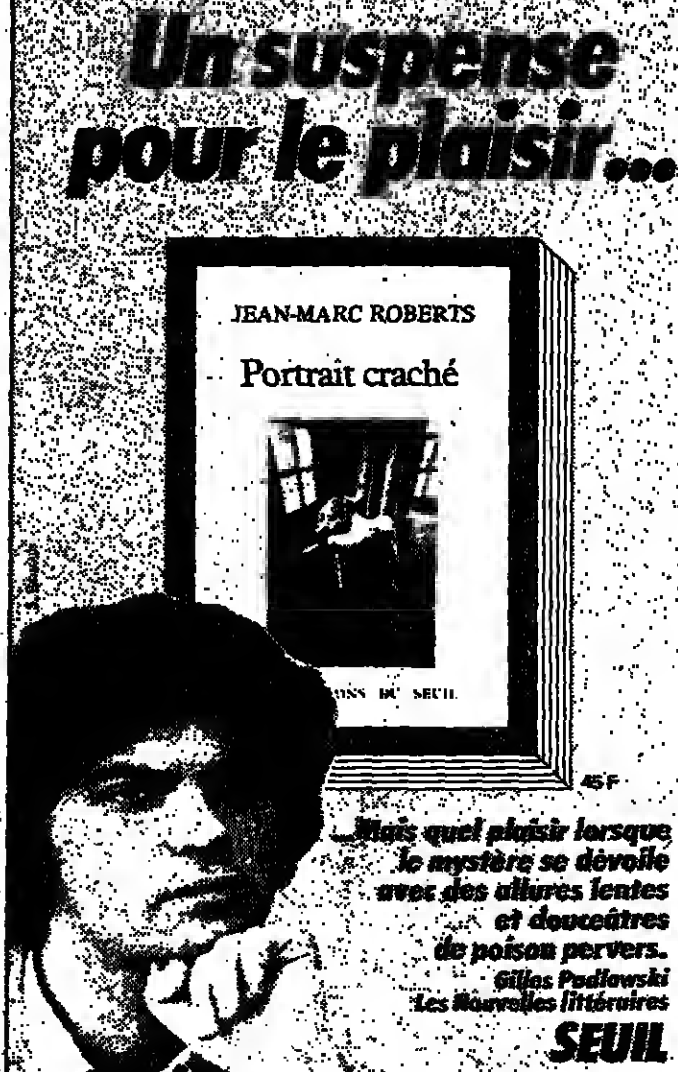
Le verbe chaleureux, l'habit volontiers criard, l'œil plein de malice, la moue eschère au bataillon, Armand Lanoux ne passait pas inaperçu. Il aimait qu'on le reconnaisse et, après quelques amabilités, qu'on lui demande un service, un renseignement, une opinion professionnelle. C'était, jusqu'au bout des doigts et de la plume, un homme de lettres dans toute l'acceptation du terme. Nul mieux que lui ne connaissait les lois et les rouages compliqués de l'administration, du fisc, de la papeterie : toujours prêt à se dévouer, il protégeait la veuve et l'orphelin. Il n'est personne à qui on doive plus de réformes en faveur de l'écrivain et de ses droits, non seulement sur le plan français, mais aussi sur le plan international. D'une courtoisie à toute épreuve, jusqu'à dans sa goguenardise, il se dépensait sans compter.

Et c'est un peu la même image qu'il laisse à travers ses œuvres les plus connues qui sont de deux sortes : les romans à succès et les

biographies. Sa réputation dans ce domaine était grande et solide : elle dépassait largement nos frontières. On peut qualifier sa manière de post-réaliste ou, si l'on veut, de post-naturaliste. Ses modèles, Zola et Maupassant, il leur a consacré des portraits vibrants, fouillés, justes, lumineux même, qui font de lui un historien d'une rare objectivité. Mais il ne lui suffisait pas de saisir une âme ou une action, il lui fallait aussi reconstituer une époque, avec ses contradictions et ses hantises dont toutes ne sont pas toujours évidentes. A cet égard, ses deux volumes sur la Commune de Paris sont un modèle d'introspection et de modestie. Nourri de ces exemples, conscient qu'il avait un témoignage à fournir, il a écrit des romans où se retrouvent le fureur, le bruit des destins puissants et les défaites curieuses.

ALAIN BOSQUET.

(Lire la suite page 21.)



Un suspense pour le plaisir...  
JEAN-MARC ROBERTS  
Portrait craché  
Mais quel plaisir lorsque le mystère se dévoile avec des allures lentes et douces de poison pervers.  
Gilles Poulain  
Les Nouvelles Littéraires  
SEUIL

هكرامن الرض



## Islam et modernité

Le discours de Renan sur l'islam et la science, prononcé il y a cent ans, n'a pas fini de faire couler de l'encre. Le 29 mars, une « table ronde » aura lieu sur ce thème à la bibliothèque de La Part-Dieu, à Lyon, autour d'Ali Merad. Celui-ci nous rappelle que Renan fut approuvé en son temps par les réformistes musulmans. Magdi Sami Zaki met en relief l'apport d'un moderniste tunisien contemporain. Tahar Ben Jelloun souligne l'indifférence des dirigeants politiques musulmans pour la modernité. Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, enfin, fait l'éloge d'une initiative du colonel Kadhafi.

## Les Arabes iront-ils sur Mars ?

par MAGDI SAMI ZAKI (\*)

L'image de la société, l'intellectuel arabe est à la fois moderne et archaïque. Une option trop moderniste risque de le mettre assis hors de la communauté. A moins de s'exiler, aucun penseur arabe n'a pu franchir le pas de la contestation ouverte, globale. Ceux qui l'ont tenté furent forcés de se retirer de la scène publique. Le cheikh Ali Abderrazak, célèbre champion de la laïcité en islam, n'a pas échappé à ce sort. En 1966, rédacteur des « écrits profanes », son disciple, Khaled Mohamed Khaled, espoir des années 50, s'est, en 1981, ostensiblement retranché en rejoignant le thème de l'islam. « Religion et Etat » (1). Il est dur de combattre seul.

D'autres intellectuels associent modernité et traditions surannées dans des discours qui ne chagrinent aucun ayatollah. Le professeur égyptien de sciences politiques Abdelhmid Metouali, qui avançait naguère quelques réserves à l'égard des sources du droit musulman, se déclare maintenant favorable à l'ampoulation de la main du voleur (2), sans doute pour se faire pardonner ses petites eudaces passées et se rattacher sans équivoque à la communauté islamique, la *Oumma*. Le jeune universitaire marocain Moulay Rachid soutient en 1981 à la faculté de droit de Rabat, devant le Français Jean Déprez et le Tunisien Mohamed Charfi, une thèse de doctorat (3), où, après avoir revendiqué pour la femme la liberté d'occuper tous les emplois, y compris celui de sapeur-pompier (métier exigeant pourtant de pratiquer parfois « le bouché-d-bouche »), il avoue se heurter, par ailleurs, à une « limite infranchissable » : la nécessité de maintenir l'interdiction du mariage entre musulmans et non-musulmans. Un pas en avant, un pas en arrière. Aucun membre du jury, pourtant compétent, n'a osé critiquer l'ouvrage. C'est la barrière dressée contre le mariage mixte s'effondrerait d'elle-même.

Les aspects non positifs de l'expansion arabe, certaines règles musulmanes inadmissibles du droit musulman ne sont abordés qu'en tremblant. Il serait trop long de nommer tous les auteurs arabes contraints à composer ou du moins à ruser avec la censure religieuse. Aussi est-ce avec intérêt que l'on lit l'ouvrage insolite du docteur Moncef Merzouki, professeur dans une faculté de médecine en Tunisie : « Pourquoi les arabes vont-ils mettre les pieds sur la planète Mars ? » (4). Comment porter aux cieux une ambition qui, sur terre, ne parvient pas à franchir le pas décisif de l'autorité ? D'ailleurs la fable inoffensive de la conquête de l'espace par les Arabes, il y a l'insaisissable et douloureuse

conquête de la liberté en pays d'islam. Se déplacer parmi les astres est une aventure combien moins redoutable que celle de vaincre les tabous, de sortir du sous-développement, de rétablir la confiance dans une identité trop effacée ou hypertrophiée, d'extirper la haine de soi et la haine des autres. Pour faire passer ce message, le docteur Merzouki ne flirte pas, ne biaise pas, ne trahit pas. Partisan de l'arabité et de l'arabisation mais sans chauvinisme, il relève le défi et franchit le pas. Il dit les choses interdites dans un langage cru et frais, floutant parfois le sacrilège.

### La gloire des ancêtres

Nous sommes « la meilleure communauté que l'on ait fait surgir pour les hommes » (Coran 3, 110). Certes, nous le sommes avec un taux d'analphabétisme de 30 %. Assez de larmes versées sur l'âge d'or arabe. Depuis Omar (5), note-t-on, « il y a eu une série ininterrompue d'intrigues et de guerres, d'injustices et de fléaux... ». Cessons d'élever la gloire de nos ancêtres pour nous justifier ; notre civilisation qui aurait profité de l'Occident, pour l'évoquer, au moins en partie, empruntée « à l'Inde, à la Perse, à la Grèce ». Arrêtons cette litane plaintive contre les Occidentaux, responsables de tous nos maux. Ils nous ont éblouis de leurs richesses, nous avons été colonisés, c'est parce que nous étions faibles. « La colonisation était l'effet et non la cause de notre décadence ». Et l'évez-vous oubliée ? Nous aussi, nous étions des colonisés : « Nous sommes la plus authentique des nations impérialistes, nous avons gouverné l'Espagne sept siècles, soumis l'Iran (...), détruit la langue des pharaons, poussé les Berbères vers les montagnes... »

Ayant dit tout haut ce que beaucoup n'osent murmurer tout bas, le docteur Merzouki se met à disserter le retard du monde arabe et invite à réfléchir sur les moyens d'y remédier. Il ne propose pas un modèle de société inspiré de l'islam. « De quel islam parlez-vous ? De l'islam des prophètes ou de l'islam des théologues ? » Il rejette aussi la société de consommation occidentale, peu efficace et coûtant très cher (pollution, tiers-monde, pollution, alcoolisme, suicide, démolition, dépendance énergétique...). Ce qu'il retient de l'Occident, c'est la liberté de discuter, de critiquer pour mieux construire la Cité de demain.

Alors les Arabes iront-ils sur Mars ? Attendons d'abord de voir si le livre du docteur Merzouki est une flamme raisonnée sans suite ou le début d'un nouveau sursaut traversant l'univers arabo-musulman.

(\*) Égyptien, docteur en droit, chargé de cours à la faculté de droit d'Orléans.

- (1) Khaled Mohamed Khaled : *L'Etat en islam* (en arabe). Éditions Dar Sabab, Le Caire, 1981.
- (2) Abdelhmid Metouali : *La charia en tant que source principale de la Constitution* (en arabe). Éditions Al Maaref, Alexandrie, 1975.
- (3) Moulay Rachid : *La Condition de la femme au Maroc*. Thèse, Rabat, 1981.
- (4) Éditions Errai, Tunis, 1982. 204 pages (en arabe seulement).

(5) N.D.L.R. : le calife Omar Ibn el-Khattab, un des premiers successeurs de Mahomet.

## Renan et le cheikh afghan

par ALI MERAD (\*)

Il y a un siècle (le 29 mars 1883), Ernest Renan (1823-1892) donnait une conférence à la Sorbonne sur « l'islamisme et la science » (1). Il n'imaginait sans doute pas que le texte deviendrait une constante référence dans le débat d'idées qui allait se développer — en Occident comme en Orient — sur le thème de « retard » du monde musulman.

Au moment de sa fameuse conférence, Renan est au faite de la célébrité. Professeur au Collège de France (depuis 1882), membre de l'Académie française (depuis 1878), il jouit d'une large audience au sein de la classe intellectuelle française de l'époque. Avec son ami Marcelin Berthelot et d'autres sommités du scientisme, Renan est au premier rang de « ces prêtres des temps nouveaux » (Adrien Dansette), annonçant pour le genre humain une ère de bonheur sous le signe de la science et de la liberté de l'esprit.

Comme adepte de la « religion de la Science », comme historien des religions monothéistes, Renan ne pouvait demeurer indifférent au cas de l'islam. Sa critique du judaïsme et du christianisme appelait une procédure identique en ce qui concerne l'islamisme. A cet égard il pouvait s'autoriser d'une inépuisable compétence. Spécialiste de philosophie arabe (sa thèse de doctorat, en 1852, portait sur Averroès (2) et l'averroïsme), mais aussi d'études sémitiques, sa connaissance de l'Orient n'était pas purement théorique : un séjour au Proche-Orient (1860-1861) lui avait permis d'acquiescer une large documentation vivante.

À Paris même, il entretenait des relations avec des personnalités représentatives de l'opinion arabo-musulmane. Au début de l'année 1883, il avait fait la connaissance de Jamil al-Din al-Afghani (le cheikh Gamme-Eddine), « C'est au grand pacha, nous révèle-t-il, la conversation que j'eus avec lui qui me décida de choisir pour sujet de ma conférence à la Sorbonne les rapports de l'esprit scientifique et de l'islam ».

De prime abord, Renan propose une analyse du monde musulman dans le cadre de la civilisation arabo-islamique. Mais il ne se contente pas de constater ce qu'il voit de sévère : « Toute personne un peu instruite des choses de notre temps voit clairement l'infirmité actuelle des

peuples musulmans, la décadence des États gouvernés par l'islam, la nullité intellectuelle des races qui tiennent uniquement de cette religion leur culture et leur éducation ». L'argument fondamental de Renan tient dans son affirmation de l'incompatibilité de l'islam avec l'esprit scientifique. Ce principe étant posé comme vérité absolue, Renan l'illustre par un rapide survol de l'histoire culturelle du monde musulman. Pour lui, la brillante civilisation arabo-musulmane des premiers siècles n'a nullement été favorisée par l'islam, au contraire ! Il dénonce l'« erreur que l'on commet, par suite de généralisation, quand on attribue à l'influence de l'islam un mouvement qui s'est produit contre l'islam, malgré l'islam, et que l'islam, heureusement, n'a pu empêcher ». Le développement philosophique et scientifique dans le monde musulman n'a été possible que par le « ralliement momentané de la rigueur orthodoxe ». De plus, estime-t-il, « ce beau mouvement [non-musulmans] ou de musulmans intérieurement révoltés contre leur propre religion, il n'a recueilli des musulmans orthodoxes que des malédiction ».

C'est donc au niveau de l'essence même de l'islam que Renan situe la cause du retard islamique. A ses yeux, l'islam comporte l'« idée la plus opposée au progrès : l'Etat fondé sur une prétendue révélation, la théologie gouvernant la société. (...) L'islam, c'est le règne d'un dogme ».

### Sorte fierte

En somme, ce n'est pas tant l'islam coranique qui est en cause que l'islam incarné dans des doctrines (notamment l'orthodoxie) et des structures sociales marquées par la toute-puissance des interprètes de la charia (la loi islamique), détenteurs du pouvoir religieux et le plus souvent solidaires de despotes obscurantistes. Vu sous cet angle, l'islam historique justifie le réquisitoire de Renan, auquel répond, comme un écho, le jugement non moins rigoureux d'al-Afghani. Celui-ci, il est vrai, prend soin de nuancer l'affirmation centrale de Renan (3) : « On ne peut s'empêcher de se demander si ces obstacles [au libre exercice de la recherche scientifique] proviennent uniquement de la religion musulmane elle-même ou de la manière dont elle s'est propagée dans le monde. »

(\*) Universitaire et écrivain algérien.

## Sagesse de Kadhafi

par J.-P. PERONCEL-HUGOZ

Le colonel Kadhafi a émis un jour l'opinion que les musulmans devraient revenir au Coran seul et prendre leurs distances à l'égard de la Summa. Ce fut un tollé à travers le monde islamique et non islamique, où un peu partout (jusqu'à Marseille !) des imams montèrent en chaire pour dénoncer le « sacrilège ».

La Summa — Conduite ou Tradition — est fondée sur le souvenir que les compagnons de Mahomet, ou les compagnons de ceux-ci, avaient conservé des faits et propos du fondateur de l'islam. Certains auteurs ont compté jusqu'à sept cent cinquante mille « hadiths ». Même les oulémas les plus traditionalistes reconnaissent que la majorité de ces « hadiths » sont sujets à caution, sinon faux (1). L'imam Naouaoui, au quatorzième siècle, en a rassemblé quarante, que la plupart des musulmans s'accrochent à l'épave de la religion, et qui donnent une idée assez favorable de la troisième religion révélée.

Et revanche, on se doute bien que le hadith qui conseille au pékin d'« obéir à même au calife injuste » a été forgé par les flâneurs de quelque pays. D'autres d'ailleurs ont été manifestement inventés par des obsédés du châtiment corporel — dignes prédecesseurs, sur ce point, de Khomeiny — qui avaient dû trouver le Coran trop indulgent à l'égard des adultères, des sodomites, des apostats ou des amateurs de vin...

Ahmed Ben Bella, alors président de la République algérienne, rejeta le projet, soutenu par l'abbé Alfred Béranger, député d'Oran, visant à l'abolition de la peine capitale et la mise en œuvre de « contre-révolutionnaires ». A l'époque, le prestige de l'Algérie était assez grand pour qu'une mesure abolition-

Tout comme Renan, en revanche, al-Afghani constate que, « à la vérité, la religion musulmane a cherché à étouffer la science et à enrayer le progrès. Elle a réussi aussi à enrayer le mouvement intellectuel ou philosophique et à détourner les esprits de la recherche de la vérité scientifique ». Il déplore ainsi le musulman : « Attache, comme un bouf à la charrette, au dogme dont il est l'esclave, il doit marcher éternellement dans le même sillage qui lui a été tracé d'enfance par les interprètes de la Loi, convaincu, en outre, que la religion renferme en elle toute la morale et toutes les sciences. (...) A quoi lui servirait-il de chercher la vérité quand il croit la posséder tout entière ? » Comme Renan, il dénonce la fanatisme qui porte le musulman à « enfler de la sorte fierté de posséder ce qu'il croit être la vérité absolue ».

Le cheikh afghan n'était donc pas fondamentalement en désaccord avec Renan. Néanmoins, le réformiste musulman pensait, avec le cheikh Abdouh, que la crise intérieure de l'islam pouvait être résolue non seulement par la diffusion de l'inspiration, mais par un retour aux sources de l'islam. Pour les réformistes, ce fondamentalisme-là, qui n'a pas grand-chose à voir avec ce que l'on appelle aujourd'hui l'intégrisme islamique, pouvait être libérateur.

Dans bien des domaines, hélas, la vision de Renan ne semble guère aujourd'hui démentie par les faits. En dépit des fictions entretenues par les discours apologétiques. Le monde musulman demeure un lieu de paradoxes. On y érige des barrières là où il gagnerait à s'ouvrir au monde, dans la fidélité à sa vocation de « communauté intermédiaire » (Coran, II, 143). On s'y réclame de la tolérance coranique, mais l'on tolère les plus fâcheuses foyers de fanatisme ; on y célèbre la fraternité islamique, mais l'on ferme les yeux sur les conflits fratricides. On y invoque sans cesse le Dieu de miséricorde (« Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux »), mais l'on garde le silence sur la torture et les violations des droits de l'homme. Au point que certains, découragés, en arrivent à se demander si le message islamique a réellement un sens dans le monde musulman d'aujourd'hui.

- (1) *Œuvres complètes*, éd. définitive par Henriette Pichard, Calmar-Lévy (1947), tome I.
- (2) Médecin et philosophe cordouan, commentateur d'Aristote (1126-1198).
- (3) *Journal des débats*, 18 mai 1883.

## Blocage et détournement

par TAHAR BEN JELLOUN

Le 19 septembre 1981, la Conférence islamique pour l'Europe proclamait à l'UNESCO la Déclaration islamique universelle des droits de l'homme. Même si l'on peut douter des chances d'application de cette déclaration, il faut la prendre au sérieux et à la lettre. Il est dit dans le préambule qu'il est regrettable que « les droits de l'homme soient impunément foulés aux pieds dans de nombreux pays du monde, y compris dans des pays musulmans ». Il était certes difficile de ne pas constater combien le citoyen musulman est souvent privé de ses droits et que l'esprit de justice célébré dans le Coran est rarement respecté dans les pays où l'islam est religion d'Etat.

Il ne faut pas confondre l'actualité de l'islam et la modernité. Il se trouve que sa vitalité — qui ne date pas de l'évolution iranienne — est ce qui pourrait définir et réaliser sa modernité dans le sens d'une adéquation ou, du moins, une adaptation à des valeurs de progrès qui ne sont pas absentes du texte sacré, comme par exemple la recherche du savoir et l'acceptation de l'évolution du monde. Or cette modernité est incomplète, inachevée ou empêchée de se concrétiser. Deux éléments seraient à l'origine de ce blocage :

1° L'esprit critique — analyses, nouvelles interprétations — est quasi inexistant chez les intellectuels se réclamant exclusivement de la culture islamique (1). Le débat sur le problème de la laïcité, de la séparation du religieux et du culturel, n'est pas toléré.

2° L'islam est souvent appliqué dans une vision étroite, non évolutive et surtout détournée par la politique vers le teneur, le simplisme et l'anachronisme. Ce qui donne un aspect de manœuvre politique assez étendu à ceux qui ne s'encombrent pas de scrupules quant aux droits de l'homme.

Le religieux et la politique sont liés. L'intellectuel musulman hésite devant la critique radicale et fait de la tradition un refuge qui le laisse contemporain passif d'une crise. A la limite, il se lamente. Il le regarde passer sans intervenir, tout en étant à la recherche d'une technicité qui ne dérange pas le passé — toujours présent — et qui lui donnerait l'illusion d'élaborer un futur sans risque.

L'homme politique s'inquiète peu de la modernité de l'islam. L'important, pour lui, c'est de se maintenir au pouvoir. Il soupçonne que le retard de l'islam résiderait dans la réactivation de l'individu en tant qu'homme libre, lequel se sentirait plus créateur, plus productif, moins aliéné ou complexé par l'Occident. Cet homme, à la fois musulman et progressiste, enraciné dans sa culture et ouvert au monde extérieur, on a cru qu'il naissait à l'égard de la Nahda — la renaissance culturelle islamique du dix-neuvième siècle — ou tout au début du mouvement nationaliste qui a mis fin au colonialisme. Ce fut une brève illusion. Aujourd'hui, une grande partie des territoires du tiers-monde sont dans l'islam (2). C'est peut-être une coïncidence géographique. Le chiisme de Khomeiny a confirmé la religion et la culture de près d'un milliard d'individus et en a fait une mission universaliste à base de martyrisme évangélique.

Alors, les droits de l'homme ? On en est à peine à leur proclamation !

- (1) Notons cependant les recherches passionnantes de deux islamologues algériens, Mohamed Arkoun et Ali Merad. Ils vivent tous les deux en France.
- (2) Voir l'excellent numéro de la revue *Tiers-Monde* consacré à « L'islam et son actualité pour le tiers-monde », PUF, oct.-déc. 1982.

## Le Monde

Service des Abonnements  
1 rue des Juifs  
75477 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER  
(par messagerie)

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
381 F 634 F 897 F 1 140 F

II - SUISSE, TUNISIE  
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## Le Monde

Service des Abonnements  
1 rue des Juifs  
75477 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER  
(par messagerie)

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
381 F 634 F 897 F 1 140 F

II - SUISSE, TUNISIE  
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

JEAN BERNARD

de l'Académie française

# Le sang et l'histoire

L'étude du sang est désormais pour les historiens une méthode, un outil de travail qui fournit de précieuses informations.

Un livre essentiel.

BUCHET / CHASTEL

18 rue de Condé, 75001 PARIS

## Le régime n°1

Le général Juan Manuel, dit « le tigre », au cours d'un discours prononcé le 23 mars, a déclaré que le régime n°1 était le régime de la démocratie.

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».

« Le régime n°1 », a-t-il dit, « est le régime de la démocratie, le régime de la liberté, le régime de la justice, le régime de la paix, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité, le régime de la prospérité ».



AMÉRIQUES

Guatemala

MORALISTE ET NATIONALISTE

Le régime s'efforce de contrôler la population pour mieux isoler la guérilla

Le général Rios Montt, chef de l'Etat, a mis en garde, mercredi 23 mars, contre « toute tentative de coup d'Etat » au cours d'une allocution télévisée prononcée à l'occasion du premier anniversaire de son arrivée au pouvoir. Il a menacé de fusiller « tous ceux

qui tenteraient de le renverser ». D'autre part, les lois devant permettre une certaine ouverture politique sont entrées en vigueur mercredi. L'un des textes prévoit la création d'une Cour suprême, « qui devra veiller au bon déroulement des futures élections ».

Guatemala. — Depuis le 23 mars 1982, Rios Montt n'a rien fait. C'est Dieu qui a tout fait, déclarait récemment le général en parlant de lui-même et de ce qui l'inspire devant huit cents instituteurs, tous affublés d'un écusson aux couleurs nationales portant leur nom et sur lequel était inscrit la nouvelle devise de tous les fonctionnaires : « Je ne vole pas, je ne mens pas, je n'abuse pas. J'ai promis de changer ».

Le chef de l'Etat était venu leur déclarer qu'ils sont « une arme de la paix, dont dépend la sécurité du pays », leur dire qu'ils sont à la fois « semeurs et des forgerons ». Que lui-même les aime au point de vouloir être « un tapis qui leur évite de se faire mal aux pieds ». Il leur a donné l'ordre d'applaudir aux passages-clés de son discours et les a fait rire au bon moment.

Il leur a crié très fort qu'il « aime la femme, c'est savoir résister à la chair » et qu'il « aime la lumière ». Il leur a dit qu'il entend donner à la « guatemalinité ». Mais où sont donc passés le Chiapas et le Totonicapán (provinces mexicaines), le Honduras, le Salvador, le Nicaragua, le Costa-Rica et Belize ? leur a-t-il demandé par deux fois. Vous vous rendez compte de l'immense amertume qui règne dans nos cœurs ».

Arrivé au pouvoir en mars 1982, le général Rios Montt était pressé par la conjonction de la révolution de l'image, du pays, décomposition du régime et surtout montée de la guérilla. Face à ce dernier problème, la réponse a été un programme de lutte contre la « subversion », baptisé « fusils et frijoles » (fusils et haricots).

Dans un premier temps, il s'agissait d'une adaptation du concept de sécurité nationale puis, selon le colonel Lobos, qui a participé à son élaboration, à des « sources » continentales qui vont « de Pinochet aux Péruviens », sans oublier à l'extérieur Taïwan, dont on admire le projet national de reconquête de la Chine continentale, et Israël, qui vend l'essentiel des armes utilisées par l'armée guatémaltèque.

Côté « fusils », les choses n'ont guère changé. Point positif : les groupes paramilitaires ont été mis au pas dans les villes. On trouve moins de cadavres sur les routes, mais les sinistres clandestins se sont multipliés, disent les dirigeants de l'association des étudiants.

Les tribunaux spéciaux qui ont fait fusiller quinze personnes ces derniers mois sont également présentés comme un « progrès » par les

De notre envoyé spécial

autorités, mais la grande majorité des avocats leur reproche, le secret et le fait que la défense des accusés doive être présentée par écrit. Dans les campagnes la guerre continue. L'armée est plus mobile et mieux préparée à la lutte anti-insurrectionnelle. Mais les massacres n'ont pas cessé. « Loin d'être exécutés sur ordre de l'état-major, ils sont le fait d'officiers isolés », estime un colonel qui affirme que le responsable de la mort de trois cent cinquante personnes à San Francisco le 17 juillet 1982 est maintenant en « traitement psychiatrique ».

Embrigement

Beaucoup d'observateurs évaluent à plusieurs centaines de milliers le nombre de personnes déplacées et de réfugiés, à plusieurs milliers le nombre de morts, à plusieurs dizaines le nombre de villages détruits ou abandonnés. Parallèlement, le gouvernement a décidé en quelque sorte de « geler » l'eau, à laquelle on compare la population, pour empêcher au « poisson-guérilla » de s'y mouvoir. Pour cela, il a décrété l'embrigement de la presque totalité de la population masculine dans les zones de conflits dans des patrouilles d'autodéfense civile (près de cinq cent mille personnes concernées selon les déclarations officielles). Rares sont les zones de conflits dans des zones de conflits civils (près de cinq cent mille personnes concernées selon les déclarations officielles). Rares sont les zones de conflits dans des zones de conflits civils (près de cinq cent mille personnes concernées selon les déclarations officielles).

L'organisation chargée de cette tâche est le Comité de reconstruction nationale, créé à la suite du tremblement de terre de 1976. Il peut mieux que tout autre appliquer cette politique qui consiste à tout faire pour « rendre l'armée sympathique ».

Les officiers responsables des zones de conflits estiment que les « frijoles » interviennent pour 70 % dans leurs succès. Nationalisme, moralisme (la corruption a pratiquement disparu), embrigement de la population, transformation du « plan de guerre » en « programme de développement », tels sont donc les éléments du « modèle » de so-

ciété qui se met en place depuis un an.

Mais l'entreprise se heurte à de multiples résistances. Dans l'armée, certains officiers regrettent les sources de profit traditionnelles, alors que d'autres ont tendance à penser que « les fusils suffisent à régler le problème de la subversion ».

Le secteur privé a aussi ses motifs de mécontentement face à un président qui reproche aux hommes d'affaires de ne penser qu'à « lucre » et les critique publiquement pour leur refus de participer à l'effort national. Les partis politiques sont inquiets : le calendrier du retour au régime constitutionnel les préoccupe. L'extrême droite voudrait des élections au plus tôt, car elle espère les remporter grâce à une organisation rodée depuis trente ans. La démocratie chrétienne a besoin, au revanche, de temps. Tous redoutent la création d'un éventuel nouveau parti politique, un parti officieliste autour de certaines personnalités du régime, presque toutes protestantes.

Démembrement

La religion est source de tensions. L'enthousiasme manifesté pendant la visite du pape n'était pas innocent. Le président s'était entouré de nombreux membres de son Eglise du Verbe. Les Eglises évangélistes venues des Etats-Unis se multiplient grâce au soutien présidentiel. Elles participent activement aux campagnes menées contre la guérilla et essaient d'en tirer avantage contre les catholiques. Elles distribuent des aliments, participent au démembrement des communautés indigènes, auxquelles elles demandent par exemple d'abandonner leurs vêtements traditionnels.

La guérilla, de son côté, a reçu de sérieux coups dans la capitale, puis dans le nord-ouest du pays. Elle a été surprise par les nouvelles tactiques militaires, politiques et psychologiques. Mais il s'agit de l'une des plus anciennes guérillas d'Amérique latine, dirigée par un diplomate, elle a connu des hauts et des bas dont elle s'est toujours remise. On constate déjà une certaine recrudescence de son activité militaire au cœur même des régions les plus durement touchées l'année passée (Huehuetenango et Quiché), ainsi que dans le Nord et le Sud-Ouest. « Nous avons peut-être commis une erreur en concentrant nos efforts », reconnaît un officier.

La tension persiste avec les Etats-Unis, qui ont, le 13 mars, rappelé leur ambassadeur pour consultation à la suite de l'assassinat de quatre employés de leur agence internationale pour le développement. Certains secteurs de l'armée ne souhaitent pas un rapprochement trop marqué avec Washington de peur qu'il ne limite leur marge de manœuvre dans la lutte contre la guérilla. Tous aujourd'hui semblent d'accord pour dire qu'il vaut mieux faire la guerre seule qu'avec l'aide de l'Oncle Sam, dont on rappelle, à qui veut l'entendre, les médiocres performances au Vietnam et au Salvador.

L'administration Reagan semble désireuse de prendre certaines distances avec un gouvernement trop cynique à donner « le mauvais exemple ».

Le général Rios Montt, craint un coup d'Etat de l'extrême droite ou organisé par de jeunes officiers désireux de relancer le processus engagé le 23 mars 1982. Son principal soutien sont les classes moyennes des villes, et la division de ses adversaires l'avantage.

FRANCIS PISANI.

El Salvador

Le Front Farabundo Martí de libération nationale (F.M.L.N.) est prêt à engager un dialogue direct sans préalables avec le gouvernement salvadorien pour trouver une solution négociée au conflit, a déclaré mercredi 23 mars, M. Ruben Zamora Rivas, dirigeant du F.M.L.N. à Bruxelles. « Une solution négociée est la seule voie rationnelle pour surmonter l'état de guerre. Ce ne sont pas des élections anticipées qui vont résoudre les problèmes du pays, car les conditions pour que le peuple exprime sa volonté ne sont pas réunies », a indiqué M. Zamora, membre de la commission politico-diplomatique du F.M.L.N. M. Zamora a affirmé qu'un cessez-le-feu n'était pas concevable avant que le processus de négociations ne s'engage. — (A.F.P.)

AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES

Vif affrontement entre les représentants des Etats-Unis et du Nicaragua

Le Conseil de sécurité des Nations unies devait reprendre ce jeudi 24 mars ses délibérations sur la plainte du Nicaragua, qui a dénoncé une agression croissante et mis en cause les Etats-Unis et le Honduras, où sont basés des commandos somozistes qui ont accru leurs incursions à l'intérieur du Nicaragua ces derniers jours.

Mercredi, M. Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, a stigmatisé le régime sandinista de Managua, qu'elle a comparé au « régime de Somoza », car il opprime « le peuple nicaraguayen ». M. Tinoco, représentant du Nicaragua, avait ouvert les débats devant le Conseil de sécurité en déclarant que la responsabilité de l'administration Reagan dans les menaces à la paix en Amérique centrale « ne pouvaient être passées sous silence ». M. Tinoco a exhorté les Etats-Unis « à reconsidérer toutes les initiatives de paix pour trouver des solutions aux problèmes de la frontière entre le Honduras et le Nicaragua ».

Dans sa réponse, M. Kirkpatrick a affirmé que le gouvernement de Managua « avait violé toutes ses promesses ». M. Tinoco a déploré que le représentant de Washington ait consacré l'essentiel de son intervention « à donner des leçons de morale » et qu'elle n'ait pas admis qu'il existait « une agression contre le Nicaragua ». Il a répété que les « envahisseurs étaient financés, entraînés et dirigés par des organismes dépendant du gouvernement américain. Les Etats-Unis prétendent leur propre légitimité et l'acte sur la neutralité en faisant valoir que les entrainements de mercenaires anti-sandinistes se déroulent sur des terres privées et qu'ils n'ont rien d'illégal ».

Nouveaux combats

Sur le terrain, les affrontements continuent entre les forces sandinistes et les commandos venus du Honduras. Le gouvernement de Managua a envoyé mercredi trois cents militaires à Matagalpa, dans le Nord, pour renforcer les unités chargées de lutter contre les forces ennemies retranchées, semble-t-il, dans les environs. Selon une radio « rebelle », près de trois cents soldats sandinistes auraient été tués au cours des combats de ces derniers jours. M. Ortega, ministre de la défense du Nicaragua, a affirmé mer-

Etats-Unis

Après le retrait de M. Byrne UN MAIRE NOIR POUR CHICAGO ?

(De notre correspondant.)

Washington. — Après avoir étonné tout le monde et modifié les rapports de force en se présentant comme indépendant aux élections municipales de Chicago (le Monde du 18 mars), M. Jane Byrne, maire sortant, a de nouveau fait parler d'elle, mercredi 23 mars, en... retirant sa candidature.

La raison invoquée est d'ordre technique : M. Byrne estime impossible de modifier légalement, d'ici au scrutin du 12 avril, la procédure du Write-in. Cette procédure interdit à un candidat qui n'a pas obtenu l'investiture d'aucun des deux grands partis d'avoir son nom imprimé sur les bulletins de vote. Les électeurs sont donc obligés d'inscrire eux-mêmes son nom. Cela enlève généralement toute chance de succès aux candidats indépendants. Mais M. Byrne s'est sans doute aperçue — un peu tard — qu'elle avait fait une fausse manœuvre en se présentant aux élections. Son initiative lui valait des critiques nombreuses et virulentes, notamment de la communauté noire, dont l'un des membres, M. Washington, avait devancé le maire sortant aux « primaires » démocratiques. Et pourtant, la présence de M. Byrne pouvait aider M. Washington, en empêchant des voix blanches de se reporter sur le candidat républicain, M. Epton... on s'y perd un peu.

S'il échange à nouveau les cartes, le retrait de M. Byrne ne supprime pas la question centrale de cette élection : les démocrates blancs de Chicago accepteraient-ils de se donner, pour la première fois, un maire noir ? La réponse peut avoir des répercussions nationales. Elle sera analysée de près par la classe politique en vue de l'élection présidentielle de novembre 1984.

R. S.

A TRAVERS LE MONDE

Cameroun

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES EN MAI. — Le comité central de l'Union nationale camerounaise, parti unique, a décidé mardi 22 mars que les élections législatives se dérouleront le 29 mai prochain sur l'étendue du territoire. L'investiture des candidats sera faite au niveau des organes de

base de l'Union nationale camerounaise, dont le président est M. Ahmadou Ahidjo, ancien chef de l'Etat camerounais. — (Reuters).

Égypte

UN TROISIÈME GROUPE DU MOUVEMENT ISLAMISTE AL-JIHAD a été inculpé de tentative de renversement du régime égyptien par la force et défilé, le 23 mars, devant la Cour supérieure de sûreté de l'Etat. Ce groupe compte 176 membres contre lesquels le procureur général a requis des peines de travaux forcés ou de prison. Un premier groupe de 302 personnes, dont 18 sont en fuite et 4 sont mortes avant l'ouverture du procès, sont actuellement jugées par la Cour de sûreté de l'Etat. La peine capitale a été requise contre 290 d'entre eux par le procureur. — (A.F.P.)

Maroc

CINQ MILITANTS DE L'UNION SOCIALISTE DES FORCES POPULAIRES (U.S.F.P., opposition progressiste marocaine) observent une grève de la faim depuis quarante-neuf jours à la prison de Marrakech, dont l'administration refuse de satisfaire leurs revendications, rapporte le 24 mars le quotidien marocain Al-Bayane. Selon les milieux proches de l'U.S.F.P., les revendications ont trait aux conditions de détention. Selon Al-Bayane, les cinq militants, qui avaient déjà fait une grève de la faim pendant trente-trois jours pour les mêmes motifs, « ont été transférés à l'hôpital où ils sont isolés et privés des visites de leurs proches ». « Les responsables sont tenus d'intervenir pour mettre un terme à ce scandale qui porte atteinte aux droits élémentaires garantis par la Constitution », ajoute le journal. — (A.F.P.)

Pérou

SEPT MEMBRES DU SÉNAT LUMINEUX ont été tués au cours d'affrontements avec la police dans la province d'Ayacucho, a-t-on appris mercredi 23 mars, à Lima, de source policière.

Swaziland

LE PRINCE BHEKIMPI DLAMINI a été nommé, mercredi 23 mars, premier ministre du Swaziland par la reine mère Ndlovukazi. Le prince Bhekimpi Dlamini était vice-ministre chargé du travail dans le cabinet du premier ministre évincé le week-end dernier, le prince Mbanda.



« J'obéis à Dieu » nous déclare le général Rios Montt

De notre envoyé spécial

Guatemala. — Le général Rios Montt nous a accordé un entretien. Nous lui avons demandé quel bilan il tirait de la visite du pape au Guatemala :

« L'essentiel, dit-il, est qu'il soit venu nous enseigner qu'il faut agir conformément à ce qui doit être ».

— Qui décide en qui doit être ?

— La Bible.

— On a reproché à votre gouvernement d'avoir fait fusiller des personnes à la veille de la visite de Jean-Paul II. Pourquoi ces exécutions ?

— Cela correspondait à la nécessité de faire justice. Nous avons prêté cela à la politique du laisser-faire ce qu'ils voulaient faire.

— Votre gouvernement est-il plus fort ou plus faible qu'il y a six mois ?

— C'est une question que l'on pose à un président issu d'un parti politique quand on veut brûler le parti qui l'a conduit au pouvoir. Je ne suis arrivé au pouvoir ni par le vote ni par les armes et la force de mon gouvernement réside dans la justice qu'il sera capable d'instaurer. Je pense que je suis plus fort.

— Pour lutter contre la guérilla, votre gouvernement a lancé une campagne dite « des fusils et des haricots ». Quel est l'aspect le plus important ?

— La rôle des fusils a déjà diminué. Les haricots sont déterminants car la violence, la subversion et les politiciens utilisent au Guatemala la faim, l'ignorance et la pauvreté.

— Entendez-vous récupérer les provinces perdues du Guatemala ?

— Non, mais nous entendons être nous-mêmes ; sinon, demain, Jutiapa (à l'est du pays) et Quetzaltenango (à l'ouest) risquent d'appartenir au Salvador et au Mexique.

— Votre ministre de la défense a récemment déclaré qu'Israël était le meilleur ami du Guatemala. Qu'en pensez-vous ?

— Je n'en sais rien. Allez lui demander.

— A quel attribuez-vous vos succès politiques ou militaires ?

— Au fait que je suis obéissant.

— A qui obéissez-vous ?

— A Dieu.

— Dieu vous dit-il ce que vous devez faire ?

— Ne confondons pas tout. Je suis un homme qui craint Dieu, je le confesse. Je suis un homme qui prie. Il est la force dont j'ai besoin pour tout affronter, y compris les journalistes. Mais il serait absurde de dire qu'il me téléphone pour m'indiquer de faire telle ou telle chose. — F. P.

heikh afghan

de Kadhafi

JEAN ERNARD

Le sang l'histoire

LOCHET / CHASTET

هنا من الامم



## DIPLOMATIE

### Les recherches pour une nouvelle défense antimissiles

(Suite de la première page.)

Si le président a parlé avec beaucoup d'empresse et de solennité, c'était moins pour magnifier ce programme à long terme que pour servir une cause très immédiate: le vote par le Congrès d'importants crédits militaires. La Maison Blanche propose, en effet, d'accroître de 10% en termes réels le budget du Pentagone en 1984. De nombreux élus jugent cela excessif, d'autant que les dépenses sociales seraient quasiment toutes réduites ou gelées.

Moins d'une heure avant le discours, la Chambre des représentants infligeait une défaite à M. Reagan en adoptant un contre-budget par

229 voix contre 196. Ce texte est triplement contestataire, puisqu'il rétablit diverses dépenses sociales, annule des allègements fiscaux et n'augmente que de 4% les crédits du Pentagone. Les années précédentes, malgré sa majorité démocrate, la Chambre des représentants avait approuvé les projets présidentiels. On ne pense pas que le Sénat (à majorité républicaine) suivra entièrement la Maison Blanche. Lors du compromis final, l'accroissement du budget de la défense risque donc d'être plus proche de 4% que de 10%.

Avec son talent habituel, M. Reagan a exposé aux téléspectateurs américains des arguments qu'il répète depuis deux ans et demi. A savoir que les Soviétiques se sont armés à outrance pendant que l'Amérique somnolait et qu'ils détiennent aujourd'hui « une marge de supériorité ». On a vu apparaître sur le petit écran des graphiques inquiétants, avec ce commentaire: « Pour nous nous permettre de croire que les Soviétiques n'utilisent jamais leur formidable puissance militaire? Il y a l'Afghanistan, et en Pologne (...) cette force est utilisée aussi pour intimider. » Une force trop grande, trop supérieure aux besoins de la défense de l'U.R.S.S. « pour ne pas être considérée comme offensive ».

#### M. CHEYSSON SE REND A BANGKOK, HANOI ET ISLAMABAD

M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, a quitté Paris, mercredi 23 mars, dans la soirée, à destination de Bangkok, première étape d'un voyage d'une semaine qui le mènera dans plusieurs capitales asiatiques. Il était attendu ce jeudi à Bangkok où s'ouvre la quatrième conférence ministérielle de la C.E.E. et le l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est: Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande). Cette réunion est présidée par M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères. Un des principaux thèmes de discussion sera le Cambodge (le Monde du 24 mars).

M. Cheysson se rendra ensuite, dimanche 27 mars, à Hanoï, où il s'entretiendra avec le premier ministre vietnamien, M. Pham Van Dong. Cette visite était officiellement prévue pour mercredi. Mais elle avait été reportée en raison du remaniement ministériel en France. Le ministre ne pourra pas, comme il était prévu, et comme le souhaitaient plusieurs membres de l'ASEAN, directement informer ses collègues asiatiques du contenu de ses conversations avec les dirigeants vietnamiens.

Après Hanoï, M. Cheysson s'en va pour une visite officielle au Pakistan, les 28 et 29 mars. En chemin, il fera une escale à New-Delhi, où il s'entretiendra, avec son collègue indien M. Narasimha Rao.

M. Reagan a innové en complétant les graphiques par des photographies aériennes d'Amérique centrale. Les services de renseignements américains reçoivent, paraît-il, une telle divulgation, craignant que la qualité - ou les défauts - de ces images n'indiquent à l'U.R.S.S. le degré de connaissance des satellites-espions.

Le président a montré d'abord une station de renseignement soviétique à Cuba, « située à moins de 100 miles de nos côtes, armée de 1 500 techniciens soviétiques et permettant des communications instantanées avec Moscou ». On a vu ensuite, toujours à Cuba, une base aérienne soviétique, équipée de Mig-23. Les deux autres photos concernaient des installations militaires à Grenade et au Nicaragua, « équipées et financées » par l'U.R.S.S.

Compte tenu de tout cela, M. Reagan a demandé aux Américains d'appuyer les crédits militaires souhaités. Ne représentent-ils pas 28% seulement du budget fédéral contre plus de 50% en 1955? L'objectif n'est pas de « chercher la supériorité militaire (sur l'U.R.S.S.) ou l'avantage politique, mais de réduire le danger d'une guerre nucléaire », a-t-il dit.

#### « A la fin de ce siècle »

Depuis trois décennies, a souligné le président américain, la paix a pu être assurée grâce à la menace de représailles massives. « Mais ne serait-ce pas mieux de sauver des vies plutôt que de venger des victimes? » Ne pourrait-on pas utiliser les techniques d'avant-garde pour assurer une nouvelle forme de dissuasion? « Il existe une voie, a affirmé M. Reagan. Nous pourrions intercepter et détruire des missiles balistiques stratégiques avant qu'ils atteignent notre propre sol ou celui de nos alliés. »

Il faudra peut-être attendre « la fin de ce siècle » pour que la technique soit mise au point. Mais les recherches en cours permettent de « commencer ses efforts ». Le président des Etats-Unis demande donc « à la communauté scientifique, qui

nous a donné les armes nucléaires, de mettre son grand talent à (...) rendre ces armes impuissantes et dépassées ».

M. Reagan n'a livré aucun détail, se contentant d'assurer que le traité soviéto-américain sur les défenses antimissiles (A.B.M.) serait respecté. Ses collaborateurs ont été à peine plus explicites au cours d'une rencontre avec la presse. Selon eux, la recherche s'orienterait notamment vers les systèmes à rayon laser. Les Etats-Unis dépenseraient actuellement 1 milliard de dollars par an pour ce genre de recherches.

Mercredi, M. Reagan n'a fait aucune proposition nouvelle pour réduire les arsenaux nucléaires des deux grandes puissances. Mais un autre discours présidentiel est annoncé à Los Angeles le 31 mars. Le président y traiterait des euromissiles. Il mettrait l'« option zéro » entre parenthèses et suggérerait un compromis: réduction des fusées soviétiques existantes, en échange d'un déploiement plus faible que prévu des Pershing-II et missiles de croisière de l'OTAN. Etant entendu que l'égalité des forces serait exigée, sans comptabiliser les fusées françaises et britanniques.

ROBERT SOLÉ.

### Les ministres de la défense de l'OTAN réaffirment leur décision de 1979

Les quatorze ministres de la défense des pays membres de l'organisation atlantique intégrée ont annoncé, mercredi 23 mars, à l'issue d'une réunion de deux jours tenue dans le cadre du groupe des plans nucléaires de l'OTAN, que « le déploiement des missiles de l'OTAN commencera comme prévu à la fin de 1983 en l'absence d'un accord » aux négociations soviéto-américaines de Genève. Ils se sont engagés à poursuivre ces négociations même après le début de l'installation des fusées. Commentant cette réunion, l'agence TASS a invité Washington et ses alliés à « renoncer à leur jeu actuel, malhonnête et dangereux ». L'agence soviétique affirme qu'« un com-

promis est possible », mais seulement sur la base de « l'égalité et de la sécurité égale », et que l'U.R.S.S. « ne peut pas et ne veut pas faire comme si les fusées et les bombardiers français et britanniques (...) étaient des jouets ».

A Ottawa, où M. Bush, vice-président des Etats-Unis, a fait une brève visite mercredi, M. MacEwen, ministre canadien des affaires extérieures, a déclaré qu'il voulait étudier avec les Etats-Unis « de nouvelles options », différentes de l'option zéro, dont M. Trudeau, avait dit la veille qu'elle n'était qu'« un point de départ et ne devrait pas servir de prétexte pour empêcher une véritable négociation ».

## ASIE

#### Afghanistan

#### LE PAPE A REÇU TROIS REPRÉSENTANTS DE LA RÉSISTANCE

Le pape Jean-Paul II a reçu, mercredi 23 mars, pour un court entretien, à l'issue de l'audience générale, trois représentants de la résistance afghane, accompagnés par un député socialiste italien de l'Assemblée européenne. Selon ce dernier, le pape, après avoir écouté l'appel qui lui était adressé pour encourager la solidarité à l'égard de la résistance afghane, a déclaré qu'il « rappellerait encore une fois à voix haute le peuple afghan dans ses prières ».

D'autre part, à Paris, à l'appel du Comité pour la libération du docteur Auguyard - le médecin français emprisonné à Kaboul - des médecins français ont l'intention de se présenter vendredi matin à l'ambassade d'Afghanistan pour se « constituer prisonniers ».

A Kaboul, on a appris de source diplomatique occidentale que le président de la compagnie aérienne nationale afghane Ariana, M. Sayeb Baba, avait été assassiné, le 19 mars, dans son appartement. Lié au président Babrak Karmal par sa femme, partisan de la fraction Parcham du parti démocratique populaire (P.D.P.A., communiste), il pourrait avoir été la victime d'un règlement de comptes entre groupes rivaux au sein du parti.

Enfin, des combats opposeraient depuis une semaine au nord de la capitale - dans la région de Shamali - résistants et forces soviéto-afghanes, a-t-on appris de même source. Il semblerait que les résistants, qui s'étaient à plusieurs reprises opposés entre eux les armes à la main dans ce secteur, aient refait leur unité. Des combats ont aussi lieu dans la région de Kandahar. (A.F.P., A.P.)

#### Inde

#### GRÈVE DES TRANSPORTS PUBLICS A NEW-DELHI

Un mort deux cent cinquante blessés

De notre correspondant

New-Delhi. - Un mort, 250 blessés, dont 150 policiers, plus de 500 autobus endommagés et au moins quatre véhicules incendiés, tel est le bilan de la grève, la plus violente, semble-t-il, qu'ait jamais connue la capitale indienne, qui a paralysé, mercredi 23 mars, la région municipale des autobus de Delhi. Près de 240 arrestations ont été opérées à l'issue des violents affrontements qui ont opposé employés et policiers, notamment dans les divers dépôts de la ville. En plusieurs endroits, les forces de l'ordre ont utilisé des grenades lacrymogènes allant même, dans un dépôt du sud de la cité, jusqu'à ouvrir le feu sur les grévistes, blessant mortellement un conducteur d'autobus.

Les employés avaient massivement répondu à l'appel d'un nouveau syndicat dirigé par un membre du Congrès (I), le parti de M. Gandhi, ce qui n'a pas manqué d'embarrasser les autorités locales. Bien que ce dernier ait invité les employés à reprendre le travail, il ne semblait guère possible qu'un service normal puisse être assuré ce jeudi, les buses de la plupart des 5 000 autobus ayant été dégonflés par les grévistes. D'où le spectacle de centaines d'entre eux abandonnés le long des artères de la capitale.

Outre divers avantages salariaux, les employés réclament la suppression d'une disposition qui permet à la direction de procéder à des licenciements sans en faire connaître les raisons. La grève a toutefois fait des heureux: les propriétaires d'« autorickshaws » (véhicules motorisés à trois roues) et les transporteurs privés qui, eux, ont fait des affaires d'or.

P.F.

#### Lisez

Le Monde des PHILATELISTES

LE MONDE

A PARTIR DE

# PARIS-ATHENES 880 F.

VOL ALLER/RETOUR



2, Place Wagram  
75017 PARIS  
Tél. 763 22 58

ouvert du lundi au vendredi  
de 10 h 20 h / samedi 14 h - 18 h

## le point

MULHOUSE association à but non lucratif



# ASIE

## INDE

## DE GANDHI A GANDHI

### II. - Toujours rattraper des mailles...

De notre envoyé spécial ANDRÉ FONTAINE

L'Inde, qui a connu tant de guerres depuis la proclamation de son indépendance en 1947, vit aujourd'hui en paix avec tous ses voisins, et en relative harmonie avec toutes les puissances (le Monde du 24 mars 1983). Mais à l'intérieur ?

Amritsar : c'est la ville sainte des Sikhs, reconnaissable à leur turban, où ils emprisonnent les cheuques, qu'il leur est interdit, comme leur barbe, de couper. Chaque jour, cent mille personnes s'y rendent, avec une ferveur tranquille, au temple d'or, qu'un architecte inspiré a délicatement posé au milieu d'un vaste étang, pour vénérer le livre saint de leur religion. Fondée au seizième siècle par le gourou Nanak, elle se trouve, mis à part les Mormons, la dernière en date des religions révélées.

Les Sikhs sont fiers, dans ce pays aux dires innombrables, de leur monothéisme. De leur tolérance, qui leur fait accueillir indifféremment les hommes et les femmes de toute religion et de toute caste. De leur esprit d'entraide, qui se manifeste par la distribution d'innombrables repas gratuits. Sans doute aussi, sans trop le dire, se considèrent-ils comme plus capables, plus efficaces, mieux organisés que les autres. Ils ne sont guère que douze millions sur sept cents millions d'Indiens. Mais ils occupent depuis toujours de nombreux postes de commandement : ils y sont préparés par le caractère structuré et même militaire de leur religion. L'un des leurs est président de la République. Un autre est à la tête de l'Etat du Punjab, où ils constituent 52 % de la population.

Beaucoup, pourtant, sont mécontents. Ils ont constitué un parti, l'Akali Dal, dont le président, nous exprimons, assis en tailleur sur un modeste divan, les gémissements : « On nous traite en citoyens de seconde zone... ». A voir leur tour de taille et la coupe de leur costume, ce n'est pas précisément l'impression que donnent les Sikhs. « Mais, dans l'armée, nous avions 37 % des commandements, et l'Indira ne veut nous en laisser que 1 %... ». Il est vrai que le premier ministre insiste sur la nécessité de ne tenir aucun compte, pour la répartition des postes, des origines ethniques ou religieuses, mais de là à ramener les disciples du gourou Nanak à une portion si congrue, il y a un abîme, sans doute infranchissable.

#### Un capital en eau

Vient ensuite le problème des eaux. Le mot même de Punjab signifie « pays des cinq fleuves ». Ces fleuves, qui permettent trois récoltes annuelles, contribuent à lui assurer un revenu par tête de 40 % supérieur à la moyenne indienne. Mais ils baignent aussi d'autres Etats. Autant les Akalis réclament, de ce fait, une révérence. Et, enfin, le sort de Chandigarh, ville toute neuve, quadrillée par Le Corbusier de tubes rouges noyés dans la verdure, et qui sert de capitale commune au Punjab et à l'Haryana. Les Akalis la voudraient pour le seul Punjab. Ils ont quelque chance d'y parvenir.

Tout cela ne paraît pas bien dramatique, mais, aux dernières élections, l'Akali Dal, qui détenait le pouvoir au Punjab, a été évincé au profit du parti de M. Gandhi. Ses députés se font mal à leur situation minoritaire. Et son président dénonce le refus de Delhi d'admettre que les Sikhs constituent une « nation ».

Beaucoup de ses coreligionnaires sont loin de le suivre sur ce point. Après tout, ils auraient pu constituer un Etat indépendant. Les Britanniques, qui, contre l'avis de Gandhi et de Nehru, préconisaient le partage des Indes sur une base religieuse, le leur avaient en effet proposé. Ils ont préféré leur sort à une Inde qui entendait rester latine, par opposition au Pakistan musulman. Mais ils supportent mal de voir une frontière artificielle les séparer de leur chère Lahore. Des incidents violents ont lieu depuis l'hiver dernier. Lundi 21 mars encore, ils ont fait deux morts. Aujourd'hui, le temple d'or est encerclé par la police ; le chef religieux des Sikhs les a conviés à se mobiliser pour la défense du lieu saint menacé d'être envahi, et l'état d'alerte vient d'être instauré.

Tout montre qu'on est en présence d'un cas typique d'un groupe ethnique qui redoute de voir son statut mis en cause par la tendance générale au nivellement.

Ce n'est là qu'une des difficultés, et sûrement pas la plus grande, que rencontre M. Gandhi, pour faire une nation homogène d'un pays de sept cents millions d'habitants, où l'on parle des centaines de langues, dont seize officielles, où l'on prati-

que une bonne dizaine de religions, où des hindous séparent d'un prolétariat innombrable les seigneurs de la culture, de la fortune, de la caste et du sang.

Le tissu indien, c'est un tissu dont on doit sans cesse rattraper les mailles. Sans doute, pour l'empêcher de filer, fallait-il ce type d'absorption qu'on ne rencontre guère que chez des femmes, parce que s'y exprime, en dernière analyse, nourrie d'amour et d'orgueil, une forme éternellement possessive de l'instinct maternel.

#### L'odeur et les contrastes

Il y a certes un quelque chose qui est commun à tous les Indiens, quelles que soient la couleur de leur peau et celle de leur foi : « Une odeur indienne », nous dit Subandralo Singh, diplomate, parlementaire, propriétaire exploitant à 120 kilomètres de Delhi, qui connaît son pays mieux que personne. Mais, au-delà de ce lien subtil, que de contradictions, que de différences !

Des forêts himalayennes au désert du Rajasthan, des montagnes austères de la région centrale aux plages méridionales frangées de cocotiers, où le ciel s'embrasse au crépuscule, la toile de fond ne cesse de changer du tout au tout. Quel de commun entre Bangalore, métropole industrielle du Sud, spacieuse, propre comme un sou neuf, avec ses parcs majestueux et ses nombreuses voitures, et Cochin-Erakulam, à une demi-heure d'avion de là, où les affiches de cinéma baroques accrochées aux branches composent avec le bruyant carrousel des poussettes et des scooters un paysage vietnamien ?

Souvent, c'est à l'intérieur d'une même ville que l'on rencontre des contrastes saisissants. Même dans la prospère Bangalore, déjà nommée, image exemplaire d'une Inde qui se sépare, tirée d'affaire, il existe un vieux quartier où survit la fourmillière. Aux perspectives impériales de La Nouvelle-Delhi répond l'incroyable granillement de l'ancienne ville où les temples, les minuscules boutiques, les marchands à l'étalage, les rickshaws, les vaches errantes, perpétuent les premières pages de l'Inde du Tibet.

Il y a aussi une Delhi cachée, dont le passage de Marguerite Yourcenar nous a fourni l'occasion d'entreapercevoir un aspect. C'était le jour de la fête de Shiva, la divinité du panthéon hindouiste qui incarne à la fois la force et la destruction. Après le dîner à l'ambassade de France, un jeune poète indien, venu comme un père grec, à cette maison près d'un son chala était brutalement et plus franchement, a entraîné les convives sur une colline. Une ruelle cabossée conduisait à une grille fermée, qu'il se fit ouvrir.

Derrière la porte, un petit temple de Shiva, banal mais remontant à l'époque de la fondation de la capitale et à peu près désert, la cérémonie étant finie depuis longtemps. Le « Seigneur Shiva » était là, sous sa forme la plus primitive : un phallus, ou plutôt sa représentation hautement symbolique, une sorte de grosse borne, barbouillée du rouge tomate et ornée de trois yeux. Le tout posé sur un yoni, autrement dit sur la figuration, plus abstraite encore, d'un sexe féminin. La valeur esthétique était faible, mais on éprouvait là, comme physiquement, la solidité des racines qui unissent ce peuple à son sol, à son passé, à ses dieux.

Peut-être est-ce de cela qu'est faite la dernière analyse l'« odeur indienne » : une disposition à voir en tout être, en tout objet, fût-il le Coran, en toute image, fût-elle celle du Sacre-Cœur, une incarnation de la divinité. Et donc la capacité d'intégrer les croyances, ou au moins les cultes, les plus divers et de se déchaîner à l'occasion contre ceux qui, comme les musulmans, refusent d'entrer dans ce panthéon, ou qui ne se satisfont pas de la place que leur vaut leur statut de caste ou de hors caste. Il fallait un Gandhi pour dominer cette contradiction fondamentale et parvenir à arrêter des massacres par un jeûne poussé, il est vrai, jusqu'à l'antichambre de la mort. Il n'est plus là, et Vinoba Bhave, qui parcourait les routes en répétant son message, a disparu à son tour.

#### Le drame de l'Assam

En trois ans, selon l'Indian Express, on a dénombré quarante mille cas d'atrocités à l'encontre d'innombrables ou de tribus hors caste.

Rien cependant, depuis le bain de sang de la partition, n'avait atteint l'horreur des troubles d'Assam qui ont fait depuis janvier dernier quelques deux mille morts et qui continuent à ce jour. Les partis d'opposition en rendent responsable l'abstention d'Indira. Elle répond que s'ils n'avaient pas encouragé les protestataires, ceux-ci ne se seraient pas déchaînés à ce point.

Les données du problème sont simples, si les moyens de la résoudre ne le sont pas. L'Assam, province extrême-orientale de l'Inde à laquelle elle n'est rattachée que par un étroit couloir, est comme un microcosme de la diversité nationale, fait pêle-mêle d'Assamis de souche, de tribus manganolides, d'hindous et de musulmans qui ont fui, à un moment ou à un autre, le Pakistan oriental, la plupart avant qu'il ne devienne Bangladesh, et de travailleurs étrangers, notamment népalais, dans les plantations de thé.

Les différences de culture, de religion, sont aggravées par celles du niveau et du mode de vie. Les couches les plus anciennes sont aussi les plus misérables. Pour elles, les nouveaux venus, plus entreprenants, plus modernes, sont, surtout s'ils sont musulmans, des usurpateurs qui volent leurs terres et mangent leur pain.

Le mouvement étudiant n'a pris parti depuis longtemps pour les pauvres et réclame l'expulsion des immigrants, afin que l'Assam soit basé aux Assamis. Il a déclenché une agitation entraînant de sanglants incidents, la chute de quatre gouvernements, l'interruption des livraisons de pétrole, qui représentaient jusqu'alors le tiers de la production nationale, et la prise de contrôle directe de l'administration de l'Etat par le gouvernement central de Delhi (le « Centre »). Mais la Constitution impose qu'un bout d'un an d'administration directe la parole soit rendue au suffrage universel. C'est pourquoi les étudiants, tout en négociant avec le pouvoir, ont lancé le mot d'ordre de boycottage des élections aussi longtemps que les immigrants n'auraient pas été rayés des listes électorales.

Or ceux-ci sont citoyens indiens, et le Bangladesh, qu'ils ont quitté avant qu'il existât comme Etat, a lui-même trop de problèmes avec une population surabondante pour songer à les accueillir.

#### Des effets corrosifs

Sans doute aurait-il été sage, dans ces conditions, d'ajourner les élections prévues pour février. Mais il aurait fallu modifier la Constitution, et pour cela obtenir l'accord de la majorité des vingt-deux Etats. Aucun, bien entendu, n'y était disposé pour cette raison simple qu'il redoutait qu'une telle révision ne vienne un jour limiter sa propre liberté d'action vis-à-vis du « Centre ». De son côté, M. Gandhi, qui avait manifesté sous-estimé l'ampleur du mouvement de protestation, s'est montré déterminé à tout faire, y compris à recourir massivement à la force armée, pour mettre en échec un « régionalisme » dont elle redoute les effets corrosifs sur l'unité du pays. Car dans le cas de l'Assam, c'est bien de son détachement de l'Union indienne qu'il est question, et tel journaliste célèbre de la capitale ne nous a pas caché qu'il le croyait, à terme, inévitable. Pourrait-on l'empêcher, ensuite, de faire tâche d'huile ?

Cela dit, s'il est vrai que les massacres ont profondément choqué l'opinion indienne, personne bien entendu, y compris les formations qui avaient au début témoigné de la sympathie au mouvement des étudiants, n'a trouvé de circonstances atténuantes aux « hordes tribales » - c'est le mot employé par la plupart des commentateurs - qui ont fait du village de Nelli, à coups de flèches et de torches, un nouvel Oradour. Certains observateurs en concluent que, malgré le taux extrêmement élevé des abstentions aux élections de l'Assam, l'autorité de M. Gandhi, d'autant plus contestée que beaucoup la soupçonnent de vouloir invoquer quelqu'un jour la gravité de la situation intérieure pour demander l'instauration d'un système présidentiel, s'est trouvée plutôt renforcée.

La grande firme du premier ministre, à la vérité, c'est qu'il n'y a personne en face. Les trois ans au pouvoir du parti de droite, le Janata, ont été si lamentables qu'elle est revenue avec une majorité record. L'opposition est aujourd'hui morce-

n'y avait le ciment formidable de l'hindouisme, il se serait produit sans doute depuis longtemps. Encore faut-il qu'il existe une personne capable de tenir ce pays, aussi grand et peuplé que l'Europe mais combien plus pauvre, et agité de courants si divers. Ses pires adversaires sont bien obligés de reconnaître que pour le moment il n'y a qu'Indira. Mais beaucoup de ses admirateurs les plus convaincus s'accrochent à dire qu'Indira Gandhi, son fils aîné mort dans un accident d'avion, avait l'envergure d'un successeur possible, autant son deuxième fils Rajiv, dont elle a fait le secrétaire général de son parti, n'a pas les épaules assez larges pour le remplacer. Or Indira n'a plus vingt ans, et son règne ne pourra pas se prolonger éternellement. Ce que l'on peut seulement dire, c'est que la gravité du problème de sa succession sera directement fonction de l'état où se trouvera, au moment où elle s'ouvrira vraiment, l'économie indienne.

#### Prochain article :

Aide-toi, et peut-être le ciel...

## LES 15/20 ANS JUGENT LEUR VIE



### Désespérant !

Ils ne contestent pas l'autorité parentale. Ils ne rejettent pas le confort matériel. Ils ne prônent pas la révolution. Mais qu'est-ce qu'ils veulent ? Dans le Nouvel Observateur, les 15/20 ans parlent d'eux-mêmes. Désespérants apparemment, mais pas désespérés. Une grande enquête - TFI/Le Nouvel Observateur.

Dans le même numéro : un inédit le journal intime de Jean-Paul Sartre

LE NOUVEL  
**observateur**  
DEMAIN

**PARIS-MADRID EN AIRBUS**

**RAPIDE : 2 ALLER-RETOUR  
PAR JOUR EN 1 H 50**

**LUXUEUX EN PREMIERE CLASSE  
TRADITIONNEL EN CLASSE TOURISTE**

A partir du 27 mars.

Départs d'Orly-Sud : 12 h 05 et 20 h 15.  
Départs de Madrid : 9 h 15 et 17 h 25.

Consultez votre agence de voyages ou le service  
réservations d'IBERIA, tél. : 723.00.23.

**IBERIA**

هكرامن الرطل



# EUROPE

## U.R.S.S.

Selon le « Washington Post »

### M. ANDROPOV AURAIT ÉTÉ HOSPITALISÉ

M. Youri Andropov serait « hospitalisé » depuis la semaine dernière à la suite de troubles rénaux, rapporte jeudi 24 mars le Washington Post dans un article daté de Moscou. Le journal ajoute que l'état de santé de M. Andropov ne suscite pas d'inquiétude grave. Il se remet normalement et pourrait reprendre ses fonctions publiques dès cette semaine.

L'hospitalisation de M. Andropov, précise le Post, peut signifier soit qu'il a bien été admis dans un hôpital, ou que du matériel médical a été installé dans sa résidence de campagne à l'extérieur de Moscou.

Le secrétaire général du P.C. soviétique souffrirait, selon les sources citées par le Post, d'une néphrite chronique qui obligerait à prendre régulièrement du repos et à suivre un régime sévère.

Selon le journal, des rumeurs circulent depuis la semaine dernière à Moscou sur une situation anormale au Kremlin, lorsque le gouvernement n'a pas publié de communiqué sur la réunion hebdomadaire du bureau politique, comme il le fait régulièrement depuis l'arrivée au pouvoir de M. Andropov. Celui-ci, rappelle le Post, n'a plus été vu en public depuis le 15 mars, lors d'une réunion des principaux responsables des partis communistes des pays du pacte de Varsovie, de Cuba, de Mongolie, du Laos et du Vietnam.

### Un procureur condamné à mort

Pendant ce temps, la lutte contre la corruption, engagée par M. Andropov dès son accession au pouvoir, se poursuit en U.R.S.S. Un procureur de la république asiatique de Kirghizie, M. Koltchoumanov, surnommé « le requin », a été condamné à mort et fusillé. Il était accusé d'avoir exigé des pots-de-vin. D'autre part, M. Fedortchouk, ministre de l'intérieur (et ancien chef du K.G.B.), reconnaît dans une lettre publiée par la Literaturnaya Gazeta que des grades de la police, à Odessa, ont été révoqués ou sanctionnés. Ils avaient arrêté et gardé vingt mois en prison, sous prétexte qu'il troublait l'ordre public, un dirigeant des Jeunesses communistes qui s'était plaint de la disparition d'une somme d'argent. Ce jeune homme a été persécuté pendant cinq ans avant que son affaire ne soit éclaircie par le comité central. — (A.F.P., Reuter, U.P.I.)

## Tchécoslovaquie

### TERRORISME ÉPISTOLAIRE

Le propriétaire de l'immeuble parisien où est situé le siège de la revue Svedectvi (Témoignages), éditée en langue tchèque depuis plus d'un quart de siècle par M. Pavel Tigrád, a reçu le 28 février une lettre anonyme sur le thème : on vous croyait raisonnable, or vous continuez à loger Svedectvi dans vos murs. Vous mettez ainsi en danger la vie de vos locataires. En octobre dernier, une tentative d'effraction assortie de dépôt de bombes avait eu lieu à la porte d'entrée de la revue.

Une plainte contre X... a été déposée le 1er mars par M. Tigrád. Depuis, les autres locataires de l'immeuble ont reçu des envois anonymes contenant des coupures de diverses publications montrant des maisons en flammes. Point n'est besoin d'imagination pour deviner qui sont les auteurs de ce terrorisme épistolaire. Déjà, le 23 décembre 1982, M. Mitterrand avait demandé au ministre des relations extérieures de protester auprès des autorités tchécoslovaques contre des écoutes réalisées clandestinement à l'ancienne adresse de la revue et diffusées ensuite, sous forme tronquée, par Radio-Prague. Le président de la République estimait alors qu'il était « tout à fait intolérable que de tels procédés illégaux aient été employés sur le territoire français ».

Peu impressionné par les protestations françaises, Radio-Prague avait attribué en mai dernier dans son « concours national de population » de la politique militaire de défense et de sécurité, le premier prix dans la catégorie « ministères de l'intérieur » aux trois auteurs des montages réalisés à partir des écoutes clandestines faites à la revue Svedectvi.

En poursuivant leur action par un terrorisme épistolaire, les autorités tchécoslovaques rendent en fait involontairement hommage à la qualité des informations fournies par la Tchécoslovaquie par la revue de M. Tigrád.

A.M.B.

## R.F.A.

CONTINUITÉ A BONN

### Le programme du nouveau gouvernement est placé sous le signe de l'austérité

Bonn (A.F.P.) — A l'issue d'une semaine de négociations, les trois formations de la coalition à Bonn (C.D.U., C.S.U., F.D.P.) se sont mises d'accord sur un programme assez peu différent de celui qui avait été présenté en octobre, lors de la formation du premier gouvernement Kohl, et qui reste comme lui placé sous le signe de l'austérité.

« Nous demanderons des efforts à tous les citoyens pour relancer l'économie et lutter contre le chômage », a déclaré mercredi 23 mars, M. Geisler (C.D.U.). Nous n'augmenterons pas les impôts mais procéderons à d'importantes économies au niveau fédéral, régional et communal, pour réduire le déficit budgétaire de la R.F.A. à 40 milliards de marks pour 1984. Le ministre de la famille et de la santé a annoncé des coupes dans les budgets de l'Office fédéral du travail et de la fonction publique, et un contrôle renforcé des allocations aux handicapés qui devraient permettre d'économiser 7 milliards de marks.

Le point sur lequel chrétiens-démocrates et libéraux avaient les vues les plus divergentes était celui de l'emprunt obligataire sur les hauts revenus. Cet emprunt avait été décidé en octobre pour un montant équivalant à 5 % de l'impôt sur le revenu. Il doit servir à financer les investissements. Au cours de la campagne électorale, les chrétiens-démocrates avaient annoncé qu'il ne serait pas remboursé, comme il était prévu initialement, les libéraux, hostiles à toute pression fiscale supplémentaire, continuant d'exiger son remboursement. Le compromis finalement intervenu prévoit que cet em-

prunt sera prélevé sur trois ans (de 1983 à 1985) au lieu de deux prévus initialement, et remboursé sans intérêt dans sept ans (1990 à 1992) au lieu de quatre.

Les retraites, dont le précédent gouvernement avait décidé le blocage jusqu'au 1er juillet 1983, seront augmentées de 5 % à cette date. Les retraités devront, comme prévu, payer des cotisations sociales à partir de 1984.

En matière de politique étrangère, le programme réitère les principes déjà énoncés, notamment la relance de la construction européenne et « un plus grand réalisme » dans les relations avec l'Est. Certaines questions n'ont pas encore été négociées dans le détail, notamment la politique au Proche-Orient et la politique africaine.

### Le cabinet

Vice-chancelier et ministre des affaires étrangères : M. Hans-Dietrich Genscher (F.D.P.) ; Intérieur : M. Friedrich Zimmermann (C.S.U.) ; Justice : M. Hans Engelhard (F.D.P.) ; Finances : M. Gerhard Stoltenberg (C.D.U.) ; Economie : M. Otto Lamsdorff (F.D.P.) ; Agriculture : M. Ignaz Kiechle (C.S.U.) ; Affaires inter-allemandes : M. Heinrich Windelen (C.D.U.) ; Travail : M. Norbert Blum (C.D.U.) ; Défense : M. Manfred Woerner (C.D.U.) ; Jeunesse, famille et santé : M. Heiner Geisler (C.D.U.) ;

En ce qui concerne la composition du gouvernement, le comité préparatoire des deux ministères soulevait plusieurs questions : celle de l'agriculture qui était détenue depuis 1969 par un libéral, M. Joseph Ertl, et qui passe à la C.S.U., et celle des affaires inter-allemandes dont le précédent titulaire, M. Rainer Barzel, devrait devenir le président du Bundestag.

C'est le mercredi 30 mars que doit avoir lieu l'élection de M. Kohl à la chancellerie. Les membres du gouvernement prêteront serment et seront officiellement intronisés par le président Carstens le lendemain. M. Kohl attendra près d'un mois avant de prononcer sa déclaration gouvernementale devant le Bundestag.

Transports : M. Werner Dollinger (C.S.U.) ; Postes : M. Christian Schwarz-Schilling (C.D.U.) ; Construction : M. Oscar Schneider (C.S.U.) ; Recherche : M. Heinz Riesenhuber (C.D.U.) ; Éducation : M. Dorothee Wilmes (C.D.U.) ; Coopération : M. Juergen Warnke (C.S.U.) ;

La liste des secrétaires d'État n'a pas encore été définitivement arrêtée. « Nouveaux ministres. F.D.P. : libéraux. C.D.U. : chrétiens-démocrates. C.S.U. : chrétiens-sociaux (bavarois).

## POLOGNE

### Le général Jaruzelski confie de nouveaux postes à des militaires

Varsovie (A.F.P.-A.P.) — Le général Jaruzelski aura désormais la haute main sur les redoutables « petits dossiers » de la Chambre suprême de contrôle (NIK, équivalent de la Cour des comptes). Le remaniement ministériel, approuvé d'ailleurs avec de sérieuses réserves par les députés, au cours de la session des 22 et 23 mars, a en effet permis à l'homme fort de la Pologne de placer à la tête de la NIK, en remplacement du général Moczar (1), démissionnaire pour raison d'âge, un militaire qui lui est entièrement dévoué, le général Tadeusz Hupalski.

Ce dernier, qui était, depuis juillet 1981, ministre de l'administration, de l'économie régionale et de la protection de l'environnement, avait déjà acquis dans ces fonctions une bonne connaissance des diverses irrégularités qui entachent la réputation de la bureaucratie polonaise, et il ne sera pas dépaycé. Son changement d'affectation ne privera pas l'armée du contrôle qu'elle exerce sur l'administration publique. Sa succession est assurée par le général Włodzisław Oliva, chef du district militaire de Varsovie, qui sera ainsi le garant d'une certaine discipline dans l'administration.

Si la démission du général Moczar, qui achève dans sa soixante-dixième année une longue carrière politique, n'a suscité qu'une voix d'opposition et cinq abstentions, celle du ministre de l'agriculture, M. Jerzy Wojciech, qui passait pour un homme ouvert, a donné, en revanche, à la Diète l'occasion d'une rare manifestation de mauvaise humeur. Soixante-neuf députés ont voté contre son départ volontaire, qui constitue de sa part un constat d'échec de la politique agricole du gouvernement et une opposition à une nouvelle série d'impôts agri-

coles, et quatre-vingt-un se sont abstenus, ce qui est sans doute un record. Quant à son successeur, M. Stanisław Ziemba, qui était chef du département de l'agriculture au comité central, il a réuni cinq voix contre et quatre-vingt-quatre abstentions.

Les autres aspects du remaniement ont été traités par le conseil des ministres : le ministre de la gestion des matières premières, M. Jan Antosik, qui paie sans doute pour les gaspillages de l'industrie, est remplacé par M. Jerzy Wozniak, premier vice-ministre de la sidérurgie. Quant à M. Stanisław Ciosek, qui reste vice-président du conseil ministériel pour les relations avec les syndicats, il prend en plus le portefeuille du travail et des salaires qui était vacant depuis plusieurs mois.

Enfin, deux changements sont intervenus au Conseil d'État (présidence collégiale de la République) : M. Edward Duda, secrétaire du Conseil d'État, prend sa retraite et est remplacé par M. Jerzy Szymański, et l'un des membres de Conseil, M. Krystyna Marzalek-Młynarczyk, par M. Henryk Stawski.

La Diète a également examiné en première lecture un plan économique de trois ans pour 1983-1985, assorti d'un programme anti-inflation, qui prévoit notamment de limiter les dépenses secondaires, le tourisme à l'étranger, la chasse de loisir, les grosses voitures et les postes de télévision en couleurs.

D'autre part, au Vatican, on a appris, mercredi 23 mars, que Jean-Paul II a nommé le Père Tadeusz Gódlowski, recteur du séminaire de Gdansk, comme évêque auxiliaire de Gdansk. De même, la salle de presse du Saint-Siège a diffusé l'invitation officielle des autorités polonaises au pape à se rendre dans sa patrie du 16 au 22 juin et celle de l'épiscopat polonais. Le porte-parole du Vatican, le Père Panciroli, s'est borné à dire que le pape avait accepté ces invitations mais que le programme définitif n'est pas encore au point.

## Grèce

### A l'occasion des obsèques de M. Athanassiadis L'OPPOSITION DE DROITE A MANIFESTÉ MASSIVEMENT A ATHÈNES

(De notre correspondant) Athènes. — Les obsèques de M. Athanassiadis, l'éditeur du quotidien Vrydyni, assassiné samedi, ont été suivies par des dizaines de milliers de personnes. Cette foule immense avait répondu à l'appel lancé par les dirigeants du parti d'opposition Nouvelle démocratie, qui ont fait procéder à un affichage massif du portrait du défunt.

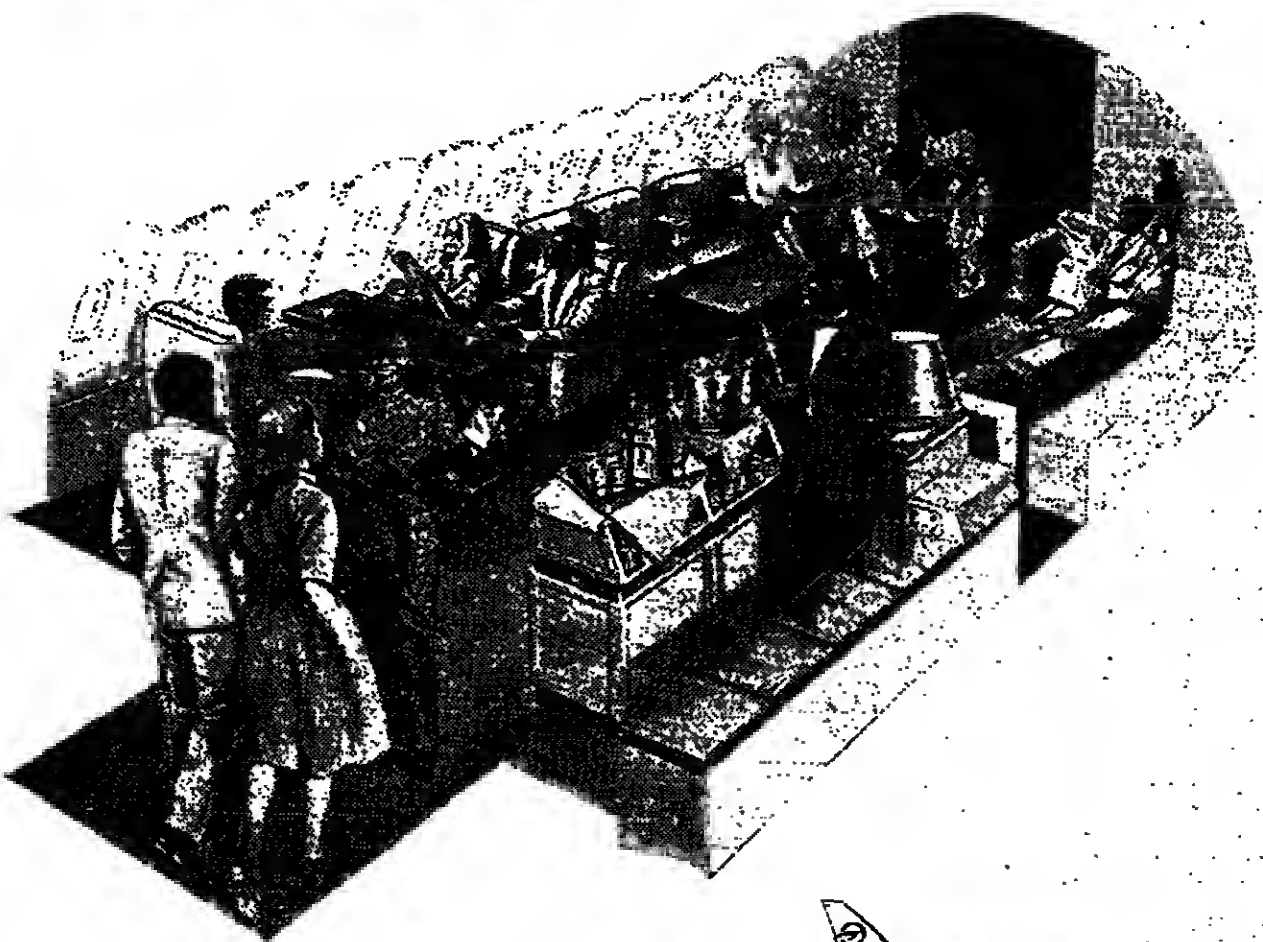
Dès 15 heures, après la fermeture des boutiques et des bureaux, des groupes porteurs de drapeaux grecs et de portraits de M. Athanassiadis se sont rassemblés dans le centre de la capitale et ont convergé vers la cathédrale. Les voitures de plusieurs ministres ont dû changer d'itinéraire afin de ne pas se trouver bloquées par des milliers de jeunes qui scandaient des slogans hostiles au parti socialiste.

Cependant, si les représentants du gouvernement qui ont assisté à l'office religieux ont été censurés, si la foule n'a cessé de manifester son hostilité au pouvoir et si les obsèques se sont déroulées dans un climat particulièrement passionné, voire fanatique, aucun incident sérieux n'a été signalé. La foule criait : « A bas la justice du Pasok ! » « C'est une justice, elle passera ! » « La terreur ne passera pas ! ».

L'importance de cette foule, sa composition sociale et une très large participation de jeunes ont retenu l'attention. S'agit-il du réveil d'une droite populaire combattive et dynamique ? Les deux quotidiens d'Athènes de l'opposition, Kathimerini et Akrópolis, mettent l'accent sur cette réaction à la politique du gouvernement socialiste. Ce dernier déplore les nouvelles ébullitions enregistrées dans le pays et demande que le débat politique soit préservé de trop excessives controverses.

MARC MARCEAU.

# Bienvenue au Cameroun, avec Cameroon Airlines



Au Cameroun, l'hospitalité est une tradition. Pour Cameroon Airlines, « Bienvenue à Bord » n'est pas une formule de politesse. Nous mettons tout en œuvre pour que votre voyage soit excellent. Nous sommes la seule compagnie reliant l'Europe au Cameroun d'offrir, à nos passagers de 1<sup>re</sup> classe, le confort d'un salon de détente luxueusement aménagé ou pont supérieur de notre Boeing 747. Le confort indiscutable du 747, associé à la prévenance et à la gentillesse de nos équipages vous garantissent un voyage encore plus agréable.

## BOEING 747

• Paris-Orly-Sud : lundi, jeudi, samedi  
tel 742 78 17  
• Genève : lundi  
tel 36 16 00 / 98 32 43

## BOEING 707

• Londres-Gatwick : dimanche  
tel 373 29 81  
• Rome : dimanche  
tel 474 51 33

# CAMEROON AIRLINES

Nous vous ouvrons les portes du Cameroun et de l'Afrique.

مكتبة الأمل



## PROCHE-ORIENT

### La déclaration des Dix mécontente Israël et la Syrie

La nouvelle déclaration des Dix sur le Proche-Orient (Le Monde, 23 mars) a été accueillie avec une certaine réserve en Israël et en Syrie, mais elle a été saluée en Liban et au Koweït.

A Damas, l'organe du parti ba'ath, *Al Baas*, déplore que l'Europe n'ait pas une politique indépendante des États-Unis, et rappelle de mettre « sur un pied d'égalité agresseur et agressé ». En revanche, au Caire, M. Boutros-Ghali, secrétaire d'État aux affaires étrangères, a souligné que les Dix expriment

leur « préoccupation » et s'attendent à d'importantes activités dans les prochaines semaines. Au Koweït, le vice-premier ministre, Cheikh Sabah Al Ahmad Al Sabah, « a remercié » les Dix pour leur attitude « positive ». A Tunis, M. KIBI, secrétaire général de la Ligue arabe, a dit que la déclaration des Dix « reflète une conscience profonde des dangers qui pèsent sur la paix », mais il espère que cette prise de position sera « suivie d'une action ».

#### De notre correspondant

Jérusalem. — Les négociations entre Israël et le Liban sont plus que jamais soumises au régime de la douche écossaise. Après les entretiens qu'avaient eus la semaine dernière à Washington les ambassadeurs israélien et libanais avec les dirigeants américains, on faisait état, dans le milieu diplomatique, de progrès importants. Plus récemment, le principal négociateur israélien, M. Kisch, avait même fait connaître qu'un accord était proche, et qu'un accord était proche, et qu'un accord était proche.

A Beyrouth, on manifeste sa mauvaise humeur au point de laisser entendre que, si les discussions s'évoquent pas plus favorablement d'ici au début du mois prochain, le gouvernement libanais pourrait mettre fin au processus de discussions.

Le gouvernement de M. Begin, qui depuis longtemps n'apprécie pas du tout les prises de position européennes sur le Proche-Orient, vient de dénoncer la dernière déclaration faite à ce sujet lors du sommet des Dix. Dans un communiqué publié le 23 mars, le gouvernement de Jérusalem « rejette absolument » cette déclaration selon laquelle la politique d'implantation dans les territoires occupés est un « obstacle majeur » à la paix. Les Israéliens accusent les Européens de manquer de réalisme quand ces derniers soulignent l'importance de la dernière réunion du Conseil national palestinien. Il semble que les Israéliens soient agacés par le fait que la déclaration européenne pourrait fournir des arguments au roi Hussein de Jordanie, dont on attend une prochaine décision à propos de son éventuelle participation au processus de paix. Les Israéliens craignent que la prise de position des Dix ne contribue à mettre une nouvelle fois Israël en accusation.

Le gouvernement de M. Begin, qui depuis longtemps n'apprécie pas du tout les prises de position européennes sur le Proche-Orient, vient de dénoncer la dernière déclaration faite à ce sujet lors du sommet des Dix. Dans un communiqué publié le 23 mars, le gouvernement de Jérusalem « rejette absolument » cette déclaration selon laquelle la politique d'implantation dans les territoires occupés est un « obstacle majeur » à la paix. Les Israéliens accusent les Européens de manquer de réalisme quand ces derniers soulignent l'importance de la dernière réunion du Conseil national palestinien. Il semble que les Israéliens soient agacés par le fait que la déclaration européenne pourrait fournir des arguments au roi Hussein de Jordanie, dont on attend une prochaine décision à propos de son éventuelle participation au processus de paix. Les Israéliens craignent que la prise de position des Dix ne contribue à mettre une nouvelle fois Israël en accusation.

#### Oublier les incidents

Si les rapports entre Israël et le Liban ne se sont donc guère améliorés, les relations israélo-libanaises devraient se renforcer après la dissipation de plusieurs malentendus. A Washington, comme à Jérusalem, on manifeste l'intention d'oublier les récents incidents entre « marines » et soldats israéliens dans la banlieue de Beyrouth.

FRANCIS CORNU.

#### Au Sud-Liban

### Poursuite du mouvement de protestation contre l'arrestation d'un chef spirituel chiite

Nabatieh (A.F.P.). — Les dix mille habitants du village de Nabatieh, à 4 km à l'ouest de Beyrouth, ont, mercredi 23 mars, leur cinquième jour de grève en signe de protestation contre l'arrestation de Ragheb Harb, par les Israéliens.

La grève a paralysé les écoles et les boutiques du village, alors que sur la place centrale des gens au visage tendu se sont rassemblés. L'entrée de la mosquée est ornée de banderoles vertes et noires où l'on peut lire : « Les oulémas sont les défenseurs des moudjahidîn » (désobéissants) et « Si tu n'as pas la libération du cheikh Harb ».

#### NOMBREUX ENTRETIENS A PARIS SUR LE PROCHE-ORIENT

M. Kaddoumi, chef du département politique de l'O.L.P., et M. Sous, représentant à Paris de l'Organisation palestinienne, se sont entretenus mercredi 23 mars, au cours d'un déjeuner de travail, avec M. Cheysson, ministre des relations extérieures. L'entretien a porté sur la situation au Proche-Orient et sur le sommet des notables. Cette conversation s'inscrit dans une vaste consultation du gouvernement français avec les principaux gouvernements impliqués dans le conflit du Proche-Orient. M. Cheysson a reçu samedi M. Saleh, ministre libanais des affaires étrangères, et les ambassadeurs arabes. M. Gutmann, secrétaire général du Quai d'Orsay, s'est entretenu le même jour avec M. Draper, adjoint de l'ambassadeur américain au Proche-Orient. M. Habib M. Kneche, directeur général des affaires étrangères d'Israël, est attendu vendredi à Paris.

A cette occasion, M. Cheysson a vraisemblablement dit à M. Kaddoumi pourquoi la France s'est dite « choquée » (Le Monde du 19 mars) par le projet de conférence sur la Palestine à Paris, décidé le 19 août 1982 par l'Assemblée de l'O.N.U. Le porte-parole du Quai d'Orsay a répondu, mardi 22 mars, l'application de l'abstention de la France lors du vote de la France « n'est pas opposée au principe du projet (...), mais elle estime que les éléments d'un règlement doivent être réunis par la voie d'une discussion entre les États existants, les forces politiques, de la région, dont les Palestiniens, ce qui implique la présence de l'O.L.P. dans la négociation. Si (...) une chance de succès apparaissait, une conférence internationale pourrait alors être utile, mais au stade actuel l'idée serait prématurée ».

Certains villages voisins se sont joints à la grève. Une manifestation regroupant une centaine d'écoliers a défilé mardi dans les rues de Nabatieh scandant des slogans hostiles à l'occupation israélienne. Mais la ville est restée calme mercredi, bien qu'une cinquantaine de cheikhs venus de plusieurs villages environnants se soient réunis dans la mosquée principale. D'autre part, trois Libanais du village d'Adloun, à une vingtaine de kilomètres au nord de Tyr, au Sud-Liban, ont été blessés par balles mercredi lors d'une manifestation sur la route Tyr-Saida dispersée par l'armée israélienne. Deux camions de l'armée israélienne avaient été arrêtés par les manifestants, qui réclamaient la libération du cheikh chiite Ragheb Harb. Les soldats ont dispersé la foule de plusieurs centaines de personnes en ouvrant le feu en direction des manifestants.

Le cheikh Harb fait partie du Conseil supérieur chiite (la plus haute instance religieuse de cette communauté au Liban). Il a été arrêté, selon sa femme, vendredi à l'aube, alors qu'il se trouvait chez des amis.

Pour les habitants de Nabatieh, le cheikh a été arrêté car « il est un musulman révolutionnaire et (...) il considère comme un péché de coopérer avec les Israéliens ». De son côté, un notable membre du comité du village constitué à l'initiative des Israéliens, M. Dakhil Khodor, a affirmé que le cheikh a été arrêté par les services de renseignements israéliens qui l'accusaient d'être impliqué dans les attentats anti-israéliens commis au Sud-Liban.

Des incidents entre l'armée israélienne et des étudiants ont éclaté mercredi après-midi à l'université palestinienne de Birzeit, en Cisjordanie occupée, a indiqué le porte-parole de l'université. Une patrouille militaire israélienne a interpellé une vingtaine d'étudiants, à qui elle a infligé l'ordre d'effacer des slogans favorables à l'O.L.P. peints sur les murs. Les étudiants ayant refusé de s'exécuter, les soldats israéliens les ont arrêtés après les avoir battus, a affirmé le porte-parole.

## AFRIQUE

#### Kenya

### LA JUSTICE RENONCE A POURSUIVRE LE FILS DE L'ANCIEN VICE-PRÉSIDENT ODINGA

(De notre correspondant.)

Nairobi. — La justice kenyane a renoncé, mercredi 23 mars, à poursuivre les deux seuls civils accusés de « trahison » en liaison avec la tentative de coup d'État du 1<sup>er</sup> août 1982. M. Kileleshwa Odinga, fils de M. Odinga, ancien vice-président de la République, et Otiemo Makoyi, ancien journaliste à l'hebdomadaire *Sunday Standard*. Les chefs d'accusation, rendus publics début janvier, ont été retirés. Un troisième coaccusé, M. Vincent Otiemo, professeur à l'université de Nairobi, bénéficie également de cette mesure.

La décision du ministère public a surpris, car il avait retenu une dizaine de chefs d'accusation contre les deux inculpés. Leur procès aurait pu être permis de savoir si des personnes civiles avaient réellement complété aux côtés de l'armée de l'air en vue de réviser le régime. En détention depuis sept mois, les deux accusés risquaient la peine de mort. Il semble donc que, malgré une prolongation de l'instruction, l'État n'ait pu rassembler assez de preuves solides pour étayer l'accusation de trahison.

Les inculpés ne sont pas libres pour autant et peuvent soit encourir de nouvelles accusations, soit être détenus sans jugement comme le sont, depuis près d'un an, plusieurs universitaires et un député de l'opposition, M. George Anyona. M. Odinga Odinga, quant à lui, se trouve depuis novembre assigné à résidence.

J.-P. L.

### pour comprendre l'Afrique

• A qui profite le tourisme en Afrique noire ?  
• Qu'est-ce que le pays kabyle ?  
• Le français est-il immuable en Afrique noire ?

Le catalogue des livres disponibles est paru, demandez-le :  
EDITIONS KARTHALA  
22-24 bd. Arago 75013 Paris

#### LISEZ

Le Monde des PHILATÉLISTES  
BUREAU DE LA PHILATÉLIE

# "UN LIVRE ÉVÉNEMENT"

Didier Eribon, Libération.

Tout à fait important, peut-être même décisif.

Bernard Pivot, Apostrophes.

Un grand neurobiologiste fait le point des connaissances actuelles sur le système nerveux et avance des hypothèses sur le mécanisme de la pensée.

Marie-Ange d'Adler, le Matin.

Le bilan de vingt ans de découvertes aussi révolutionnaires que celle de l'atome en physique, au début du siècle, ou celle du code génétique dans les années cinquante. Il constitue un manifeste.

Gérard Bonnot, le Nouvel Observateur.

On n'avait sans doute jamais tenté une synthèse aussi ambitieuse de nos connaissances sur le cerveau, ni formulé des hypothèses aussi audacieuses sur la réalité matérielle du psychisme.

Dominique Simonnet, l'Express.

Jean-Pierre Changeux jette les bases d'une «biologie moderne de l'esprit».

Science et Avenir.

Un document d'une richesse exceptionnelle. Le «Changeux» est désormais indispensable.

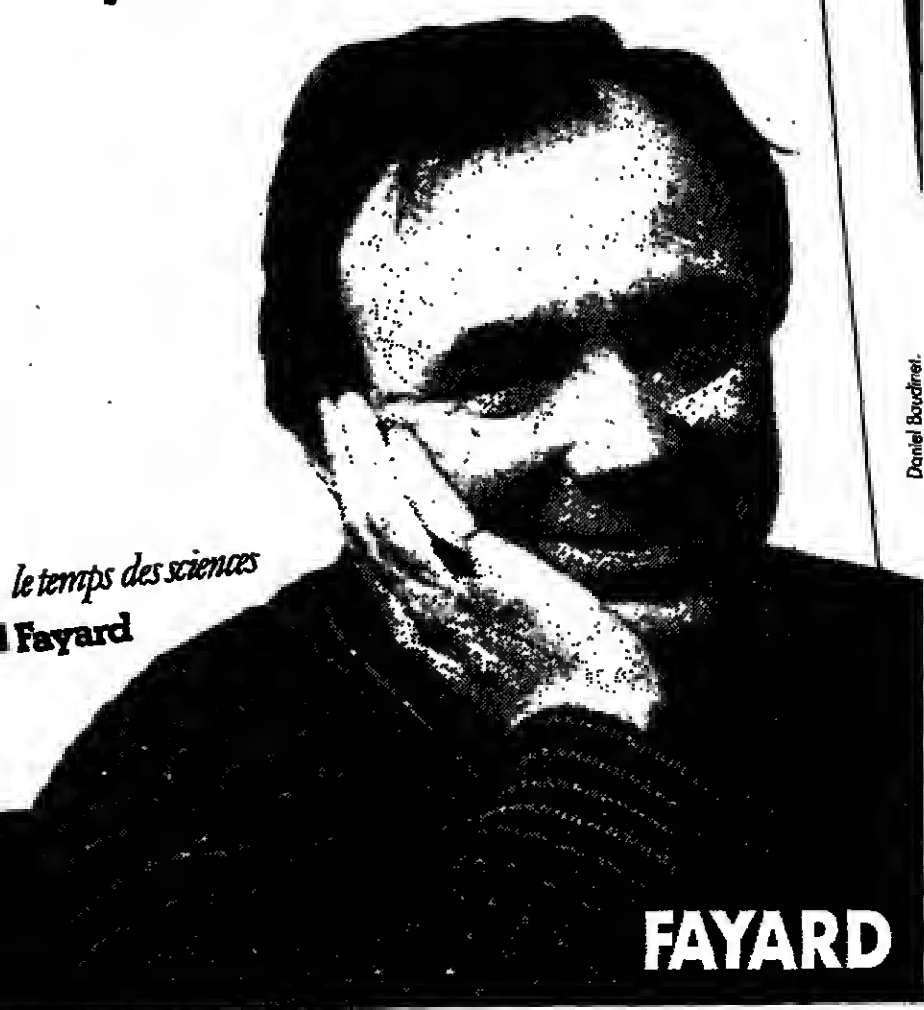
Jean-Pierre Elkabbach, Europe n° 1.

Jean-Pierre Changeux bouleverse les sciences de l'homme... son ouvrage s'inscrit dans la lignée des livres de Jacques Monod, «Le hasard et la nécessité», et de François Jacob, «La logique du vivant».

Joël de Rosnay, l'Expansion.

Jean Pierre Changeux

L'homme neuronal



le temps des sciences  
Fayard

420 p.  
120F

FAYARD

### VACANCES DE PAQUES POUR VOS ENFANTS STAGE DE RÉVISION EN MATH et/ou PHYSIQUE

2 heures par jour, profs compétents. Groupes 5 élèves, de 6<sup>e</sup> au terminal. Pour bien finir l'année scolaire EFFECTIFS LIMITÉS

MATH-ASSISTANCE C.P. PRIVE

PARIS : Saint-Lazare, tél. : 524-37-17, Vaugirard, tél. : 531-31-13. Nation, tél. : 628-62-62.

PROVINCE : Lyon - Marseille - Lille - Nantes - Bordeaux - Strasbourg - Montpellier - Nancy - Metz - Dijon - Saint-Etienne - Vintimille - Angers - Villefranche-sur-Saône - Tours - Avignon - Clermont-Ferrand - Rodez - Charleville-Mézières - Grenoble.

Téléphone : Grenoble (76) 87-56-83 - (76) 75-51-68.

ATTENTION : 30 % de réduction sur présentation de cette information.

هكذا من الأمل



« Sans fa

[illegible]

**Le 1**

[illegible]

Vaincre ~~leur~~

[illegible]

the same time, avoid  
the temptation to  
suffer to win draw  
in  
these are difficult  
times for you, real  
time for advanced  
learning. I guarantee  
the investment, as  
well as the results.  
Sincerely,  
[Signature]

**49**





## L'ALLOCATION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

## « Sans faiblesse et sans complaisance, soyez mobilisés au service de la France »

La forme comptait davantage que le fond. M. François Mitterrand, dans l'allocution de quatorze minutes qu'il a prononcée, mercredi 23 mars, sur les trois chaînes de télévision, n'a rien dit qui n'ait été attendu : il a parlé le langage de l'effort. En revanche, ceux qui, dans la majorité notamment, souhaitaient une dramatisation du verbe présidentiel ont été déçus. L'intervention du président de la République n'a été que solennelle.

Sur le fond, l'essentiel du propos est ordonné autour d'une mobilisation qu'il souhaite « sans faiblesse et sans complaisance » et qui, espérée depuis le 10 mai 1981, n'est toujours pas venue. Au demeurant, le chef de l'État n'a pas

cherché à masquer la difficulté de l'entreprise, pas plus qu'il n'a caché certaines défaillances. « Sans chercher d'excuses trompeuses », il a raconté la « triste histoire » de l'inflation et de ses conséquences, auxquelles « nul n'échappe », à savoir trois dévaluations.

Il n'en a pas moins — cohésion de la majorité oblige — situé la nouvelle politique de rigueur dans la continuité de l'action engagée le 10 mai 1981 et dans le respect de ce qui fonde celle-ci : une contribution à l'effort commun répartie en fonction des moyens de chacun. Les communistes ne s'y sont pas trompés. M. René Andrien souligne dans un commentaire

favorable de l'humanité : « Rigueur, oui, mais pour appliquer la politique promise en 1981, non pour imposer l'austérité. »

Cette rigueur est le moyen de vaincre sur trois fronts : inflation, chômage et déficit extérieur. Elle est contenue dans les six objectifs assignés au gouvernement. Sondeurs d'illuminer que l'équilibre des pouvoirs centraux est respecté, M. Mitterrand est resté sur les hauteurs. Il n'a rien révélé du détail des mesures économiques et sociales qui doivent être rendues publiques vendredi 25 mars au terme d'un conseil des ministres extraordinaire. C'est le rôle du gouvernement de mettre en musique les orientations fondamentales qui sont fixées à l'Élysée.

Tout, dès lors, était bien dans le ton, qu'il a voulu à la fois grave et familier, comme s'il s'adressait pour lui d'indiquer la « route à suivre » et en même temps d'exprimer les aspirations des Français, telles qu'il les perçoit au travers du dialogue entretenu avec la nation. Pour le chef de l'État, il s'agissait aussi et surtout, en invitant le pays à « redoubler d'énergie et de ténacité », de lui communiquer ces qualités qui lui sont propres. Afin d'y aider, M. Mitterrand a utilisé un langage qui lui paraît de nature à rassembler au-delà de la gauche et dans lequel abondent les mots symboles tels que « patrie », « résister », le « redressement national », le refus du « déclin ».

Cette conviction présidentielle suffira-t-elle ? Les réactions ne sont guère encourageantes. L'opposition, comme de coutume, exalte toute annonce dans la condamnation. Quant aux syndicats, ils sont circonspects. Les uns, comme la C.F.D.T., jugent le propos nécessaire mais insuffisant. Les autres, comme la C.G.T. ou F.O., préfèrent attendre de « juger sur pièce », c'est-à-dire au vu du nouveau dispositif gouvernemental. Enfin, l'intervention présidentielle n'a pas dissipé l'inquiétude des socialistes.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

## Le texte prononcé par M. François Mitterrand

« Françaises, Français, au jour et à l'heure convenus, me voici devant vous pour vous dire où nous en sommes, où nous allons. Ma tâche en ce moment de notre histoire est d'assurer la conduite du pays, de connaître pour les comprendre vos aspirations, vos besoins, de vous montrer la route à suivre et de vous faire partager, autant qu'il m'est possible, la conviction que j'ai de l'intérêt national.

Cette tâche est belle et difficile. Vous m'en avez confié l'honneur, j'en assumerai toute la charge.

Les 6 et 13 mars derniers, vous vous êtes exprimés. J'ai perçu, moi aussi, dans les résultats du premier tour des élections municipales, l'expression de votre inquiétude, même si un second tour la confiance l'a emporté en fin de compte sur le doute. Mais le réalignement monétaire décidé, lundi à Bruxelles, a rendu plus actuelle encore cette interrogation : la politique engagée depuis le mois de mai 1981 est-elle bonne pour la France ?

Puisque j'en ai pris la responsabilité, il m'appartient de vous répondre et je le ferai sans détour.

## Vaincre sur trois fronts

Où, cette politique est bonne parce qu'elle est nécessaire pour que change la société française en ce qu'elle a d'injuste pour le plus grand nombre de ceux qui la composent et qui lui apportent, par leur travail et leur talent, sa richesse principale qu'est la ressource humaine.

Où, cette politique est bonne pour qui sait les contraintes qu'impose un environnement international soumis à d'autres politiques économiques que la nôtre.

Où nous n'avons pas voulu et nous ne voulons pas isoler la France de la Communauté européenne dont nous sommes partie prenante, la séparer du mouvement qui porte cette Europe à devenir, enfin, l'un des grands partenaires du monde, comme nous n'avons pas voulu et nous ne voulons pas, quelque réserve que nous fassions, nous éloigner de l'alliance sur laquelle repose une part de notre sécurité.

De la sorte, nous avons pris des risques. Ce sont ceux que peut prendre une nation comme la nôtre, sûre et fière de son droit à l'indépendance de ses choix.

En dépit des difficultés, nous avons progressé sur ce chemin ardu, réalisé en peu de mois plus de réformes, plus d'avancées sociales que la France n'en avait connues durant un demi-siècle.

Mais, maintenant, nous avons plus que jamais à vaincre sur trois fronts : le chômage, l'inflation, le commerce extérieur.

Le chômage : il y a 35 millions de chômeurs dans les seuls pays industriels qui sont pourtant privilégiés, 13 millions aux États-Unis d'Amérique, 12 millions dans la Communauté, en Allemagne plus de 2,5 millions, en France 2 millions. Tragédie humaine !

En un an, exactement quatorze mois, le chômage s'est accru de 29 % en Allemagne, de 22 % aux États-Unis, en France : 4 %. Mais la limitation de la croissance du chômage a entraîné pour nous un effort financier qui n'a pas permis de réduire l'inflation aussi rapidement que chez d'autres.

Quant à cette inflation, c'est une triste histoire qui a commencé avec le choc pétrolier de 1973. Ceux qui gouvernaient à l'époque ont vu le franc perdre en sept ans 40 % de sa valeur par rapport au mark, et nous, nous avons dû à notre tour dévaluer trois fois. C'est une loi à laquelle nul n'échappe : un pays dont la hausse des prix dépasse celle de ses voisins est condamné à dévaluer d'une façon ou d'une autre.

Telle est la vérité. Je devais vous la dire sans chercher d'excuses trompeuses.

Mais elle nous dit notre devoir. Il est temps, grand temps, d'arrêter la machine infernale. Combattre l'inflation, c'est sauver la monnaie et le pouvoir d'achat.

Voilà pourquoi je lutterai, et le gouvernement avec moi, de toutes nos forces, contre ce mal, et mobiliserai le pays à cette fin.

Une première bataille a été gagnée l'an dernier. Nous avons bécoté d'une hausse des prix de près de 14 %, nous l'avons ramenée au-dessous de 10 %. Ce n'est pas suffisant. Il faut aller plus loin.

Mais je pose la question : sans vous, que pouvons-nous faire ? Cette bataille est la vôtre aussi.

Et il en va de même face à l'autre mal qui nous ronge : le déficit insupportable de notre commerce extérieur et l'endettement qui en découle. Et je vous pose à nouveau la question : sans vous, que pouvons-nous faire ?

## Préférer les productions françaises

Car votre rôle est décisif. Partout où l'on fabrique et partout où l'on crée, partout où l'on achète, partout où l'on échange, dans votre manière de vivre, de consommer et même de voyager, vous devez préférer, à qualité égale, les productions françaises.

Choisir et épargner. Épargner quand on le peut, plutôt que de consommer lorsque c'est superflu, c'est l'exigence de base pour servir le pays et préparer son avenir.

J'ai chargé M. Pierre Mauroy de mener cette action. Il a constitué son gouvernement dans cet objet. Ce que j'attends de lui n'est pas de mettre en œuvre je ne sais quelle formule d'austérité nouvelle, mais de continuer l'œuvre entreprise, adaptée à la rigueur des temps, pour que nous sortions au plus vite du creux de la tempête.

Aussi lui ai-je fixé les objectifs suivants :

- Former les jeunes, tous les jeunes, aux métiers d'avenir ;
- Ramener l'inflation à un niveau comparable à celui de nos concurrents ;
- Rétablir en deux ans l'équilibre de notre commerce extérieur ;
- Soutenir les entreprises et les équipes de créateurs qui innovent pour exporter ;
- Respecter les équilibres financiers de la Sécurité sociale et contenir le budget de l'État dans ses limites actuelles ;
- Développer l'épargne en l'orientant, et par tous les moyens, vers la rénovation de l'industrie et l'amélioration du logement.

Il va de soi, enfin, que l'effort demandé à tous devra être équitablement réparti pour que chacun y contribue à la mesure de ses moyens.

Finalement, c'est à un formidable effort de formation des hommes que l'on doit s'atteler, en regrettant qu'un tel retard ait été pris au cours des dernières décennies. Mon idée fixe est de vouloir armer la France d'une capacité humaine égale ou supérieure à quiconque dans le monde.

## L'avènement d'un nouvel équilibre

Mais ce qu'on appelle la crise, comme s'il s'agissait de la colère des dieux, d'un phénomène incontrôlable, d'une fatalité par nature plus forte que le génie de l'homme, n'est au contraire que le produit de ce génie désemparé. Tout simplement, la société industrielle du vingtième siècle n'a pas encore assimilé les effets de la technique et de la science sur ses structures de production et de travail, donc sur son mode de vie, et nous assistons aujourd'hui aux soubresauts d'un monde qui meurt, en même temps qu'un autre naît.

Il n'y a là-dedans rien de mystérieux. On en connaît le mécanisme. Il suffit de s'en rendre maître.

Certes, la France ne peut pas à elle seule résoudre les problèmes qui se posent à l'échelle mondiale. Mais elle peut et elle doit, par ses propositions et ses initiatives, contribuer à l'avènement d'un nouvel équilibre.

Au-delà de ses frontières, on l'entend, croyez-moi, quand elle parle. Il faut qu'elle dise aux res-

ponsables du monde entier qu'il est intolérable de gaspiller des biens quand il y a deux milliards d'êtres humains qui souffrent de la misère et de la faim. Qu'il est dérisoire de se plaindre de l'inflation, du chômage et de la concurrence « sauvage » quand on pourrait instituer, comme ce fut le cas jusqu'en 1971, un système monétaire international cohérent. Qu'il est vain de parler de développement des pays pauvres quand les pays riches consacrent tant d'argent à leur propre armement. Qu'il est suspect de proclamer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes quand les grandes puissances entendent régenter les peuples les plus faibles.

C'est la France qui, dans le passé, a répandu sur toute la terre les mots d'ordre de liberté, et plus récemment d'arbitrage, de désarmement et de sécurité collective. Pas davantage aujourd'hui elle n'est à court d'idées. Mes prédécesseurs, avant moi, ont sur ce thème émis de sages propositions. À Mexico, Cancun, Alger, Delhi, j'en ai à mon tour appelé à la conscience universelle. C'est un domaine, voyez-vous, où se rejoignent aisément tous les hommes de bonne volonté.

## La récompense est dans l'effort

Quant à nous, organisons notre avenir autour d'un grand dessein. Tout commence par la jeunesse, évidence trop oubliée. Elle nous reprochera un jour non pas de lui avoir trop demandé, mais de l'avoir sous-estimée au point de ne pas lui demander davantage ; la récompense est dans l'effort. On la croit indifférente alors qu'elle n'en peut plus d'espérer dans la vie. Il dépend de nous qu'elle bâtisse, du moins je l'espère, une société où s'affirmeront ces valeurs essentielles que sont d'abord la vie, l'intelligence et la conscience humaine.

Encore faut-il, et tout de suite, redoubler d'énergie et de ténacité pour le redressement national.

L'année dernière, je vous demandais de résister, résister au laisser-aller, à l'incertitude, aux affrontements inutiles, à l'exaspération des intérêts partieliers, à tout ce qui menace et divise la patrie dans son existence même, mais aussi extirper la haine contre ceux qui vivent parmi nous et qui sont différents, refuser le déclin de la France qui s'inscrit dans le déclin de la famille.

Et j'en reviens ainsi toujours au même point : sans faiblesse et sans complaisance, soyez mobilisés au service de la France, même si c'est difficile, parce que c'est difficile. Je n'hésiterai pas, quant à moi, à exiger ce qui est dû à l'intérêt public, mais j'ai confiance dans ma patrie parce j'ai confiance en vous.

Vive la République ! Vive la France ! »

# 499 F par mois.

Oui vous pouvez rouler en 2 CV 6 Spécial autant que vous le souhaitez pendant un an pour 499 F par mois sans aucun dépôt de garantie. Même la carte grise est comprise.

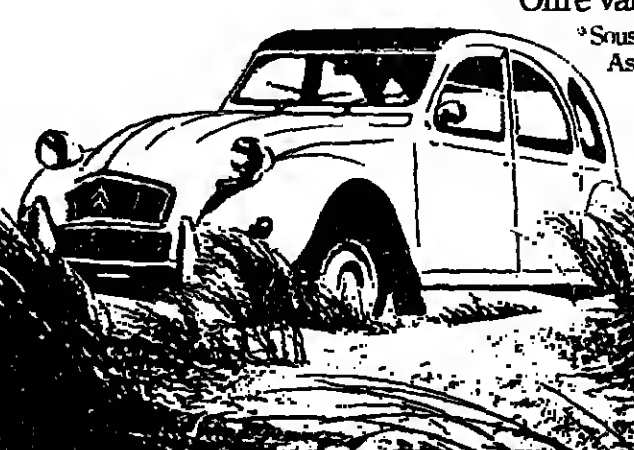
499 F\* par mois c'est la nouvelle formule EcoPlan\*\*, location longue durée inventée par Citroën.

Proposition valable sur l'ensemble des berlines 2 CV avec mensualités proportionnelles à la valeur du véhicule choisi.

Offre valable jusqu'au 31 mars. En avant chez Citroën.

\* Sous réserve d'acceptation du dossier par Loca Citroën  
Assurance tout risque obligatoire — \*\* Marque déposée.

**Jusqu'au 31 mars, 499 F par mois, kilométrage illimité.**



**CITROËN**

**CITROËN présente TOTAL**

هكوان الازيل



# APRÈS L'ALLOCATION

DU PR

## Le président et vous

(Suite de la première page.)

M. Mitterrand indique les objectifs du « redressement national » dans tous les domaines : l'inflation, le budget, l'équilibre de la Sécurité sociale, le commerce extérieur, l'envisage des délais, il laisse entrevoir les moyens qui seront nécessaires.

Parmi ces derniers, il faut compter son propre engagement, en particulier pour lutter contre le mal de l'inflation. Il faut compter aussi les efforts d'une équipe gouvernementale qui procède d'une sélection sévère et significative. Il faut compter enfin l'adhésion, au-delà de la gauche, de tous les Français puisqu'ils sont tous appelés à se mobiliser.

Pour obtenir cette large adhésion, le président de la République ne se réfère pas seulement à l'effort jugé nécessaire pour réparer ce que l'opposition pourrait à juste titre considérer comme les errements de la politique menée depuis deux ans. Il invoque l'effort international de la France dans la lignée de ses prédécesseurs mais avec quelque chose de plus, et il évoque un grand dessein fondé sur la confiance que mérite la jeunesse.

Les Français retiendront bien sûr qu'on leur demande un effort nouveau. Au moins sont-ils informés de première main : le président de la République leur dit où il veut aller, comment, avec qui et dans quels délais.

Si la confiance l'emporte sur le doute, cela devrait suffire, mais le renouvellement tacite du bail et la réponse à l'appel présidentiel sont contraignants : ils supposent la réussite à une échéance que M. Mitterrand a fixée lui-même et qui viendra avant celle de son mandat.

A. L.

## La revanche d'Œdipe

Sur l'héritage qu'il unifierait, bon gré, mal gré, au général de Gaulle, M. François Mitterrand n'a jamais dit mot.

Au plus, sait-on, par des intermédiaires obligés ou complaisants, que le rapprochement irrésistible occupant de l'Élysée, qui y devine, peut-être à juste titre, une manière bête d'amoindrir son profil, qu'il veut élargir, de nos jours et devant l'Histoire.

On connaît aussi, à l'un et à l'autre de ces conquérants, un égal souci de la forme littéraire : le second, dans l'ordre chronologique, ayant peut-être plus d'une raison de se sentir meilleur. Même si l'aisance extrême de la syntaxe est malheureusement balancée par l'immobilité du visage, qui fait montre d'une relative inaptitude, dans cet exercice difficile qu'est l'allocation télévisée, à mettre en scène le discours. On était, mercredi, plus près de la messe basse que des oraisons de Bousquet, dont les auditeurs frémissaient à l'entendre et, sans doute, à le voir.

Lien encore, de l'homme de 1958 à celui de 1981, né du très long assaut de M. Mitterrand contre Charles de Gaulle, puis contre ses héritiers légitimes mais plus ou moins acceptés comme tels. Et l'Histoire dira si de Gaulle, revenu aux affaires, avait ou non été, dans son for intérieur, un unique adversaire qui se nommait François Mitterrand. Sinon, qui ?

Mais l'allocation du 23 mars marque probablement une rupture avec l'ère de l'inflation entre le vainqueur du 10 mai et le conquérant du 13 mai.

La rupture n'est pourtant que mitigée. Car si le mot de « guide » n'a pas été prononcé, tant il avait fait craquer de Gaulle en usage pour lui-même, il transparaît aujourd'hui dans cette mission que s'attribue M. Mitterrand de « montrer la route à suivre ». La se bornent les ultimes filiations. Œdipe échoue de compte avec son passé et prend sa revanche.

D'abord on se reconnaît ostensiblement des « prédécesseurs », alors que de Gaulle, selon un mot qui lui est prêt avec un brin de vraisemblance, les récusait tous.

Reconnaissance qui va jusqu'à avaliser des thèses monétaires (por-

tant notamment sur les origines de l'inflation, réduites au choc pétrolier de 1973), dont plus d'un socialiste dénie encore maintenant l'évidence.

Reconnaissance qui ne dédaigne pas de prendre à son compte d'anciennes propositions, qualifiées de sornettes de « sages », alors qu'on les avait battues ou bréchées lorsqu'elles furent émises.

Ce faisant, M. François Mitterrand délivre un autre enseignement, qui porte en lui une morale du pouvoir dès lors qu'il reprend à son bénéfice des actions, des paroles, des choix, si ce n'est des explications et des excuses empruntées à des hommes qu'il a, de leur temps, combattus, il ne se connaît d'interlocuteurs que ces mêmes hommes. Le voilà successeur de ces « quarante rois qui ont fait la France » selon

l'expression de Charles Maurras. Quoi qu'il ait dit autrefois et quoi qu'il pense à présent.

Reprenant le rôle du père, ou de pharaon, inscrit dans la Constitution de 1958, l'homme de parti rejette le trépas et accède, assez vite somme toute, à la fonction de guide, dont le mot n'est, pour l'instant, prononcé que par préférence.

Plus qu'un guide, un chef, ainsi qu'en témoigne la formule qui est à la fois menace et affirmation de soi-même : « Je n'hésiterai pas à exiger ce qui est dû à l'intérêt public ». Le chef choisira le moment où les conditions seraient (malheureusement) réunies pour agir de la sorte et, ainsi, ira plus profond dans la solitude obole qu'offre le pouvoir.

PHILIPPE BOUCHER.

## Les limites politiques du redressement

(Suite de la première page.)

M. François Mitterrand a souligné son souci prioritaire de ne pas isoler la France dans l'Europe, ce qui l'a amené à refuser les facilités d'un franc flottant et du protectionnisme tous azimuts. Que ce choix soit le bon si l'objectif est bien de limiter les sacrifices sur le pouvoir d'achat et d'éviter les dangereuses tentations de la xénophobie, un homme aussi peu suspect de sympathie spontanée pour le capitalisme international que le secrétaire général de la C.F.D.T., M. Edmond Maire, l'a récemment, avec beaucoup de courage, proclamé. Compte tenu des échecs répétés essuyés par les pays à commerce d'État, la cause devrait être à peu près entendue, sauf à réviser les données de l'expérience et à refuser toute validité aux lois les mieux établies de l'économie politique.

Mais il ne s'agit pas seulement de se demander si l'orientation d'ensemble est judicieuse. En gros, elle l'est. Il s'agit de savoir si les moyens que le nouveau gouvernement Mauroy sera en mesure de mettre en œuvre seront suffisants pour éviter, à terme, le dangereux repli sur soi, habitable sur le plan du climat psychologique (à cause des réflexes d'insécurité qu'il ne manquerait pas de provoquer sous prétexte de défense des intérêts nationaux) et hautement contestable sur le plan de l'efficacité économique, puisqu'on peut parier, avec de bonnes chances, hélas ! de gagner, que le fermeté des frontières se traduira assez vite par un abaissement dramatique du niveau de vie. Cependant, M. Mitterrand n'a pas caché que M. Mauroy ne saurait pas se dédouaner de l'opinion. Pour que M. Pierre Mauroy, dont les qualités sont grandes, ait-t-il celles qui seraient requises pour garantir raisonnablement le succès de l'expérience ?

En déclarant, il y a quelques semaines, qu'il ne serait pas l'homme d'une troisième dévaluation et en affirmant que le gros de l'épreuve était derrière nous, le premier ministre qui vient de se succéder à lui-même s'est chargé d'un sérieux handicap : l'opinion. Pour que celle-ci voit en lui l'homme des heures difficiles, il faudrait qu'il lui présente un programme de grande envergure propre à la mobiliser. Les quelques indications qu'a données le président de la République sur les grandes lignes de ce programme laissent planer de sérieux doutes à cet égard.

### Un malentendu

Le président de la République a déclaré qu'il était pas question, pour le nouveau gouvernement, de s'engager dans « je ne sais quelle politique d'austérité ». Cette déclaration est précisément destinée à dissiper l'impression que l'on demande à M. Pierre Mauroy de se dédouaner de l'opinion. Pour que celle-ci voit en lui l'homme des heures difficiles, il faudrait qu'il lui présente un programme de grande envergure propre à la mobiliser. Les quelques indications qu'a données le président de la République sur les grandes lignes de ce programme laissent planer de sérieux doutes à cet égard.

Le président de la République a déclaré qu'il était pas question, pour le nouveau gouvernement, de s'engager dans « je ne sais quelle politique d'austérité ». Cette déclaration est précisément destinée à dissiper l'impression que l'on demande à M. Pierre Mauroy de se dédouaner de l'opinion. Pour que celle-ci voit en lui l'homme des heures difficiles, il faudrait qu'il lui présente un programme de grande envergure propre à la mobiliser. Les quelques indications qu'a données le président de la République sur les grandes lignes de ce programme laissent planer de sérieux doutes à cet égard.

dans lesquelles il est finistoc. Les délais impartis au gouvernement Mauroy semblent indiquer que l'on va engager un peu plus dans ce qu'on avait de plus contestable les méthodes employées par M. Raymond Barre. L'ancien premier ministre, en arrivant à Matignon à la fin de l'été 1976, s'était donné trois ans pour combattre l'inflation. Quatre ans et demi après, il laisse à ses successeurs une hausse des prix de l'ordre de 12 % par an. M. Mitterrand dit deux ans pour réussir. On se répète jamais assez que les batailles contre l'inflation se gagnent dans un court laps de temps ou bien sont acquises au prix de sacrifices exorbitants et sans doute inutiles en ce qui concerne l'emploi, comme on l'a vu dans la Grande-Bretagne de M<sup>re</sup> Thatcher et dans une mesure un peu atténuée dans les États-Unis du président Reagan. Ce qu'il faut, c'est changer les règles du jeu, et cela on le fait presque instantanément en portant remède d'un seul coup aux anomalies les plus criantes de la situation. La méthode « graduelle » chère à M. Barre et reprise par les premiers gouvernements Mauroy, appelle toute une série d'interventions symbolisées par le corset de l'encadrement du crédit qui enferme dans un corset l'économie française depuis maintenant plus de dix ans.

### Chômage

et commerce extérieur

Le chômage, a répété M. Mitterrand, n'a augmenté en France que de 4 % l'an dernier au lieu de 29 % en Allemagne et de 22 % aux États-Unis. Mais l'une des raisons de cette moindre progression a été la signature de nombreux contrats de solidarité qui ont mis en préfecture quelque 200 000 personnes (soit 10 % du nombre des chômeurs) selon une formule coûteuse et qui ne console pas toujours ses bénéficiaires du fait que leur vie professionnelle a été bel et bien interrompue avant son terme. Quant au commerce extérieur, que M. Mitterrand veut redresser en deux ans, on se souvient de la rapidité avec laquelle il s'est dégradé : doublement du déficit en 1982. Cette dégradation s'est faite au détriment de l'inflation interne distribuée de pouvoir d'achat sans contrepartie du côté de la production nationale. L'amélioration, si elle doit se produire, n'a aucune raison de ne pas se manifester aussi rapidement que l'avait fait la détérioration. Pour amorcer le processus, le président de la République fait appel à la bonne volonté des Français, leur demandant d'acheter, à qualité égale, des produits nationaux. Ce n'est pas la première fois que, dans un pays en mal de déficit, les gouvernements font un appel de ce genre. L'expérience montre que les résultats sont au mieux marginaux. Les Français sont pareillement invités à passer de préférence leurs vacances à l'intérieur de leurs propres frontières. Si, un jour, on devait diminuer l'allocation de tourisme, on réduirait la liberté de chacun pour un avantage douteux. Encore une fois, c'est d'une politique d'ensemble que l'on peut attendre un redressement dans les domaines particuliers de la vie nationale.

La question de savoir si un quatrième ajustement monétaire fera suite ou précéder au cours des mois prochains est finalement accessoire. Ce qu'il importe de savoir est si le gouvernement de la France sera capable non seulement de mettre fin à la dérive de l'économie nationale, mais de recréer les conditions d'un renouveau qui implique le retour à une certaine stabilité. Mais les dispositions éternelles qu'il conviendrait de prendre pour y parvenir sont-elles acceptables par le parti communiste ? Celui-ci, par la plume de M. Philippe Herzog, a fait savoir que « la France ou bien fait de rester ou bien du système monétaire européen ». Mais les implications d'un tel choix sont-elles bien perçues ?

PAUL FABRA.

## Un poison subtil

« C'est une triste histoire qui a commencé avec le choc pétrolier de 1973 », a déclaré M. Mitterrand en parlant de l'inflation en France.

En fait l'inflation a commencé à s'accroître en 1969 à la suite, semble-t-il, des accords de Grenelle de 1968, qui s'étaient conclus sur une forte hausse des salaires et du pouvoir d'achat, à la suite aussi de la très forte relance de l'activité qui en avait découlé (+ 7,7 % de PIB en 1969).

Les années d'euphorie douce qui suivirent mai 1968 ont distillé en France ce poison subtil : les prix augmentant de plus en plus vite (1) avec le pouvoir d'achat rendant l'inflation sympathique à la population, chacun assimilant l'amélioration du niveau de vie et l'inflation. Une forte expansion (les taux annuels dépassaient 5 %), des progrès importants de productivité cachait alors le pécché.

C'est parce que le monde entier vivait - à des degrés divers - en fait - dans la surchauffe et l'inflation que les pays producteurs de pétrole lassés de voir diminuer le pouvoir d'achat de leurs ventes décidèrent de passer à l'acte. Ce fut le premier choc pétrolier de la fin 1973. Mais celui-ci ne fut que la conséquence de l'inflation qui

régnait dans le monde depuis des années.

Est-il tout à fait juste par ailleurs de dire, comme l'a fait le président de la République, qu'« une première bataille a été gagnée l'an dernier contre l'inflation » ? Certes, le blocage des prix a eu des effets spectaculaires en juin, juillet, août et septembre 1982 (+ 1,5 % de hausse en quatre mois). Mais un blocage est toujours une mesure artificielle, et la dégradation des comptes des entreprises publiques et des firmes privées est là pour le prouver.

De plus, depuis qu'il a été mis fin - partiellement - au blocage des prix, les hausses ont repris en France à un rythme élevé (+ 1 % en novembre, + 0,9 % en décembre et encore en janvier, + 0,7 % en février), alors même qu'elles se ralentissaient très fortement à l'étranger (2). Du coup, les écarts d'inflation avec l'étranger, en général, avec la R.F.A. en particulier, ont recommencé à augmenter.

AL V.

(1) + 2,6 % en 1967, + 4,6 % en 1968, + 6,5 % en 1969, + 5,2 % en 1970, + 5,5 % en 1971, + 6,2 % en 1972, + 7,3 % en 1973, + 13,7 % en 1974.  
(2) Les prix de détail ont en février augmenté de 0,4 % en Grande-Bretagne, de 0,10 % en R.F.A. et ont baissé de 0,2 % aux États-Unis.

## La belle formule « Achetez français »

« Vous devez préférer à qualité égale les productions françaises », la formule n'est pas nouvelle : l'opposition - quand elle était au pouvoir - l'avait utilisée et d'abord M. Giscard d'Estaing, qui avait déclaré que l'achat d'un produit importé pouvait être « un choix contre l'emploi ».

À l'étranger, notamment en Grande-Bretagne, des campagnes avaient incité les Anglais à acheter français. Le Coréel national du patronat français avait, paré, lui aussi, bien avant l'arrivée de la gauche au pouvoir, d'un « patriotisme commercial ».

Plus récemment, le parti communiste a repris le thème de la « reconquête du marché intérieur » et a martelé l'opinion sur cette idée, non sans quelques succès, puisque des commandes dans le secteur public et notamment les hôpitaux ont été à des producteurs français.

Cela dit, la formule, pour séduisante qu'elle soit, est-elle réaliste ? Acheter une voiture française coûtant 7 à 8 000 F de plus qu'une voiture étrangère - à qualité égale, - n'est-ce pas accepter une forte baisse de son pouvoir d'achat ? Et l'accepter dans les pires conditions d'in-

flation, puisqu'il suffirait qu'un timbre de revenus élevés, moins chère, ou plus évadée financièrement - fasse le choix inverse pour que l'écart de pouvoir d'achat ne cause dans la mauvaise sens.

Acheter français, n'est-ce pas aussi, dans de nombreux cas, refuser d'acheter les productions des pays en développement ? Les usines étrangères qui fabriquent dans ces pays les chemises, les transistors, les montres, les postes de télévision que nous achetons ont certes été souvent créées et financées par des capitaux américains, japonais ou allemands. Mais, outre que tel n'est pas toujours le cas, ces productions donnent du travail à la main-d'œuvre locale et sont parfois à l'origine d'un certain développement, d'une certaine amélioration du niveau de vie.

Les problèmes posés ne s'arrêtent pas là. Nous critiquons les Japonais pour leur nationalisme commercial. Nous pourrions constater aussi que les producteurs français mettent souvent des semaines ou des mois à fournir ce que l'étranger propose en quelques jours.

AL V.

## TOURISME : la France n'a pas à se plaindre

Faut-il que les Français préfèrent, plus que le passé, la France comme destination de vacances ? A vrai dire, ils le choisissent naturellement parce qu'elle est, évidemment, moins chère qu'un voyage à l'étranger, et qu'elle offre une infinie variété de lieux et de styles de vacances.

La faiblesse médiocre des statistiques touristiques permet seulement d'approcher la réalité des flux des voyageurs. On évalue à une dizaine de millions le nombre des Français qui, pour des motifs touristiques, familiaux ou professionnels, sortent de France, et à une trentaine de millions celui des étrangers se rendant en France pour les mêmes motifs.

Le solde de la balance des paiements qui en résulte pour l'année 1982 devrait dépasser les 11 milliards de francs. Troisième pays importateur et troisième pays exportateur de touristes au monde, la France n'a pas à se plaindre.

La concentration des départs en vacances aux mois de juillet et d'août ne permet pas de pronostiquer que les Français choisissent encore plus la France, selon les vœux du président de la République : à cette date, l'Hexagone en vacances est plein comme un coque.

## PROTECTION SOCIALE : un effort contributif de 10 à 15 milliards de francs

Pour respecter l'un des objectifs fixés par le président de la République et, quelques jours auparavant, définis par M. Delors - l'équilibre et la bonne gestion des régimes de sécurité sociale - une majoration de l'effort contributif semble inévitable.

Un constat tout d'abord : les pouvoirs publics et les conseils d'administration des caisses n'ont pas réglé les déficits de 1982 ni celui des régimes de sécurité sociale (environ 10 milliards de francs) ni celui de l'UNEDIC (environ 6 milliards de francs). Une prévision alarmante ensuite : pour 1983, le déficit des déclarations de M. Pierre Bérégovoy sur « l'équilibre des comptes, toutes choses étant égales par ailleurs » - c'est-à-dire si ses objectifs et prévisions sont respectés - on s'attend, sauf mesures nouvelles à un besoin de financement que les pessimistes chiffrent à 9 milliards de francs et les observateurs raisonnables à 5 milliards de francs pour la sécurité sociale et 4 voire 5 milliards de francs pour l'UNEDIC.

Si l'on n'essaye pas d'appurer les comptes de 1982 - l'ibé défendue au ministère des Affaires sociales - il se serait nécessaire de dégager d'ici à la fin de 1983 que 4 à 5 milliards de francs pour la seule sécurité sociale, au minimum 10 voire 15 milliards de francs si l'on veut remettre les comptes à zéro.

Une bonne gestion impliquerait aussi de programmer un échancier de majorations de cotisations puisque uniquement pour la retraite à soixante ans, le ministère a évalué l'effort minimum nécessaire à + 0,25 point en 1983, porté à + 1 point en 1985 et + 2,27 points en 1990.

Le compromis qui devait être esquissé à Matignon, jeudi matin, pourrait être de dégager progressivement cette année 10 à 15 milliards de francs. Où les trouver ? Le premier choix du gouvernement sera de régler le différend Delors-Bérégovoy sur la date d'application des recettes déjà décidées. La mise en place du forfait hospitalier serait avancé au 1<sup>er</sup> avril. En revanche, la contribution sur les tabacs et alcools suscite un vrai débat.

Le ministre des affaires sociales a évoqué aux professionnels que la taxe de solidarité sur

le tabac sera majorée dès avril prochain (4 à 5 milliards de francs de recettes nouvelles en 1983). Au ministère des finances, on s'oppose à une majoration brutale qui ferait bondir l'indice officiel des prix de 0,5 à 0,7 point d'un seul coup. MM. Mauroy et Mitterrand devraient trancher ce débat entre lutte contre l'inflation et combat pour l'équilibre des comptes.

Il va sans dire qu'un report partiel des mesures sur le tabac alourdirait le déficit des régimes sociaux. Se retrouvant à la case départ, les pouvoirs publics se trouvent donc dans l'obligation de choisir : majoration de la taxe sur la valeur ajoutée affectée à la Sécurité sociale, contribution proportionnelle sur tous les revenus, majoration des cotisations salariales, si l'on entend toujours respecter la promesse de ne pas alourdir les charges patronales, ou mixage de ces diverses formules, après consultation des partenaires sociaux. Cette « concertation étroite », annoncée par M. Delors, n'aura lieu ou fait que la semaine prochaine.

En tout état de cause - cotisations ou contributions sur le revenu - le gouvernement devra vraisemblablement prévoir une majoration égale à moins 1 point, voire 1,5 point de cotisation d'ici à la fin de 1983 (1). Les Français ne peuvent pas y échapper, si du moins ils entendent préserver le système actuel de prestations et si le gouvernement rejette des propositions présentées par la droite en faveur d'une plus forte participation des malades aux frais de santé. Cette solution avancée par les « indépendants », (C.N.I.P.), M. Peyrefitte, etc., comporte un gros inconvénient : les compagnies d'assurance prendraient le relais en n'acceptant que les bons risques (ceux des adultes moins souvent malades) et les mutuelles assureraient d'avoir à supporter les risques coûteux (ceux des personnes âgées).

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Outre le débat au sein du gouvernement sur le montant de l'effort s'ajoute celui sur la date d'affectation. Pour les « affaires sociales », il n'y aurait pas d'urgence, l'objectif de M. Bérégovoy étant, en temps voulu, de prendre les mesures nécessaires.

**JACQUES MANDRIN**  
reprend la plume...

« Dans ce ouvrage, écrit une plume de grand journaliste et d'homme de lettres, Jacques Mandrin, le lecteur trouvera une analyse lucide et passionnante de la situation de la France, de ses problèmes, de ses espoirs. C'est un livre qui doit être lu par tous les Français. »

**Le socialisme et la France**

Le SYCOMORE  
102, 104 Boulevard  
75011 Paris 950.01.22

هكاس الوطن



# DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

## LES RÉACTIONS

### Dans la majorité

**M. JOSPIN :** le P.S. mobilisera

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste : « Le langage que nous avons entendu ce soir est d'abord un langage de vérité. Le président de la République a posé clairement les trois problèmes économiques auxquels la France est confrontée : le chômage, l'inflation, le déficit extérieur. Prenant par des comparaisons avec les autres pays développés l'exacte mesure de nos succès et de nos difficultés, il a rappelé le chemin parcouru et celui qui reste à parcourir. Dans cette situation, il a fixé clairement les objectifs qu'il assigne au nouveau gouvernement de Pierre Mauroy : réduire plus encore l'inflation, obtenir l'équilibre commercial, développer l'épargne, soutenir la rénovation de l'industrie. Fidèle à lui-même, il a réitéré l'austérité mais appelé à un effort justifié et réparti. »

« Montrant que la crise n'était pas mystérieuse mais résultait d'un désordre des relations économiques mondiales, il a proposé à la France, dans le maintien des solidarités nécessaires, un grand dessein fondé sur la justice et tout entier tendu vers la réussite collective. Pour cela, il a fait appel à l'engagement de chacun. Le parti socialiste prendra toute sa part dans la nécessaire mobilisation du pays. »

**M. JOXE :** le droit à l'indépendance

M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale : « François Mitterrand a eu raison de rappeler le droit de la nation à l'indépendance, de ses choix et par-dessus tout le droit de changer la société française dans ce qu'elle a d'injuste. Sur le plan économique, il était temps, grand temps, que soit rappelée cette exigence : à qualité égale, choisir les productions françaises. »

**M. SCHWARTZENBERG :** l'ouverture sur l'extérieur

M. Roger Gérard Schwartzberg, président du Mouvement des radicaux de gauche : « Tous les français doivent répondre avec détermination à l'appel au rassemblement et à la mobilisation des forces du pays lancé par le président de la République (...). Cette nécessaire mobilisation se développera dans une France ouverte sur le monde extérieur et restant authentiquement solidaire de la Communauté euro-

péenne. Il est essentiel que cet appel s'adresse en particulier à la jeunesse, qui représente par définition l'avenir de notre pays et donc son principal espoir. »

**LE P.S.U. :** les inéquités prises en compte

Le parti socialiste unifié : « Le président de la République a pris en compte les inéquités manifestées par les Français lors des élections municipales (...). Le P.S.U. apprécie particulièrement que la lutte contre le chômage reste le premier des grands axes de la politique du pouvoir (...). Tout dépend maintenant des mesures concrètes qui seront prises. Le P.S.U. souhaite qu'elles aillent dans le sens de la réduction des inégalités, réduction du temps de travail, le maintien du pouvoir d'achat des couches populaires, l'extension de droits et pouvoirs nouveaux, l'annonce d'une action politique industrielle et énergétique. »

**LA L.C.R. :** l'avertissement n'a pas été entendu

La Ligne communiste révolutionnaire : « L'avertissement des municipalités n'a pas été entendu. Le gouvernement fait fi des aspirations et des besoins des masses laborieuses pour satisfaire les exigences de la bourgeoisie française et internationale (...). Face aux attaques patronales et à la soumission du gouvernement aux impératifs capitalistes, seule la mobilisation unitaire des travailleurs pourra faire échec à ces mauvais coups. Ils exigeront de leurs directions syndicales cette mobilisation unitaire. »

**LE M.G.P. :** le oui des gaullistes sincères

M. Jean-Louis Delecourt, secrétaire général du Mouvement gaulliste populaire : « L'appel du président de la République aux Français à se mobiliser au service de la France réveille l'approbation pleine et entière de tous les gaullistes sincères (...). Le Mouvement gaulliste populaire considère en particulier que la participation (...) est le seul moyen, aujourd'hui, d'assurer conjointement le financement comme le développement de notre capacité de production. Ce mouvement gaulliste de gauche se félicite aussi de l'évocation d'un grand dessein sur le « nouvel équilibre du monde. »

**M. LECANUET :** le pouvoir n'est plus à l'Élysée

M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., a dénoncé « le caractère flou et confus du propos présidentiel ». « Le pouvoir n'est plus à l'Élysée. Il appartient aux partis de gauche. Pour M. Lecanuet, « le troisième gouvernement de M. Mauroy sera celui de l'explosion de ses propres erreurs. Pour les Français, ce sera celui de l'appauvrissement. Pour la France, celui de l'affaiblissement. Ni M. Mauroy ni M. Delors ne sont plus crédibles. L'effort ne se donne qu'à la confiance, et la confiance leur échappe. »

**M. GAUDIN :** le sur-saut salutaire n'est pas venu

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, a déclaré : « Après l'avertissement des municipalités et la sanction de la troisième dévaluation du franc, les Français attendent que le chef de l'État soit à la hauteur de la situation. Mais le sur-saut salutaire n'est pas venu. Il n'est pas venu de la nouvelle équipe gouvernementale. On a pris les mêmes pour continuer la même politique. Le sur-saut n'a pas venu non plus des propos de M. Mitterrand. Il n'a pas plus compté sur la magie du verbe pour cacher la réalité : la politique de la France n'est pas bonne. »

**M. MEHAIGNERIE :** l'ambiguïté, l'imprécision et l'abstrait

Pour le président du C.D.S., les « événements semblent subis, et le président est resté dans l'ambiguïté, l'imprécision et l'abstrait. Il n'a pas su trouver les chemins de la confiance des Français, ni les moyens politiques d'un redressement national rendus impossibles par les contradictions d'un projet socialiste inadaptable. »

**M. STASI :** une atmosphère de fin de règne

M. Bernard Stasi, vice-président de l'Assemblée nationale et membre du collège exécutif du C.D.S., considère que « c'est le parti communiste et l'aile gauche du parti socialiste qui ont imposé au président de la République le maintien de Pierre Mauroy à son poste. » « L'image du président de la République a été atteinte. Il y a dans tout cela une inquiétude et consternation atmosphérique de fin de règne. »

### Dans l'opposition

**M. LÉOTARD :** la machine infernale socialiste

M. François Léotard, secrétaire général du parti républicain : « M. Mitterrand vient de dire aux Français : on ne change pas une équipe quelconque. On perd les élections, mais on le cache. On fixe des objectifs, mais on ne définit pas les moyens. On exhorte à acheter français, mais on laisse la C.G.T. désorganiser l'industrie nationale. Il est vraiment temps d'arrêter la machine infernale socialiste. »

**LES CLURS PERSPECTIVES ET RÉALITÉS :** rien n'est dit, rien n'est fait

« Comment être convaincu que cet effort portera ses fruits, que les sacrifices seront justifiés, alors que rien n'est dit, rien n'est fait pour aller dans le bon sens et tenir compte des réalités. » « Oui, il faut réduire le chômage, arrêter l'inflation, rétablir le commerce extérieur. Mais comment le faire, par l'étatisation systématique, un langage de lutte de classes, un projet marxiste dont on se refuse systématiquement à reconnaître l'échec ? »

**M. BARIANI :** l'aveu d'un échec

Pour M. Didier Bariani, président du parti radical : « Le président persiste à signer. Malgré la ton pathétique employée, la défense de la politique menée depuis deux ans est apparue comme un exercice théorique et littéraire terriblement trépidant. Le chef de l'État a reconnu implicitement que la France était devenue le « malade de l'Europe ». L'appel à l'aide de la collectivité nationale pour venir au secours d'une économie malmenée par son gouvernement étié à la fois l'aveu d'un échec et d'une impuissance. »

**LE CENTRE INDÉPENDANT :** l'esprit de la V<sup>e</sup> République

Le bureau politique du Centre indépendant (formation proche de M. Jacques Chaban-Delmas) considère que l'allocution du chef de l'État, « par son ton de grande fermeté et par ses analyses lucides des grands problèmes de la France et du monde, se situe tout à fait dans l'esprit de la V<sup>e</sup> République, lequel avait fait cruellement défaut entre 1974 et 1981. » Le Centre indépendant ne peut qu'approuver le président de la République lorsqu'il préconise la réhabilitation de l'épargne, la défense des entreprises

et le retour à la mesure, dans les dépenses sociales ; son discours se situe aux antipodes de la théorie de la lutte des classes, des doctrines marxistes dont quelques-uns ont été évincés de l'équipe ministérielle, mais qui, hélas ! demeurent encore suffisamment nombreux, notamment à la direction du parti socialiste, pour contrecarrer l'action du nouveau gouvernement Delors-Bérégovoy. »

**M. MALAUD :** le thème usé de l'héritage

M. Philippe Maland, président du Centre national des indépendants et paysans : « Le président de la République, jouant sur les mots, les mythes, les généralités, a cherché à justifier les orientations incohérentes de sa politique, rappelle le thème usé de l'héritage et définit les grandes lignes d'une action qui serait raisonnable si les hommes qui auront à l'appliquer étaient encore crédibles (...). Ce nouveau gouvernement, qui ressemble au précédent comme un frère, et qui se targue d'avoir tout changé dans tous les domaines, reste prisonnier de ses dogmes, de son sectarisme. L'unité nationale rest incompatible avec la lutte des classes. »

**M. LE PEN :** en attendant Grouchy

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national : « On pourrait être tenté d'adhérer aux thèmes élevés et aux nobles objectifs exprimés dans l'allocution présidentielle, si celle-ci n'occultait totalement dans l'aggravation des difficultés françaises la responsabilité de la politique socialiste. Il est clair que le troisième ministre Mauroy est désormais chargé d'une mission d'arrière-garde : retarder la débâcle en attendant Grouchy. »

**Dans les organisations patronales**

**S.N.P.M.I. :** quel grand dessein ?

Le Syndicat national de la petite et moyenne industrie, présidé par M. Gérard Devail : « du lieu de savoir le sur-saut qu'espèrent les Français, il leur est proposé de se mobiliser pour un prétendu grand dessein, mais lequel ? »

**TIRAGES DIAPOS**  
EN 13x18 OU 18x24 - RECADRAGE - CORRECTIONS  
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris 12<sup>e</sup> - ☎ 347.21.32

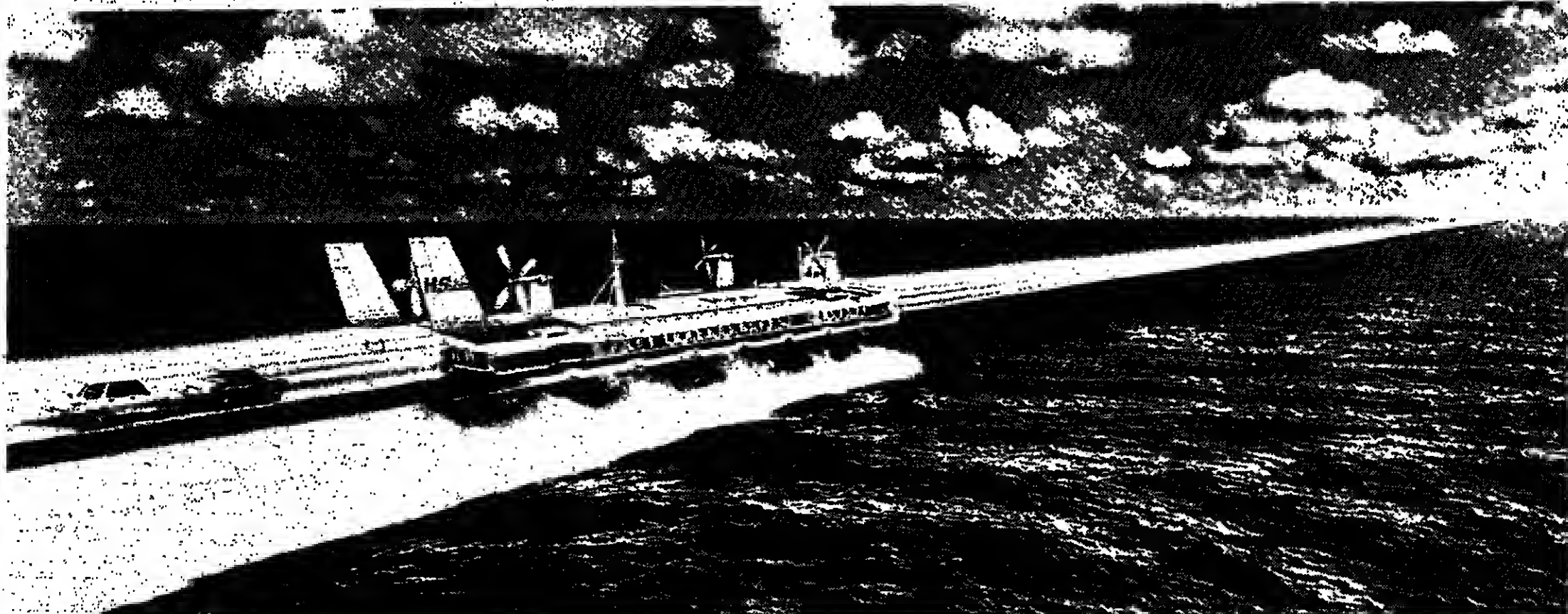
**'ALLO CUTIN**  
Un poison subtil

La belle formule  
Achetez français

**OURISME :** la France  
n'a pas à se plaindre

**QUES MANDRI**  
rend la plume

**challenge**  
France



## Hoverspeed: l'autoroute vers l'Angleterre.

**BOULOGNE - DOUVRES ou CALAIS - DOUVRES : 35 MINUTES**

Les aéroglisseurs Hoverspeed offrent aux automobilistes et aux passagers sans voiture le service le plus rapide pour traverser la Manche. Calais - Douvres ou Boulogne - Douvres en 35 minutes environ. Plus besoin d'attendre des heures, pour embarquer ou débarquer, les formalités sont vite expédiées. A bord des aéroglisseurs Hoverspeed, vous trouverez un service exemplaire digne des meilleures compagnies aériennes avec des hôtesses qui vous apportent des rafraichissements et des produits détachés... tous ces avantages sans supplément de prix.

Je désire recevoir la brochure Hoverspeed avec les différentes formules, les horaires et tarifs spéciaux sur les séjours et mini-séjours en Grande-Bretagne (avec ou sans voiture). Renvoyez ce coupon 24, rue de Saint-Quentin, 75010 PARIS ou contactez votre agent de voyages.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_  
coupon à retourner à :

**HOVER SPEED**

هك امان الامل



# POLITIQUE

## APRÈS L'ALLOCATION PRÉSIDENTIELLE LES RÉACTIONS

### Dans les syndicats

#### C.G.T. : réfléchir

M. René Lomet, secrétaire de la C.G.T. : « Une allocution présidentielle de cette importance, affirmant la continuité de la politique engagée et définissant les orientations de l'action gouvernementale, l'annonce de prochaines décisions économiques et sociales, nécessite autre chose qu'un rapide commentaire. La C.G.T. exprimera dans les prochains jours sa position sur l'ensemble de la situation, ses propres objectifs, ses propositions pour assurer la défense des intérêts des travailleurs, de leur niveau de vie et de leur emploi, pour appuyer sa contribution à l'action contre l'inflation, pour le redressement de l'industrie française et de l'économie, pour l'indépendance nationale, pour l'accomplissement des réformes démocratiques engagées. Elle fera dans la continuité de son action d'organisation syndicale, indépendante, au service des travailleurs, ferme, constructive et responsable. »

#### C.F.D.T. : nécessaire mais pas suffisant

La commission exécutive de la C.F.D.T. : « La C.F.D.T. est tout à fait d'accord pour considérer que les orientations indiquées au pays et au gouvernement par le président de la République sont nécessaires. Les trois fronts auxquels il appelle le pays à s'attaquer, le chômage, l'inflation et le déficit extérieur, permettent de lever des obstacles au changement. Mais la C.F.D.T. affirme que l'action nécessaire pour réduire l'inflation ne doit pas relâcher au second plan la lutte contre le chômage, qui passe, notamment, par une réduction de la durée du travail à trente-cinq heures. La C.F.D.T. attend maintenant du gouvernement : qu'il fasse la clarté sur les enjeux et les objectifs prioritaires qu'il entend poursuivre ; qu'il mène une politique ne fluctuant pas au gré des pressions ou des affrontements catégoriels ; qu'il engage sans tarder des négociations approfondies sur le contenu et les modalités de la politique économique et sociale à mener. »

#### F.O. : juger sur pièces

M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière : « Il faut savoir gré au président de la République d'avoir franchement décrit les difficultés que la France doit surmonter. (...) Force ouvrière, consciente des difficultés - qu'elle pressent depuis longtemps - se conduira, certes, en responsable, nous dévouant, au surcroît, à la tâche. Mais elle entend, naturellement, défendre avec fermeté les intérêts de ceux qu'elle représente. S'agissant des décisions que le gouvernement va mettre en œuvre, la confédération jugera sur pièces. Elle souhaite, en tout état de cause, que, avant de définir les moyens susceptibles d'atteindre les objectifs décrits par M. François Mitterrand, le gouvernement consulte sérieusement les organisations professionnelles et syndicales. »

#### C.F.T.C. : attendre

La C.F.T.C. : « Le président de la République vient de définir une série d'objectifs, non seulement judicieux mais nécessaires, tels que la lutte contre l'inflation et le chômage, et le rétablissement des équilibres à l'intérieur du pays et dans le monde. Mais la mobilisation ne se fera que sur un plan de campagne crédible et équitable. Ce soir, à la C.F.T.C., on attend encore. Il n'est pas bon que le suspense se prolonge. »

#### C.G.C. : l'inquiétude

La Confédération française de l'encadrement C.G.C. : « Comment ne pas s'inquiéter aux propos du président de la République analysant la crise mondiale, préconisant l'effort, faisant appel à la jeunesse, estimant indispensable sa formation poussée et la définition du grand dessin à lui proposer ? Mais comment, aussi, ne pas être inquiet d'entendre M. Mitterrand affirmer que la politique suivie jusqu'à présent était la bonne, alors qu'elle a mené notre économie et notre monnaie à une situation si grave. La Confédération française de l'encadrement C.G.C. attend ce gouvernement à ses actes. L'encadrement de France attend les grands projets qui lui rendront son élan. »

## DANS LA PRESSE QUOTIDIENNE

### Critiques à Paris interrogations en province

Dans la presse parisienne de mercredi matin, la tonalité oscille de la réserve à la critique la plus acerbe. « Dieu, quel ennui ! », s'exclame Philippe Tesson. « Certes, écrit-il, dans le *Quotidien de Paris*, les présidents de la République ne sont pas là pour amuser la galerie, et le moment n'est pas opportun. Mais quand même ! Ce ne sont pas ces visages de carême, ces sermons sermonnant, ces bonnes intentions, ces paroles douces, ce sirop de morale, qui vont revigorer une nation qui a pourtant bien besoin de l'être (...). » On finit par se demander : mais pourquoi a-t-il parlé et qu'avait-il à dire ? », conclut Philippe Tesson.

En des termes semblables, Max Cloe, dans le *Figaro*, estime que M. Mitterrand n'a « rien », dit-il. Il juge que le président de la République « nous a servi un discours vague et légèrement pompeux (...). C'est mince et décevant », écrit-il. Cette déception se retrouve dans *Libération*. Pierre Briangon se demande : pourquoi cette obstination à s'échapper des contingences, comme si la conscience de l'histoire le dispensait de se payer, de temps à autre, une tranche de réel ? Il poursuit : « C'est là son énigme, qui pourrait se transformer insensiblement en problème. Il parle à la France, et les Français lui échappent. »

Claude Weill, dans le *Matin*, note que si « le ton a monté d'un cran, le message n'est pas nouveau ». « L'allocution d'hier expliquait-il, a confirmé sous au... » ambiguïté que le président de la République a choisi [la voie] qui cou... te à rester en ligne, à maintenir et accentuer le cap choisi. Pas plus à gauche, ni plus à droite : avec plus de rigueur. »

L'humanité insiste sur cette « rigueur nécessaire ». René Andrieu explique : « A la question : la politique engagée depuis mai 1981 est-elle bonne ? il a répondu nettement : oui, cette politique est bonne. Nous le pensons aussi. Il poursuit : Il faut donc la poursuivre. Ce qui n'empêche pas, et François Mitterrand a montré qu'il en avait conscience également, que de graves problèmes se posent et qu'il faut les résoudre. Avec toute la rigueur nécessaire dans l'application des engagements

pris en 1981 mais en refusant l'auspice pour les travailleurs (...). »

Dans son ensemble, la presse de province semble moins critique. Michel Guérin, dans la *Nouvelle République* du Centre-Ouest parle de M. Mitterrand comme d'un « leader décidé (...), un lutteur (...), le conducteur d'un peuple qui philosophe sur le monde qui naît (...). » Hier soir, écrit-il, c'était une belle et utile leçon de civisme. »

Bernard Villeneuve, dans le *Progrès*, note que le président de la République « a été hier aussi habile qu'il pouvait l'être. »

Mais si à maintes reprises les « accents gaulliens » de M. Mitterrand sont soulignés, l'interrogation sur la portée qu'a eue le message du président revient :

Chantal Didier, dans l'*Est républicain*, estime qu'« attendu, il y avait, attendu le reste », tandis qu'André Mazéas, dans la *Charente libre* se demande : l'allocution et l'appel du président de la République « n'auraient pas eu « plus d'impact si l'on avait vu vraiment à quoi s'en tenir sur ce qui va se passer maintenant... ».

« Le ton est-il suffisamment mobilisateur ? », s'interroge Marc Ullmann dans le *Télégramme de Brest*. « Les gens de bonne volonté auront-ils été vraiment mobilisés par ce plaidoyer, qui manquait par trop de vigueur sinon de rigueur ? », enchaîne Alain d'Anjou dans le *Courrier de l'Ouest*. « M. Mitterrand, une nouvelle fois, calme le feu, mais au risque majeur de masquer l'ampleur des enchevêtrements et de ne pas donner très envie de jouer », juge Philippe Gallard, dans l'*Ouest-France*.

C.F.-M.

● Dans le commentaire qui accompagnait la publication des résultats des élections municipales dans l'Isère (le *Monde* du 8 mars), nous avons indiqué que le parti communiste enlevait à la droite la ville de Pontcharra. M. Charles Bleh, maire de cette commune, nous précise qu'il n'est pas membre de ce parti et que la plupart des nouveaux conseillers municipaux n'avaient aucune appartenance politique, mais seulement une sensibilité de gauche.

## APRÈS LE REMANIEMENT MINISTÉRIEL

### Les socialistes attendent avec inquiétude le nouveau programme du gouvernement

Cohérence et autorité : voilà ce que les socialistes réclament de ceux qu'ils ont portés au pouvoir. L'exigence n'est pas nouvelle. Elle s'était déjà exprimée au lendemain de l'échec de la gauche aux élections cantonales de mars 1982.

Ainsi, le comité directeur, qui avait immédiatement suivi le scrutin, soulignait le 4 avril 1981 : « Le renforcement des moyens qui permettent au gouvernement d'exercer pleinement son autorité et d'accroître l'efficacité de son action. Pour leur part, les dirigeants du C.E.R.E.S., poussant la critique au-delà des méthodes d'action du gouvernement, estimaient que l'incohérence dans l'explication de la politique gouvernementale réduisait au fond une certaine incohérence de cette politique. »

Les uns et les autres, depuis, n'ont pas été satisfaits. Bien que le pouvoir ait fait à l'époque un début d'autocritique, les maladroites, les défaillances n'ont pas manqué pour autant. Ni cohésion ni cohérence : c'est l'image que le gouvernement n'a pas su effacer.

Dès le soir du second tour des élections municipales, M. Lionel Jospin, soulignait que l'action de la gauche devait être désormais « plus simple, plus cohérente, plus réaliste » et tenir compte autant des préoccupations des Français que des théories, aussi justes soient-elles. M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, a pris le relais le 16 mars devant le bureau exécutif du P.S., en réclamant un renforcement de l'autorité du gouvernement sur l'Etat, une fermeté accrue dans la conduite des affaires du pays.

Sans doute exprimeront-ils, devant le comité directeur du parti, réuni samedi 26 et dimanche 27 mars à Paris, leur satisfaction que l'équipe gouvernementale ait été rassemblée, initiative qui peut être considérée comme un gage de cohésion et de plus grande efficacité.

A leurs yeux, le nouveau visage du gouvernement représente probablement l'annonce d'une réponse à l'avertissement lancé par les Français au premier tour des élections municipales. D'autant que cet avènement, selon une analyse largement répandue à la direction du P.S., est plus l'expression d'un désencomement face à un gouvernement qui ne donnait pas l'impression de gouverner que le résultat d'une déception provoquée par les réalisations - ou leurs insuffisances - du pouvoir de gauche.

#### M. Poperen :

le pouvoir, on s'en sert !

Ainsi M. Jean Poperen, ouvrier deux du P.S., écrit-il dans *Synthese flash* : « Le peuple nous aidera plus s'il sent qu'il est fermement gouverné. Il nous reprocherait plus notre faiblesse que notre fermeté. » Quand on a le pouvoir central, on s'en sert », ajoute M. Poperen, qui aimerait qu'une telle volonté soit immédiatement concrétisée par l'organisation d'une négociation globale entre le gouvernement, les salariés et le patronat, à l'image des accords Matignon de 1936 ou des accords Grenelle - un « super-Grenelle », dit-il - de 1968.

### LES ORGANISATIONS AGRICOLES ATTENDENT DE M. ROCARD UNE PLUS LARGE CONCERTATION

L'arrivée au ministère de l'Agriculture de M. Michel Rocard est bien accueillie à la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.), au Centre national des jeunes agriculteurs (C.N.J.A.) comme à l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (A.P.C.A.).

Dans ces trois instances, on souligne l'espoir qu'une concertation s'instaura entre les agriculteurs et le ministère, la F.N.S.E.A. souhaitant que cette concertation soit « approfondie » et le C.N.J.A. estimant que les agriculteurs veulent « se sentir écoutés ». Opposition aux montants compensatoires monétaires, respect du calendrier de fixation des prix agricoles, augmentation de 7 % de ceux-ci sont les dossiers à traiter prioritairement, selon les différents responsables agricoles.

Au même moment, M. Bernard Thureau, responsable des questions agricoles au parti socialiste, exprimait, mercredi 23 mars, sa satisfaction de voir nommé à l'Agriculture « le ministre le plus populaire aux yeux de l'opinion publique française », ajoutant que M. Michel Rocard ne serait pas le « commis de la F.N.S.E.A. » et garderait ses distances avec ses anciens amis du P.S.U. aujourd'hui accablés chez les paysans-travailleurs.

Le député du Rhône y voit l'occasion de passer le « compromis global » que les socialistes appellent de leurs vœux depuis le congrès de Valence de l'automne 1981. Il s'agit, puisque les temps ont changé, d'un « contrat sur la rigueur, sur la dose nécessaire de rigueur, sur la répartition ».

Une telle procédure, selon M. Poperen, permettrait d'éviter les erreurs commises par la gauche, qui a encouragé la technique des « petits paquets » - réduction d'une heure seulement de la durée hebdomadaire du travail, - du « grignotage », des négociations partielles qui facilitent les « manœuvres patronales ». « Déplacer le débat vers le bas, poursuit-il, quand n'a pas le pouvoir en haut, soit : mais assaillir solennellement le pouvoir central par des décisions qualitatives, tandis que l'on contrôle, c'est pousser

### Le P.C.F. a tenu à assurer sa place dans l'élaboration des orientations gouvernementales

Le problème de la nouvelle structure gouvernementale a été au cœur de discussions entre M. Pierre Mauroy et la direction du parti communiste, lors de la formation du nouveau gouvernement, mardi soir 22 mars.

Après sa nouvelle nomination par le président de la République, M. Mauroy, recevant MM. Georges Marchais et Charles Fiterman, avait proposé que le second fut reconduit dans ses fonctions de ministre des transports, augmentées de la charge de l'urbanisme et du logement, au sein d'un gouvernement qui aurait compté douze ministres de plein exercice. M. Fiterman aurait été ainsi le seul ministre communiste de plein exercice.

Cette proposition ne satisfaisait pas les dirigeants du parti. La discussion au sein du bureau politique, réuni place du Colonel-Fabien, a abouti à ce que MM. Marchais et Fiterman demandent à M. Mauroy l'attribution au P.C.F. de deux sièges dans sa nouvelle équipe. M. François Mitterrand a finalement accepté que M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle, soit intégré parmi les ministres nommés mardi soir. Du même coup, M. Fiterman ne conservait que les transports, et M. Roger Quilliot demeurait, dans la nouvelle équipe, ministre de l'urbanisme et du logement.

Le problème posé par la situation de M. Jack Ralite est d'un autre ordre. Son maintien à la tête du secteur de la santé n'est pas souhaitable, semble-t-il, à l'Élysée ou à Matignon. L'intéressé est d'un avis différent. Il estime que son remplacement équival

aurait à un désaveu, alors qu'il se heurte à des manifestations dont il souligne le caractère politique.

L'existence même de ces conflits avec les étudiants et les membres des professions médicales incite les communistes à penser que le maintien de M. Ralite dans ses fonctions n'est pas d'un intérêt politique évident pour le parti. En revanche, son retrait du gouvernement constituerait un recul pour le P.C.F., sans doute, mais aussi et surtout pour le pouvoir lui-même, qui aurait l'air de céder à des pressions extérieures. La solution consisterait donc dans le maintien de M. Ralite, parmi les ministres délégués ou secrétaires d'Etat, dans un autre secteur que celui dont il avait la charge jusqu'à maintenant.

La suppression des titres de ministres d'Etat et la modification de l'ordre protocolaire ramènerait M. Fiterman au rang de ministre en « numéro quatre ». Certes, M. Fiterman voit son secteur augmenté par la suppression du ministère de la mer, dont il reprend les attributions. Mais, si son rôle technique est ainsi accru, la question de ses prérogatives politiques demeure ouverte. Celle-ci ne serait pas affectée si l'ensemble des ministres de plein exercice sont effectivement associés à l'élaboration des grandes lignes de l'action gouvernementale. En ira-t-il différemment si cette élaboration apparaît comme étant du seul ressort du président de la République, du premier ministre, et des ministres figurant en tête de la liste du nouveau gouvernement.

PATRICK JARREAU.

### Dans le nord du Cotentin

#### « MICHEL CRÉPEAU ? IL NE FAISAIT PAS LE POIDS... »

De notre envoyé spécial

La Hague. - Ne leur parlez pas de M. Michel Crépeau ! « Pour sauver les meubles de l'économie, on a sacrifié l'écologie. » C'est la conviction de M. Daniel Bosquet, élu « vert » à Equeurdreville dans la banlieue de Cherbourg, après l'annonce de la disparition du ministre de l'environnement comme ministre à part entière. Mais ce n'est pas la stupeur ni même la désolation. « On a voulu nous avoir avec des gadgets. Et maintenant qu'on n'a plus besoin de nous, on nous laisse naturellement tomber. » Même désabusement chez M. Didier Anger, porte-parole de CRI-LAN (Comité régional de l'information et de lutte anti-nucléaire).

### M. FABUS : je respecterai pleinement l'autonomie de gestion des entreprises nationales.

M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la recherche, a déclaré, mercredi 23 mars, au journal de la mi-journée sur TF1, que « le président du C.N.P.F., à raison de dire qu'il faut stabiliser les charges des entreprises », mais qu'« il faut surtout la stabilité des règles du jeu ». M. Fabius a indiqué, au sujet des entreprises nationales : « Je respecterai pleinement l'autonomie de gestion. (...) Il appartient aux responsables des entreprises publiques de les faire tourner, et marcher. »

M. Fabius a souligné la « cohésion » et la « compétence » du nouveau gouvernement. Comme on lui demandait s'il était informé depuis longtemps des fonctions qui devaient lui être confiées, M. Fabius a rappelé ses « très anciennes relations d'amitié avec le président de la République ».

vaudrait à un désaveu, alors qu'il se heurte à des manifestations dont il souligne le caractère politique.

L'existence même de ces conflits avec les étudiants et les membres des professions médicales incite les communistes à penser que le maintien de M. Ralite dans ses fonctions n'est pas d'un intérêt politique évident pour le parti. En revanche, son retrait du gouvernement constituerait un recul pour le P.C.F., sans doute, mais aussi et surtout pour le pouvoir lui-même, qui aurait l'air de céder à des pressions extérieures. La solution consisterait donc dans le maintien de M. Ralite, parmi les ministres délégués ou secrétaires d'Etat, dans un autre secteur que celui dont il avait la charge jusqu'à maintenant.

La suppression des titres de ministres d'Etat et la modification de l'ordre protocolaire ramènerait M. Fiterman au rang de ministre en « numéro quatre ». Certes, M. Fiterman voit son secteur augmenté par la suppression du ministère de la mer, dont il reprend les attributions. Mais, si son rôle technique est ainsi accru, la question de ses prérogatives politiques demeure ouverte. Celle-ci ne serait pas affectée si l'ensemble des ministres de plein exercice sont effectivement associés à l'élaboration des grandes lignes de l'action gouvernementale. En ira-t-il différemment si cette élaboration apparaît comme étant du seul ressort du président de la République, du premier ministre, et des ministres figurant en tête de la liste du nouveau gouvernement.

PATRICK JARREAU.

préoccupations quantitatives à la zone des milliards. Elle mène un discours élitiste et un discours populiste, ou, plus exactement, elle tient un discours élitiste aux accents populistes. »

Ces certitudes, l'offensive étonnamment relancée contre M. Rocard par les mitterrandistes, contre les thèses de M. Jacques Delors par le C.E.R.E.S., ne peuvent pas dissimuler l'inquiétude qu'éprouve la direction du parti socialiste. Ils attendent, à la veille de la réunion de leur comité directeur, de connaître les mesures d'accompagnement de la dévaluation que prépare le gouvernement. Les dirigeants du C.E.R.E.S., persuadés que le gouvernement était engagé sur une mauvaise voie ces derniers mois, le sont encore plus aujourd'hui, de son échec futur, dans la mesure où M. Delors s'occupe de son empreinte sur la politique économique et sociale de la France.

Certains mitterrandistes eux-mêmes expriment ce privé des doutes et des inquiétudes. L'échec du troisième gouvernement Mauroy prouverait, disent-ils, à la décharge de la gauche, qu'elle n'est pas capable de ceux-là participent, ainsi que leur a demandé M. Jospin, à la « nécessaire mobilisation du pays » souhaitée par le président de la République.

Il est, d'autre part, difficilement imaginable que les dirigeants du C.E.R.E.S., M. Jean-Pierre Chevènement en tête, même s'ils sont en désaccord avec la politique du gouvernement et qu'ils le disent, accentuent leur opposition au point de mettre le pouvoir en danger. Le C.E.R.E.S. n'est-il pas, pour M. Mitterrand, si l'on en croit la formule utilisée par M. Georges Sarre, député de Paris, « l'ard des mauvais jours » ?

D'autant que M. Jean-Pierre Chevènement se situe aujourd'hui « en réserve de la République » et qu'on ne peut pas exclure que le chef de l'Etat fasse à nouveau appel à lui. Dans cette hypothèse, il faudrait comprendre que son départ n'est pas seulement la sanction d'un échec, mais aussi un signal de réajustement. Le C.E.R.E.S. aurait tout à sa place et qui évaluerait que la politique suivie par le gouvernement est, favorable, au P.S., le renforcement de l'axe rocardien, qui a toujours défendu ce type de politique.

Seraient ainsi préparées, à l'intérieur même du parti socialiste, dans la perspective des élections législatives de 1986, les bases d'un retour à une politique plus proche des orientations sur lesquelles M. Mitterrand avait fondé sa candidature en 1981 et dont il faut rappeler qu'elles émaient du projet socialiste élaboré par M. Jean-Pierre Chevènement.

JEAN-YVES LHOMEAU.

### LE GROUPE SOCIALISTE DEMANDE UN DÉBAT DE POLITIQUE GÉNÉRALE

Le bureau du groupe socialiste de l'Assemblée nationale a exprimé, mercredi matin 23 mars, « le souhait qu'un débat de politique générale soit organisé dès l'ouverture de la session parlementaire », le 2 avril, indique un communiqué de M. Pierre Joxe, président du groupe.

Le bureau a adressé « un message de félicitations à Pierre Mauroy, ainsi que ses vœux de réussite ». Il a invité à venir prendre la parole devant le groupe socialiste, qui se réunira les mercredi 30 et jeudi 31 mars.

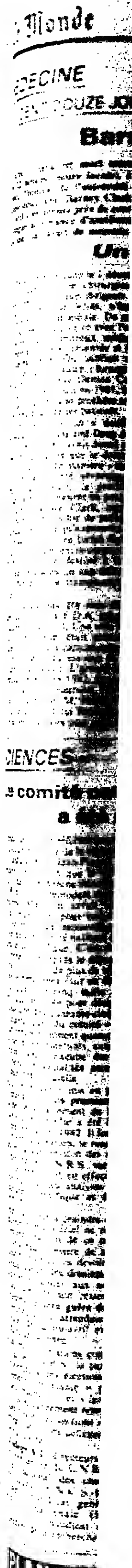
### UN NOUVEAU DÉPUTÉ

M. Max Gallo, secrétaire d'Etat, porte-parole du gouvernement, a indiqué, mercredi 23 mars, qu'il s'installera au 56, rue de Varenne (Paris, 7<sup>e</sup> arrondissement), dans les locaux précédemment occupés par le ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de l'emploi, M. Jean Le Garrec, qui avait emménagé ensuite au 40, rue du Bac.

C'est M. Francis Giolitti (P.S.), suppléant de M. Gallo, qui lui succède à l'Assemblée nationale comme député des Alpes-Maritimes (première circonscription).

[Né le 15 avril 1940 à Canos (Alpes-Maritimes), M. Giolitti est technicien diplômé aux P.T.T. Entré au parti socialiste en 1972, immédiatement après le congrès d'Éphéay, il a été secrétaire de la section de Nice 1, de 1973 à 1977, puis de nouveau député 1982. Il est membre du courant Mitterrand. Il milite également à la C.G.T.]

maintien, au gouvernement, d'un secrétaire d'Etat aux rapatriés. Son porte-parole, M. Jacques Rocard, devait être reçu par le ministre de l'Intérieur, jeudi 24 mars, pour insister sur ce point, « afin que soit poursuivie l'application des promesses faites aux rapatriés par le président de la République ».





MÉDECINE

CENT DOUZE JOURS APRÈS LA POSE D'UN CŒUR ARTIFICIEL

Barney Clark est mort

Barney Clark est mort mercredi 23 mars, peu après 22 heures (heure locale), à Salt-Lake-City, à l'âge de 56 ans, après avoir subi la pose d'un cœur artificiel. Barney Clark était porteur d'un cœur artificiel depuis près de cent douze jours. Après une longue alternance d'améliorations et d'aggravations, son état avait de nouveau commencé à empirer.

(Le Monde du 24 mars) et inspiré les plus vives inquiétudes à ses médecins. Il avait été placé dans une unité de soins intensifs six heures avant son décès. Selon le porte-parole de l'hôpital, la cause principale de la mort de Barney Clark est une défaillance circulatoire. Une défaillance multi-organique a sans doute aussi contribué à provoquer ce décès.

Un verrou symbolique

La tentative effectuée le 2 décembre 1982 par l'équipe chirurgicale de Salt-Lake-City, qui dirigeait le docteur William de Vries, n'était pas une première mondiale. De nombreux autres essais avaient été réalisés, mais aucun n'avait abouti à la mise en place d'un cœur artificiel définitif. Le docteur de Vries, qui avait en 1969 posé le premier cœur artificiel, avait en 1981, implanté avec succès une prothèse cardiaque chez deux de ses patients.

A Salt-Lake-City, on a doublé le nombre de patients. Le docteur de Vries, qui avait en 1969 posé le premier cœur artificiel, avait en 1981, implanté avec succès une prothèse cardiaque chez deux de ses patients. Le docteur de Vries, qui avait en 1969 posé le premier cœur artificiel, avait en 1981, implanté avec succès une prothèse cardiaque chez deux de ses patients.

Tout n'avait pas été sans difficultés. En 1981, la F.D.A. refusait de donner son accord. Une telle tentative, estimait-elle, était prématurée compte tenu des caractéristiques de la prothèse et du manque de recul dont on disposait. L'accord était néanmoins donné en 1982. Quelques semaines auparavant, pourtant, l'avenement de la prothèse, M. Robert Jarvik, déclarait qu'il lui faudrait encore plusieurs années pour attendre.

pleinement son objectif de cœur artificiel implantable chez l'homme. Son prototype actuel est loin de pouvoir conférer une véritable autonomie aux patients : il est composé d'une partie externe, génératrice d'énergie, d'un volume important et pesant environ 150 kilos, relié par deux tuyaux à la partie implantée en polyuréthane.

Précipitation

« Pour qu'un cœur artificiel atteigne pleinement son objectif, explique M. Jarvik en mars 1981 dans l'édition française de la revue *Scientific American*, il doit être plus qu'une simple pompe. Il doit être aussi plus qu'un simple organe. Il doit être capable de faire oublier au patient... » En décembre de la même année, un groupe de médecins et de chirurgiens de l'université de Pennsylvania expliquait, dans le *Journal International des Maladies du Cœur*, le volume important du convertisseur d'énergie et le rôle de la pompe dans le système de circulation artificielle. L'utilisation clinique des cœurs artificiels à air comprimé devra se cantonner aux malades qui sont en attente ou en préparation d'une transplantation cardiaque. La recherche attendra son apogée avec la mise au point d'un cœur artificiel actionné électriquement, véritable « pièce détachée » que l'on pourra mettre en place chez les malades présentant de nombreuses formes irréversibles de maladies cardiaques au stade terminal.

Aucun progrès technique majeur n'a été réalisé depuis. Comment, dès lors, expliquer la précipitation des autorités américaines à donner leur accord et la volonté affirmée de laisser en place la prothèse jusqu'à la mort du patient ? Il ne faisait aucun doute pour les spécialistes que ce dernier ne survivrait guère à l'intervention : expérimentée longuement sur l'animal, la prothèse de M. Jarvik n'avait permis, au maximum, chez des veaux sains, que des durées de survie inférieures à deux cent vingt jours, durée à peine supérieure à celle obtenue par d'autres équipes à Berlin ou à Cleveland. Les cent douze jours de survie de Barney Clark - obtenus au prix de nombreuses difficultés - étaient donc précieuses. Après soixante jours, le porte-parole de l'hôpital de l'Utah, à Salt-Lake-City, déclarait déjà : « L'état de santé de M. Clark n'a pas suffisamment progressé pour justifier ce type d'opération sur d'autres patients ».

Nul ne contestera que, à cette occasion, les obligations imposées par l'éthique furent respectées, à commencer par l'obtention du « consentement éclairé », accord préalable du patient dûment prévenu et informé des dangers et des risques encourus. Ce passage à l'homme fut pourtant vivement critiqué par certains spécialistes (2). Il s'agissait, selon eux, d'une étape qui ne se justifiait d'aucune manière, si ce n'est par la nécessité de concrétiser au plus vite les nombreux espoirs et les sommes importantes déjà investies dans un programme de recherche. « Tout se passe, commentaient les spécialistes français de chirurgie cardiovasculaire, comme pour la conquête de la Lune. A un certain moment, il faut envoyer un homme sur notre planète, même si tout laisse supposer qu'on ne pourrait recommencer de si tôt l'expérience. Trop d'intérêts étaient en jeu pour qu'on puisse différer le geste. Quoi qu'il en soit, en effectuant cette intervention, l'équipe américaine a fait sauter un verrou symbolique et, du même coup, ouvert, quand les progrès techniques le permettront, la porte à d'autres tentatives plus élaborées ».

Mais à un moment où les contraintes économiques pèsent de plus en plus lourdement sur les choix à effectuer en matière de politique sanitaire, le risque peut être grand de voir les pouvoirs publics hésiter à faciliter de coûteuses recherches dont les conséquences sont inimmédiatement à terme supportées par la collectivité. C'est dans ce contexte que doit être replacée la tentative de Salt-Lake-City. Du fait de sa longueur et de son exploitation - qui permit d'observer le véritable martyre enduré par Barney Clark - cette tentative aura, en définitive, donné une image ambiguë d'un certain progrès médical.

JEAN-YVES NAU.

SCIENCES

Le comité national du C.N.R.S. a été renouvelé

Depuis la grande réforme engagée par l'ancien ministre de la recherche et de l'industrie M. Jean-Pierre Chevènement, on savait que le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) était remodelé dans ses structures. Mais on savait moins qu'il lui manquait, pour compléter l'ouvrage de son comité national de la recherche scientifique. C'est désormais chose faite, après le dépouillement des bulletins de plus de trente-cinq mille personnes (sur un électorat de quarante-cinq mille personnes) qui ont voté pour désigner, dans chacune des quarante-cinq sections scientifiques du comité - il y en avait précédemment quarante et une, seize représentants, auxquels s'ajoutent, pour chacune des sections, deux représentants nommés par le ministre de l'intérieur.

Ainsi, se trouvent mis en place, avec retard (1), les premiers éléments de ce « parlement de la recherche » dont le rôle a été élargi par décret en juillet 1982. Il formule des avis sur la création, le renouvellement et la suppression des unités de recherche au C.N.R.S., sur leurs besoins en crédits et en effectifs et procède aussi à des analyses de la conjoncture scientifique et de ses perspectives.

Toutefois, il est à craindre que le remaniement ministériel ne retarde la première réunion de ce comité, car le nouveau ministre de tutelle, M. Laurent Fabius, va devoir prendre connaissance des dossiers avant de pouvoir procéder aux nominations qui sortent de son ressort. Ce contretemps ne sera guère du goût des chercheurs, qui attendaient que la réunion de la mi-avril examine leurs plans de carrière.

Selon les informations communiquées par le C.N.R.S., la participation moyenne à ces élections a été relativement importante - plus de 70 % des inscrits - et les résultats (2) sont largement représentatifs dans toutes les sections. Ils se présentent, selon les collèges, de la manière suivante :

● Collège A 1 (directeurs et maîtres de recherche du C.N.R.S.) : Syndicat national des chercheurs scientifiques (S.N.C.S.-FEN) : 64 sièges ; Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.) : 10 ; Syndicat national indépendant de la recherche scienti-

fique (SNIRS-C.G.C.) : 3 ; divers : 58.

● Collège A 2 (professeurs du supérieur) : Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup-FEN) : 25 ; SGEN-C.F.D.T. : 4 ; Association universitaire pour l'entente et la liberté (AUPEL) : 4 ; divers : 77 ; autonomes : 26.

● Collège B 1 (chargés et attachés de recherche) : S.N.C.S.-FEN : 115 ; SGEN-C.F.D.T. : 47 ; SNIRS-C.G.C. : 9 ; divers : 8 ; C.F.T.C. : 1.

● Collège B 2 (assistants et maîtres-assistants) : SNE-Sup-FEN : 43 ; SGEN-C.F.D.T. : 36 ; divers : 2 ; autonomes : 6.

● Collège C (ingénieurs, techniciens et administratifs) : FEN : 3 ; Syndicat national des travailleurs de la recherche scientifique (S.N.T.R.S.-C.G.T.) : 50 ; SGEN-C.F.D.T. : 86 ; F.O. : 5 ; SNIRS-C.G.C. : 28 ; divers : 3.

Des comparaisons rigoureuses avec les résultats des élections au comité national en 1980 sont difficiles en raison des modifications apportées au mode de scrutin, à la composition du corps électoral et à l'élargissement du collège des électeurs en cinq parties au lieu de trois précédemment. Il apparaît toutefois, lorsqu'on prend en compte les collèges A 1 et A 2 dans leur ensemble, que les syndicats de gauche ont progressé, avec, semble-t-il, un rééquilibrage entre ces syndicats au profit du SGEN. Le S.N.C.S. garde la majorité dans le collège A 1, mais il faut noter le léger recul de la gauche dans le collège A 2 et l'écart proportionnel d'élus sans étiquette qui prennent la moitié des sièges. De même, les syndicats de gauche sont majoritaires dans les collèges B 1 et B 2, ce qui n'est guère une surprise, mais semblent en léger recul par rapport à 1980 (90 % contre 93,4 %). Quant au collège C, l'ensemble des syndicats progressent, le nombre des sièges ayant doublé : le SGEN-C.F.D.T. prend, avec quatre-vingt-dix élus la majorité dans ce collège - J.-F. A.

(1) Retard dû en partie à la modification de la composition du corps électoral en cinq collèges au lieu de trois.

(2) Certains de ces chiffres sont contestés par les syndicats.

PLANS/CONTRECALQUES  
COPIES GRAND ET TRÈS GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT RÉDUCTION  
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS-12<sup>e</sup> - ☎ 347.21.32

EN RAISON DE LA GRÈVE DES INTERNES ET DES CHEFS DE CLINIQUE

L'activité dans les centres hospitaliers universitaires est très ralentie

Le mouvement de grève des internes et chefs de clinique commencé le 22 mars dans les centres hospitaliers universitaires ne semble pas en voie de s'achever. De toute évidence, il s'agit d'un mouvement dur, comme en témoignent, par exemple, les taux de participation relevés à Paris : selon l'Assistance publique, les trois quarts des chefs de clinique sont en grève dans les hôpitaux de Paris, ainsi que 80 % des internes. Selon les grévistes, le mouvement est « remarquablement suivi », à 95-100 % pour les internes, légèrement moins pour les chefs de clinique, chez qui sont apparues quelques résistances, notamment à Grenoble, Limoges et Bordeaux.

La grève, lancée par l'inter-syndicat des internes et chefs de clinique est « totale et illimitée ». Dans une lettre adressée à leurs adhérents, les représentants des chefs de clinique leur ont recommandé une « absence effective » des services « au cours de la matinée et de l'après-midi jusqu'à 18 heures ». Les urgences sont cependant assurées et les directions des établissements mettent en place, en liaison avec les chefs de service, un service minimum. Le fonctionnement des C.H.U. est d'ores et déjà fortement ralenti, ce qui répond à l'ambition manifeste des grévistes.

Ces derniers soulignent que leur mouvement sera reconduit jusqu'à ce qu'une réponse soit apportée à leurs revendications et que, à ce jour, aucune réponse n'a pu leur être fournie. En outre, disent-ils, nous ne savons plus quel est notre interlocuteur au gouvernement.

Des réactions divergentes

Le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup.) s'élève contre le mouvement de grève des internes et chefs de clinique. Il estime que, « depuis juin 1981, des acquis considérables ont été obtenus dans le domaine hospitalier (...) » et qu'en particulier « des dizaines de chefs de clinique et d'assistants bi-appartenants (N.D.R.) ont obtenu une titularisation, ont conservé un emploi public ou terme de leur contrat (...) ». Les revendications essentielles des internes ont été satisfaites (rémunération des gardes, revalorisation des salaires) ou sont en voie de l'être.

Certes, ajoute le SNE-Sup., « de nombreuses revendications restent à satisfaire ». Ainsi, l'organisation continue-t-elle « maintenant son action, en particulier pour la titularisation rapide des collègues contractuels qui désirent poursuivre leur activité dans le secteur public ; pour une réforme des carrières hospitalo-universitaires basée sur les principes de la titularisation précoce, de la moralité des recrutements du corps unique à deux niveaux ; pour l'application rapide de la déperditionnelle pour l'amélioration de l'organisation du troisième cycle des études médicales ».

Le SNE-Sup. constate que cette grève intervient au moment « où une réelle amélioration des conditions de travail et de la garantie de l'emploi entre dans les faits (...) ». Ainsi le SNE-Sup. « ne saurait-il s'associer au mouvement actuel (...) ». Il « met en garde les collègues contre les récupérations politiques et politiciennes qui visent à les entraîner à contre-courant de leurs intérêts réels ».

La conférence des présidents des commissions médicales consultatives (C.M.C.) des centres hospitalo-universitaires, qui rassemblent les élus des médecins hospitaliers et que préside le professeur Doyen Pelletier (hôpital Necker-Enfants-Malades), indique qu'elle ne peut « rester indifférente aux revendications exprimées par les grévistes ».

Dans un communiqué, le président souligne que « les chefs de service sont appelés à prendre toutes mesures nécessaires à l'écoulement des malades urgents et à la continuité des soins dispensés aux malades hospitalisés ».

La conférence des présidents des C.M.C. de C.H.U. recommande aux personnels hospitalo-universitaires et hospitaliers non concernés par le mouvement de grève :

« De consacrer toute leur activité à l'accueil des malades urgents, ou déjà hospitalisés, en différant autant que possible toute activité médicale de consultation ou de soins ne revêtant pas un caractère d'urgence ;

« De s'abstenir de tout acte médical ne correspondant pas à leur compétence ;

« De veiller à ce que les cas urgents soient normalement accueillis et soignés, en fonction de leur état ;

« De conseiller en vue d'un traitement différé ; transférés dans un établissement susceptible de les traiter ; ou traités sur place si les conditions de sécurité des soins qu'ils requièrent sont parfaitement assurées ».

Les chefs de service devront indiquer à leur administration de quels personnels médicaux ils estiment la présence indispensable. Ils devront, dans cette estimation, apprécier les limites de la disponibilité des personnels hospitalo-universitaires et hospitaliers compte tenu de l'ensemble des charges qu'en dehors des soins ils doivent continuer à assumer ».

Commentant le mouvement de grève, le SGEN-C.F.D.T. rappelle qu'il « joue le jeu de la concertation en attendant que le ministre de la santé depuis le mois de mars 1982 dans le but de modifier le statut du médecin hospitalier. Nous constatons que, hormis le retard pris à l'automne, la plupart des échéances que s'était fixées le ministre de la santé ont été respectées (...) ».

Nous nous étions dit que le mouvement de grève déclenché le 22 mars, qui nous semble pour le moins prématuré. Actuellement, nous ne pouvons que condamner l'inflation dans les mots d'ordre corporatistes et démagogiques, qui cachent mal une volonté d'affrontement avec le gouvernement de la gauche se cristallisant autour d'un ministre communiste. C'est pourquoi le SGEN-C.F.D.T. ne s'associera pas à ce mouvement, tout en se réservant le droit de réagir comme il l'entend aux propositions qui lui seront faites le 31 mars 1983 ».

Pour sa part, la Fédération des médecins de France tient à apporter

La grève des étudiants en médecine, de son côté, se poursuit également. Après les manifestations du 23 mars (le Monde du 24 mars) et l'occupation du ministère de la santé au cours de laquelle plusieurs étudiants ont été blessés, le comité Inter-C.H.U. élève « la protestation la plus rigoureuse contre les violences policières commises mardi soir ». « Alors que l'occupation était calme et pacifique, ajoute le communiqué, la police est intervenue avec la plus grande violence, allant même jusqu'à interdire de porter secours à un étudiant blessé, sans connaissance, d'ailleurs toujours hospitalisé à Boucaut ». « Les pouvoirs publics, conclut le communiqué, portent l'entière responsabilité de ces violences, de leurs conséquences et de l'émotion qu'elles ont suscitée dans tous les C.H.U. en grève ».

De nombreuses manifestations d'étudiants en médecine ont eu lieu en province, notamment à Lille, à Nancy, à Montpellier, à Dijon, à Reims, à Brest, à Nantes et à Bordeaux, où plusieurs journalistes ont été molestés par les forces de l'ordre. À Strasbourg, nous signale notre correspondant, les manifestants ont occupé le siège de la communauté urbaine, d'où ils furent délogés, au cours de la nuit, par les forces de police.

Au ministère de la santé, on se bornait à indiquer, ce jeudi matin, à propos de cet ensemble de mouvements revendicatifs, que le cabinet était « désolé » et qu'aucun commentaire ne serait apporté sur ces grèves.

DÉFENSE

LES ESSAIS NUCLÉAIRES EN 1983

Rectificatif

Une erreur de présentation de l'article sur le retard des essais nucléaires de la France en Polynésie (le Monde du 24 mars) a rendu incompréhensible la lecture de ce texte.

Nous rétablissons ci-dessous l'intégralité du texte en cause :

Ce décalage d'un mois et demi de retard sur le calendrier arrêté à l'origine devrait avoir deux effets dans l'immédiat : d'une part, obliger les ingénieurs du C.E.A. à précipiter les deux rafales de tirs prévues d'ici à la fin de l'été, en raccourcissant l'intervalle de temps entre les deux séries à moins d'une dizaine de jours, et, d'autre part, accepter que soit décalé l'examen scientifique et technique de ces essais, qui dure une année.

Le ministère de la défense admet l'existence de ce retard en 1983. Mais il le justifie par la crainte que les deux cyclones, baptisés Nano et Orama, qui ont déferlé sur les Tuamotu à la fin de janvier et de février, n'aient perturbé l'environnement des îlots et atolls de l'archipel, et par la nécessité de mieux vérifier encore, dans ces conditions, les systèmes de sécurité propres aux séquences de tir.

Ces explications sont rejetées par la plupart des ingénieurs du C.E.A., qui font valoir que la marine nationale - mobilisée momentanément pour la protection des sites menacés par les cyclones - s'est déclarée en mesure de fournir ses moyens habituels aux techniciens chargés des essais, en dépit des conditions atmosphériques.

En vérité, de nombreux cadres du C.E.A. se déclarent inquiets de ce retard, qu'ils rapprochent de l'obligation, intervenue au milieu de l'année dernière, de réduire d'un tiers le nombre des expérimentations après l'annulation, dès juillet, d'une partie des investissements nucléaires inscrits au titre de la section commune du budget.

Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser de cette mauvaise présentation du texte.

Deux appels du contingent. MM. Philippe Lelong et Philippe Jégou, du 1<sup>er</sup> régiment du train de la caserne Duplex à Paris, et fondateurs de l'Association des soldats de Paris et de sa région, créée dans le but de promouvoir l'entraide matérielle et morale des appelés, ont été sanctionnés de quinze jours d'arrêt. Le mouvement Information pour les droits du soldat (I.D.S.) dénonce avec vigueur cette atteinte à la liberté d'association et l'exige qu'à l'heure où le président Mitterrand fait appel à la jeunesse le gouvernement et le parti socialiste se souviennent des promesses faites aux jeunes en matière de démocratie aux armées ».

هكمان الازهر



# JUSTICE

LA POLÉMIQUE SUR LE PARC IMMOBILIER DE LA VILLE DE PARIS

## M. Chirac et l'honneur de Serge July

C'était à l'heure parfaitement poétique où les bancs de bois grincent et où la cour somnole. L'un de ces moments délicieux où l'on comprend enfin pourquoi les plafonds des palais de justice sont souvent couverts de fresques. Sous la voûte étoilée de la première chambre civile à Paris, l'affaire suivait son cours, mollement, vers un inéluctable destin : la mise en délibéré.

Puis vint M. Jean-Marc Varaut, avocat de M. Philippe Tesson, directeur du *Quotidien de Paris*, pour une évocation fulgurante de la nuit du 4 août. Voilà, si l'on ose, qui éclairait l'affaire d'un jour nouveau. Ainsi donc, la première chambre civile avait-elle à traiter des privilèges ; plus précisément de celui, exorbitant, qu'il y a à habiter aujourd'hui à Paris. Il est vrai que par les temps qui courent et les loyers qui tombent.

Mais tel n'est pas le propos. L'affaire, cornet s'il en fut, débute dans les premiers jours de février. Le *Canard enchaîné*, histoire de passer le temps, sort un dossier : la gestion du parc immobilier de la Ville de Paris. En résumé, rapide, il s'agit de dénoncer l'attribution de logements à des privilégiés, à des amis politiques dans le besoin. Le plus pur classicisme donc, à quelques semaines des élections.

M. Jacques Chirac, maire de Paris - l'ancien, pas le nouveau, - convoque la presse le 7 février en son Hôtel de Ville pour dire plusieurs choses. Et, notamment - là encore le résumé est succinct - que la Ville n'avait pas de privilèges, ou que, si elle en avait, c'étaient des pseudo-privilèges qui n'étaient pas choisis à partir de critères « univoques ». C'est-à-dire politiques. M. le maire ajouta même : « Je peux vous dire que la Ville compte parmi ses locataires des ministres actuellement en exercice, des députés appartenant à la majorité nationale ainsi que des directeurs de journaux peu suspects de soutenir mon action, dont un a orléané le maire. » Il n'en voulait pas révéler davantage, notre bon maire, « tenant à ne pas trahir l'anonymat pour de simples raisons de dignité ». Et la presse altérée par ce beau faire - des noms, des têtes ! - rien ne put briser cette ferme résolution.

Du moins officiellement. Car après la conférence de presse, vint le temps des livres. Et là, selon des témoins, M. Chirac, l'homme échauffé, aurait tenu de curieux propos, des petites fous au 2<sup>e</sup> bureau : « Faut pas venir m'embêter. Si on me cherche, je vais répondre. »

**4 NAVIRES AU DEPART DU PIREE**  
pour vos croisières aux ILES GRECQUES  
TURQUIE - CHYPRE - EGYPTE - ISRAËL  
12 JOURS HELLAS (GRÈCE)

Les CONSTELLATION, ATLANTIS, MITS ORION ET GALAXY sont entièrement air conditionné pour votre confort. Cabines élégantes et service soigné, ajoutés à une cuisine internationale font de votre croisière un enchantement. Pour vos nuits une discothèque et orchestre !

Croisières de 3 à 7 jours, 5 départs par semaine.

Au départ de la France, destinations : Israël, Turquie, Chypre, Égypte, Grèce, Israël.

**NOUVEAUX**

Venez me faire parvenir la brochure :  
K. LEMIS, Hellenic Cruises  
NOM :  
Adresse :  
Code Postal :  
Ville :

Serge July s'est traité à nos pieds et quand on lui a trouvé un logement, il a encore estimé que c'était trop cher. On répète bien, M. Chirac, « aurait tenu ». Comment croire, en effet, qu'un homme si brillamment réélu...

M. Serge July, directeur de *Libération*, le crut. Et n'apprécia point. M. Tesson, ou plutôt l'un de ses collaborateurs, M. Yves Hervaux, le crut aussi. Et apprécia beaucoup. Au point que le *Quotidien de Paris*, le 8 février, reprit l'affaire à son compte. Sans citer M. Chirac, mais en publiant la photographie du patron de *Libé* - sous des titres informels : « Chirac, loge-t-il ? Serge July ? ». - Des ministres. Serge July, etc., parmi les privilégiés.

En d'autres temps, l'affaire aurait valu duel. Elle fit procès. Et même double procès : July contre Chirac-Tibéri, July contre Tesson-Hervaux. Le patron de *Libé* se jugeait atteint - dans son honneur et sa réputation. Se traîner, lui, aux pieds du grand vizir pour un trois-pièces, cuisine, W.-C. électriques, dans le vingtième arrondissement ? En fait, locataire de la Ville de Paris, M. July ne le fut qu'à son corps défendant. Le logement qu'il occupe depuis 1976 appartenait à une personne privée, une dame Lesca, il fut vendu, et son locataire avec, à la Ville de Paris, qui perçoit aujourd'hui un loyer de 1 928,65 F.

Le seul véritable privilège de M. July dans cette affaire fut donc d'être diffamé, ou de penser l'être. C'est ce que ses avocats, M. Jean-Paul Lévy et Henri Leclerc, se sont efforcés de démontrer. Ils avancèrent, à propos des... propos « off » de M. Chirac les attestations fournies par deux témoins de la scène, deux journalistes du *Canard enchaîné*, à l'origine de l'affaire des privilèges. Et, puisque M. Chirac conteste aujourd'hui ses propos, ils n'hésitent pas à le traiter de « menteur devant la justice ».

Diffamé M. July ? Pas du tout, dira M. Varaut, arguant, pour le *Quotidien de Paris*, de la bonne foi. Dire de quelqu'un qu'il est privilégié, n'est pas le diffamer, ni le dénigrer, puisque, depuis certaine nuit, « le privilège peut être une chance, un avantage, une commodité, un honneur ». Et puis, ajoutera M. Varaut qu'« un praticien de la dénonciation des privilèges des autres se révolte ainsi ou moindrement, c'est parfaitement désabigeant ».

Diffamé M. July ? Pas un seul instant affirmera M. Patrick Devédjian, qui plaidera le renvoi devant un tribunal administratif, pour le maire de Paris : « M. Chirac n'a jamais dit ce qu'on lui a fait dire », il tient à le dire. Et ce ne sont pas les attentions de dix journalistes « rémois et parties » qui changent le fond de cette affaire - de ce procès des petits fous et des petites phrases, provoqué par la susceptibilité un peu maladroite du plaignant et le ridicule absolu de sa démarche.

Susceptible, ridicule, M. July ? En tout cas désintéressé. Le directeur de *Libération* saura, le 27 avril, s'il a le privilège d'empocher 2 F de dommages et intérêts, (1+1) pour solde de ce conflit.

PIERRE GEORGES.

## CLANDESTINS

Vingt-deux Sénégalais et quatre Algériens qui étaient entrés clandestinement en France par la frontière franco-espagnole ont été appréhendés, mercredi 23 mars, hébergés dans deux pièces d'un immeuble vétuste de Perpignan (Pyrénées-Orientales). Leur logeur, un artisan-maçon français d'origine algérienne âgé de quarante-sept ans, Mohammed Zabel, déjà plusieurs fois condamné pour des faits similaires, devait être inculpé ce jeudi, par le parquet de Perpignan, d'« aide directe à séjour irrégulier sur le territoire français » et « écorché. Les vingt-six immigrés clandestins seront pour leur part renvoyés vers l'Espagne ».

Une deuxième inculpation dans l'enquête sur le meurtre de Jean-Pierre Mathé-Libaud, mal-faiteur connu et indicateur de police, tué près de Bourges (Cher). Après François Brunetti (le Monde du 24 mars), M. Joëlle Kleutort, juge d'instruction, a inculpé, mercredi 23 mars, Sébastien Bonventre de complicité d'assassinat. Écorché à Bourges, Bonventre, arrêté à Nice, a été trouvé en possession d'une carte sur laquelle était tracé l'itinéraire conduisant à la maison de campagne de Mathé-Libaud. Il est considéré par les policiers comme « un personnage important du milieu nigéri ». Brunetti et Bonventre aient toute participation au crime qui, selon les enquêteurs, a pour origine « un différend portant sur la répartition des bénéfices tirés de l'exploitation de sociétés de machines à sous ».

SELON LA CHAMBRE D'ACCUSATION DE PARIS

## L'arrestation des « Irlandais de Vincennes » s'est faite dans les règles

La chambre d'accusation de Paris, présidée par M. André Chevalier, a rejeté, le 23 mars, la demande d'annulation de la procédure présentée par les défenseurs des trois Irlandais appréhendés à Vincennes le 28 août 1982 par le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.). Stephen King, Michael Plunkett et Mary Reid, toujours écorchés, sont inculpés de détention d'armes et d'explosifs ainsi que d'association de malfaiteurs.

La cour n'a pas estimé que les gendarmes avaient violé les articles du code de procédure pénale concernant le recours au flagrant délit, la présence d'un officier de police judiciaire et les formalités de perquisition. Le défaut d'habilitation comme officier de police judiciaire du commandant Michel Bean, qui avait dirigé les opérations, est, précise son arrêt, sans effet juridique sur la régularité de la procédure, établie par des officiers de police judiciaire.

Les magistrats ajoutent que le G.I.G.N. pouvait fort bien agir en flagrant délit, sous la direction du capitaine Paul Baril, car il existait à l'encontre des Irlandais, et notamment de Plunkett, « un délit continu et public justifiant la procédure de flagrance ».

La chambre d'accusation fait état de renseignements précis émanant des services de police d'Irlande et des Pays-Bas permettant de supposer qu'un attentat était en préparation dans l'appartement de Vincennes où devaient arriver des hommes venus des Pays-Bas. E541e ajoute que, selon la surveillance exercée par les gendarmes, Plunkett faisait preuve d'une grande méfiance et que des personnes lourdement chargées étaient arrivées en pleine nuit.

Enfin, au sujet de la perquisition - qui a entraîné la découverte de faux papiers, de trois pistolets et de cinq cents grammes de plastique - qui, selon les avocats, se serait déroulée hors la présence des accusés, la chambre d'accusation estime que Plunkett était présent dans l'appartement et que les objets découverts lui ont été présentés avant d'être placés sous scellés.

La décision des magistrats contredit l'avis du juge d'instruction M. Alain Verrière, qui n'était pas tenu de transmettre la demande des avocats, à moins qu'il ne lui apparaisse, à lui aussi, qu'« un acte de l'instruction est frappé de nullité ». Les défenseurs des inculpés ont l'intention de se pourvoir en cassation.

# SPORTS

## FOOTBALL

FRANCE-U.R.S.S. : 1-1

## Le diplomate et l'homme d'affaires

La Fédération française de football a pu procéder à une revue d'effectifs, mercredi 23 mars. A Luxembourg, en championnat d'Europe des moins de vingt ans, les espoirs ont battu leurs homologues tchécoslovaques par 5 à 0. Pour son premier match de qualification pour les Jeux de Los-Angeles, la sélection olympique s'est imposée par 1 à 0 devant sa rivale espagnole, à Merce. Enfin, l'équipe de France qualifiée de droit pour le championnat d'Europe 1984, a continué sa préparation à Paris, où elle a été tenue en échec par les Soviétiques (1 à 1).

L'un est blond, puissant, rapide et aurait pu faire une grande carrière de sprinter. L'autre est brun, à la poitrine plutôt creusée et ne présente aucun des aspects extérieurs du sportif de haut niveau. Tous deux sont pourtant des monstres sacrés du football pour lesquels plus de quarante-six mille spectateurs s'étaient déplacés au Parc des Princes, le 23 mars, malgré la pluie et les bourrasques.

Oleg Blokhine, meilleur footballeur européen en 1975, et Michel Platini, devenu idole au pays des champions du monde, ont sans doute quelque peu déçu ce public. A trente ans et après onze années où il a dû user et abuser de ses qualités physiques à la pointe des attaques du Dynamo de Kiev et de l'équipe nationale soviétique, Blokhine a paru épuisé avant de quitter le terrain à court de forces à la fin du match. C'est lui, néanmoins, qui a été à l'origine du premier but sur un renversement d'angle pour Tchernenkov (29<sup>e</sup> minute). Très sollicité par la Juventus de Turin pour la Coupe d'Europe et le championnat italien, Platini a préféré abandonner ses partisans à la mi-temps, après avoir glissé la balle d'égalisation à Luis Fernandez d'une superbe talonnade (41<sup>e</sup> minute).

Si le public n'a pas eu à trop regretter le relâchement de l'un et le départ prématuré de l'autre, c'est parce que l'équipe de France a su faire preuve d'un bel esprit de conquête, face à une sélection soviétique justifiant par son organisation sa remarquable série de vingt-neuf matches avec une seule défaite, contre le Brésil en Coupe du monde.

## LE « ONZE » DE FRANCE SOUTIEN LE DOCTEUR AUGOYARD

Au terme de leur match contre les Soviétiques, les footballeurs français ont rendu public un communiqué de soutien au docteur Philippe Augoyard, emprisonné en Afghanistan : « Les joueurs de football professionnels et les responsables soussignés saluent leurs camarades soviétiques. Ils ne doutent pas que la rencontre internationale qui va suivre se déroulera dans une parfaite atmosphère sportive et va réjouir le public des deux pays ».

Les joueurs et responsables soussignés demandent à leurs camarades soviétiques de les aider à obtenir des autorités afghanes la libération du docteur Philippe Augoyard, en prison à Kaboul pour avoir soigné les populations civiles.

Salutations sportives.

Avec le retour à la tête de la sélection de Valeri Lobousovsky, l'ancien entraîneur du Dynamo de Kiev, les Soviétiques sont revenus à une ossature lourde par le club ukrainien. Comme l'arrangé tissant patiemment sa toile, les footballeurs de Kiev n'ont pas leur pareil pour quiller méthodiquement leur propre camp, anéantissant leurs adversaires à coups de passes latérales ou en retrait, les attirer loin de leurs buts pour jactiller ensuite dans les espaces devenus libres. Souvent pris à ce piège dans la première demi-heure, les Français ont dû attendre un léger fâchissement des Soviétiques, encore à court de forces après une longue trêve hivernale, pour s'imposer à leur tour de plus en plus nettement au fil des minutes. Domination, alors que la finition n'a pas été à la hauteur du travail de préparation.

Si Blokhine et Platini n'ont pas tout à fait répondu à l'attente du public du Parc des Princes, ils n'en demeurent pas moins, pour longtemps encore, les deux meilleurs exemples de réussite par le football en Union soviétique et en France. Entré au Dynamo de Kiev à dix ans, Blokhine y a effectué toute sa carrière. Le numéro d'immatriculation de sa Volga - 0001 - traduit bien son influence dans ce club. Parallèlement à sa carrière de footballeur, il poursuit des études en relations internationales. Le diplôme qu'il devrait obtenir l'an prochain lui permettra par la suite de choisir entre une carrière diplomatique et un poste de dirigeant sportif à un échelon élevé.

Sans attendre de racrocher ses chaussures à crampons, Platini, lui, a déjà opté pour une reconversion dans les affaires. L'argent gagné à Saint-Etienne et à Turin lui a permis de créer sa propre marque de vêtements pour enfants et d'investir dans une grande cité sportive édifiée près de Saint-Cyprien (Pyrénées-Orientales). Plus que sur le terrain, l'environnement socio-politique a déjà pesé sur la reconversion des deux hommes.

GERARD ALBOUY.

## D'un sport à l'autre

TENNIS. - Déjà vainqueur de Guy Forget au premier tour, le Français Christophe Cassa, classé 48<sup>e</sup> par l'A.T.P., a provoqué une nouvelle surprise, mercredi 23 mars, en faisant jeu égal avec l'Américain Jimmy Arias, tête de série numéro un du tournoi de Nice. Le match a été interrompu par la nuit alors que Cassa menait 5-7, 7-5, 4-2. Gilles Moretton a été éliminé au deuxième tour par le Bolivien Mario Martinez, 4-6, 7-6, 6-1.

## Faits et jugements

### M. Jean Lefèvre perd son procès contre l'ancien président de T.F. 1

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris a débouté, mardi 22 mars, M. Jean Lefèvre, journaliste de télévision, qui avait assigné en diffamation M. Jacques Boutet, ancien président de T.F. 1 pour une interview publiée le 30 avril 1982 par le *Quotidien de Paris*.

Selon ce journal, M. Boutet aurait notamment déclaré : « J'ai trouvé à mon arrivée des responsables de la rédaction très engagés politiquement. Philippe Vasseur, Patrick Duhamel, Jean Lefèvre, qui sont partis ailleurs pour occuper des postes politiques... Pour le départ de Lefèvre cela a été le drame. Il a poussé des cris, il s'est accroché. Il est tombé dans une dépression qui touchait à la douce folie... Ce sont là les revers du vedettariat... »

Le tribunal relève dans son jugement que M. Boutet contestait l'exactitude de certains propos qui lui ont été prêtés et que le journaliste qui l'a interviewé, M. Roger Benhamon, a reconnu ne pas avoir enregistré l'interview ni avoir soumis le texte à l'intéressé avant sa parution.

Pour le tribunal « la démonstration de l'exactitude des propos « posés » sur la fiabilité de la mémoire de M. Benhamon, fiabilité qui est contestée (...) Il existe de ce fait un doute sur la nature exacte des paroles prononcées, qui ne permet pas de retenir la culpabilité du prévenu en ce qui concerne la phrase relative à l'engagement politique du plaignant (...) M. Boutet reconnaît l'exactitude de l'écrit se rapportant aux « revers du vedettariat ». Le sens de ces propos ne se confond que si l'on relit l'ensemble du paragraphe faisant référence à la dépression anormale, la douce folie... Or ces propos, qualifiés initialement d'injurieux, ont été écartés des débats pour vice de forme... Dans ces conditions, le tribunal a retenu qu'il n'est imputé à la partie civile aucun fait susceptible d'être rapporté en preuve. Ces termes vagues ne peuvent d'ailleurs atteindre le plaignant en son honneur... »

### La caution de M. Dobbertin

La chambre d'accusation de Paris, présidée par M. Louis Gondre, a rendu, le 23 mars, un arrêt réduisant le montant de la caution exigée pour la libération de M. Raoul Dobbertin de 250 000 francs à 150 000 francs. Cet arrêt adoucit donc celui rendu le 21 février, qui, pour la première fois, laissait entrevoir la liberté à M. Dobbertin, quant huit ans, citoyen de la République fédérale d'Allemagne, physicien chargé de recherche au C.N.R.S., accusé d'intelligence avec des agents de l'Allemagne de l'Est. M. Dobbertin est écorché depuis le 25 janvier 1979. Jusqu'à présent, ce chercheur et sa famille n'avaient pu réunir les 250 000 francs demandés. C'est pourquoi ses défenseurs, M. Henri Leclerc et Yves Lachaud, avaient sollicité une nouvelle fois sa mise en liberté sans caution.

### Graham Greene condamné pour diffamation

L'écrivain britannique Graham Greene, le *Marin de Paris*, U.S.D. et le *Navet Observateur* ont été condamnés pour diffamation, mercredi 23 mars, par la première chambre du tribunal civil de Paris, à verser des dommages et intérêts - 30 000 F pour l'écrivain et 10 000 F pour les directeurs des publications et les auteurs des articles poursuivis - à Daniel Guy, directeur d'une société immobilière nicoise que M. Greene accusait d'avoir entretenu des relations avec le milieu nigérop et d'avoir corrompu des fonctionnaires et des magistrats (le Monde du 6 février 1982).

M. Guy avait épousé en 1973, M<sup>me</sup> Martine Cloetta, la fille d'une amie intime de l'écrivain. Il avait divorcé en 1979 et obtenu la garde de sa fille aînée. Depuis, M. Greene avait pris fait et cause pour M<sup>me</sup> Cloetta et donné à la presse une large publicité à cette affaire de famille, lui consacrant même un pamphlet. Le jugement note que M. Greene « s'était prêt volontairement et en toute connaissance de cause aux entretiens avec les journalistes » et « qu'il avait parfaitement su que ses affirmations étaient susceptibles de porter atteinte à l'honneur et à la considération du demandeur, ainsi qu'à sa vie privée ».

### Une convention du Conseil de l'Europe sur le rapatriement des condamnés

Deux pays, dont les États-Unis et le Canada, mais pas la France, ont signé lundi 21 mars à Strasbourg une convention du Conseil de l'Europe sur le rapatriement des personnes condamnées. Abandonnant d'une initiative des ministres européens de la justice en 1978 à Copenhague, cette convention a pour objet de faciliter le rapatriement des délinquants étrangers. Il s'agit du premier traité multilatéral qui réglemente le transfert d'un délinquant étranger du pays où il a été condamné à son pays d'origine - avec possibilité de réduction de la peine ou d'amnistie - ainsi que de la première convention des vingt et un pays du Conseil de l'Europe signée par les États-Unis.

Le transfertement peut être demandé aussi bien par l'État dans lequel la condamnation a été prononcée que par l'État dont le condamné est ressortissant. Mais, afin d'éviter des abus, il est subordonné au consentement du condamné, Hormis les États-Unis et le Canada, dix États membres du Conseil de l'Europe : Autriche, Belgique, Danemark, R.F.A., Grèce, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Suède et Suisse, ont signé cette nouvelle convention du Conseil de l'Europe. La France est également favorable à cette convention, mais, elle est engagée en ce moment dans des négociations bilatérales avec d'autres pays. Elle souhaite mener à bien ces négociations avant de signer la convention du Conseil de l'Europe.

## OFFICIERS MINISTÉRIELS

### et ventes par adjudication

POUR CETTE RUBRIQUE, S'ADRESSER  
7, rue Ste-Anne  
75001 PARIS  
261.51.52

Vente sur licit. Palais justice PARIS  
le JEUDI 18 avril 1983 - 14 h. 2 LOTS  
PARIS F 267, rue Saint-Honoré  
2<sup>e</sup> ét., cuisine  
Entrée, W.C.

1) APPARTEMENT  
2) CHAMBRE  
LIBRES DE LOCATION  
MISE A PRIX : 1) 66 000 F  
2) 6 000 F. S'adr :  
M. J. MESLANT-DAGOT  
Avocat bureau Val-de-Marne, 38, r.  
d'Alsace-Lorraine à Saint-Maur (94).  
A tous avocats pris tribunaux grande  
instance Nanterre, Versailles, Paris.  
Bogigny et Créteil. S'p. pr. vi. 8 avril,  
de 14 h. à 17 h. 13 avril, de 15 à 17 h.  
14 avril, de 10 à 12 h.

Vente Palais de Justice de BOBIGNY, mardi 12 avril 1983, à 13 h 30  
PROPTÉ LIVRY-GARGAN (93) Robert SCHUMANN  
comprisant : PAVILLON d'habitation à LOCAUX à usage de GARAGE  
H. ATELIER, TERRAIN. Surface : 12 a 69 a.  
M. à P. 250 000 F. S'adr. M. R. BOISSEL Avocat  
14, r. Ste-Anne, tél. 261-01-09. M. LACOMBE, avocat à Paris, 13, r. du  
Général-Delétraint, tél. 651-03-62. M. Hugon, avocat au Raincy, 3, bd du Midi,  
tél. 381-38-57. Et sur les lieux pour visiter.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à PARIS  
le JEUDI 14 AVRIL 1983, à 14 heures. EN DEUX LOTS :  
2 APPARTEMENTS de 5 et 3 P. PRINC.  
au 1<sup>er</sup> étage, avec CAVE, dans imm.  
198, bd VOLTAIRE - PARIS (11<sup>e</sup>)  
MISES A PRIX : 100 000 et 80 000 F  
S'adr. à M<sup>rs</sup> BAILLY, GUILLET, DELMAS, avocats associés, 18, rue Duphot,  
PARIS (1<sup>er</sup>), tél. 260-59-13. Tous avocats près Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny,  
Nanterre, Créteil. Sur les lieux pour visiter.

مکان العمل



Le Monde

# LIVRES

billet

## Le continent gris

**S**ACHEZ, pêcheurs en-durcie, études dévolues ou agnostiques frivoles, que vous n'échapperez pas au zèle salvateur des mormons. A Salt-Lake-City, aux Etats-Unis, ces protestants fervents et poly-games ont entrepris, à l'aide d'ordinateurs, de convertir à la foi mormone le monde entier en baptisant les vivants aussi bien que les morts...

Eliane Georges nous apprend, dans *Voyages de la mort* (1), que dix-huit milliers de défunts identifiés reposent déjà dans de petits tiroirs métalliques, à l'abri des explosions nucléaires et des rats, dans la gigantesque « nécropole » que les mormons ont creusée à plus de deux cents mètres, au cœur des montagnes Rocheuses. A vrai dire, on n'y trouve aucun ossement, mais le plus grand fichier jamais rassemblé sur terre. On ignore encore si cette fabuleuse banque de données servira les desseins divins, mais on sait qu'elle fait déjà l'affaire des généticiens et des démographes.

« Il n'y a que notre Occident morose pour s'affliger de mourir, et cultiver la mort comme un Narcisse macabre. Notre ego a peur d'y perdre ses racines », écrit Eliane Georges. Passionnée d'anthropologie, elle nous entraîne avec son ouvrage dans un vaste tour du monde des rituels funéraires : excellente occasion de se familiariser avec l'indélectable.

## « La punition d'avoir vécu »

Mais ce n'est pas tout de mourir ; il faut d'abord vieillir. Dans un aphorisme cinglant, E.M. Cioran définit la vieillesse comme « la punition d'avoir vécu ». C'est à ce « continent gris » que la revue *Communications* (2) consacre son dernier numéro. Un éminent que l'on aborde fort sereinement selon les sociétés bien sûr, et que contribuent à rendre un peu moins déplaisant le porteur de bien garni et de déclarations encore souples.

Si l'Occidental, sous dit l'ethnologue Georges Condominas, se lamentait et considérant sa déchéance physique, l'Oriental, lui, se réjouit d'être encore en vie et d'avoir acquis une longue expérience, non pour s'en vanter, mais simplement pour l'avoir vécue ; cela le rend plus serein et l'aide à voir les choses avec détachement.

## C'est la vieillesse qui est révolutionnaire

Peut-être ne sommes-nous pas assez conscients de la grande liberté que peut apporter le sentiment d'avoir eu de comptes à rendre à qui que ce soit. Potentiellement, ce n'est pas la jeunesse, écrasée sous le poids des conformismes et habitée par le rage d'arriver, qui est révolutionnaire, mais la vieillesse. Elle permet, note le sociologue Edgar Morin, cette hauteur de rapport aux contraintes, aux normes, aux absolus culturels, ainsi que le mépris de l'opinion d'autrui, qui sont les conditions mêmes de la création.

ROLAND JACCARD.

(1) Eliane Georges : *Voyages de la mort*, Ed. Berger-Levrault, iconographie réalisée par l'agence Explorer, 262 p., 290 F.  
(2) *Le Continent gris*, avec des études de Konrad Lorenz, Ladislav Robert, Moses L. Finley, Philippe Ariès, Pierre George, Paul-Laurent Assoun, Jean-Denis Urbain... La revue *Communications* est diffusée par Le Seuil, 223 p., 65 F.

## Vitaly Afanassiev, un fou de l'écriture

### • Départs sans adieux et « disparitions » en tous genres

**V**OILÀ un étrange objet. Le roman d'un inconnu : Athanasios, non ! Afanassiev (Vitaly), qui pose un nom russe mais qui a écrit en français *Disparition*, un des livres les plus fâcheux et attachants qu'on ait lus. C'est d'abord une curiosité littéraire : une quête intellectuelle dans laquelle il ne se passe rien d'autre que la reconstitution d'un moment crucial de l'existence de Vladimir, le héros, qui s'est embarqué pour un voyage sans retour, sans recours.

Enfermé dans une chambre dont il ne sort jamais marchant du fauteuil ou lit, se regardant dans le miroir, Vladimir interroge son passé, refaisant indéfiniment - et par tous les moyens de connaissance possible - le compte à rebours qui le ramène à sa « disparition », sa rupture avec son pays et avec une femme dont nous saurons peu de chose, sinon qu'elle répond au nom palindromique d'Emmeline. Deux heures trente-quatre minutes quarante-trois secondes exactement. Tout le livre tient dans ce temps-là. Ce roman est une vaste salle de réanimation où le sang de Vladimir passe dans les veines d'Emmeline, précise un peu pompeusement l'auteur qui n'apas su dire adieu.

On le trouve en face d'une œuvre forte, foisonnante, passionnante ou langoureuse, drôle, hyperintellectuelle, hyperintellectuelle, un côté éhémone tzigane, dégoûtante (« Te souviens-tu de notre dernier rendez-vous ? Sur la terrasse au bord de la mer ! Oh ! que notre bonheur fut éphémère... »). L'œuvre d'un fou de l'écriture nourri d'une culture tellement époustouflante qu'on en vient à se demander vers quelle impasse, vers quel piège nous entraîne ce fantasme des lettres et des interrogations qui avance masqué et qui va disparaître de toutes les façons possibles, usant du poétique, du documentaire, du psychologique et du psychanalytique, du mythologique et du philosophique, du cabalistique et de l'alchimique, etc.

### Une culture tout à fait soviétique ?

L'auteur, assurément, est virtuose. Et pas seulement au sens figuré : en 1972 - il allait avoir vingt-cinq ans - cet élève d'Emil Guillels au Conservatoire de Moscou remportait le concours international de piano Reine-Elizabeth-de-Belgique « après une brillante exécution du concerto pour piano de Tchaïkovski » (« Le Monde » daté 7-8 juin). En 1974, presque au même moment que le danseur étoile Mikhaïl Baryshnikov, il décidait d'émigrer et obtenait le droit de résider en Belgique.

Voilà, pour la couche visible, documentaire, de l'iceberg-disparition, car l'information ne tient qu'une part infime dans le livre. A des années-lumière des préoccupations de ce qu'on nomme la dissidence, il y a chez Afanassiev le volonte d'élaborer une œuvre littéraire d'une ambition peu commune. Finalement, de transformer sa vie en littérature. Et dans ce premier roman - écrit en français et avec l'aide d'une dizaine d'autres langues - on trouve des moments d'une intensité, d'une fugacité telles qu'on sent là la véritable écriture.

« J'ai eu une jeunesse tout à fait soviétique », explique-t-il en souriant à son interlocuteur établi. Né à Moscou en 1947, fils d'un ingénieur tout à fait « normal », j'ai vécu dans une famille « normale » où on lisait beaucoup, où on pratiquait la musique ; je suis allé dans des écoles qui n'étaient pas celles de la Nomenklatura, puis au Conservatoire de Moscou. Il continue d'ailleurs à donner des concerts et est actuellement en tournée au Japon avec un des plus grands violonistes d'aujourd'hui (ex-Soviétique lui aussi), Gidon Kremer.

Devenu citoyen belge, Vitaly Afanassiev partage sa vie entre Bruxelles et Paris. Parly-II plus exactement. Une existence doublette entre les livres et le grand Steinway. « C'est mon instrument de travail », explique-t-il avec détachement, comme si la musique n'était pour lui qu'un gagne-pain, une technique parfaitement maîtrisée, mais qui n'est plus sa raison de vivre. La musique aussi a disparu pour lui.

Curieux personnage façonné par le soviétisme, et qui affecte volontiers un style de précieux dégoûté, que ce Vitaly Afanassiev ! Jeune homme sans âge, blond au point que les sourcils s'effacent, rond, rose, avec un front immense qui repousse les cheveux raides. Un

Russe d'un autre temps, hyperphistique, qui parle un français parfait avec une diction élégante et un accent russe très distinct de l'accent soviétique (avez-vous remarqué que les Soviétiques n'ont pas du tout ce qu'on appelait, avant, l'accent russe ?).

Il a tout lu. Dans tous les domaines. Il se gorge de théâtre, de ballets, de grande cuisine. Surtout il nourrit une culture boulimique et cyclopédique rare : « Un des grands bouleversements de ma vie, ce qui a en quelque sorte confirmé ma vocation littéraire, c'est Kojka ;

fut mon tour, j'ai consacré un mois entier à Ulysse. J'ai failli rater deux concerts. C'est cela qui a changé ma vie. A cette époque-là, j'écrivais un peu, des poèmes, mais je n'étais pas encore sûr que l'écriture était ma vocation. »

### Un voyage dans le temps

Vers vingt-deux ans, il a commencé à lire en français. Il considère Nabokov comme no des grands hommes de ce siècle et, se repaît



(Dessin de Berenice Cleve.)

en 1964, on a publié un recueil de ses nouvelles et le Procès. Ce fut un très grand moment de ma vie. C'est à ce moment-là que j'ai lu Joyce dans une édition incomplète des années 30. Je me souviens, quelqu'un a apporté ça au Conservatoire. Il y avait une liste d'attente ; quand ce

sans cesse de ses écrivains préférés : Proust, Kafka, Joyce, Borgès, Beckett. Et des philosophes orientaux. Il a presque terminé son second roman. En anglais.

NICOLE ZAND

(Lire la suite page 17.)

## « Les langues arrachées ne parlent pas »

Pourquoi écrit-il ses poèmes en langue étrangère ? En quelle langue pourrait-il bien les écrire si ce n'est en une langue étrangère ? « Les langues arrachées ne parlent pas », dit le proverbe mongol. Il fait rimer souvent avec avenir, flamme avec femme. Et Emmeline ? Avec quel mot faut-il faire rimer son nom, dont l'authenticité, par parenthèse, n'est pas encore établie ? Avec le li-chen qui pousse sur le toit de so-

maison, sur les pierres de son jardin ? Avec Eden ? (Rires dans la salle.) Avec pollen ? Cyclamen ? Fruit de l'hymen ? Cela ne rime à rien. Emmeline - Rien. Il faut toutefois reconnaître que N sonore et N muet jurent entre eux. Quel que soit le fantastique d'une vision, il y fermente toujours quelque chose de vrai et c'est déjà quelque chose.

★ Extraits de *Disparition*

## Gabriel García Márquez Prix Nobel de Littérature



### Des feuilles dans la bourrasque

« Chez Márquez, le détail familier se hausse naturellement au légendaire. C'est soudain comme si la littérature enlère se remettait en marche ! »

Bertrand Poirot-Delpech/Le Monde



la feuilleton

## « HISTOIRE PERSONNELLE DE LA FRANCE » DE FRANÇOIS GEORGE

### Chances et grâces de l'esprit

**S**I vous ne lisez qu'un livre d'idées générales dans l'année, lisez celui-ci. Enfin un essai qui échappe, et nous arrache, au bavasse politique-audio-visuel où barbote le débat intellectuel français ! Enfin un texte de réflexion qui n'a pas le culot de dénicher de l'âme dans les neurones ou d'annoncer le retour au sacré pour l'an 2000 (vendeur, ça, coco !). Enfin une lecture dont on sort plus instruit, plus intelligent, un peu mieux à même de répondre, chacun pour soi, aux questions de cette fin de siècle : au-delà de la mort, de Dieu et devant celle, probable, de l'homme, comment sauver l'avenir de la planète et notre tremblante douceur de vivre ? Peut-on compter encore sur ces valeurs calomniées qu'on appelle la mémoire, l'esprit, la liberté, la démocratie, la morale ?

par Bertrand Poirot-Delpech

François George a suivi le parcours classique des intellectuels nés après la guerre et en train de prendre la parole : hauts grades universitaires en philosophie, freudisme, gauchisme, rêves et révéls de mai 1968. Mais, au lieu de verser dans le prophétisme aussi fluctuant que péremptoire ou le pur carriérisme médiatique, comme tant d'autres déçus de la politique, il a choisi de travailler dans son coin et de témoigner pour lui seul : *Autopsie de Dieu* (Julliard, 1965). Deux études sur Sartre (Bourgeois, 1976), le *Loi et le Phénomène* (Bourgeois, 1978). Qu'il remplisse sérieusement son rôle d'intellectuel ou qu'il gèle un brin - l'Effet 'You de poésie (Hachette, 1979). - François George ne cesse d'associer scrupule, sourire et élégance de style, selon une tradition française qui va - tant pis pour les pevés de l'ours ! - d'Alain et Valéry à Cioran et Jenkélévitch.

CETTE tradition de philosophie personnelle et portative veut que l'auteur vise moins à bâtir un système global qu'à se promener, comme dans un parc, à travers son propre passé, l'histoire, la géographie, les arts, loin des colères machines à concepts, et à repérer quelques signes ou vérités utiles, comme on pointe de sa canne la courbe d'un lointain ou les progrès d'une plante rare.

La pensée-par-le-balade suppose une sensibilité particulière au génie des lieux. François George réhabilite le genre du pèlerinage littéraire, laissé par ses contemporains, au moins pour l'Hégare, aux écrivains de la génération précédente. Tel Arland ou Gracq, il demande à Rethel, Combray, Saint-Malo, Vézelay ou Saint-Denis d'éclairer si peu que ce soit le lien mystérieux qui unit les paysages et les œuvres, ou les destinées humaines. L'auteur a besoin de ce contact avec la réalité, comme il se repose des richesses du Louvre en contemplant, par les fenêtres, les bords de Seine.

Cheque visite est nourrie de grande histoire, de Michelat, de Tocqueville, mais aussi de l'histoire « personnelle » de François George, dont le titre doit être pris au pied de la lettre. D'abord fait pendant aux rois de France, Krivine à Trotski, et la fausse révolution de 1968 aux « vraies » de 1789 et de 1917. L'excellent connaisseur de l'histoire récente et le philosophe avide de significations vastes s'entendent à brosser de de Gaulle, de Sartre ou de Pierre Poujode, des portraits d'une finesse et d'une pénétration exceptionnelles.

Il faut dire qu'ils sont servis par un prosateur amoureux de notre langue - laquelle lui rend bien.

*Histoire personnelle de la France* contient une proportion éblouissante de formules à l'emporte-pièce. Giter des échantillons ne donnerait pas une idée juste du résultat : on croirait à une mosaïque d'effets recherchés, alors que la nature même du mot pousse à scintiller. La langue est utilisée à la fois comme outil ajusté à la tâche, comme ruine vénérable. Diagnostics et pronostics tombent, calmes, malicieux, honnêtes. Prose spirituelle et généreuse, qui laisse aux lecteurs l'illusion d'y collaborer et les incite à prolonger par eux-mêmes la méditation.

En apparence, François George se contente de jongler négligemment avec quelques repères de la culture universelle et de son expérience. Mais c'est un effet de sa politesse et de son humour. En fait, il propose sinon un message ou une parabole (ces mots font désormais horreur), du moins un réseau d'énoncés cohérents.

Avec Sartre, l'auteur pense que ce monde n'a pas de sens ; avec Cioran, il doute que nous puissions lui en donner un. La rationalité qu'on y a projetée jusqu'à ce produit l'abomination. Bref, George est ce qu'on appelle un désespéré. Mais il se refuse au suicide et à la désespérance comme séduction auprès des donzelles ou des faules ; annoncer le pire est un exercice reposant et trop facile pour sa plume exigeante.

**S**OIT ! la condition humaine est lamentable ; nos traces sont illusoires ; le mal est inépuisable, et à vouloir l'effacer on aggrave ses ravages. Mais la catastrophe que le monde attend dans l'effacement est derrière nous, et non devant. Savoir le peu que nous sommes et que nous pouvons, c'est déjà commencer à guérir. Après tout, le bien l'emporte sur le mal, puisque la réalité demeure, supérieure à la logique des dogmes.

Les discours économiques de l'Est et de l'Ouest débouchant sur le vide, l'auteur pencherait plutôt pour une troisième voie, avec SMIC à l'échelle planétaire (comme, paraît-il, le dix-huitième siècle en eut l'idée). Mais il ne se cache pas d'avoir songé à ces choses en amateur geuchisant, un soir d'été, sur quelque yacht tropézien. En revanche, il croit dur comme fer à la démocratie. Des pièges dénoncés en 1968, l'élection et les hiérarchies deviennent mieux que des survivances touchantes : les meilleures parades contre la violence et le totalitarisme.

Sans forcer personne, mais avec une belle conviction et en préchant exemple, François George recommande une certaine morale de l'individu, notamment de l'intellectuel.

La ruse, la courtoisie et le m'as-tu-vuisme d'aujourd'hui ne laissant de choix qu'entre la corruption ou l'exil, il préfère la conviction travaillée, le paisible obscurité. Parmi ses préceptes : éviter l'insolence quand elle est commise en position de force ; cultiver la fidélité et la rigueur indulgente des héritiques ; accepter d'être contredit, braver la solitude, risquer le grotesque...

**T**OUT en sachant que l'homme est né du meurtre et que l'esprit y avait sa part, George en tient pour un humanisme épuisé sur un rapport subtil et libre de l'intelligence avec le monde. Par esprit, il faut entendre le contraire de notre disposition à faire fausse route, la mince distance qui nous ébène des choses et nous retient au bord de leur silence. Par liberté, il faut entendre la reconnaissance du réel pour seul maître, l'aspirer tance de dominer l'instinct, l'honneur, ou l'honneur, de préserver notre mémoire, de transmettre l'épée héritée.

Cette liberté de l'esprit qui est sa « cause depuis vingt ans » et dont il vient de faire le titre d'une nouvelle revue qui lui ressemble, François George a toutes les séductions pour y convertir ses contemporains et ses cadets, jusqu'ici trop occupés d'eux-mêmes, de transcrire à trois sous et des feux de la rampe.

Les prochaines années retrouveront-elles foi, à travers des textes lumineux comme celui-ci, dans les chances et les grâces de l'esprit ? Ce serait bien réjouissant.

★ HISTOIRE PERSONNELLE DE LA FRANCE, de François George, Belfond, 272 p., 79 F.



**PAUL THEROUX**

**LE ROYAUME DES MOUSTIQUES**

«Un fou, un monstre, un père qui a l'esprit d'un génie : tel est Allie Fox, la figure emblématique de ce roman mené comme une croisade contre la déchéance de l'opulence américaine... Theroux est extraordinaire, singulier. Theroux dérange».

Jean-François Fogel / Le Point

**CALMANN-LÉVY**

**Janine Alexandre-Debray**

**Victor Schoelcher**

«Lo modestie de l'homme dont le nom est lié à l'abolition de l'esclavage en a fait trop vite une victime de «lo mémoire oubliée des hommes». Janine Alexandre-Debray lui rend justice en retraçant, avec sympathie, sa vie et sa lutte.»

«LE MONDE»

**LIBRAIRIE ACADEMIQUE PERRIN**

revue bimestrielle

**le débat**

NUMÉRO 24 MARS 1983

**Claude Julien**  
Les problèmes du Monde

**MALAISE DANS LA CIVILISATION?**  
A. Green, J. Kristeva, S. Leclair, M. Mannoni.

**HISTOIRE, SCIENCE, ESTHÉTIQUE**  
B. Mandelbrot, Les fractales, les monstres et la beauté.  
R. Thom, Local et global dans l'œuvre d'art.  
J.-Y. Guioamar, Le désir d'un tableau.  
G. Swain, L'âme, la femme, le sexe et le corps.  
G. Simon, Mais qui donc était Newton?  
Kr. Pomian, Le passé : de la foi à la connaissance.

**Gallimard**

**Le Grand Prix de traduction Cultura Latina à Aline Schulman**

Créé à l'automne 1981 et présidé par M. Philippe Resson (président d'honneur : Julio Cortázar), l'association Cultura Latina, qui se propose de «promouvoir en France les langues et les cultures des pays latins», vient de fonder un Grand Prix de traduction annuel d'un montant de 25 000 F.

Le premier Grand Prix est allé à M<sup>me</sup> Aline Schulman, professeur d'espagnol à l'université Paris-III, qui a emporté plus particulièrement pour ses traductions des œuvres de Juan Goytisolo (*Don Juan, Juan sans terre, Makbara*). Le public français a pu lire également des romans du Chilien Donoso, du Cubain Arenas et de l'espagnol Cernuda dans la traduction d'Aline Schulman.

Le jury du nouveau prix, qui sera décerné chaque année la fin du printemps chez Drouot, est composé de traducteurs et de spécialistes de la culture latine : Emmanuel Roblès (président), Claude Couffon (secrétaire général), Georges Banu, Giovanni Clerico, Claudia Cymman, Mario Fucio, Daniel Poggiani, Alice Raillard, Pierre Rivas, Marie-Claire Zimmermann.

L'association Cultura Latina, qui regroupe des personnalités du monde latin des arts, des sciences, de l'administration et des affaires, a antrapias des actions dans différents domaines : littérature, recherche, audiovisuel, coopération, économie, etc. Elle a créé des associations-filles ayant chacune leur spécificité : association de chefs d'entreprises latines (C.E.L.), association pour la diffusion du cinéma d'expression latine (A.D.I.C.I.E.L.), associations de hauts fonctionnaires et de diplomates, etc. Elle s'est dotée d'un instrument de la communication, Radio-Latina (106,25 FM).

**vient de paraître**

- Romans**  
CERMAINE ACREMANT : *Le Monsieur de Saint-Josse*. — La quête de la plénitude conduit Philippe Navelle de l'usine familiale à la chapelle Saint-Josse par un chemin escarpé. Par l'auteur de *Ces dames aux chapeaux verts*. (Plon, 221 p., 55 F.)  
PIERRE-ROBERT LECLERCQ : *L'Esprit de la paille*. — Un homme d'âge mûr, après avoir rencontré la solitude, se précipite au secours d'un étranger, se livre à la morale et la lui démontre en s'indignant, peu à peu, à un sentiment nouveau : la tendresse. (Calmann-Lévy, 190 p., 63 F.)
- Critique littéraire**  
PHILIPPE BONNETIS : *Jules Valère*. — La mise à plat d'une œuvre qui «tout entière est écrivain». Son auteur est le tort, devant la critique, bourgeois, d'être communiste. Préface de Robert Godeaux. («L'Esprit d'homme», 128 p.)
- Essais**  
THÉODORE QUONIAM : *Présentation au patrimoine des lieux communs*. — Dans l'esprit de Léon Bloy et de Charles Péguy, une critique du pré-à-propre intellectuel et une incitation à se mettre à l'écoute des choses pour capter leurs secrets et à l'habitude de leur mystère. (Ed. Tequi, 145 p., 60 F.)
- Correspondance**  
ALEXIS DE TOQUEVILLE : *Œuvres complètes. Tome XV*. — La correspondance d'Alexis de Tocqueville avec Françoise de Corneille et avec M<sup>me</sup> Swetchine, dans une édition double par Pierre Gauthier. (Calmann-Lévy, 2 volumes de 500 et 332 p., 400 F les deux.)
- Civilisation**  
JACQUES DUPUIS : *L'Inde et ses populations*. — Pour comprendre la plus grande diversité de la planète, une description de la réalité sociale, religieuse et politique de l'Inde d'aujourd'hui et une approche d'une civilisation foisonnante. (Éditions Complexe, 300 pages.)
- Sciences humaines**  
ANDRÉ LEROI-GOURHAN, *Le Fil du temps, ethnologie et préhistoire 1955-1970*. — A travers une trentaine d'articles, une vision ethnologique du passé le plus lointain, une approche qui ne se contente pas des sciences humaines en domaines imperméables (Fayard, 380 p., 140 F). Du même auteur : *Mécanisme vivant, le corps des vertébrés du poisson à l'homme*. Un essai de paléontologie dans la grande tradition de Cuvier, menant ici à une anthropologie du geste (Fayard, 260 p., 95 F.)
- Documents**  
PASCAL MANOUKIAN : *Le Fruit de la patience. Mémoires nostalgiques et errantes d'un jeune fils de la plus vieille nation chrétienne de l'histoire : les Arméniens*. Éditions du Centurion, 17, rue de Babylone, 75007 Paris. 192 p., dont huit de photos, 72 F.
- Histoire**  
JACQUES DELPERRE DE BEVAC : *Louis VI, la naissance de la France*. Louis VI, dit le Gros (1081-1137), a

**la vie littéraire**

**L'arroseur arrosé**

Encore un avatar de l'«arroseur arrosé». Les éditions Lattès, qui viennent de publier un recueil humoristique de correspondance, *Écrivez, on vous répondra*, de Jean-Loup Milon, ont découvert que certaines lettres étaient fictives et se déclarent «victimes d'un canular».

Jean-Loup Milon affirmait avoir envoyé depuis plusieurs années des lettres canulars à des associations et des personnalités — parmi lesquelles MM. Mitterrand, Attali, l'archevêque de Paris, des ambassadeurs — et avoir, à chaque fois, obtenu des réponses rédigées avec plus grand sérieux.

Mais les lettres reçues par l'archevêque de Paris et l'association «S.O.S.-Mère» notamment n'ont rien à voir avec celles publiées dans *Écrivez, on vous répondra*. Elles sont parfaitement anodines. Tout cela laisse à penser que d'autres lettres figurent dans le recueil, qui relèvent être des faux. «En conséquence, les éditions Lattès prient les personnalités citées en cause de les excuser au cas où elles auraient été trompées» et «souhaitent que les personnalités en question se manifestent auprès d'elles afin de comparer les lettres effectivement reçues à celles qui ont été publiées». Il semble toutefois que la plupart des victimes de la supercherie préfèrent en rire.

**L'Infini, tel quel**

Tel Quel, qui paraissait au Seuil, est mort, vive l'Infini (Denoel, 54 F). Sur cette fin et ce commencement, Philippe Sollers s'explique devant son lecteur dans un dialogue avec lui-même.

L'Infini n° 1 s'ouvre sur l'étatisme Paradis retrouvé de Sollers : «... Je ne sais pas combien de temps je pourrai rester comme ça dans la joie». Plus loin, c'est à une fête de «Mémoire», en mémoire, qu'invite Julia Kristeva : son éditorialisme à Paris, la rencontre avec la futur créateur de Paradis... Une autobiographie qui est largement celle de Tel Quel. Et qui commence par une référence, une référence à une autre jeune fille

rangée. Ainsi fait-elle honneur à Simone de Beauvoir d'avoir «donné sa véritable consistance érotique aux Temps Modernes». Convenons que l'érotisme n'est pas ce qui nous a le plus frappés dans les Temps Modernes.

La revue présente aussi les «Trois Fûters pour Hitler» selon Laurent Diaprot : Luther, Wagner, Marx. Marcelin Pignat brossa la milice et l'union indispensable portrait de Shakespeare, dont «le théâtre, dit-il, est une poésie théâtrale». — Y. F.

**Souffle de mots sur Valence**

Pour la seconde fois à Valence (Drôme), les Spectacles de la vallée du Rhône viennent de clore une semaine de poésie contemporaine qui s'est déroulée autour de l'œuvre de cinq auteurs : André Frenaud, Jacques Rada, Alain Risi, Mathieu Bénézet et Bernard Vargasi. Ces rencontres, illustrées par les élèves de l'école régionale d'art, ont eu lieu en présence des poètes et d'universitaires. Seul André Frenaud, victime d'un mal de santé, était absent. Un film tourné par une équipe du C.N.R.S. sur le poète bourguignon na l'a que faiblement remplacé. Mathieu Bénézet, quant à lui, a dérogé au rituel en choisissant de mettre en scène ses textes.

Ces rencontres, qui ressemblent chaque soir une centaine de personnes dans une salle quelconque peu excentrée, se déroulent en effet selon un schéma-type : lecture par des comédiens d'un montage de textes suivie d'un débat.

Il reste de l'ensemble les questions posées par un Frenaud bouillant de «contestation interne» et débilité de la métaphysique, la source d'écrits, les émotions narratives d'un Rada qui régalait de poèmes comiques. Risi et Vargasi ont fait route ensemble, le premier avec ses mots écorchés, la seconde ses images distillées. Mais dans cette chape d'ombre, on dirait que la poésie bataille pour retrouver son exercice. — PIERRE VAVASSEUR.

**en bref**

• LE CENTRE CULTUREL INTERNATIONAL DE CERISY-  
LA-SALLE organise 11 colloques, un «atelier» et une rencontre «internationale». Le thème de la semaine du 2 au 9 avril : Le texte de fiction et sa théorie (Atelier coordonné par M. Avelot, R. Pochon); du 5 au 9 juin : 3 colloques internationaux de psychanalyse de langage (Comité : Foucault, Guillemin, ERA 831 CNRS Lille); du 11 au 18 juin : René Girard (Direction : P. Douchet, J.-P. Bruns, L. Stoppa, P. Vial); du 29 juin au 5 juillet : Le conte merveilleux (Direction : J. Barclay, C. Rousseau); du 11 au 21 juillet : Interpréter Diderot aujourd'hui (Direction : E. de Fontenay, J. Prost); du 23 juillet au 2 août : Les ateliers d'écriture (Direction : C. Oriol-Boyer); du 4 au 14 août : Sémiotique à partir et autour de l'œuvre d'A.-J. Greimas (Direction : M. Arrivé, J.-C. Coquet); du 16 au 23 août : Dostoïevski (Direction : S. Symon); du 25 août au

1<sup>er</sup> septembre : Yves Bonnefoy (Direction : Y.-A. Lewner); du 3 au 10 septembre : Lucien Sarrailh (Direction : Y.-A. Lewner, M. Kuntz); du 16 au 23 septembre : Calcul et intervention économiques (Direction : B. Munier). Pour tous renseignements et participation éventuelle, on peut écrire d'ores et déjà au C.C.I.C., 27, rue Boudaillat, 75016 Paris.

• LE CENTRE THEATRAL RHÉNAIS DRAPIERS organise une série de manifestations au Centre Georges-Pompidou. Une exposition présentée du 25 mars, dans le hall de la première salle, l'édition bilingue en Alsacien dans le cadre théâtral. Un spectacle de musique et de poésie bilingue aura lieu les 24 et 25 mars à 21 heures, dans la salle et un «petit séminaire» interviendra le 25 mars de 15 heures à 19 heures, toujours dans la petite salle, sur le thème : «Bilinguisme en Alsace, état des lieux».

• L'UNION DES ÉCRIVAINS propose le Centre Bonaparte-Pompidou, le 25 mars 1983, de 14 à 21 h, un grand débat interdisciplinaire, autour de trois thèmes : Nouveaux supports littéraires et médias. Professionnalité et insertion de l'écrivain dans la société; Les écrivains et le pouvoir depuis le 10 mai 1981. Ce débat sera animé par J. Bacon, G. de Bosc, C. Claude, G. Chéry, F. Coupry, M. Chry, J.-P. Faye, E. Guillemin, E. Jean, B. Pignat, A. Rapoport.

• LE PRIX DU MEILLEUR LIVRE ÉTRANGER printemps 1983 a été décerné à Edgar Allan Poe pour *L'Amour n'est pas un jeu*, chez Gallimard (voir «le Monde des livres» du 22 octobre 1982) par sept voix contre six à G.B. Edwards pour *Sauvages* chez Le Livre d'Ébenezer Le Page, chez Nathan/Payot.

En ce qui concerne le meilleur essai documenté, le prix est allé à G.B. Gessier pour *Mémoires, chez Payot*.

• LE PRIX MAX JACOB, d'un montant de 10 000 F, a été attribué à Patrice Delbourg, journaliste aux *Nouvelles Littéraires*, pour son recueil *Châtiments* (Belfond).

• LE PRIX CAZES 1983, décerné par le comité de lecture Lipp, a été attribué à M. Edgar Fère pour ses «Mémoires», publiés chez Plon.

• LES ŒUVRES DE JEAN JAURES EN VINGT VOLUMES, comprenant des textes inédits ou longtemps introuvables, vont être publiés par les Éditions Privat de Toulouse, de la fin de l'année. Éditée sur l'initiative de la Société d'études jauresiennes, présidée par Mme Madeleine Béthoux, directrice du Musée d'Orsay, cette série sera inaugurée par deux volumes consacrés aux écrits de jeunesse.

• UNE NOUVELLE BIOGRAPHIE DE CHODOLLOVSKY DE LACLOS est en préparation. Son auteur, M. Georges Poisson (château de Sceaux, 92330) sera très reconnaissant à toute personne qui accepterait de lui communiquer manuscrits, documents ou renseignements inédits, ainsi que de lui indiquer toutes directions de recherches.

• A L'OCCASION DE LA PARUTION DU «TRAITÉ DU RAYONNEMENT» (Éditions Pigele), une rencontre autour de Jean Pigele, se tiendra le vendredi 25 mars 1983, à partir de 18 h 30, à la librairie les Mille Feuilles, 2, rue Rambuteau, Paris (3<sup>e</sup>).

**expositions**

**A quand une foire du livre itinérante ?**

ALLAIT-IL organiser un Salon du livre dans l'enceinte de la Foire de Lyon, comme le fait le Syndicat national de l'édition (S.N.E.), pour la première fois cette année, du 19 au 28 mars ? Autour de cette question s'affrontent ceux des expositants qui affirment «voir passer des visiteurs ne s'intéressant pas aux livres, venant là par hasard» entre une visite au stand de l'électroménager et une à celui des tentes de camping, et ceux pour qui «de toutes façons, cela fait connaître le livre». Encore faudrait-il, pour que ce débat soit pertinent, avoir résolu une question préalable, que les détracteurs ne posent pas : combien un tel Salon aurait-il coûté s'il n'avait bénéficié de l'infrastructure et de l'impact publicitaire de la Foire ? Sans citer de chiffres précis, les organisateurs estiment que «le financement aurait été très lourd, trop lourd».

On peut certes déplorer la mauvaise signalisation du Salon à l'intérieur de la Foire et la côté un peu «parant pauvre» de son emplacement. Il n'est pas pour autant certain que ce soit la conséquence d'un manque de considération pour le livre. Au commissariat général de la Foire, où l'on se dit conscient de ces défauts, on met en avant les imperfections de toute première et l'indétermination des lieux; le nouveau parc des expositions de Lyon ne sera ouvert qu'à l'été de 1984.

Il reste que la Foire de Lyon accueille quelque cinq cent mille visiteurs et que pendant dix jours, sur 2 800 m<sup>2</sup>, cent quatre-vingts éditeurs peuvent présenter leurs livres. Parmi eux, soixante-dix sont «non parisiens», comme le souligne Jean-Manuel Bourgois, le président du S.N.E., qui préfère ce terme à «provinciaux». Ce sont bien sûr les plus petits d'entre eux, ou les plus insolites — telles les Éditions du Patrimoine des pays de l'Ain, qui à la fois mettent en œuvre des restaurations de bâtiments et publient des plaquettes, — qui s'en montrent les plus satisfaits.

Pour Curandera, par exemple, jeune éditeur de la Drôme, «l'office régional du livre, outre qu'il a payé la moitié des stands, permet de faire le lien entre les éditeurs régionaux. De plus, pour tous les petits éditeurs, dont les problèmes principaux sont la distribution et l'information, il est indispensable de se faire mieux connaître du public».

Ce Salon aura toutefois été une occasion de s'interroger sur la présence du livre au sein d'une aire, ou milieu de tous les autres produits, de confronter les avis des éditeurs et d'envoyer des projets, celui notamment d'une foire régionale «organisée pour le livre seul», ainsi que le préconise le responsable des Humanoïdes associés, «et qui circulerait sur un rythme de quatre ans entre les quatre plus grandes villes de France».

Enfin, il est ou moins une initiative qui semble faire l'unanimité : la quasi-totalité des stands sont tenus, non par les éditeurs, mais par les libraires de la ville.

JOSEPH SAVIGNEAU.

كتاب النور



## au fil des lectures

Essais

## OTTO WEININGER, « CRUCIFIÉ » ENTRE KRAUS ET FREUD

Le 4 octobre 1903, à Vienne, un jeune juif converti au protestantisme, Otto Weininger, se tira une balle dans le cœur. Il avait vingt-trois ans et laissait un gros testament philosophique, *Sexe et caractère* (1), où il se lançait un défi terrible : « Ce livre est une condamnation à mort ».

Dans l'essai qu'il consacre à Weininger, Jacques Le Rider démonte d'abord sa légende, à partir de documents inédits, en confrontant les témoignages. « La femme partage avec le juif le rôle d'incarner l'absolu du négatif et le ferment de la décadence », Antisémitisme et antisémitisme, écrit-il. Et juif, Weininger, réçu par Le Rider, cesse d'être ce paria dont les théories fumeuses, un lantisme pervers, du Schopenhauer de brasserie, ne valaient pas mieux que les pires vociférations des fanatiques, racistes ou misogynes. Ce n'est pas fortuitement qu'on le montre ici comme « crucifié » entre deux juifs, viennois et adversaires, Kraus et Freud, récupéré par le premier après son suicide, rémi par l'autre. Ce qui se joue à Vienne autour de 1900, les notes monstres de la biologie et de la métaphysique, et qui va peser sur le siècle, s'inscrivent déjà, comme un cliché qui attend son développement, dans les pages de *Sexe et caractère*.

Replacée dans la vie culturelle viennoise avec mesure et érudition, l'œuvre de Weininger devient un étrange microcosme où s'affrontent des contradictions dont nous ne sommes pas sortis, à l'heure d'une nouvelle « guerre des sexes » et de la « haine de soi-même » qu'éprouvent de nombreux juifs.

L'actualité de Weininger est certaine et l'on se gardera de s'en réjouir. Ce qu'il n'a pu résoudre qu'un jour, l'opposition entre la culture et la barbarie, se présente encore une fois aux latentes frontières de l'esprit. Il faut voir dans l'étude de Le Rider un avertissement, une invitation à connaître.

RAPHAEL SORIN.

(1) L'Age d'homme, 1975.

\* LE CAS OTTO WEININGER. *RACINES DE L'ANTISEMITISME ET DE L'ANTISÉMITISME*, par Jacques Le Rider. Collection « Perspectives Critiques », P.U.F., 256 pages, 100 F.

## UN JANSÉNISTE DE LA PSYCHANALYSE

Avec André Green, le lecteur est toujours assuré de retrouver la voie royale qui mène aux grandes interrogations freudiennes. Il sait également qu'il pourra admettre une culture psychanalytique jamais osée de défaut. Qu'il s'agisse de la pulsion de mort, du narcissisme, du masochisme moral, du transfert ou de l'angoisse, André Green constitue le guide idéal. L'arbitre des conflits théoriques, le psychanalyste auquel on peut faire confiance. Ce n'est pas lui qui dirait n'importe quoi par goût de l'abrouille, du pouvoir ou de la publicité.

Ce janséniste de la psychanalyse

recueilli dans *Narcissisme de vie*, surcraie de mort des études publiées durant ces quinze dernières années dans diverses revues scientifiques. Curieusement, André Green adopte à l'égard du narcissisme la même attitude que d'autres psychanalystes vis-à-vis du don justinisme. De même que Don Juan ne saurait être qu'un impuissant ou un homosexuel refoulé, les sujets narcissiques seraient précisément « carencés » quant à l'amour de soi. Face à Don Juan, comme face à Narcisse, le psychanalyste est mal à l'aise : il éprouve à tout prix le besoin d'en faire des êtres meurtris, dont il faut redresser le désir, qu'il utilise le venin du dénigrement. Emprisonnons-nous d'ajouter que telle n'est pas l'intention d'André Green, même si son propre narcissisme donne parfois l'impression d'être resté prisonnier des

fillets théoriques lancés par Freud et ses disciples au début du siècle.

ROLAND JACCARD.

\* NARCISSISME DE VIE, NARCISSISME DE MORT, d'André Green. Ed. de Minuit, 280 pages, 99 F.

Poésie

## MARC ROMBAUT ET LE CORPS DE L'ÉCRITURE

Les mouvements intimes, la matière du langage mobilisent Marc Rombaut. « La parole n'est qu'un si-

gne » : ce propos de Nietzsche figure en exergue de son récit poétique, *Matière d'oubli*. Au fil des pages s'exprime une voix haletante par le désir — un désir vagabond, toujours en déplacement — hanté aussi, comme le titre l'indique, par l'oubli et par la mémoire.

Récit poétique, *Matière d'oubli*, où, en ce sens que s'y dit, dans le rouge et le noir de la parole lascie, un parcours, une quête de l'inouï qui nous habite, nous transperce. Comment faire de ce corps de chair le corps de la langue ? Comment le corps de la langue peut-il se faire chair ? C'est cette sorte de double transmutation qu'évoque avec des élévations *Matière d'oubli*. Cette « mémoire hantée d'oubli » est chant, sons, rythmes. La voix du poète perdue dans « l'intrigue du temps » cherche les racines d'avant le bruit et la parole.

*Matière d'oubli* a donné naissance à une œuvre musicale du compositeur André Rortier, *Anamorphoses*. La deuxième partie du recueil est consacrée à ce transcodede textes-musiques.

ANDRÉ LAUDE.

\* MATIÈRE D'OUBLI, de Marc Rombaut, Belfond, 79 p., 49 F.

## LA RECHERCHE MYSTIQUE DE JACQUELINE FRÉDÉRIC-FRIÉ

Tous les cinq ans environ, depuis 1957, Jacqueline Frédéric-Frié publie un mince recueil de poèmes très denses, très lapidaires, très étudiés dans leur forme. Loïn du huchabala littéraire, elle poursuit une quête qu'on pourrait appeler mystique, si cette notion n'était restrictive dans le sens d'une dissolution de l'être en un bonheur ineffable. Il s'agit, en fait, de tout autre chose : un exorcisme par chaque mot employé. Il n'est de syllabe qui ne soit marquée au sceau d'un secret : une véritable maçonnerie de signes, que croyants et membres de plusieurs sectes pourraient reconnaître.

Il y a chez Jacqueline Frédéric-Frié, dans ce bizarre et péremptoire *Toucher terre*, une sorte de Paul Valéry en proie à ses propres sortilèges : détresse de s'exprimer avec art et tout aussitôt de ne rien révéler qui ne soit le fruit d'une trasse. Or, l'œuvre ou l'alchimie ? La perfection formelle permet d'étranges notes :

Pénche !  
Malgré le glaive  
vertical,  
l'ombre  
oscille, entre tes reins  
vers  
l'autre !  
Viendra,  
s'il n'est venu,  
le trouble  
affiler la cadence  
évasive,  
alors, fixe  
- toi !  
Le Sembable,  
aux plus  
sinueux  
de la femme,  
grand face  
et  
rencontre...

ALAIN BOSQUET.

\* TOUCHER TERRE, de Jacqueline Frédéric-Frié. Ed. Saint-Germain-des-Près, 80 pages, 50 F.

## bandes dessinées

## « Sit-in » bulles

\* « BALADE AU BOUT DU MONDE », par Makyo (texte) et Vicome (dessin). Certains reprochent à l'éditeur Jacques Glénat de publier trop d'albums de B.D. Il serait injuste, en tout cas, de le critiquer pour cette « balade » hallucinante, fantasmagorique, sous un éternel regard où des débris d'humanité rivalisent de lâcheté, de laid et de déchéance physique et morale. Une plongée palpitante dans le subconscient des groupes humains et des horreurs joignant dessinées. Une « balade » à poursuivre. (Ed. Glénat, 48 pages, 29 F.)

\* « LECTURES », par Chantal Montellier. Il y a du Tard dans cette femme-là ! Mais pas seulement. Le dernier album de l'une des meilleures dessinatrices françaises de B.D. est une promenade littéraire, mi-crapuleuse, dans des histoires glanées au fil des œuvres étrangères (de Genet à Virginia Woolf) et des rubriques « faits divers » et « société » de la presse. L'occasion pour elle d'exprimer la variété de ses talents, la diversité de son graphisme, l'utilisation sobre et pertinente de rares couleurs. Souhaitons-nous qu'elle lise encore beaucoup ! (Las Humanoides associés, 64 pages, 60 F.)

\* POUR LES ENFANTS, que trop d'éditeurs ont tendance à oublier, et pour ceux qui veulent le rester, signalons la publication du cinquième album des aventures de Chick Bill, *Mort au ras* (Ed. du Lombard, 29 F.), odyssée dérisoire, en ballon, du colérique Dog Bull, shérif de Wood-City, et de son adjoint gaffeur, Kid Ordinn. Amusant, comme d'habitude.

Les nostalgiques liront aussi avec profit le sixième album de l'intégrale de Mickey entreprise par Dargaud (38 F.). Ce volume comprend *Mickey de l'aéronavale* et *Mickey et Minnie au Far-West*, deux aventures publiées par Walt Disney en 1934. A recommander à ceux qui croient ne pas s'ennuyer Mickey et dont le mépris est... intégrallement injustifié.

\* « VOYAGE AU PAYS DE TINTIN », par Jean Tobi. Cet essai d'un journaliste stéphanois, timonophile ardent, a été publié quelques jours avant la mort de Hergé. D'une lecture très plaisante, complétée par une liste des personnages qui accompagnent Tintin dans ses aventures, et un lexique exhaustif des jurons du capitaine Haddock. Il apporte aux « études hergéennes », comme on dirait à l'université, une contribution amusante et précieuse. Il invite à se replonger dans une œuvre si riche qu'on n'en fera jamais la tour. (Centre interdisciplinaire d'études et de recherches sur l'expression contemporaine, Université de Saint-Étienne, 42023 Saint-Étienne Cedex, 126 pages, 54 F.)

\* YVES FRÉMION est l'un des meilleurs connaisseurs de la bande dessinée. Et un ardent propagandiste : il va, depuis dix ans, d'école en M.J.C., expliquer l'art et la manière d'utiliser les bulles ou, simplement, toutes les raisons qu'on a de les lire.

Son « A.B.C. de la B.D. » s'adresse moins aux spécialistes qu'à ceux qui lui sont hermétiques ou croient l'être. A ceux qui ignorent la B.D. il dit ceci : « Vous pensez à côté du moyen d'expression le plus palpitant et le plus efficace du vingtième siècle ; si vous désirez rattraper votre immense retard, il vous faudra oublier tout ce que vous savez sur la B.D. »

Ce livre en forme de « lavage de cerveau » culturel est la meilleure introduction à la bande dessinée disponible sur le marché français. Et pour qui « aime » déjà, c'est une agréable manière d'entretenir ses connaissances. (Casterman, Collection E3, 150 p., 55 F.)

BRUNO FRAPPAT.

## Vitaly Afanassiev, un fou de l'écriture

(Suite de la page 15.)

« Cette Disparition, expliquait-il, revenant à son livre, ce n'est pas un roman documentaire. Le sujet n'est pas très défini, il n'y a pas d'intrigue claire, sinon le départ d'un homme. La ville c'est Léninegrad, mais l'irréalité du roman commence là : en fait il s'agit de Pétersbourg, et j'ai utilisé comme matériaux des mémoires ou des notes de voyage de Gautier ou de Cuzine pour recréer l'atmosphère du dix-neuvième siècle. En fait, c'est un voyage dans le temps, un départ dans le temps. Finalement, ce sujet tout à fait réaliste se prêtait à un traitement littéraire très sophistiqué. »

Dans *Disparition*, il y a, constamment présente, une fracture, avec un côté *Aventuro* d'Antonioni : quelque chose disparaît, quelque chose tombe du bateau, on recherche sa trace et nul ne sait ce qui était arrivé ni pourquoi c'était arrivé. C'est le livre des départs : départ de

la maison du père (« Va-t'en pour toi », départ du pays natal (« Sou considérés comme haute trahison : l'évasion d'un citoyen d'étranger ou le refus de revenir dans le pays »), départ pour l'au-delà (« Le corps est lavé et habillé. Les enfants sont en rose »), ou bien départ vers l'aéroport tout simplement... Toutes sortes de gouffres s'entrouvrent, vous êtes happés à tout moment dans un temps et un espace où, vous lecteur, vous avez le sentiment de vous perdre.

« Il faut perdre le lecteur, répète en souriant Afanassiev. Il faut créer un labyrinthe, comme dit Borges que j'aime tant. Tout est lisible, évidemment ; il ne faut jamais se vanter d'avoir écrit un roman illisible. » « Ça n'a pas de sens (Finnegans Wake) est parfaitement lisible si on le veut, mais il faut y consacrer toute sa vie ! ». Je trouve que ce qu'il appelle la littérature d'avant-garde, c'est très souvent embrouillé : elle voit pas de correspondances, on

n'arrive pas à suivre les lignes, on n'aperçoit ni les courbes ni le labyrinthe, on se trouve dans un brouillard total et on n'a même pas l'envie d'avancer. Alors que mon but était de construire un labyrinthe dont les murs sont parfaitement visibles (lisibles). Il n'y a pas de centre, pas de quartier. C'est un labyrinthe de trouver à centre avec son Minotaure, ou la sortie. »

Est-ce que l'auteur s'est mis dans son roman ? Un peu à la façon des peintres de la Renaissance dont le visage apparaît dans un coin sombre du tableau. « Je ne suis certainement pas Vladimir, je n'ai aucune affinité avec lui. D'abord parce que je n'ai aucune espèce de nostalgie. Il souffre, et moi je ne souffre pas. Je le dis à la fin du livre, en mon nom : « Qu'aurais-je fait sans mon enfer perdu ? A quel bon lever un index si l'on ne peut déformer par la suite, par écrit, ce mouvement linéaire ? Autant se couper les doigts pour qu'il n'existe pas de mouvement inutile. » C'est mon

credo. Pour moi, il est inutile de vivre, inutile de se mouvoir, si je ne peux pas créer quelque chose à partir de ce matériel. Alors, autant rester immobile, autant mourir tout de suite. »

La création littéraire vaut-elle donc que l'on rompt avec sa vie ? « S'il y a rupture, c'est une rupture avec la musique pour moi. Je n'ai aucun regret naturellement. Bien au contraire. Je me suis adapté très vite. Je suis tellement heureux ici. Mais il y a toujours une rupture. A un moment donné, vous devez décider si vous sacrifiez votre vie — c'est un sacrifice et en même temps un vrai bonheur — à la littérature. C'est pour cela que je voulais être soutenu par Joyce, par Kafka. » Il vaut mieux mourir que de détruire ce monde qui est dans ma tête », disait Kafka. Voilà ce que je crois. »

NICOLE ZAND.

\* DISPARITION, de Vitaly Afanassiev, Le Seuil, 382 pages, 75 F.

**GOETHE**  
Les années d'apprentissage de  
**WILHELM MEISTER**  
Traduction nouvelle de Jeanne Ancelet-Hustache  
98 F

AUBIER

THOMAS MORE  
L'UTOPIE

présentée par ANDRÉ PRÉVOST, docteur ès lettres  
PREMIÈRE ÉDITION INTÉGRALE ET COMMENTÉE  
du MAÎTRE-LIVRE DE NOTRE TEMPS.  
Charte de l'humanisme et de la société pluraliste.  
UN PRESTIGIEUX VOLUME 18 x 24, 784 pages. Tables.  
Biographie de More, deux portraits par Holbein.  
Texte original et, en face, traduction nouvelle.  
Prix Bordin de l'Académie Française. Mame.  
AU CHOIX : reliure toile de lin sous écrin 160 F franco.  
Reliure cuir, pleine peau. Édition numérotée.  
400 F franco. Livraisons par retour.  
COMMANDES : A. PRÉVOST, C.G.P. 1.462-61 Z Lille  
ou chèque bancaire, 16, avenue des Fleurs,  
59110 La Madeleine - Tél. (20) 55.29.16.  
Spécimen gratuit sur demande.



PARUTIONS DE MARS 1983

## Josef ŠKVORECKÝ

Le saxophone basse  
et autres nouvelles

Traduit du tchèque par Claudia Ancelet

## Botho STRAUSS

Couples, passants

Roman - Traduit de l'allemand par Claude Porcell

## Patrick WHITE

Les incarnations d'Eddie Twyborn

Roman - Traduit de l'anglais par Jean Lambert

GALLIMARD *ur*

des femmes du M.L.F. éditent...

## Nathalie Sarraute

Prix National des Lettres 1982

Des textes  
lus parMadeleine Renaud  
et par l'auteurles premiers livres parlants  
en cassette

des femmes

6, rue de Mézières-75006 Paris

هكذا من النص







ET XVIII<sup>e</sup> SIÈCLES

## Les femmes dans l'ancienne France

● **Un essai, gaillard et savant, de Pierre Darmon**

VOICI un livre que je ne regrette pas d'avoir lu. Les plaisirs n'y manquent point pour l'esprit et l'on y apprend beaucoup. Je ne peux qu'en conseiller l'examen. Ce dernier mot s'impose, car le lecteur, de page en page, se doit d'exercer sa défiance pour éviter d'être entraîné par certaines évidences simplifiantes.

En entreprenant de nous décrire la condition de la femme dans l'ancienne France, Pierre Darmon a déjà introduit la confusion. De quelle femme s'agit-il ? D'une aristocrate, d'une bourgeoise, d'une paysanne, d'une ouvrière ? L'auteur se garde de poser la question, donc de la résoudre. Et de quelle ancienne France ? Je n'insiste pas sur la couverture où est reproduit un dessin d'un bien beau tableau de Titien : c'est probablement l'éditeur qui a décidé d'italianiser un livre dont l'objet se limitait à la France. En revanche, je suis gêné par le fait que cette ancienne France, l'auteur ne la situe pas quand elle commence ni quand elle finit. Peut-être existe-t-elle encore...

## Ni papes, ni même curés

Pierre Darmon, en effet, écrit comme s'il considérait implicitement qu'à notre époque les relations de l'homme et de la femme sont équilibrées, c'est-à-dire égalitaires, comme le souhaitait Condorcet auquel il se réfère. Or je ne sais pas que les femmes accomplissent obligatoirement leur service militaire, que les hommes portent habituellement des jupes fendues et des chemisiers transparents. Les femmes ne sont encore ni papes ni même curés. Cela viendra peut-être, mais quand les robes de foot ou de boxe, les conceptions de crocs, seront-ils unisexes ? Et le bridge ? Et les échecs ? Et ne trouvons-nous pas normal, en énonçant une phrase, qu'un seul substantif masculin l'emporte sur une série de substantifs féminins ? Je veux bien que Pierre Darmon ridiculise le passé, mais j'aimerais qu'il puisse imaginer qu'un jour notre présent, pour un autre Darmon aussi présomptueux, sera aussi ridicule.

## Un rituel savoureux

Cette observation ne s'adresse pas seulement à cet ouvrage ; elle vise une tendance historique qui s'affirme de plus en plus. J'en donnerai un exemple simple qui aura le mérite d'éclairer brutalement cette situation trouble. Pierre Goubert, dans *Louis XIV et vingt millions de Français* (Gallimard), au dix-septième siècle, ses sages-femmes ignares et ses chirurgiens massacrants. Mon père, vers 1930, manqua mourir d'une maladie infectieuse dont aujourd'hui nous venons à bout en quelques jours. Dois-je considérer que son médecin était ignare parce qu'il n'utilisait pas les antibiotiques qu'on n'avait pas encore découverts ? Aujourd'hui des maladies sont considérées comme incurables qui, dans un demi-siècle, seront aisément traitées. Les historiens se devraient donc d'éviter tout jugement qui ne tient pas compte du contexte de l'époque. Je reconnais que c'est l'une des difficultés majeures de cette histoire particulière, celle de la sensibilité, de laquelle relève précisément l'entreprise de Pierre Darmon.

L'autre difficulté d'un livre de ce genre est liée à l'obligation où se trouve l'auteur de changer, selon les situations, d'angle et de ton. Tantôt il emploie un style lourdement universitaire pour, par exemple, écrire : « Sanctionné par l'évolution révolutionnaire, le féminisme paternaliste devient dès lors l'un des thèmes de l'idéologie nouvelle », tantôt il s'exprime avec la désinvolture d'un pamphlétaire. Dernière difficulté : le choix. Il arrive que Pierre Darmon mette en valeur l'état des mœurs, il arrive aussi qu'il juge d'une époque sur sa littérature. Et la liberté toute personnelle de son choix intervient encore à propos de celle-ci. Qu'un écrivain l'intéresse par ses excès, il la cite et le com-

● **LA GRANDE ÉDITION DES ŒUVRES COMPLÈTES de Diderot se poursuit chez Hermann. Treize tomes ont déjà paru sur les trente-trois prévus. Un quatorzième volume sortira dans les prochaines semaines. L'ensemble - dirigé par H. Dieckmann, R. Mauclaire, J. Prost et Jean Varloot, secrétaire général - est rendu par souscription au prix de 12 700 F.**

mente longuement tout en négligeant d'autres écrivains qui à la même époque bénéficiaient d'une audience beaucoup plus considérable auprès du public, Molière, pour n'en citer qu'un seul.

Cette méthode a ses avantages. Parce qu'elle ne veut pas être exhaustive, la recherche de Pierre Darmon nous fait connaître des écrivains ignorés dont les sottises sont souvent réjouissantes.

Il nous apprend aussi des traits de mœurs et nous ouvre des aperçus aussi lestes que révélateurs sur la sensualité des siècles passés. Je sais que certaines fêtes religieuses n'existaient pas au seizième siècle, mais j'ignore si le débauché, mais j'ignore d'où venait l'expression « donner les innocents », et je laisse au lecteur le plaisir de découvrir lui-même ce rituel savoureux.

## Le problème de la misogynie

Il n'est pas rare que nous retrouvions dans *Mythologie de la femme* l'élan vivace et la verve érudite qui avaient contribué au succès de *Gabrielle Perreault, femme adultère* et le regret qu'on éprouve en fermant le livre est un éloges. On l'aurait préféré plus long. Pierre Darmon effleure seulement le dix-neuvième siècle, il réduit le vingtième à quelques citations de Freud et de Simone de Beauvoir. Pourtant le problème subsiste, celui de la misogynie (ou plutôt de la peur de la femme) qui est le thème de cette étude. Il y a quelques années, ne l'oublions pas, un écrivain fort connu soutenait qu'une fille en mini n'avait pas à se plaindre si elle était violée.

N'oublions pas non plus que si, aujourd'hui, on tend à accentuer les ressemblances de la femme et de l'homme aux dépens de leurs différences, celles-ci persistent, et non pas seulement du fait de la société : la nature y est pour quelque chose. Darmon, parmi « les attitudes du refus », cite un médecin du dix-neuvième, qui préconisait pour la femme une nourriture plus légère. Beaucoup de ses confrères contemporains l'approuveraient (et non pas seulement à propos de l'alcool), et beaucoup de femmes aussi.

On n'en a pas fini avec le débat que Pierre Darmon a éclairé d'un jour aussi gaillard que savant, et tragique parfois. Son livre, je le place avec plaisir dans ma bibliothèque et me garde de le considérer comme définitif.

JACQUES LAURENT.

★ **MYTHOLOGIE DE LA FEMME DANS L'ANCIENNE FRANCE**, de Pierre Darmon. Le Seuil, 229 pages, 69 F.

Les paradoxes de M<sup>me</sup> de Tencin

P ARMI les auteurs féminins du dix-huitième siècle, M<sup>me</sup> de Tencin (1682-1749) est une figure singulière et méconnue. Avant de devenir un des meilleurs écrivains du règne de Louis XV, elle commença sa carrière sous le signe de l'intrigue, de l'aventure et de l'ambition : elle fut notamment l'émultrice grise du cardinal Dubois, ministre du Régent. Assez paradoxalement, l'héroïsme qu'on rencontre chez ses personnages est en contradiction totale avec l'affairisme sans scrupule de sa famille, notamment de son frère le cardinal dont elle aida l'ascension.

Autre paradoxe, son œuvre romanesque perpétue les thèmes et la forme narrative en faveur du siècle précédent. Si son nom est associé à celui de M<sup>me</sup> de La Fayette, c'est parce que les événements historiques qui servent de théâtre à la peinture de l'amour contrarié le rattachent au Grand Siècle, comme elle s'y rattache par le tragique racine de ses héroïnes. Le débat entre la raison d'Etat ou les impératifs de l'honneur et les inclinations du cœur nourrit toujours la psychologie de ses personnages. Moralisée à la manière de La Rochefoucauld, elle applique à l'analyse des passions des maximes qui illustrent l'ingratitude d'une condition féminine le plus souvent déclinée entre les devoirs de la vertu et le trouble des passions.

● **Geneviève Reynes retrace la vie de ce libertin qui se déguisait en femme pour séduire les jeunes filles.**

P AS de plus grand plaisir, pour l'abbé de Choisy, que d'attendre chuchotant sur son passage : « Voilà une belle personne ! », lorsqu'il déboule dans Paris, à la cour de Versailles même, revêtu de robes époustouflantes, fardé, le visage orné de mouches et tout étincelant de bijoux. Et c'est vrai qu'il est très belle ! Invoqué par du tout. On ne lui connaît pas d'amitiés particulières, s'il s'est largement épanché, dans des récits nombreux, rédigés avec le plus grand naturel, sur ses conquêtes féminines, nombreuses.

Toutes des tendresses... Et, pour les séduire, un scénario identique. Qu'il s'agisse de M<sup>me</sup> de Sancy ou de la comtesse des Barres, pseudonymes que Geneviève Reynes déclare appartenir au « registre phallique », on se demande bien pourquoi. L'abbé endosse l'habit de femme, se fait admettre comme telle dans la société où il s'est introduit, toutes pistes brouillées, s'attache à la confiance des mères, met les petites dans son lit, où la masculinité reprend d'elles ses droits. Au vu et au su de tout le monde - et cela nous éclaire sur l'indulgence accordée, au dix-septième siècle, à l'homosexualité féminine -, la belle personne baise, au sens classique et pudique du terme, les gamines qu'on lui livre, en attendant de les baisser à notre sens moderne et grossier.

Passé le temps des amours et la prudence impose qu'elles soient « habiles », notre dame réintègre ses habits d'homme, ceux d'un simple tuteur, abbé de Saint-Seine en Bourgogne. Aucun vœu n'a été prononcé : la morale religieuse est sauve, si la morale tout court prend du plomb dans l'aile. En fait, Choisy, qui sera père et marié convenablement, n'a pas ses conquêtes avec magnificence quand il les largue et compense, par la passion du jeu, ce qu'il perd à ne jouer plus la comédie sexuelle. Car il est, d'abord, un comédien-né, narquois, adroit, épris d'aimé et n'ayant pas trouvé de moyen plus efficace, pour cela, que de se transformer en femme, la beauté étant le partage du sexe, les ajustements féminins faits pour la renforcer.

Il y a des explications à cette autre forme de jeu, sans chercher midi à quatorze heures, comme le fait Geneviève Reynes en évoquant le « signifiant phallique » et la « problématique de la transgression », exactement ce que le vieux Confucius, en langage clair, appelait « troubler l'eau pour la faire croire profonde ». Si la première petite maîtresse de Choisy, dans son inno-

cence, croyait que « les enfants se font par l'oreille », voir dans Torcille, un « équivalent symbolique du sexe féminin » est à coup sûr un enfantillage, quand on songe que l'expression, vieille comme le monde, appartient au domaine des dictions.

Les explications ? Choisy avait une mère assez irritante pour avoir persuadé le jeune Louis XIV que ses conseils lui étaient indispensables. D'où cet étonnant privilège : le roi lui accordait deux audiences par semaine. Fort liée avec les Orléans, très flattée de voir jouer son fils avec Philippe, dont les tendances homosexuelles étaient notoirement entretenues par Anne d'Autriche. M<sup>me</sup> de Choisy, dont François-Timoléon était l'enfant tardif et très chéri, prit l'habitude, elle aussi, de l'habiller et de le traiter en fille. Invoquant quoi il était admis dans l'intimité constante du frère du roi, un plaisir, pour lui, et un bonheur. Qu'il eût associé, ensuite, la plus grande jouissance physique au travail, habillant ses jeunes conquêtes féminines en jouvenceaux (les apparences, dans des récits nombreux, dans la plus orthodoxe réalité), est-il besoin, pour le comprendre, de faire appel à la grosse batterie des interprétations psychanalytiques, si souvent sujettes à exagérations ?

Reste un personnage hors du commun. Très attachant. Au moins autant dans la seconde partie de sa vie - très gommée par sa biographe - quand, coadjuteur de l'ambassadeur de Louis XIV au Siam, il se convertit, reçoit les ordres mineurs, est ordonné prêtre puis, élu à l'Académie française, se transforme en auteur prolifique (1), écrivain, pour finir, une *Histoire de l'Eglise* en onze volumes dont, une fois achevée, il déclarait qu'il allait « se mettre à l'étudier ».

Pourquoi ce marginal nous étonne-t-il ? Ne serait-ce pas qu'il s'est trompé de siècle ? Né sous la Régence ou durant le règne de Louis XV, ni son style de vie ni sa désinvolture de plume n'auraient surpris les historiens.

G. GUITARD-AUVISTE.

(1) On peut lire les *Mémoires pour servir à l'histoire de Louis XIV*, par feu M. l'abbé de Choisy, de l'Académie française, suivis de *Mémoires de l'abbé de Choisy habillé en femme*. Le Mercure de France, collection « Les temps retrouvés ».

★ **L'ABBÉ DE CHOISY, OU L'INGÉNU LIBERTIN**, de Geneviève Reynes. Presses de la Renaissance, 342 p., 85 F.

## enquête

## Les spectacles du Livre vivant

L'Association nationale pour le livre vivant présentera un spectacle, « la Clavière des destins », d'après l'œuvre et la vie de Jean Guéhenno, le vendredi 26 mars dans la salle des fêtes de Pontivy (Morbihan), à partir de 21 h. Ce spectacle, qui sera interprété par les habitants de la ville, est le prolongement d'une expérience déjà vieille de trente ans.

L'ASSOCIATION nationale pour le livre vivant se propose de faire connaître et aimer une œuvre littéraire par toute une population qui la met en scène à la fois. L'incitation à la lecture passe ici par une introduction au spectacle de la création littéraire, puis les amateurs invités au grand jeu s'emparent des mots mêmes du texte.

Cette méthode a été expérimentée et mise au point dans les années qui ont suivi la libération par Jean Nazet, qui était professeur de lettres à Niort. Jean Guéhenno, alors directeur de la culture populaire et des mouvements de jeunesse, puis inspecteur général de l'éducation nationale, devait coiffer à Jean Nazet la tâche de créer les stages de formation des conseillers techniques et pédagogiques d'éducation populaire qui, sur le terrain, ont continué ce travail en profondeur sous le signe de la diversité. Le Livre vivant peut inspirer, selon le caractère de l'œuvre et selon l'ampleur des moyens disponibles, plusieurs types de manifestations allant de la simple lecture en veillée au spectacle qui peut mobiliser deux cents acteurs et figurants, comme pour *les Chouans*, de Balzac, une mise en scène présentée à Fougères par Michel Philippe, ou *Raboult*, de Maurice Genevoix, en Sologne.

Au Livre vivant, la technique des uns et l'insinuation des autres se mêlent de façon très originale : il est le plus souvent impossible de distinguer sous les projecteurs qui est acteur professionnel et qui est acteur d'un soir. Tel magasinier de Fougères, excellent dans tous les emplois, révèle un vrai talent, et un vrai « métier », acquis pour le plaisir, sans souci de carrière ni de notoriété. Pour les amateurs du Livre vivant même s'ils mettent tous leurs efforts à réussir le spectacle, le plus important c'est l'activité de participants, leur introduction à l'intelligence intime du texte, et le goût de lire, que suscite l'événement.

Les textes choisis pour ce travail sont de ceux qui peuvent mobiliser l'attention et l'émotion de gens peu

accoutumés à fréquenter la littérature pour elle-même. C'est dire que le livre doit leur parler de ce qui les touche. Le spectacle monté par Michel Philippe à Fougères, *Dialogues de guerre et de paix (1914-1939)*, faisait alterner des textes de Jean Giraudoux et de Jean Guéhenno, sous le titre : « Quelle est cette fatalité qui monte ? ». On ne sait pas toujours que Giraudoux et Guéhenno s'étaient rencontrés, et s'estimaient beaucoup. Ici, l'angoisse de la guerre redoublée par les deux écrivains s'exprime dans deux styles aussi forts l'un que l'autre, et qui contrastent avec éclat.

Le Livre vivant, qui a été aidé par le ministère du temps libre, le ministère de la culture, le Centre national des lettres, les collectivités locales et les conseils régionaux, envisage aujourd'hui de nombreux types d'interventions en faveur de la lecture, en particulier une animation suivie des bibliothèques publiques. Mais les conseillers techniques et pédagogiques ne sont pas assez nombreux, et le problème se pose du recrutement et de la formation d'un nouveau personnel. Dès maintenant, les projets du Livre vivant sont nombreux, et le programme chargé : en 1983, on évoquera à Fougères « l'amour romantique », et le Livre vivant prépare déjà le bicentenaire de Diderot en 1984, ainsi qu'une présentation du *Roman comique* de Scarron aux Mans, à l'occasion d'un colloque sur le baroque. En 1985, Victor Hugo, Jules Vallès, Mauriac, Jules Romains, Ernest Pérochon, fourniront les thèmes et les textes de spectacles en Bretagne, en Poitou, en Aquitaine, en Auvergne, en Lorraine, en Ile-de-France. Franchissant les frontières pour la première fois, le Livre vivant est invité au Portugal et en Italie. Enfin, Michel Philippe vient de fonder une troupe professionnelle, *Théâtre in-folio* qui jouera à Paris et en province. Ce sera le moyen de faire découvrir à un nouveau public quelques aspects de cette incitation à la lecture.

JOSANE DURANTEAU.

**OBJECTIF : TUEZ LE PAPE**

**ROGER PEYREFITTE**

**LA SOUTANE ROUGE**

roman

Au trousseau des « clés de Saint-Pierre », qui agita plus d'une mauvaise conscience, Roger Peyrefitte ajoute, en les faisant cliquer sans sourdine, celles de la Mafia, du KGB, de la Loge P2, des Caves du Vatican où les affaires se règlent au P38 ou au poison...

Collection **CRIME PARFAIT**

**MERCURE DE FRANCE**

هكذا من الأصل



## lettres étrangères

## Hölderlin était-il fou ?

● Un essai passionnant de Pierre Bertiaux

Un livre qui ne manquera pas de provoquer des remous. Prenant le contrepied de tout ce qu'on nous avait dit jusqu'ici sur le « cas Hölderlin », Pierre Bertiaux soutient ni plus ni moins que celui-ci n'a jamais été fou, au sens pathologique du terme.

L'auteur prend soin de nous avertir : il n'a voulu écrire ni une hagiographie, ni l'analyse d'une œuvre, ni le rappel d'une époque. Son essai se propose de montrer que, « dans ce qui fait l'unité et l'unicité d'une personne, tout se tient ».

Retraçant les phases successives de l'apprentissage de Hölderlin, Pierre Bertiaux s'attache à démontrer que celui-ci n'a pas été un rêveur ni un être incorporé mais au contraire un poète engagé, ayant un message à signification politique. Au « Stift » de Tübingen, où il se prépare à devenir pasteur, la Révolution française bouleverse les esprits tout autant que la philosophie de Kant. Le 14 juillet 1793, avec ses amis Hegel et Schelling (ils forment un trio d'« inséparables »), il plante solennellement un arbre de la liberté sur les bords du Neckar. Hölderlin restera quant à lui républicain. Lorsqu'il écrira *Empédocle*, ce sera avec l'idée, à l'exemple de Marie-Joseph Chénier, dont la pièce *Catulus Gracchus* est jouée gratuitement à Paris « par et pour le peuple », de devenir lui aussi le chantre officiel d'une république souabe créée avec l'appui français.

Si son drame, conçu au départ comme une profession de foi républicaine, est finalement resté inachevé, c'est tout simplement parce que le Directoire a renoncé entre-temps à défendre la cause du changement de régime.

## La minutie du policier

Procédant avec la minutie du policier qui ne laisse échapper aucun indice, Bertiaux confronte les dates, vérifie les emplois du temps, ou encore il s'efforce de trouver dans l'œuvre même la clef

des aberrations apparentes de l'homme. Pour démontrer que la fuite précipitée de Bertaux en 1802 n'était pas due à une crise de démence mais au fait que Hölderlin avait reçu une lettre de sa bien-aimée lui annonçant qu'elle était au plus mal, c'est un poème, *Andenken* (à la traduction littérale de « Souvenir » Bertiaux préfère « In Memoriam », plus approprié selon lui) qui corrobore cette thèse. Plus précisément, deux mots de ce poème, écrit quatre ans après les faits mais s'y référant expressément : *Sterblichkeit Gedanken* (« Pensées mortelles »), mais aussi « S. G. », les initiales de Susette Gontard.

Le livre, boursé d'érudition, est passionnant dans la mesure où sa conception est aux antipodes du travail aride d'universitaire. Abordant les domaines les plus divers, l'auteur montre, par exemple, comment Hölderlin a emprunté à Fénelon (*les Aventures de Télémaque*) et à l'abbé Barthélémy (*le Voyage du jeune Anacharsis en Grèce*) la couleur locale de son roman *Hyperion*. Il ouvre de subtils aperçus sur sa technique d'écriture, prêche, selon lui, du procédé appelé dans la publicité moderne « *perception incandescente* ». Il trace un brillant parallèle entre Hegel, comparé à Ulysse, l'homme avisé qui survit à tout, et Hölderlin, comparé à Achille, le héros destiné à périr.

Que faut-il penser en revanche de la thèse soutenue par l'auteur :

si l'on en croit Bertiaux, la présence, dans l'œuvre de Hölderlin, d'une machination orchestrée par sa mère en vue de capter sa part d'héritage. Si le poète s'est prêté trente-sept ans durant à cette supercherie, c'est parce que, se trouvant dans une situation inextricable, il avait décidé, en tout état de cause, de renoncer à son siècle comme d'autres entrent en religion. Aussi subtiles, aussi séduisantes que soient les hypothèses avancées par l'auteur, ses conclusions paraissent tout de même, il faut l'avouer, tirées par les cheveux. Comment expliquer, par exemple, que Hölderlin, que Pierre Bertiaux nous décrit si impatient de quitter Bertaux pour revoir Susette Gontard, ait mis très exactement vingt-huit jours (entre le 10 mai et le 7 juin) pour parcourir la distance entre cette ville et la frontière allemande ? Et les comparaisons entre la compétence des Allemands et celle des Français ne relèvent-elles pas tout simplement du chauvinisme ?

Mais il serait injuste de vouloir chercher noise à l'auteur. Réussir à tenir le lecteur en haleine, quatre cents pages durant, sur un thème aussi ardu, a priori, que le poète Friedrich Hölderlin, ce n'est tout de même pas une mince affaire.

J.-L. DE RAMBURES.

★ HÖLDERLIN OU LE TEMPS DU POÈTE, de Pierre Bertiaux. Calmann, 408 pages, 95 F.

## La question du père

Le travail de Pierre Bertiaux, fruit d'une ferveur liée à son œuvre même de germaniste, veut arracher Hölderlin au « masque de fer » posé par les psychiatres. Démontrant que son héros n'était pas « fou », au sens courant du terme, il admet que la difficulté de ses relations avec sa mère, décrites selon la théorie du « double lien » de l'école anglaise de Gregory Bateson, peut avoir été l'une des causes de sa grandeur de poète.

Mais il est un interlocuteur français, cité en passant, dont le dossier demeure toujours actuel : le psychanalyste Jean Laplanche, philosophe et médecin, consacra sa thèse en 1960 à Hölderlin et du tour de sa folie et de son œuvre (1974-1980). Elle avait été soutenue par Jean Hyppolite et Jacques Lacan, publiée par Daniel Lagache. Des noms qui, pour la moins, suggèrent que le problème valait une mise au point

hors du cercle des purs germanistes.

Le travail de Jean Laplanche est toujours disponible. Il veut le poète d'y revenir pour discuter la caractéristique décisive de l'absence du père symbolique — alors si fortement marquée par Jacques Lacan — dans l'affrontement auquel était livré Hölderlin. Il y fit face par l'activité poétique.

Jean Laplanche n'entend à aucun moment lier la poésie à la pathologie. Ni prétendre décrypter un secret. Mais le prix de sa recherche, toujours neuve, s'évalue mieux avec le recul. Elle montre « clairement les vulgarités et les facilités de la psychocritique et les voies possibles de cette psychanalyse appliquée » si mal nommée dont Freud avait, quelque temps, nourri l'illusion sans véritablement en trouver le filon.

JACQUES NOBÉCOURT.

★ HÖLDERLIN ET LA QUESTION DU PÈRE de Jean Laplanche, PUF, (1962), 142 F.

● Chez Pierre Belfond, vient d'être réédité un ouvrage de Stephan Zweig, écrit en 1925, *Le Combat avec le démon*, qui regroupe des études sur trois écrivains : Hölderlin, Kleist et Nietzsche — parallèlement traités par la folie et le suicide — (Traduit de l'allemand par Alain Hella, 288 p., 79 F.).

AFFICHES ET GRAVURES DE

**FOLON**

AUX ÉDITIONS

BLUE SHADOW - TEL. 01 723-62-66

**Le boom de la presse vidéo : 7 titres, 400.000 exemplaires pour 800.000 magnétoscopes.**

DANS LE N° DE MARS :

- Noël COPIN s'explique sur la nouvelle formule de La Croix
- Jean DANIEL ou l'art de faire un journal qui séduit et irrite : le *Nouvel Observateur*.
- La bataille de la presse vidéo ou comment tester le marché audiovisuel.

ATTENTION : PRESSE ACTUALITÉ EST EXCLUSIVEMENT DIFFUSÉE PAR ADJONCTEUR

**POUR EN SAVOIR PLUS, LISEZ**

**PRESSE ACTUALITÉ**

Chaque mois, l'information sur la presse, la radio, la télévision.

BON DE COMMANDE

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

☐ Commande le n° de mars, ci-joint 20 F (timbres ou chèque)

☐ S'abonne pour 6 n° au tarif annuel de 100 F

seulement (chèque bancaire ou postal 3 virements)

☐ S'abonne pour 10 n° (un an) au tarif annuel de 150 F

seulement (chèque bancaire ou postal 3 virements)

Bulletin à retourner à : Presse Actualité, 3 rue Bayard 75393 Paris cedex 08

## Gore Vidal, le dandy philosophe

● Avec *Création*, l'enfant terrible des lettres américaines a écrit le plus austère des romans

A le voir si scrupuleusement élégant, depuis la pointe de ses chaussures italiennes jusqu'au petit col de sa chemise anglaise, à l'entendre égratigner les grands de ce monde, ceux de sa famille, de son clan, on prendrait plus volontiers Gore Vidal pour un personnage d'Oscar Wilde que pour un rat de bibliothèque. Et pourtant, ce dandy presque sexagénaire, délaissant le Jockey Club, vient de passer dix ans à interroger des grimoires. Et pourquoi ? Pour contredire Hérodote ? On savait, depuis son *Julien l'Apostat* et sa trilogie américaine, qu'il avait une faible pour le roman historique. Mais jamais il ne s'était aventuré si loin, si profond, aux sources mêmes de la sagesse humaine. Quelle mouche l'a piqué, lui, ce séduisant touche-à-tout qui a un doigt dans la politique, un autre dans le cinéma (pour lequel il adapte *Ben Hur*, *Soudain l'été dernier*, etc.), qui vit tantôt à Rome, tantôt en Californie, toujours sur le devant de la scène, d'aller chercher la vérité cinq siècles avant notre ère ?

« Où voulez-vous que j'aille, nous a-t-il répondu, sinon sur les lieux de l'action ? Toutes les idées sont là, tous les thèmes, tous les penseurs de Confucius à Baudouin, de Zoroastre à Socrate. Et j'aurais pu ajouter quelques prophètes bibliques, Jérémie, Eschél, mais j'ai craint de surcharger l'ouvrage. Zoroastre me suffisait pour présenter la thèse d'un Dieu unique. Supposons que les Perses aient gagné les guerres médiques, nous aurions eu, cinq siècles plus tôt, un équivalent du christianisme. Et où serions-nous aujourd'hui ? Peut-être hors course depuis longtemps. Car, depuis ce fameux coup d'envoi, nous n'avons eu « progrès » que sur le plan matérialiste. Nos découvertes n'étonneraient pas les Grecs, ils connaissent l'atome, ils comprennent la force nucléaire. »

## Il faut réformer la Constitution américaine

N'empêche que Gore Vidal semble avoir pris parti pour l'Asie. Les Athéniens l'agacent, des bluffeurs, des charlatans, des plaignants. Qui, même Platon, se serait inspiré des architectes perses ? Quant à la sacro-sainte démocratie grecque, elle jouirait, à l'en croire, d'une réputation usurpée.

« Que les citoyens aient voté sur l'Agora, la belle affaire ! Au-dessus d'eux, il y avait des commissions, des stratèges, pour manipuler les résultats. Et puis qu'est-ce que c'est que cette opinion publique où pas une voix ne s'est élevée contre la guerre ? Si médiocre soit-elle, il me semble que la démocratie américaine fonctionne mieux. Voyez le Vietnam, les immenses rassemblements contre le Pentagone... Et ce n'est qu'un début. Depuis le mouvement abolitionniste, on n'a jamais assisté à une telle prise de conscience.

« La première chose à faire, c'est de réformer la Constitution. En France, vous en changez tous les jours. Nous, nous tombons dans l'exécration et demeurons prisonniers d'un vieux machin inefficace. Trente-trois États déjà se sont séparés de l'Union. Il y a une convention qui nous débarrassera de cet héritage abusif. Il suffit maintenant de quelques personnes, quelques discours à la télé, quelques articles. Je m'y emploie. A deux reprises, j'ai failli être élu en Cali-

fornie. Non, non, je ne brigue pas de poste, mais je saute sur toutes les occasions de parler. »

Petit-fils d'un ministre de Roosevelt, cousin de Jackie Kennedy, Vidal a la politique dans le sang. Nous voici loin de Confucius.

« Au contraire, il nous tend les bras, réplique-t-il. Il a poussé l'art de gouverner jusqu'à son plus haut degré d'excellence, en concevant une sorte de recrutement démocratique des élites. C'est du solide ! Evidemment, il y manque le zeste de l'anarchie, mais ça marche. Alors que Boudha, s'il conduisait l'individu à la paix, ne se soucie absolument pas d'organisation sociale. »

Lui-même a cheminé, dans le sillage de son héros, l'envoyé spécial des rois Darius et Xerxès, de l'Euphrate au Gange, mais sans pousser jusqu'à la Chine, qui ne semble pourtant pas avoir de secrets pour lui.

« Elle a tant de points communs avec l'Amérique, cet autre Empire du Milieu, et surtout avec la Californie, qui a, depuis toujours, les yeux tournés vers le Pacifique. Regardez l'annuaire de San Francisco, les Astoriens y croissent et s'y multiplient. Demain, ils auront la majorité. Ils nous relèqueront dans des réserves et viendront nous photographier, quand nous irons dans les vaches au filon dans la laine. A moins que la bombe à neutrons n'ait fait place nette auparavant. »

Vidal porte son pessimisme comme une fleur à la boutonnière. Il a trop roulé sa bosse, de l'Antiquité à nos jours, pour conserver la moindre illusion.

« On m'a reproché, dit-il, d'être plus intéressé par les idées que par les gens. J'avoue que les écrivains m'ont intéressés. Mais pas les systèmes bricolés par les beaux esprits parisiens : structuralisme, sémiologie et tout ça. Avant en emporte le vent. Parfois, c'est rigolo, bien ficelé, comme les théories de Roland Barthes. On se laisse avoir et puis on s'interroge : à quoi ça sert ? Où ça mène ? Parfois, c'est d'un ennui mortel comme le nouveau roman, qui a détourné le lecteur américain des écrivains français. Certes, je ne suis pas au jugement du Wall Street Journal, lorsqu'il sonne le glas de votre

culture. Elle ne va pas mieux ailleurs. Voyez cette grande gueule de Norman Mailer qui tourmente dans le vide ; Saul Bellow pétrifié par son prix Nobel ; Philip Roth qui ne se lasse pas de décrire ses problèmes conjugaux ; William Styron, le consciencieux, qui pond la mois sur le cœur. »

Les têtes tombent. A qui se raccrocher ?

« A moi, répond Vidal en toute simplicité. Mais les Français m'ignorent. J'ai changé trois ou quatre fois d'éditeur sans succès. D'ailleurs qui lit encore, chez vous ? On regarde « Dallas ». La haine que Jack Lang voue à ce feuilleton m'intrigue. Peut-être l'a-t-il mal compris. C'est bourré de subtilités néo-platoniciennes, assaisonnées à la sauce texane. Si j'étais M. Lang, au lieu de pourfendre la famille Ewing, j'adorais davantage le cinéma français. Quand je pense à Cocteau, à Prévert, à Renoir, à Truffaut, voilà un état d'esprit génial. Mais les ministres de la culture tapent toujours à côté. Je le sais, mon beau-frère occupa ce poste sous deux présidents. »

Il éclate d'un rire d'ogre, limité sans doute de celui du grand roi Darius qui rien n'égayait comme les exécutions. Il en remet un peu, dans l'espoir de déboucher les oreilles des bécotiers français. Dans son ombre, son traducteur-esclave, l'exemplaire Brice Matthiessen, lui glisse parfois le mot qui lui manque ; souvent Gore Vidal le précède et s'exclame, ravi : « Je suis terrible ! »

Qui oserait le contredire ?

GABRIELLE ROLIN.

★ *CRÉATION*, de Gore Vidal, traduit par Brice Matthiessen, Grasset, 526 pages, 98 F.

L. EPSZTEIN

**LA JUSTICE SOCIALE DANS LE PROCHE-ORIENT ANCIEN ET LE PEUPLE DE LA BIBLE**

Un des principaux legs du monde de la Bible examiné d'un point de vue historique et sociologique dans le cadre de ce vaste ensemble où naquit et mûrit la justice sociale d'aujourd'hui.

Coll. Études annexes de la Bible de Jérusalem, 264p., 69F50

**cerf**

## Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, poésie, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tel. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat.

Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

*la pensée universelle*

**BERNARD-HENRI LÉVY**

**QUESTIONS DE PRINCIPE**

BIBLIOTHÈQUE MÉDIATIONS  
DENOËL / GONTHIER

**ISLANDE**  
possibilité d'extension au GROENLAND



Vivez une expérience inoubliable ! Passez vos vacances en Islande. Ses eaux limpides, son air pur et tonique, ses glaciers, ses geyser... La nature, la flore, la faune, tout est sujet à étonnement !

La brochure ISLANDE 83 vous propose :

- Tours classiques
- Expéditions camping
- Séjours dans une ferme
- Islande en toute liberté
- Tours pour individualistes
- Les animaux d'Islande

l'Islande vous attend !



ICELANDAIR est aussi le spécialiste des bas-tarifs sur les États-Unis.

Consultez votre Agent de Voyages ou

**ICELANDAIR**  
9, Bd des Capucines  
75002 Paris - ☎ 742.52.26

La mor...

...qui se...

...la mor...

...la mor...

...la mor...

...la mor...

...la mor...

...la mor...

...la mor...

...la mor...

...la mor...

...la mor...

...la mor...

...la mor...

...la mor...

...la mor...

...la mor...

...la mor...

...la mor...

...la mor...

...la mor...

...la mor...

...la mor...

...la mor...

...la mor...

...la mor...

...la mor...

...la mor...

...la mor...

...la mor...



# LETTRES

# CARNET

## La mort d'Armand Lanoux

(Suite de la première page.)  
Ainsi a-t-il toujours fait preuve d'une tenace fermeté, de son premier roman, *Le Nef des fous*, en 1947, il y donnait le ton de son besoin de parler haut et dur, du noir de sa génération. Cette gaucherie, il allait lui conférer une ampleur croissante incontestable, avec la trilogie qui s'étend de 1956 à 1963 : *le Commandant Watrin*, *le Rendez-vous de Bruges* et *Quand la mer se retire*. Le sujet est, d'ailleurs, assez simple dans ses prolongements tragiques : il s'agit — comme chez Zola ou comme chez Tolstoï, au niveau de l'homme ordinaire appelé à agir, sans le vouloir, de manières extraordinaires — de montrer que l'histoire est une dévotion et que la guerre colle aux visières de l'espèce. Sur cette sorte d'obligation à se battre ou cette fatalité héritée des Grecs, se greffent des sensibilités, des états d'âme, des réticences, des projets insensés. Rien n'y fait : ou bien l'individu y succombe, ou bien il s'en trouve modifié. Pour Armand Lanoux, il est évident que la guerre — ou, tout bêtement, l'événement — change un homme, même en bien. Ces livres-là vous emportent, et ce n'est pas l'aspect esthétique qui doit y dominer.

En possession d'une renommée justifiée, Armand Lanoux fut un écrivain non point secret, ni clandestin, mais plus exactement plus discret que ses œuvres colossales. Il savait se pencher sur le mystère des choses et écrire des livres que la foule dédaignait, ou presque, car la subtilité y prenait une forme très étudiée, très

délicate par endroits. Le réaliste se laissait aller au rêve et n'était pas insensible à ce qui peut se dire entre les lignes. Il n'a pas oublié que Zola, qui fut un de ses dieux, avait pour contemporain un écrivain comme Marcel Schwob et un poète comme Stéphane Mallarmé. C'est dans un livre merveilleux, *le Berger des abeilles*, paru en 1974, qu'on trouve le rêveur et l'homme de l'introspection presque étiologique ; il faudrait redécouvrir cet aspect trop négligé de son œuvre. Et il faudra aussi lire ou relire un recueil de nouvelles, *les Châteaux de sable*, paru en 1979 : il s'y révèle soucieux du nouveau psychique et psychanalytique de l'écriture.

C'est que l'avant-garde, en littérature et en peinture, n'était pas une énigme pour Armand Lanoux. Il avait connu André Breton, qui le tenait en estime. Possesseur incontesté de son domaine, le réalisme, il ne s'y accrochait pas mais connaissait d'autres tentations. Celles-ci, il y succombait en écrivant, tout au long de sa carrière, des poèmes qui sont

bien plus que des poèmes de romancier à succès. Un livre de près de 500 pages, *le Montreur d'ombres*, a réuni, l'année dernière, les textes de ce parcours lyrique ; la chanson — au sens noble — qu'Armand Lanoux portait en lui s'y trouve souvent, plus aérée, plus fantasmatique, plus variée peut-être que dans son œuvre romanesque. D'abord proche d'un Francis Carco, puis tenté par les images folles du surréalisme, il a écrit récemment des poèmes d'interrogation que ne laissent nullement prévoir la victoire ni la figure de son roman. Peut-être le dernier mot d'Armand Lanoux, dans son âge mûr, se trouve-t-il dans ces vers qui, tout à coup, nous présentent un être imprévu :  
Où suis-je ?  
Dans le cœur d'une pomme  
Je ne suis là pour personne  
pas même pour moi.

ALAIN BOSQUET.

Romancier, poète et académicien, né le 24 octobre 1913 à Paris, dans le treizième arrondissement, Armand Lanoux exerça d'abord les métiers les plus divers : employé de banque, dessinateur pour boîtes de bonbons, représentant en livres de luxe, artiste peintre, instituteur et journaliste.

Fait prisonnier en 1940, il fut libéré en 1942, et travailla dans les services d'information du gouvernement de Vichy. Sa vocation d'écrivain allait se préciser, s'affirmer, durant ces années. Il compta un rapide succès, obtenant le Prix populiste en 1947, pour *Le Nef des fous* ; le Prix du roman de la Société des gens de lettres, en 1952, pour *le Rendez-vous de Bruges* ; le prix Apollinaire, en 1953, pour un recueil de poèmes, *le Colporteur* ; le prix Interallié, en 1956, pour *le Commandant Watrin*, et le prix Goncourt, en 1963, pour *Quand la mer se retire*, ces deux derniers livres formant avec *le Rendez-vous de Bruges* (1958) une trilogie sur la guerre.

Homme couvert d'honneurs, au long de sa carrière, mais qui, modestement, se comparait à un « bonnet de fonctionnaire de l'imagination ». En 1969, Lanoux était élu à l'Académie Goncourt, en remplacement de Louis Aragon, démissionnaire. Il

allait devenir le secrétaire général de l'Académie et jouer dans le monde des lettres un rôle important. La liste des organismes auxquels il appartenait est impressionnante : membre du comité littéraire de Fayard, de 1952 à 1962, vice-président (1971) puis président (1972-1981) de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, président du Pen-Club français (1972-1975), président de l'Association des amis de Colette et de l'Association des amis de Dorgelès, membre du conseil supérieur des lettres (depuis 1974), membre du haut comité de la langue française (depuis 1977), président du conseil permanent des écrivains (depuis 1979), Armand Lanoux se prouvait être beaucoup de domaines. Récemment encore, en mai 1982, il avait été chargé par le gouvernement d'une mission visant à développer l'action culturelle parmi les fonctionnaires.

Romancier de l'école réaliste, poète, biographe (an lui dait notamment Bonjour, monsieur Zola et Maupassant, le bel ami), Armand Lanoux était aussi un homme de radio et de télévision. Avec Stello Lorenzi, il avait écrit un film pour le petit écran : *Zola*, la conscience humaine. Croix de guerre 1939-1945, il était chevalier de la Légion d'honneur.

## LES REACTIONS

● HERVÉ BAZIN : « Je suis bouleversé. Je perds un ami de quarante ans. C'était, le seul et dernier témoin qui me reliait à ma mère, puisqu'il l'avait connue et qu'il avait sur elle un curieux don de persuasion. C'est tout un plan de mon passé qui s'écroule. Mais c'est aussi une très grosse perte pour nous et pour l'Académie Goncourt tout entière, dont il était l'administrateur numéro un. »

● FRANÇOIS NOURRIS-SIER : « C'est un coup très rude pour l'Académie Goncourt. Je viens de relire son dernier livre paru il y a à peine deux semaines, *l'Affaire Steinheil*, et ce qui me frappe et ce que je ne peux m'empêcher de trouver excellent, c'est que l'auteur survit à un écrivain. »

● MICHEL TOURNIER : « Armand Lanoux fut, un des meilleurs académiciens Goncourt. Fils

du naturalisme et petit-fils du réalisme, il avait sa famille : après avoir écrit sur Maupassant et Zola, il préparait un livre sur Flaubert. Ce sont les « patrons » de l'Académie, et il est toujours resté fidèle à ce courant de pensée à l'Académie. Il était le plus dévoué de tous, il a donné énormément de son temps aux autres. Nous étions des copains, au sens étiologique. »

● ANDRÉ STIL : « De l'œuvre d'Armand Lanoux, on retiendra surtout une véritable obsession de la guerre, exprimée avec force dans des romans comme *le Commandant Watrin*. Ce qu'on sait déjà moins, c'est comment cette préoccupation de la paix a marqué sa vie d'homme autant que sa vie d'écrivain. Il n'a jamais cessé d'être de ceux qui interviennent de tout leur talent et de toute leur autorité pour défendre ce bien de tous les hommes. »

● JEAN D'ORMESSON, DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE : « Armand Lanoux était depuis de longues années un ami d'admiration, le talent d'écrivain et la générosité d'homme. Sa mort est certainement un appauvrissement pour l'Académie Goncourt, pour la littérature française et pour la culture internationale. Armand Lanoux avait des activités innombrables et ne refusait aucune tâche, qu'il s'agisse de la défense de l'homme tout court... Surtout, surtout c'était un grand écrivain. »

## Naissances

— Patrice, Anne LESTROHAN, et Erwan, sont heureux d'annoncer la naissance de Mathieu, le 19 mars 1983, 21, rue Denton, 92130 Issy-les-Moulineaux.

— Josette et Gérard MILLET, Céline et Guillaume, ont la joie de faire part de la naissance de Bertrand, le 21 mars 1983, L'Orme gras, Vaugrigneuse, 91640 Brétigny-sous-Forges.

## Décès

— M. et M<sup>me</sup> Simon Jarville, M. et M<sup>me</sup> Richard Jarville et leur fille, Le docteur et M<sup>me</sup> Alain Gumpelson et leur fille, Le docteur et M<sup>me</sup> Eric Jarville et leur fils, Le docteur et M<sup>me</sup> Alain Schapiro et leur fils.

— Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> veuve Salomon BARZEL, née Léa Schindman, survenu le 22 mars 1983.

Les obsèques auront lieu le vendredi 25 mars, On se réunira à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 10 heures.

Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu à Londres le 28 février 1983, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, de M. Charles BÉNHAMOU, chevalier de la Légion d'honneur, médaille militaire et croix de guerre 1914-1918.

L'inhumation a eu lieu à Paris dans l'intimité.

De la part de ses enfants et petits-enfants, Niente, Alan, Olivia et Marianne Glynn, 33, Pembroke Square, Londres W 2.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Michel BONNET, ingénieur général des ponts et chaussées, dans sa soixante-deuxième année.

De la part de : M<sup>me</sup> Michel Bonnet, Ses enfants et petits-enfants, Et des familles Bonnet, Cousin et de Capozzo.

Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité, le 19 mars, à Lassalle (Gard).

Cet avis tient lieu de faire-part. 25, rue de Coulmiers, 75014 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de M<sup>me</sup> veuve Georges CHABRIER, des ponts et chaussées, décédée le 18 mars, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation à Saint-Yrieix, ont eu lieu le 21 mars, dans la plus stricte intimité.

M. et M<sup>me</sup> Jean Chabrier, ses enfants, Patrick, Marc et Annette Chabrier, ses petits-enfants, M<sup>me</sup> Thérèse Benoit, sa sœur, Et toute la famille.

— M<sup>me</sup> Moïse Elman, son épouse, Les docteurs Daniel et Yvette Elman et leurs fils, M. Jacques Daucker et M<sup>me</sup>, née Irène Elman, et leur fils, M. et M<sup>me</sup> Gugen von Bardeleben et leurs fils, Ses parents et amis, ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Moïse ELMAN, docteur en médecine, ancien combattant volontaire de la Résistance, survenu le 17 mars 1983 dans sa soixante-seizième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, au cimetière de Montparnasse, le mercredi 23 mars 1983.

203, rue d'Alsée, 75014 Paris.

— M. Robert Gimpel, M. et M<sup>me</sup> Serge Dreyfuss, M. et M<sup>me</sup> Bertrand Dreyfuss, M. Laurent Dreyfuss et M<sup>me</sup> Carole Lytton, sa fiancée, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès survenu le 20 mars 1983, de

M<sup>me</sup> Robert GIMPEL, née Edith Blum.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

— Les familles De Grood et Willem ont la douleur de faire part du décès de M. Rad Th. J.M. DE GROOD, journaliste, mort deux mois après le décès de sa femme Fifty E.A.M.J. Willem.

Rud De Grood était chevalier dans l'ordre d'Orange Nassau, chevalier dans l'ordre du Mérite de la France.

Le décès est survenu le 18 mars à Tilburg (Pays-Bas), dans sa soixante-huitième année.

Les obsèques ont été célébrées dans la stricte intimité.

Cannes-La Bocca le 22 mars.

— M<sup>me</sup> Jean-Guillaume-Taillet, Ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès du docteur

Jean GUILLAUMAT-TAILLET.

Les obsèques auront lieu le vendredi 25 mars 1983, à 10 h 30, en l'église Sainte-Odile, 2, avenue Stéphane-Mallarmé, Paris-17<sup>e</sup>.

22, rue Galvani, 75017 Paris.

— Annette et Gérard Eudes, Béatrice et Alain Lehman, Vincent et Nicole Laroche, Bruno et Françoise Laroche, Eric, Marielle, Pascale, Bénédicte, Sophie, Xavier, Nicolas Eudes, Emmanuelle, Caroline, Damien Lehman, Luc, Anne, Benoît, Nathanaël Laroche.

Magali, Céline, Florent Laroche, ont la tristesse d'annoncer la mort de M<sup>me</sup> Carlo LAROCHE, née Denise Tournier, archiviste paléographe, leur mère et grand-mère, décédée à Caen dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques auront lieu en l'église de Vélivie (Puy-de-Dôme) le samedi 26 mars, à 15 h 30.

14, rue du Mas-Barral, Chambéry, 6, rue Mario-Druet, 31 Balma, 16, rue de la Colline, 14 Breteville-sur-Odon, 18, rue de l'Étang-Saint-Denis, 92 Chaville.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— L'Hay-les-Roses (94), La Rochesur-Yon (85), Talmon-Saint-Hilaire (85), Ifendie (35), Nantes (44), Saint-Nazaire (44).

Les proches du défunt Saint-Benoît, Le docteur et M<sup>me</sup> Jean-Yves Magois, Le professeur et M<sup>me</sup> Jean Renard, M<sup>me</sup> Marie-France Magois, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bernard Magois, M<sup>me</sup> Marie-Claire Magois, Et leurs enfants.

Les familles Magois, Morteau, Bazin, ont la douleur de faire part du décès de leur frère, oncle, neveu, cousin, M. Pierre MAGOIS, en religion Saint-Benoît, moine du prieuré Saint-Benoît de l'Hay-les-Roses, chargé de la communauté chrétienne des Cape-Verdiens en France, survenu le 22 mars 1983 à l'âge de quarante ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée, en l'église Saint-Léonard de l'Hay-les-Roses, le samedi 26 mars, à 9 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Mouchamps (85) le même jour à 17 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part. Ni fleurs ni couronnes. Prier pour lui.

## Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

**mars !**  
un mois étonnant chez NEUBAUER pour tout achat d'une  
● TALBOT HORIZON  
● TALBOT SOLARA  
● 104 PEUGEOT  
Le meilleur prix — le meilleur service  
**NEUBAUER**  
M. GÉRARD 821.60.21

## BIBLIOGRAPHIE

Parmi l'œuvre abondante d'Armand Lanoux, on retiendra en particulier :

● Romans  
*Le Nef des fous* (Julliard, 1948) ; *La Classe du matin* (Fayard, 1949) ; *Le Livre de poche 3283* ; *Cet âge trop tendre* (Julliard, 1951) ; *les Lézards dans l'horloge* (Julliard, 1953) ; *Le Livre de poche 479* ; *le Rendez-vous de Bruges* (Julliard, 1958) ; *Le Livre de poche 1476* ; *Quand la mer se retire* (Julliard, 1963) ; *Le Livre de poche 2194* ; *le Violon dans le feu* (Julliard, 1967) ; *le Berger des abeilles* (Grasset, 1974) ; *Mauvais 1023* ; *« Adieu la vie, adieu l'amour... »* (Albin Michel, 1977) ; *Le Livre de poche 5285* ; *l'Or et la Neige* (Gallimard, 1978).

● Nouvelles  
*Yododo* (Fayard, 1957) ; *les Châteaux de sable* (Grasset, 1979).

● Biographies  
*Maupassant, le bel ami* (Fayard, 1967, Grasset, 1979) ; *Bonjour, monsieur Zola* (Hachette, 1954, Grasset, 1979) ; *Le Livre de poche 3269* ; *Madame Steinheil au « la connaissance du président »* (Grasset, 1983) ; Cette biographie sort cette semaine en Bourse. Nous aussi qu'Armand Lanoux ne paraît une biographie de Flaubert.

● Histoire  
*Une histoire de la Commune de Paris : I. — la Polka des canons* (Grasset, 1971) ; II. — le Coq rouge (Grasset, 1972).

● Poésie  
*la Tulipe orangeuse* (Seghers, 1959) ; *les Images d'Épinal* (Grasset, 1969) ; *le Montreur d'ombres* (Grasset, 1982).

## Liste de mariage



Pavillon  
**Christofle**

12, rue Royale.  
24, rue de la Paix 95, rue de Passy  
93, rue de Seine Centre Parly II

A L'OCCASION DU NOUVEAU AN PERSAN  
**55% SUR TOUS LES**  
**TAPIS IRAN ET ORIENT**  
MAISON DE L'IRAN  
225.62.90  
65, Champs-Élysées  
25, Prom. des Anglais, NICE  
Ouvert même dimanche

André MEYNIER, professeur honoraire de l'université de Haute-Bretagne, géographe, président de l'Association des nages bretons, officier de la Légion d'honneur, nous a quittés le 22 mars 1983, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Yvonne Meynier, son épouse, Odette et Maurice Touchefeu, Yvette et Germain Lafargue, Danièle et Yves Treguer, ses enfants, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Colette Vallée, Maurice et Myrtil Pollet, Jean Delaunay, Ses collègues, ses étudiants, ses amis, ont la douleur d'en faire part.

Un hommage solennel a été rendu à sa mémoire lors d'une cérémonie à l'université de Haute-Bretagne.

L'inhumation a eu lieu à Saint-Vincent (Corrèze), 50, rue de la Palestine, Rennes, 107, avenue de la Baraodière, 44800 Saint-Herblain, 43, résidence Vendôme, Traverse de la Fougère, 13012 Marseille, La Cour neuve, 35830 Betton.

— L'université de Haute-Bretagne a la tristesse de faire part du décès de M. André MEYNIER, professeur honoraire à l'université.

[Né à Angers en 1901, agrégé de l'Université, docteur en lettres, André Meynier a été professeur au lycée d'Angoulême, au lycée Henri-IV et à l'école normale supérieure de Fontenay, puis professeur à la faculté des lettres de Rennes, où il a enseigné jusqu'en 1972. Considéré comme l'un des maîtres de la géographie française, il s'est toujours préoccupé de la connaissance scientifique aux méthodes pédagogiques et s'est consacré à l'enseignement de la géographie régionale de l'Académie de Rennes.]

— Paris. Tours. Villefontaine. M<sup>me</sup> Louis Sartre, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Michel Beaugendre, M. et M<sup>me</sup> Maurice Sartre, M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis Sartre, M. et M<sup>me</sup> Marc Sartre, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Louis SARTRE, survenu le 18 mars 1983, à Charly-Andilly (Haute-Savoie), dans sa soixante-huitième année.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean TAVERNE, administrateur de la France d'outre-mer, survenu le 17 mars 1983, à Paris.

De la part de : M<sup>me</sup> Jean Taverne, née Lagarde, M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Taverne et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Pierre Taverne et leurs enfants, son épouse, ses enfants, petits-enfants et sa famille.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, au cimetière de Reims.

**Anniversaires**  
— Il y a deux ans, le 25 mars, Jean-François COURTILLET était arrivé à l'adhésion de sa famille. Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et apprécié.

— A l'occasion du troisième anniversaire du décès de Marie-Laure L'HELGOUACH dans sa vingt-sixième année, une pensée affectueuse est demandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

**Entraide**  
— Les Petits Frères des pauvres lancent un appel à l'approche des fêtes de Pâques en faveur des personnes âgées. Les dons peuvent être adressés aux Petits Frères des pauvres, 64, avenue Parnassus, 75011 Paris. Tél. : 700-75-55. C.C.P. Paris 2463-98.

**Publicité**  
RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE

**2<sup>e</sup> AVIS**  
Par ordonnance du mardi 8 février 1983, le Tribunal de première instance de la République et Canton de Genève, somme le détenteur inconnu du certificat d'actions N° 1 de la S.A. INTERSCL, Genève, représentant 485 actions au porteur, numérotées de 1 à 485, de F 100, chacune, émise à Genève le 6 décembre 1986 et le certificat d'actions N° 7 de la S.A. INTERSCL, Genève, représentant 760 actions au porteur numérotées de 501 à 1250 de F 100, chacune, de les produire et de les déposer au Greffe du Tribunal de première instance, à Genève, dans un délai de six mois, à compter de la première insertion des présentes publications, faute de quoi l'annulation sera prononcée.

Fait défense au débiteur des taxes d'en acquitter le montant et les dividendes, sous menace de devoir payer deux fois.

Genève, le 8 février 1983  
P. GUILLOT, Greffier

امان الاول



## Le Monde

## CINÉMA

## CENT-VINGT FILMS INDIENS A BEAUBOURG

## Un événement

Cinq auteurs ont droit à un hommage spécial. Satyajit Ray (dix-huit films), Mrinal Sen (quatorze films), G. Aravindan (neuf films), Ritwik Ghatak (sept films). Trente-trois films défendent les couleurs du « nouveau cinéma indien », sept autres illustrent « le cinéma populaire indien », le reste est classé dans la rubrique « répères du cinéma indien ». La National Film Development Corporation (le Fonds d'aide au niveau cinématographique), le Directorate of Film Festivals de New-Delhi et la National Film Archives de Poona ont collaboré à l'entreprise. La participation financière française est extrêmement modeste : Jean-Loup Passek puise dans un budget global de 250 000 francs par an, plus quelques maigres subventions du ministère des relations extérieures et du ministère de la culture.

Si les moyens disponibles sont inversement proportionnels à l'ampleur de la manifestation, celle-ci n'en permet pas moins de se donner une idée un peu plus précise de ce qui est un des cinémas les plus importants du monde. Trois des « auteurs » retenus viennent du Bengale, le berceau culturel de l'ancien empire des Indes : Ray, Sen et Ghatak ; un de l'Inde du Sud : Aravindan ; le dernier de Bombay : Shyam Benegal.

Très peu de films des origines ont été conservés : le plus ancien, *Raja Harishchandra*, de Phalka, remonte à 1913 ; il n'en reste que deux bobines. Le panorama du cinéma de

grande consommation nous conduira jusqu'à Guru Dutt, révélé aux Français en décembre dernier à Nantes.

Si l'on devait classer le cinéma indien aujourd'hui, très grossièrement, en catégories, on opposerait les grosses machines de l'industrie, ces films-spectacles, chantés, dansés, doux et doux, qui exaltent toujours l'ultime triomphe du bien, et ces petits films de quatre sous, souvent en noir et blanc, tournés dans les divers États de l'Union indienne avec les moyens du bord, l'aide de tel ou tel gouvernement. Entre les deux, un cinéma commercial de qualité, qui correspondrait chez nous aux réalisations de Claude Sautet et de Claude Lelouch, et s'adresserait essentiellement aux classes moyennes et à la bourgeoisie. Shyam Benegal et Basu Bhattacharya en sont les spécimens achevés. L'avant-garde s'incarne d'abord en Mani Kaul et en Kuzar Shahani, qui posent sur leur cinéma national le regard sévère d'un Anoukoni ou d'un Robert Bresson, rejettent en bloc une industrie qui paralyse la création et défigure la réalité faite d'une mosaïque d'éthnies et de cultures.

Le cinéma indien indépendant des années 70 doit beaucoup à deux femmes, qui se trouvent aujourd'hui marginalisées par une bureaucratie pesante : Uma da Cunha et Bindu Batra, qui, l'une et l'autre, mirent le cinéma indien moderne et le festival de New-Delhi à l'honneur du cinéma mondial. Certains, en Inde comme à l'étranger, ne se résoudront jamais à

ce violent contraste entre la pure production commerciale et les recherches d'une élite, avec ce que le vrai terme peut avoir de choquant dans un pays d'une pauvreté extrême comme l'est le sous-continent indien.

Pour nous, Occidentaux, et d'abord Français, Jean-Loup Passek pose la question fondamentale, constamment érudite par les responsables de notre cinématographie, quels que soient les régimes : comment aide-t-on concrètement à faire connaître ce genre de films, anciens ou nouveaux, dans nos salles et sur le petit écran ? « Il faut faire davantage », ajoute Jean-Loup Passek, ne pas se contenter de l'attitude un peu insultante qui consiste à se pencher sur le tiers-monde. Ce cinéma doit exister au même titre que celui du monde industriel. Nous ajoutons volontiers : surtout lorsque, en Inde, il s'agit d'un phénomène proprement culturel, au sens large, de plus d'importance encore pour l'ensemble d'un pays que peut l'être le cinéma japonais ou le cinéma hollywoodien.

LOUIS MARCORELLES.

★ Petite salle de Beaubourg, au sous-sol (jusqu'à fin avril) : salle de la cinémathèque, 5 étages (mai et juin).

★ *Le Cinéma indien*, éditions de l'Équerre, par Henri Miceliolo, Philippe Parrain, Nasreen Kabir, etc. Préface de Jean-Loup Passek.

## Mort du cinéaste Serge de Poligny

Le cinéaste français Serge de Poligny est décédé le 23 mars, à Paris.

[Né à Paris le 14 avril 1903, formé à l'école de Louis-Charles, Serge de Poligny a débuté comme décorateur à la société Paramount, puis a supervisé les versions françaises de films de l'U.F.A. (société de production et de distribution allemande), notamment *Coup de feu* à l'issue avec Zeller (1931).

Il signe de 1931 à 1954, une vingtaine de films dont *Claudine à l'école* (1937), *Torments* (1946), *La Solif des hommes* (1949) et, surtout, deux œuvres fantastiques particulièrement remarquées : *Le Baron fantôme* (1942) dont Jean-Pierre Lutz a écrit les dialogues et qui était interprété par Alain Cuny, *Jany Holt* et *Odeur Joyeux*, ainsi que *La Fiancée des ténèbres* (1944) avec Pierre Richard-Wilm et Jany Holt. Ce dernier film, inspiré des mythes et légendes arabes, était tiré d'une nouvelle de Gaston Bachelard.]

## JAZZ

## Les « Cinq jours » de Grenoble

Les « Cinq jours » de Grenoble, qui n'ont jamais été exactement cinq, sont cette année, avec la nouvelle direction de la Maison de la culture, au nombre de sept. Pendant cette semaine sainte du jazz et des musiques improvisées, commencent le 22 mars, vingt concerts réunissant les façons d'être et de faire les plus diverses : de Freddie Hubbard, aux conceptions très sévères, à Sun Ra, avec sa troupe au grand complet.

Récemment, pour Jazz en Aulnoye, l'équipe baroque du grand magicien des synthétiseurs n'a pas seulement rappelé au réjouissant désordre des années 70 : elle a apporté spectaculairement l'enthousiasme, comme une sérénité d'imaginaires dans les contrées à peine réelles du jazz.

Ne dirait-on pas de Sun Ra qu'on ignore tout de son âge et qu'il aurait commencé avec Fletcher Henderson ? Quand on s'appelle Sun Ra, on commence tous les matins. Sous le signe du soleil nocturne, Grenoble, comme tous les ans au mois de mars, devient terre d'asile, lieu de transit et scène d'accueil : telle une moderne Kansas-City à deux pas de la neige, où se rejoindraient les enfants, et les enfants de leurs enfants, du jazz.

FRANCIS MARMADE.

★ Jazz-Musique : *Arti, Tubaphase, Rex, Jowett* (24) ; *J.A.M., Linday Cooper, Irine Schwizer, Maggie Nichols, Grupo Um, Angel Mainone* (Entreprise) (25) ; *AGEM, Michel Perle, Peter Gordon* (26) ; *Diamonda Gallies, Winston Tong* (27).

★ Les autorités soviétiques viennent d'annuler une tournée de trois de leurs chanteuses à la Scala de Milan. Ils devaient participer à la représentation d'une œuvre lyrique de Dargomizski, *Concerto de pierre*. Le théâtre milanais a protesté contre « l'absence totale de motivation » de la décision soviétique.

★ L'Association culturelle Africaine-Française organise le 3 avril au Rex Club une nuit dansante avec un programme non-stop de musiques Afro. Renseignements : tél. 996-06-38.

★ Voir les films nouveaux.

## LES SACRIFIÉS, d'Okacha Touita

## Le combat qui rend fou

Il eût fallu pas mal de temps pour que le cinéma français aborde, avec autant de passion, le sujet tabou de la guerre d'Algérie. Aujourd'hui, c'est un Algérien résident en France depuis une vingtaine d'années — il a été comédien avant de devenir réalisateur — qui, sous la bannière d'une production française, fait surgir un pan d'histoire occultée depuis l'indépendance. Dans *Les Sacrifiés*, Okacha Touita raconte, d'après l'expérience vécue par son frère, la situation des Algériens échoués dans un bidonville de Nanterre et les luttes opposant le F.L.N. (Front de libération national) au M.N.A. (Mouvement nationaliste algérien), luttes auxquelles ces exilés durent, bon gré, mal gré, participer.

Ce film courageux, soûlement dramatique, a reçu le prix Georges-Sadoul 1982. Il rappelle, en collant de près à la réalité par des scènes caractéristiques, ce que nous n'avons pas su ou pas voulu voir en cette période trouble (1955-1962) : la corruption des partis de gauche, d'extrême gauche et de travailleurs algériens, étrangers sur notre terre, contre la misère, les tracasseries policières et les luttes idéologiques. A ceux-là, pris entre deux feux (la guerre en Algérie, le terrorisme en France), personne n'a dit qu'on les avait compris. C'est maintenant chose faite.

Avec le film d'Okacha Touita, on suit, la gorge de plus en plus serrée, l'aventure de Mahmoud l'acteur Mahmoud Kheib est étonnant par la vérité

complexe qu'il donne à son personnage, « coiffeur-cordonnier » dans un bidonville, entraîné par solidarité dans les expéditions punitives du F.L.N.

La cinéaste a résumé sept années par les moments forts de la tuerie fratricide, F.N.L.-M.N.A., l'intervention de la police française, les rafles, la prison, la robe des harkis, tels que Mahmoud a pu les ressentir. L'organisation du F.L.N. et le système des cotisations, les brefs moments de détente au café de « Ginette », les exécutions sommaires, l'insécurité permanente, à peine atténuée par l'aide et la sympathie d'un faux gitan et de sa sœur (Patrick Chesnoy et Christine Deloux, sont des marginaux bien vivants, bien réels), voilà Mahmoud pris au piège avec ses amis militants du F.L.N. Plus fragile qu'eux, sans doute, malgré sa volonté de participer à la résistance algérienne, il y laisse sa raison éperdue une tentative de fuite. L'émotion et le deuil sont comble lorsque, dans une prison devenue « lieu de rassemblement » sous la surveillance d'un gardien étonnant, Mahmoud se replie sur lui-même, indifférent à l'annonce des accords d'Évian et du cessez-le-feu. Pour dire le sort des « sacrifiés », Okacha Touita a choisi la tristesse et le chagrin plus que la colère. Par là, il nous touche profondément.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

## « DARK CRYSTAL », de Jim Henson et Frank Oz

## Impossible n'est pas anglais

Héritier à la fois de la Guerre des étoiles et de *Blanche-Neige* et les sept nains, de Georges Lucas et de Walt Disney, *Dark Crystal* consacre le triomphe de la technique, du pur travail manuel, au service d'une histoire simple, aussi linéaire, aussi facilement repérable que possible. Le bien et le mal viennent à la rescousse : on trouve des très bons d'un côté, des très méchants de l'autre. Au gré d'une étrange morale fin de vingtième siècle, bons et méchants seront également condamnés à disparaître, pour la plus grande gloire d'une nouvelle génération, du jeune couple constitué par Jen et Kira, symbole de cette parfaite innocence seule à même de rebâtir un nouveau monde.

L'originalité de *Dark Crystal* est d'avoir redonné une seconde jeunesse à des thèmes dévotement un prodigieux travail sur les personnages et les décors. Ni dessin animé ni science-fiction au sens hollywoodien, le film de Jim Henson et Frank Oz — ce sont les inventeurs des Muppets comme du Yoda de l'Empire contre-attaque — suscite des créatures à trois dimensions

aussi malléables, aussi fantastiques, que celles de Walt Disney, et en même temps copiant le comportement humain, respirant, bougeant, communiquant comme de vrais acteurs dans une fiction classique.

Métamorphose étonnante, qui ne fait qu'étendre à tout un film la conception à la fois synthétique et pathétique qui nous permet de croire à l'existence véritable du gentil E.T. Les enfants seront enchantés, et fort peu effrayés par cette lutte des Skalees odieux et des Mystiques gentils mais épuisés, comme des dinosaures en fin de race. *Dark Crystal* est d'abord un joli rince-râle, une performance technique à couper le souffle comme seuls les citoyens de Sa Majesté, amateurs d'art pour l'art, — le film fut essentiellement conçu et exécuté en Angleterre — peuvent s'offrir.

*Dark Crystal* marque peut-être l'aube d'un cinéma entièrement libéré des lois de la pesanteur, capable de donner vie à épaisseurs aux fantasmes les plus obscurs de notre inconscient.

★ Voir les films nouveaux.

## THÉÂTRE

## « LA CERISAIE », aux Bouffes-du-Nord

## Le temps et ses petites morts

La *Cerisaie* de Tchekhov dans la mise en scène de Peter Brook commence une seconde carrière aux Bouffes du Nord.

La première carrière de la *Cerisaie* qui e duré du 1<sup>er</sup> avril au 29 juillet, a été fulgurante, triomphale. Le spectacle demeure remarquablement clair, émouvant, la simple histoire d'une femme, Lioubov, qui revient après cinq ans d'absence et de coups durs dans sa maison, qui la perd et s'en va. Quand la pièce commence, la famille arrive avec les valises. Quand elle finit, les mêmes s'en vont avec les valises. Entre-temps, il y e au la temps, et ses petites morts quotidiennes. Une histoire que chacun a vécue, et que l'on voit vi-

vra devant soi par des personnages juste plus aigus que s'ils étaient réels. Des personnages à cru, joués par des comédiens à l'extrême pointe du jeu ; toujours Nils Aarestrup, Loupachine le moujik ennuie, extraordinairement affectif et cynique, maladroite attachant et odieux, désarmé et impitoyable... On peut voir Nils Aarestrup, et le revoir, et le découvrir sans cesse dans son meilleur rôle.

Il y a toujours Claude Evard, Michèle Simonnet, Fred Perronne, Joseph Blachey, et Maurice Banichou, la gousse émuevante. Guy Tréjant est devenu Gaev, le frère de Lioubov, le vieil enfant bavard, moins rêveur,

moins charmeur que ne l'était Michel Piccoli — créateur du rôle — et qui va doute nuancer son rôle au long des représentations. Martine Chevalier est Véra, la fille cubilée ; Dominique For-Douniche, l'éternelle victime des hommes, nerveuse et tendre ; Irina Brook est Ania, la fille de Lioubov. Elle joue pour la première fois en français. Elle est Ania avec aisance et naïveté, et quelque chose d'incomparable se passe entre elle et sa mère vraie, Natasha Parry, tout en grâce, en fragilité, en larmes et sourires, tout en charme irrésistible.

C. G.

## ENTRETIEN AVEC NATASHA PARRY

## Accepter le miracle

« Elle s'appelle Lioubov, dit Natasha Parry, ce qui veut dire "amour". Émotionnellement, elle est libre, capable d'exprimer tout ce qu'elle ressent, d'agir comme elle le sent. Elle souffre, mais n'a pas d'angoisse, elle tue le passé à chaque instant, laisse mourir sa maison, abandonne sa fille adoptive. Elle dit des choses dures aux uns et aux autres. Ils sont tous comme ça, d'ailleurs. Ce n'est pas de la méchanceté, ils regardent, diagnostiquent — tout est dans l'œil — peuvent se permettre des vérités désagréables parce que c'est fait avec amour. »

« Ils sont russes. Lioubov est russe, capable comme cette vieille dame que je connais, de traverser la rue en levant le bras et la circulation s'arrête, ça paraît simple. Ma mère

est russe, mais je ne suis pas proche de Lioubov. Je n'ai ni sa facilité de paroles, ni sa folie, ni sa générosité. J'ai dû faire le vide en moi et la laisser venir. Parfois, elle s'échappe. Et puis, je me souviens, c'était un samedi, j'ai senti qu'elle était là, je la retrouvai, je me suis sentie libre... J'éprouve plus de plaisir maintenant à jouer. J'apprécie mieux Lioubov. La première fois, j'avais très peu joué en français, et mon français est meilleur, il s'est passé deux ans avec des expériences. La femme de Tchekov a joué Lioubov quand elle avait trente-cinq ans et a continué jusqu'à sa vieillesse, ce serait mon rêve. Toute une vie n'est pas de trop pour la tenir. »

« Nous avons répété trois semaines, dans les places. La première fois, nous avons travaillé longtemps, avec des improvisations sur ce qu'on ne voit pas, par exemple, les retrouvailles de Lioubov et d'Ania, à Paris, dans l'appartement où nous nous sommes rencontrés. Lioubov a commencé à venir pendant les vacances de Noël, à la montagne, avec mon fils. Il adore le ski, moi pas. Je marchais des heures, des images se dessinaient dans la neige, comme sur un écran. Je m'arrêtais pas de les poursuivre. Je lis et relis, regarde des photos, j'écoute de la musique russe, je vais à l'église orthodoxe. Je voudrais que les spectateurs ressentent l'espace de la Russie. »

« Je ne peux pas lâcher Lioubov un instant. Surtout aux Bouffes du Nord, nous sommes si près du public, ensemble dans le même bain. Nous devons projeter énormément, comme dans un musical de Broadway. Si quelqu'un relâche, c'est un

soufflé qui retombe. Et en même temps, on ne peut pas aller trop loin. Si on nous voit "jouer" ce n'est pas possible, et le naturalisme n'est pas possible non plus, parce qu'alors, on se jouerait soi-même. »

« C'est difficile à expliquer. C'est seulement les dix dernières années que je suis passionnée par mon travail, que je peux me poser l'éternelle question : « Qu'est-ce que c'est, jouer ? Être là, vivre là, totale-ment, ment conscient et totalement au- dedans, sinon on juge et on n'est pas "avec". » On ne peut pas jouer dans le marasme, il faut se tenir sans cesse éveillé. »

« Je n'aurais jamais en la moindre confiance en moi j'étais peut-être trop sérieuse. Et puis, ça vient avec l'âge : accepter. Accepter qu'un soir, on se sente bien et que ça n'ait rien à voir avec son petit moi. C'est un cadeau. Je m'en suis rendu compte, un soir à Londres. Je jouai dans un petit théâtre... Une expérience presque impossible à décrire. Tout est en place, on sent le temps. Je ne peux pas décrire autrement. On sent qu'on a tout le temps et une telle liberté à l'intérieur de ce moment. On peut tout faire, tout est possible, ce sont les sorts de miracle. »

« Quand on lit ce que les comédiens ont dit depuis que le théâtre existe, on voit que toujours, tous, nous cherchons la même chose, indéfinissable et qu'il ne reste qu'une chose à faire : « Travailler, travailler et c'est tout », comme disait Tchekov. »

Propos recueillis par

COLETTE GORDARD.

★ Bouffes du Nord, 20 h 30.

## Lu

## « L'ECUME DE LA TERRE », de Claude Allègre

## La peau du rhinocéros

Pendant longtemps, les continents ont été le symbole même de l'immobilité et de l'immuabilité. Car, les continents éternels montraient qu'à un moment ou à un autre les continents avaient été recouverts par la mer. Cartes, les montagnes, avec leurs plissements et leurs fossiles marins, prouvaient que l'histoire de la Terre avait été jalonnée de crises. Mais ce n'était là que des épiphénomènes : les continents étaient nés là où les voit actuellement et ils y étaient pour l'éternité.

On sait maintenant que cette idée est illusoire. Tout a bougé, tout bouge et tout bougera dans la Terre : les fonds océaniques se renouvellent, les morceaux de continent se cassent et se soudent au gré de dérivées incessantes, le manteau (cette partie interne de notre planète située entre l'écorce et le noyau) et même la croûte sont brassés par des courants lents et inexorables.

Le passage du fixisme au mobilisme est récent et il n'a pas été facile. C'est ce que raconte Claude Allègre dans son livre *L'écume de la Terre*. Commentant son récit par Wegener, ce précurseur géral, qui exposa dès 1912 sa théorie de dérive des continents, Claude Allègre montre comment l'idée a cheminé lentement grâce au progrès technologique qui a permis de réunir tout un faisceau d'informations nouvelles, dispersées à première vue, relevant de multiples disciplines.

De nombreux chercheurs britanniques, américains, canadiens, français, japonais ont contribué, chacun dans son domaine, à l'édification du schéma actuel. Claude Allègre rend justice aux équipes et aux personnalités les plus marquantes et cette approche historique, qui n'est

pas fréquente dans la littérature scientifique française, mérite d'être soulignée. Elle permet de mieux comprendre le bouleversement qui a révolutionné les sciences de la Terre... et les esprits depuis une vingtaine d'années. Désormais la Terre est considérée comme un être vivant qui a son anatomie, sa physiologie et sa mécanique.

L'écume de la Terre comble un vide : c'est le premier livre français qui expose l'histoire récente et l'état présent des sciences de la Terre. Il est compréhensible pour le lecteur curieux, mais profane en la matière ; l'acceptation peut-être du dernier chapitre consacré à la géochimie qui est, il est vrai, un sujet particulièrement difficile pour qui ne jongle pas habituellement avec les isotopes.

Claude Allègre a le sens de la formule. L'idée fondamentale que la Terre est un tout est ainsi parfaitement illustrée : « L'objet Terre est bien une entité en lui-même, et l'isolement de telle ou telle de ses parties est une opération impossible : les diverses parties du système étant étroitement interconnectées. Les mouvements de la peau du rhinocéros ne doivent pas être analysés seulement en surface : ils traduisent toute la physiologie de l'animal ! »

Sous cette optique, le titre devient explicite : les continents et les fonds océaniques naissent des phénomènes qui se produisent au cœur de la Terre, tout comme par l'éruption d'une boussole de confluence.

YVONNE REBEYROL.

★ Editions Fayard, collection « Le temps des sciences », 366 pages, très nombreuses illustrations, 5 planches hors-texte en couleurs, 120 F.

PALAI pour 3 si

4 an

D

D

D

D

D

D

D











# RADIO-TÉLÉVISION

Vu

## Les punks et le président

Je n'y comprends vraiment plus rien. A 20 heures, mercredi soir, on voit passer sur nos écrans un étrange personnage, dans des tenues de balles, des mots soigneusement choisis, pesés, enveloppés, dont la durée transparaît sous l'embellie. On est au cœur de la tempête, il va falloir faire preuve d'énergie, de ténacité. Les jeunes doivent se mobiliser, se lancer dans la bataille. Il s'agit de gagner, de gagner, de gagner. C'est d'eux, après tout, que dépend notre avenir.

Les jeunes, parlons-en ! Ils étaient précédemment à l'effluve du nouveau magazine de TF 1, « Les choses de la vie », présentés dans la foulée de discours élyséens. Oui, parlons-en. Parlons de ces trois ou quatre punks complètement déguisés, dépeçés, saisis, la crête de cheveux en plus, d'une Orange mécanique en plan. Arrogants, brailleurs, ils ont esquivé et obtenu, deux longues heures durant, l'attention servile, complaisante, éperdue de tous les adultes invités au studio.

C'était à n'y pas croire ! Qui représentait-ils, pouvez-vous me

le dire ? Personne, à en juger par une enquête de la Soif qui divise, sans doute pour être dans le vent, les 15-18 ans en protestataires militants (6 %), modérés (14 %), B.C.B.G. traditionnels (43 %) et baby-boomers (14 %). A quelle catégorie faut-il rattacher le malheureux lycéen interviewé hors plateau, qui a eu le front d'avouer aimer les études, vouloir faire plus tard un travail valorisant et — ô horreur ! — gagner de l'argent. Volez-moi en faire gagner aux autres, qui sait ?

Que n'avait-il pas dit là ! Ils lui sont tous tombés dessus, les punks, les parents des punks, les pay, un certain René Enn, un écrivain qui a traité de petit consommateur bête, de mouton et de menteur. Excusez du peu ! Il y avait là un professeur, Maurice Maschino, auteur d'un bouquin intitulé *Vous enfants ne m'intéressent plus*, où l'on ose enfin parler de la paresse, du fabuleux vide intellectuel non pas des fils d'ouvriers, des fils de bourgeois, des fils de papa qui ne rêvent que de blousons et de motos, passent leur vie au troquet, toujours

prêts à mettre en accusation la famille et le système, maître-mot d'un vocabulaire qui en compte à peine deux cents. Et, mal utilisés encore ! Ce monsieur a bien essayé de river les clous aux loquaces de service en leur signalant qu'on ne pouvait pas assimiler, ne serait-ce que dans un slogan, des parents à des tyrans ou des C.R.S. à des S.S., ni assimiler à des poubelles 53 millions de Français.

On a vu faire de lui couper le souffle. Il n'a pratiquement plus ouvert la bouche de la soirée. Une soirée à laquelle participait Jean-Pierre Chevènement. On espérait qu'il prendrait la défense du malheureux gamin, tête de tunc de ce jeu de massacre grotesque et inquiétant. Pensons ! Il n'a rien eu de plus pressé que de faire la cour aux apôtres de la violence et de la provocation impuissante.

Le lendemain matin, en ouvrant le radio, qu'est-ce que l'on entend ? L'appel du président. S'il croit qu'il sera suivi ! Pour se faire traiter de pauvre petit mec triste, terme, vaguement fasciste sur les bords, merci bien !

CLAUDE SARRAUTE.

## Jeudi 24 Mars

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : Julien Fontanes magistral. De J. Comas, réal. S. Friedman avec C. Savage, J. Berthou, M. Craton.  
Sur les traces d'un vrai original victime d'un internement médical « abusif ». Fontanes enquête inlassablement.  
22 h 15 Documentaire : le Chemin des Indiens morts.  
Émission de J. Arlaud et M. Perrin d'après le livre de M. Perrin.  
Première partie d'une série de deux émissions consacrées aux Indiens au Venezuela : mythe et vie quotidienne, rituels, sens de la mort dans le monde d'Indio. Superbe reportage photographié.  
23 h 10 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 L'histoire en question : Sturmführer SS Gerstein, espion de Dieu, d'Alain Decaux.  
L'histoire du Sturmführer SS Gerstein, premier homme qui a dénoncé la Shoah hitlérienne. De son ralliement au nazisme en 1933 à son suicide dans une prison française en 1945.  
21 h 50 Magazine : Les enfants du rock, de P. Blanc Fracard.  
Avec Richard Les Jours, un décalé génial : « Barbeaux nocturnes », et extraits de concerts dansés en Allemagne.  
23 h 10 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Ciné-Passions.  
De M.-C. Barnhill.

20 h 40 Film : On s'est trompé d'histoire d'amour. Film français de J.-L. Bernadelli (1973), avec C. Serreau, F. Perrin, N. Dubois, G. Caillaud, J. Ripal (rediffusion).  
Une standardiste et un employé de bureau se marient, ont un enfant et affrontent plutôt mal que bien les difficultés matérielles de la vie.  
La vie à deux dans la grisaille et la médiocrité. Une démythification du bonheur dans la société de consommation. La réalisation tombe parfois dans la caricature pessimiste.  
22 h 5 Journal.  
22 h 28 Une minute pour une image, d'Agnes Varda.  
22 h 30 Prélude à la nuit.  
« Danseuses », T. Susse, par le Quatuor de films Accad.

### FRANCE-CULTURE

20 h 35 Nouveaux répertoires dramatiques : Désordres, de L. Malit. Avec M. Londeau, P. Arditi, P. Bergé, P. Santini.  
22 h 30, Notes magiques : Allusion.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 35 Concert (en direct de l'église Saint-Germain-des-Prés à Paris) : « Miserere » de Donizetti ; « Missa di Gloria » de Puccini ; par le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France ; dir. G. L. Goussier ; Sol. B. Pochon, F. Robinson, F. Ballo, M. Smith, A. Titi.  
22 h 30, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit : 0 h 5 : Nocturnes.

## Vendredi 25 Mars

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 12 Info.  
12 h 30 Aboussour.  
13 h Journal.  
13 h 50 Portes ouvertes : le choix d'un mode de vie.  
18 h C'est à vous.  
18 h 25 Le village dans les nuages.  
18 h 50 Histoire d'un river.  
18 h 50 Émissions régionales.  
20 h Journal.  
20 h 35 Variétés : Coco-boy.  
21 h 40 Série : Quelques hommes de bonne volonté.  
D'après l'œuvre de J. Romains ; adapt. Marcel Julien, réal. F. Villiers. Avec D. Coconnat, C. Dauphin, J. Barrey.  
22 h 45 Documentaire : vous avez dit « design » ? Émission de D. Huissman et M.A. Malfray, réal. P. Grealer.  
23 h 15 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h Journal (et à 12 h 45).  
12 h 10 Jeu : L'Académie des neufs.  
13 h 35 Émissions régionales.  
13 h 50 Série : Les amours de la Belle Époque.  
14 h 5. Aujourd'hui la vie.  
15 h Série : Têtes brûlées.  
15 h 55 Reprise : L'histoire en question. Sturmführer SS Gerstein, espion de Dieu (diff. le 24 mars, à 20 h 35).  
16 h 10 Variétés.  
De S. Richard.  
17 h 45 Révisé A 2.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Le théâtre de Boulevard.  
20 h Journal.  
20 h 35 Série : Mémoires de nuit.  
J. Formelle, de B. Grigolue. Avec A. Chateau, G. Germain, H. Czarniak, T. Doris, R. Ander...  
21 h 35 Apostrophes.  
Magazine littéraire de B. Pivot.  
Sur le thème : « Images de la femme », sont traités : P. Darnaud (Mythologie de la femme dans l'ancienne France), A. Martin-Expier (la Bourgeoise), B. Mary (Pin-up ou la fragile indifférence), P. Richard (coucou de Paullette), M. Riquelme (la Passion Greta).  
22 h 55 Journal.  
23 h 15 Ciné-club (cycle Baryton Ray) : La trilogie d'Agui (pt 2, « Aproprio »).  
Film indien de S. Ray (1956), avec K. Banerjee, P. Sen Gupta, S. Ghosal, S. Ganguli (v.o. sous-titrée, N.).

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 55 Tribune libre.  
Le C.N.P.P. (Conseil national du patronat français).  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Émissions régionales.  
20 h Les jeux.  
20 h 30 D'accord pas d'accord (I.N.C.).  
20 h 33 La minute nécessaire de M. Cyclopède.  
20 h 35 Vendredi : Édition spéciale actualités.  
Magazine d'information d'A. Campenax.

21 h 35 Magazine de la photo : Flash 3.  
De J. Bardia, P. Dhondt et J. Egner : Hollywood-Pic-up.  
Revue de presse : Flash back : Dossier du mois : le roman-photo : Flash pratique.  
22 h 20 Journal.  
22 h 38 Une minute pour une image, d'Agnes Varda.  
22 h 40 Prélude à la nuit.  
Madrid.

### FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : la Turquie, une nation solitaire.  
8 h, Les chemins de la connaissance : Transformations du monde rural ; à 8 h 32 : Les glaciers sont vivants.  
8 h 30, Echoes au hasard.  
9 h 7, Matinales des arts du spectacle.  
10 h 45, Le texte et la image : « Mélanie Nord », avec M. Rio.  
11 h 2, Musique : La musique soviétique après Chostakovitch (et à 13 h 30 et 16 h).  
12 h 5, Agora.  
12 h 45, Passions.  
14 h, Soies.  
14 h 35, Les voix : les Serpents, de P. Bourgeois.  
14 h 45, Les esprits-mali de France-Culture : les inconnus de l'histoire : Jean Allouane.  
18 h 30, Feuilleton : Mémoires d'un défunt.  
19 h, Actualité magazine.  
19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne : la météorologie, avec le professeur P. Grivet.  
20 h, L'architecture vivante : le Paris de l'ère de Pierre.  
21 h 30, Black and blue.  
22 h 30, Notes magiques : Allusion (la mode) ; musique sud-américaine.

### FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques de matin : œuvres de Debussy, Haendel, Ravel, Massenet, Chopin.  
8 h 7, Le Beethoven 6-9.  
9 h 5, D'une œuvre l'autre : œuvres de Haydn, Mozart, Beethoven...  
12 h, Équivalences : Langlais.  
12 h 35, Jazz s'il vous plaît.  
13 h, Jeunes solistes (en direct du Studio 119) : œuvres de Crussel, Leibovitz, Schubert, Debussy, Poulenc, Blyton, Vaughan-Williams, Margot, par l'Ensemble Arioso.  
14 h 4, Belle à musique : Brahms.  
14 h 30, Les enfants d'Opéra : animaux du monde.  
15 h, Émissions d'auteurs : musique religieuse et fol populaire.  
17 h 5, L'histoire de la musique : naissance de l'Opéra en Italie.  
18 h 30, Concert (en direct du Théâtre du Ranelagh à Paris) : œuvres de Haydn, par F. Pierlot, baryton ; F. Fernandez, alto ; D. Simpson, violoncelle.  
19 h 38, Jazz : le clavier bien rythmé.  
20 h, Musique contemporaine.  
20 h 30, Concert (donné en la basilique Saint-Denis) : Requiem, de Verdi, par l'Orchestre national de France et Chœurs de Radio-France ; dir. R. Muti ; chef des chœurs : J. Jouineau ; sol. A. Tomova-Sintov, soprano ; A. Mitcheva, mezzo ; V. Luchetti, ténor ; S. Estes, basse.  
22 h 15 La nuit sur France-Musique : les musés de F. Jousé ; à 23 h 5, Échos : portrait de A. Prévin ; à 0 h 5, Musiques traditionnelles : le tango.

# ENVIRONNEMENT

SOUS L'ÉGIDE DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES

## Les Etats riverains des Caraïbes s'engagent à contrôler la pollution des mers

Les délégués des vingt-sept Etats de la zone caraïbe (1) sont réunis à Carthagène (Colombie) pour signer, ce 24 mars, un traité « pour la protection et le développement de l'environnement marin de la région élargie des Caraïbes ». Ce traité, qui est l'aboutissement d'un processus engagé il y a dix ans, est placé sous l'égide du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Ses trente articles engagent les pays signataires à lutter « dans la mesure de leurs moyens » contre la pollution des mers par les hydrocarbures et les déchets industriels ou ménagers, à mettre en commun leurs ressources scientifiques et techniques pour prévenir les calamités naturelles et les accidents « écologiques » (explosions dans les puits de pétrole en mer, naufrages de navires pétroliers, etc.) et enfin à créer des réserves naturelles pour protéger les écosystèmes fragiles, notamment les récifs coralliens et les forêts de palétuviers.

On peut considérer comme une gageure de faire assoir à la même table, les représentants des Etats-Unis et de Cuba, ou encore ceux de dictatures militaires comme le Guatemala et le Honduras, avec les envoyés d'Etats révolutionnaires comme le Nicaragua, le Suriname ou Grenade. Et, pourtant, c'est chose faite à Carthagène, car il y a urgence. Si l'on n'y prend garde, en effet, le golfe du Mexique et la mer des Antilles, actuellement considérées comme un « paradis » touristique avec ses cocotiers, son sable blanc et ses eaux transparentes, risquent de subir le sort de la Baltique ou de la Méditerranée, les mers les plus polluées de la planète.

Danger omniprésent : le pétrole. La mer des Caraïbes est, en effet, devenue le carrefour de l'exploitation et du raffinage pour tout le continent américain. On évalue à cinq millions de barils par jour la quantité de pétrole — brut ou raffiné — qui transite par les routes maritimes de la région. L'or noir extrait au Venezuela, au Mexique, à Trinité-et-Tobago ou dans les Antilles néerlandaises

est expédié dans toutes les régions du globe.

Les superpétroliers, à raison de vingt-cinq par jour, en moyenne, transportent d'Afrique et du Moyen-Orient le brut qui sera raffiné à Aruba, Curaçao, Trinité, Porto-Rico, aux Bahamas ou aux îles Vierges, puis réexpédié aux Etats-Unis. Enfin, le brut en provenance de l'Alaska est acheminé lui aussi vers les îles Caraïbes, via le canal de Panama, afin d'y être raffiné au directement expédié vers les raffineries américaines du golfe (Texas et Louisiane) ou de la côte atlantique.

Selon le rapport préparé par le service d'information Earthscan, les Etats-Unis importaient, en 1979, plus de la moitié de leur pétrole raffiné de la zone caraïbe (56 %) et, en 1980, 90 % des huiles lourdes, à raison de 874 000 barils par jour. Si l'on ajoute les puits en mer du Texas, de Louisiane, du Mexique et, bientôt, la mise en exploitation de nouveaux gisements au Guatemala et, plus tard, au Suriname, au Guyane ou à la Barbade, on imagine les risques de pollution encourus par toute la région. Toujours selon ce rapport, plus de 76 millions de barils de pétrole ont été déversés en 1978 dans la mer des Caraïbes à la suite de divers accidents et fausses manœuvres (explosions ou incendies sur les plates-formes de forage, fuites, etc.). Et le monde a encore eu à mémoriser l'explosion, en juin 1979, de la plate-forme de forage mexicaine Ixtoc 1, à 80 kilomètres au large de la baie de Campeche. En deux cent quatre-vingt-dix jours, le temps de maîtriser l'incendie qui a suivi, quelque 475 000 tonnes de pétrole se sont répandues dans le golfe, brûlées ou non.

### Des îles-usines

L'exploitation des hydrocarbures induit d'autres pollutions industrielles, comme la sidérurgie, les matières plastiques ou les produits pharmaceutiques. Porto-Rico et les îles Vierges, grâce à leur régime fiscal avantageux, sont devenues des îles-usines pour les industriels américains. L'exploitation de la bauxite et la fabrication de l'aluminium, très polluantes avec leurs « boues rouges », contaminent le littoral de la Jamaïque, du Suriname, de la Guyane, de la république Domini-

caine et d'Haïti. Quant aux réseaux d'assainissement des eaux usées, ils sont encore inexistant dans 60 % des îles. Selon Earthscan, moins de 10 % des eaux usées sont actuellement traitées dans la région élargie des Caraïbes.

Toutes ces pollutions industrielles, auxquelles s'ajoutent celles de l'agriculture (par engrais chimiques ou ruissellement des terres après déforestation), les nuisances du tourisme sur le littoral et la surpopulation d'une zone qui compte, au total, plus de deux cents millions d'habitants, menacent aujourd'hui un équilibre particulièrement fragile. La plupart des îles Caraïbes, en effet, ont comme protection naturelle des récifs coralliens et des forêts de palétuviers (mangroves). Les coraux « tiennent » le cordon littoral et la mangrove atténue les effets destructeurs des ouragans ou cyclones qui s'abattent régulièrement sur la région. Or la pollution chimique tue la vie corallienne et, pour les besoins du tourisme et de l'industrie, on multiplie les « marinas », apaisement et digues de toutes sortes au détriment de la mangrove.

C'est pour contrôler tous ces risques que les vingt-sept se sont réunis à Carthagène. C'est surtout pour répartir les charges de gestion de cet environnement qu'ils s'engagent par traité. Un partage difficile, puisqu'il implique des pays aussi différents que les Etats-Unis, première puissance industrielle du monde (2), et des pays parmi les plus pauvres, comme Haïti ou la minuscule Dominique.

ROGER CANS.

(1) Il s'agit des vingt-quatre Etats indépendants riverains du golfe du Mexique et de la mer des Antilles (Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Dominique, République Dominicaine, Etats-Unis, Grenade, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Saint-Lucie, Saint-Vincent et Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Venezuela), plus la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, impliqués par leurs déclarations de territoires d'outre-mer.  
(2) Les Etats-Unis, qui ne veulent pas financer de projets au bénéfice d'Etats « hostiles » comme Cuba, Grenade ou le Nicaragua, ont jusqu'ici financé des projets bilatéraux, sans passer par le PNUD ni le Plan d'action caraïbe. La France s'est, pour sa part, engagée à verser le quart de la somme globale du fonds de ce plan d'action.

# URBANISME

## Un nouveau quartier de 4 000 logements va être construit à Cergy-Pontoise

L'année 1983 sera bénéfique pour les villes nouvelles de la région parisienne. Deux d'entre elles, Saint-Quentin-en-Yvelines et Marne-la-Vallée, ont signé, en janvier, une convention triennale avec l'Etat et la région d'Ile-de-France, garantissant financièrement leur développement. Cergy-Pontoise, qui avait été, en 1980, la première Ile-de-France à signer un tel accord, vient d'approuver un avenant (pour une durée d'un an) à cette convention triennale, ce qui va lui permettre de terminer les programmes d'aménagement.

Une des conditions imposées par l'Etat était ce effet l'approbation du plan d'aménagement de la ZAC (1) Sainte-Apolline (4 000 logements prévus), la dernière à devoir être lancée sur le territoire de la ville nouvelle du Val-d'Oise, bien qu'elle ait été refusée par les communes concernées de Courdimanche et de Puteaux, qui n'hésiteront pas à parler de chantage.

« La convention a pris fin le 31 décembre 1982 », explique M. Christian Gourmelet (U.D.F.), président du syndicat communal d'aménagement (S.C.A.) de Cergy-Pontoise. « Je devrais que l'année 1983 serait peu propice aux discussions sur d'éventuelles subventions, à cause des élections municipales et des débats sur le statut des villes nouvelles. On risquait donc de déboucher cette année sur un vide financier. Un avenant était nécessaire, car Cergy-Pontoise n'est pas terminée. » Peut-être aussi parce que M. Gourmelet, président du S.C.A. depuis 1977, entend lier son nom à la réalisation complète de cette ville nouvelle considérée comme une des mieux réussies de la région parisienne.

Il lui a donc fallu agir vite, et l'on comprend sa détermination à obtenir la signature de cet avenant qui assure, outre la réalisation de la ZAC Sainte-Apolline, un minimum de 80 % de crédits d'Etat permettant la poursuite de la croissance de la ville nouvelle à son rythme actuel — 2 000 logements par an, 15 hectares de zones d'activités et

15 000 mètres carrés à usage de bureaux. « Je ne voudrais pas que l'on me reproche plus tard de ne pas avoir mené la ville nouvelle à son terme », disait encore son président à la veille de sa réélection à la mairie d'Osny.

Les négociations, toutefois, n'auraient pas été sans mal avec le groupe central des villes nouvelles pour

fixer le taux de participation de l'Etat et avec le syndicat communal d'aménagement. Les séances précédant les votes n'ont pas été sans rappeler celles qui avaient marqué la conclusion de la convention elle-même en décembre 1980. A cette époque, déjà, l'Etat était le sort de la convention, donc des subventions, à la création de la ZAC des Toupetis, sur la commune de Vauréal, dont le projet avait été repoussé par une majorité d'élus, composée des délégués de gauche et de deux délégués de l'opposition actuelle, qui s'étaient abstenus. Après bien des réunions houleuses, des suspensions de séances, des tractations, M. Christian Gourmelet avait retrouvé sa majorité et la convention avait été approuvée.

L'avenant a été approuvé par 24 voix (de gauche comme de droite) contre 9 et 6 abstentions. Les opposants sont notamment les élus des communes concernées par la ZAC, et les abstentionnistes ceux qui avaient été concernés par la ZAC des Toupetis. Quant au quartier de Sainte-Apolline, objet du différend, sa construction a été approuvée par 19 voix (la majorité de droite et les élus socialistes de Saint-Ouen-l'Aumône), 10 contre (les élus de gauche de Courdimanche, de Vauréal, et l'élu de droite de Puteaux), 5 abstentions et 5 refus de participer au scrutin (les délégués communistes).

JACQUELINE MEILLON.

(1) Zone d'aménagement concerté.

### CONCESSION EXCLUSIVE

École, bibliothèque, tout public « Encyclopédie monde actuel »  
PRIX BAS - GROS SUCCÈS  
KITÉDIT CP 8 CH. 1227 CAROUGE

الكتاب الأول



# INFORMATIONS « SERVICES »

## MODE

### Hiver 1983-1984 dans les jardins du Louvre

Les lectrices de Colette retrouveront le charme de Claudine dans les tenues d'hiver 1983-1984 des couturiers et créateurs qui la voient sege et sobre, dans des vêtements avec des ourlets couvrant le mollet. Coiffures coupées au carré ou montées en chignon chapeauté d'un turban ou d'un baret de fausse fourrure. Elle s'habillera à la rentrée en superposition de manteaux à grandes emmanchures sur un tailleur ou un ensemble de vestes de tricot à dessins jacquards, jupe noire, molle et droite ou à plis, avec un empiècement aux hanches, des jupes noires et des escarpins à petits talons.

Pour parer à la baisse du pouvoir d'achat, quelques couturiers doublent leur collection pour atteindre un public plus large. C'est le cas, notamment, d'Emmanuel Ungaro, d'Yves Saint-Laurent et de Valentino, vendent entre 30 et 40 % en dessous de leur grille normale de prêt-à-porter.

Toronto, pour sa part, vient de signer un accord avec Veil qui produit désormais ses ensembles épaulés à corsage de cuir.

Au gré des collections, Philippe Venet s'impose par la qualité et l'originalité de ses manteaux à deux ou trois couleurs savamment découpés.

Jean-Louis Scherrer offre une silhouette élégante et facile de veste jacquard à grands dessins sur une jupe portefeuille en étoffe de laine et un chemisier de soie façonnée aux couleurs subtiles de maquillage.

Givency travaille en losanges géométriques des tuniques et manteaux de tricot en couleurs fortes et neutres sur jupes droites.

Jean-Paul Gaultier s'essaye chez Timmer sans perdre, pour autant, sa personnalité avec des vestes et spencers-châles en tons primaires garnis de noir. Dans une saison où la maille est si importante, celle d'Angelo Terenzi est particulièrement réussie : robes-tubes, cardigans et pantalons en laine d'agneau roux, tunique garnie, sans oublier les cuirasses, voire les magnifiques ensembles de manteaux et de vestes en fausse panthère ou point fort de la mode d'hiver.

Marc Bohan, chez Christian Dior, joue à la fois le rouge et le noir dans un style enlevé, apportant aussi une note scintillante en lamés de couleurs de boules de sapin de Noël dans ses blouses paysannes ou tuniques sur jupes droites de velours assorties.

Yves Saint-Laurent, égal à lui-même, marie des manteaux longs fendus avec des vestes de laine, de velours ou de satin à des jupes plissées, accordées, unies ou imprimées à petits dessins, ensembles portés avec des toques de fausse fourrure et des gants scintillants à toute heure.

Karl Lagerfeld chez Chloé anime de détails amusants une silhouette à carrure large et nette, allégée par des emmanchures en forme de selles de course. Les revers plongent vers l'ourlet, souvent dédoublés, sous le mollet. Ses robes du soir, fluides, sont peilonnées, portées ou brodées en pomme de douche, avec des bijoux à hydrauliques en forme d'outils inutilisés en plastique orné de strass.

Chanel renouvelle avec bonheur ce style qui n'est plus immuable et correspond à ce dont ont envie les femmes actives et fortunées qui s'habillent de Tokyo à Los Angeles. Des ensembles de crépuscule comportent des cardigans de cachemire aux célèbres boutons marine ou noir, une blouse blanche à col Claudine, noué Lavallière et une jupe à plis petits ou vastes, mais aux hanches plates. Point besoin d'attendre l'automne pour sortir de ses tiroirs et porter ensemble tous les sautoirs de perles et les colliers ras du cou qu'on pourra trouver.

#### Éventail de fourrures

Ces journées de la mode sont aussi celles de la fourrure dont le Salon international se tient à la porte de Versailles jusqu'au 27 mars. A Milieu, nous retrouvons Karl Lagerfeld : pour les sœurs Fendi, de Rome, il a réalisé une collection si belle que la dame en petit-gris (modeste écouleur teint) n'est en rien étouffée par la richesse de sa voisine en zibeline livrée.

A Paris, Frédérique Castet, chez Christian Dior, gonfle les carrures de ses manteaux et vestes de vison emba et sage et nous enchante avec ses capes-ponchos d'astrakhan swakera.

NATHALIE MONT-SERVAN.



(Dessin d'YVES SAINT-LAURENT.)

SAINT-LAURENT RIVE GAUCHE : manteau long de laine rouge doublé de fausse fourrure, fendu sur les côtés, sur un chaudière noir à col roulé et un pantalon de velours assorti. Porté avec une toque de fourrure imprimée.

## CONCOURS

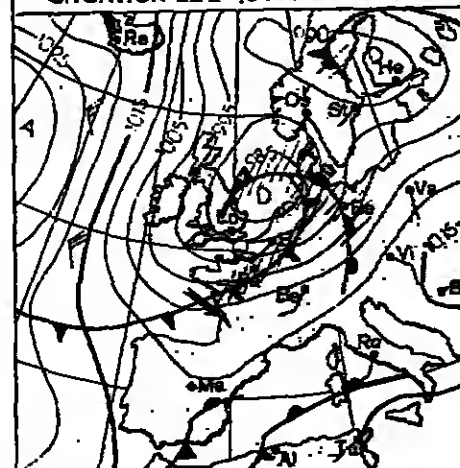
**LE GRAND PRIX D'EUROP ASSISTANCE.** - A l'occasion de son vingtième anniversaire, Europ Assistance lance le prix pour la création d'entreprise sur le thème « Une idée, une entreprise, des emplois ». Le prix, d'un montant de 150 000 F, est destiné à aider et à récompenser toute personne ayant engagé ou réalisé, la mise en œuvre, depuis moins de cinq ans, d'une idée ou d'un projet productif jugés intéressants au regard de l'emploi.

La limite de candidature est le 9 avril.

\* Europ Assistance. Prix pour la création d'entreprise. 23-25, rue Chapuis, 75009 Paris.

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 24.3.83 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le jeudi 24 mars à 0 heure et le vendredi 25 mars à minuit.

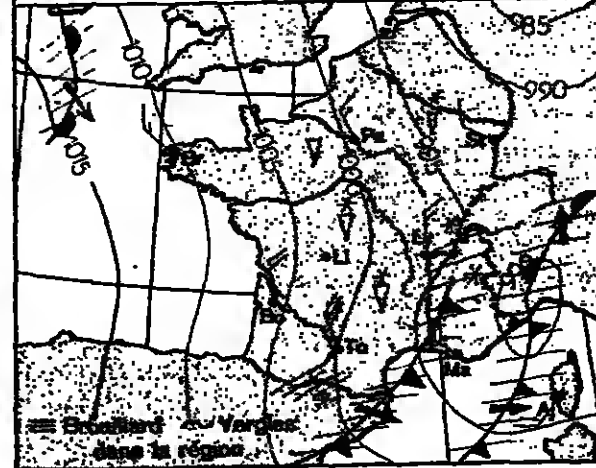
Vendredi : Le temps sera couvert des Pyrénées au Massif Central, au Jura, aux Alpes, jusqu'aux régions méditerranéennes avec des pluies localement abondantes sur les versants nord des reliefs, des chutes de neige à partir de 300 mètres d'altitude et des orages de la Corse au sud des Alpes. Dans l'après-midi le ciel se dégagera sur le Languedoc, le Roussillon et les Bouches-du-Rhône où le mistral et la tramontane se lèvent. Sur tout le reste du pays, le temps sera froid et instable avec de courtes éclaircies alternant avec des averses fréquentes qui pourront se produire sous forme de gibouilles de grêle, de grésil ou de neige, même en plaine. Ces gibouilles seront plus soutenues sur le quart Nord-Est du pays, le Centre et le Centre-Est. Les vents de nord à nord-nord-ouest seront assez forts et souffleront par rafales fortes. Dans l'après-midi le ciel se couvrira à nouveau de la Bretagne et du Cotentin à la Vendée avec l'arrivée d'une nouvelle zone de pluies ou pluies et neiges mêlées qui se produiront en soirée. Le matin, il fera 3 degrés en général localement, 0 degré dans l'extrême Nord et Nord-Est de la France, l'après-midi il fera 6 à 9 degrés.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 24 mars à 7 heures, de 995,8 millibars, soit 746,9 millimètres de mercure.

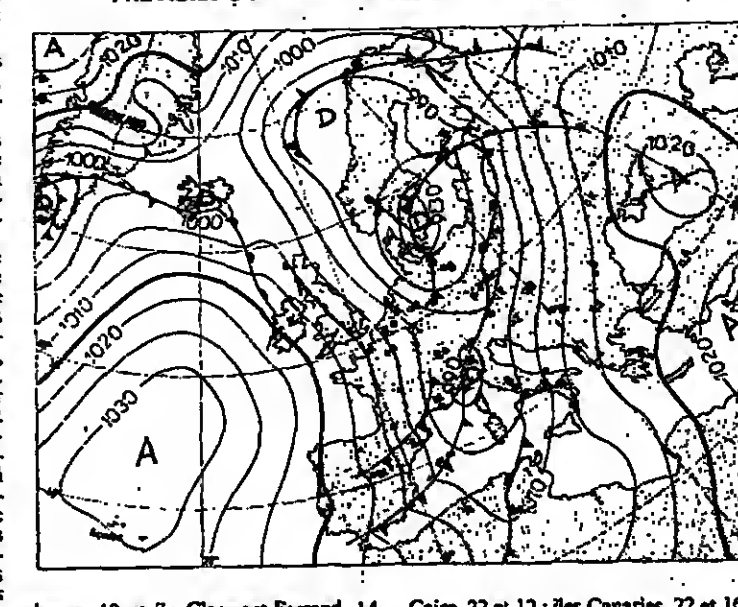
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 23 mars ; le second le minimum de la nuit du 23 mars au 24 mars) :

Ajaccio, 16 et 5 degrés ; Biarritz, 13 et 7 ; Bordeaux, 14 et 9 ; Bourges, 12 et 8 ; Brest, 10 et 6 ; Caen, 11 et 6 ; Cher-

### PRÉVISIONS POUR LE 25.3.83 DÉBUT DE MATINÉE



### PRÉVISIONS POUR LE 25 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



bourg, 10 et 7 ; Clermont-Ferrand, 14 et 8 ; Dijon, 9 et 8 ; Grenoble, 14 et 7 ; Lille, 10 et 7 ; Lyon, 15 et 8 ; Marseille-Marganne, 17 et 10 ; Nancy, 9 et 8 ; Nantes, 11 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 16 et 9 ; Paris-Le Bourget, 12 et 7 ; Pau, 13 et 2 ; Perpignan, 18 et 9 ; Rennes, 13 et 6 ; Strasbourg, 12 et 9 ; Tours, 12 et 8 ; Toulouse, 11 et 2 ; Poitiers-Pitres, 29 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 15 degrés ; Amsterdam, 9 et 3 ; Athènes, 18 et 10 ; Berlin, 8 et 3 ; Bonn, 10 et 7 ; Bruxelles, 10 et 7 ; Le

Caire, 22 et 12 ; Les Canaries, 22 et 16 ; Copenhague, 8 et 2 ; Dakar, 27 et 21 ; Djibouti, 21 et 15 ; Genève, 14 et 5 ; Jérusalem, 15 et 3 ; Liban, 21 et 11 ; Londres, 11 et 5 ; Luxembourg, 7 et 5 ; Madrid, 21 et 7 ; Moscou, 3 et 0 ; Nairobi, 30 et 14 ; New-York, 4 et 1 ; Palma-de-Majorque, 17 et 13 ; Rome, 18 et 11 ; Stockholm, 1 et -5 ; Téhéran, 28 et 16 ; Tunis, 20 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

## PARIS EN VISITES

### SAMEDI 26 MARS

- « La Franco-Maponnerie », 15 heures, rue Cail (Approche de Paris).
- « Le Louvre », 14 h 30, Grand Palais (Arvux).
- « Bourg Saint-Germain-des-Prés », 15 heures, église, M. Czorny.
- Résidence de la Gourdan.

## escargot-party

Il suffit de servir nos escargots pour qu'un repas banal ait un air de fête et qu'un repas de fête soit une réussite. Une idée originale : une escargot-party où l'on déguste bourgognes et petits-gris, gros et petits, arrosés d'un vin frais. Et rien à préparer d'avance.



Les meilleurs escargots de Paris sont vendus au détail à la MAISON DE L'ESCARGOT tous les jours (sauf le lundi) de 9 h 30 à 20 h et le dimanche jusqu'à 13 h 78, rue Fondary, - 157-575-31-09.

## Copies Couleurs

sur film ou sur papier photo - qualité professionnelle

ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris-12e - 347.21.32

## Le Monde

Dans son numéro du 27 mars

## Alberto Moravia et l'apocalypse nucléaire

L'escalade technologique est-elle une maladie mentale devant l'énergie humaine ?

Une interview par Jean Duflot

## Les nouveaux « parrains »

Le sponsoring des entreprises apporte au sport une manne nouvelle

Une enquête de Beatrice d'Erceville

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 24 mars :

### DES DÉCRETS

- Modifiant le décret du 16 juillet 1975 portant création d'un Conseil supérieur de l'adoption.
- Prié pour l'application de l'article 150 C du code général des impôts et relatif à l'exonération de plus-values immobilières.
- Modifiant le code de la construction et de l'habitation et relatif aux offices d'habitations à loyer modéré.
- Portant modification du décret du 16 septembre 1958 modifié relatif à la pêche fluviale.

### DES ARRÊTÉS

- Relatif à la délimitation des zones d'application de l'exonération temporaire de taxe professionnelle et de l'amortissement exceptionnel prévu dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire.
- Relatif au financement de travaux de réparation à exécuter par les organismes d'habitations à loyer modéré en 1983 dans leurs immeubles à usage locatif.

### FORMATION DES CADRES

- « APEC-Prospectives » (Association pour l'emploi des cadres) organise des sessions gratuites, d'une durée de cinq jours, à l'intention des cadres en activité dans le but de faire le point à partir de l'analyse de leur itinéraire et de leur situation actuelle.
- \* APEC-Prospectives, 7, rue du Bois-de-Boulogne, 75016 Paris, tél. : 302-15-50.

### STAGES

1. Nourriture (allusion au sein).

2. Orteil. Irat. - 3. NE ST. EL.

Tu. - 4. Apiculture. - 5. Ne. R. E.

Set. - 6. Tatillon. Se. - 7. Eu. IL.

8. Ascétisme. - 9. Pas. Sotie.

GUY BROUTY.

### SOLUTION DU N° 3412

#### Horizontalement

- 1. Nonante. - II. Oripéau. - III. Ut. As. - IV. Rescins. - V. Ri-tuel. CH. - VI. 11. Lie. - VII. Eirots. - VIII. Site. - IX. Or. Us. Est. - X. Nitres. Mi. - XI. Su. Tété.

#### Verticalement

- 1. Nourriture (allusion au sein).
- 2. Orteil. Irat. - 3. NE ST. EL.
- Tu. - 4. Apiculture. - 5. Ne. R. E.
- Set. - 6. Tatillon. Se. - 7. Eu. IL.
- 8. Ascétisme. - 9. Pas. Sotie.

GUY BROUTY.

### LOTÉRIE NATIONALE

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER

TOUTS CUMULÉS COMPRIS, AUX GILLES ENTIERS

TRANCHE DE MARS DES SIGNES DU ZODIAQUE

TRANCHE N° 10 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 11 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 12 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 13 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 14 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 15 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 16 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 17 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 18 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 19 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 20 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 21 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 22 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 23 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 24 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 25 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 26 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 27 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 28 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 29 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 30 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 31 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 32 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 33 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 34 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 35 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 36 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 37 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 38 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 39 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 40 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 41 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 42 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 43 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 44 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 45 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 46 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 47 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 48 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 49 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 50 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 51 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 52 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 53 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 54 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 55 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 56 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 57 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 58 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 59 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 60 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 61 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 62 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 63 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 64 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 65 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 66 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 67 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 68 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 69 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 70 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 71 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 72 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 73 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 74 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 75 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 76 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 77 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 78 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 79 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 80 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 81 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 82 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 83 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 84 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 85 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 86 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 87 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 88 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 89 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 90 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 91 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 92 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 93 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 94 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 95 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 96 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 97 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 98 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 99 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 100 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 101 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 102 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 103 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 104 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 105 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 106 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 107 DU 21 MARS 1983

TRANCHE N° 108 DU 21 MARS 1983



OFFRES D'EMPLOI	La Seine	La Seine T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	91,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAL	151,50	180,03

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La Seine	La Seine T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## RELATIONS EXTERIEURES

Seconde carrière  
Paris

Un groupe de cabinets d'une notoriété certaine, offrant aux entreprises une gamme complète de services dans le domaine des ressources humaines (formation, recrutement par annonces et recherche directe, conseil, diagnostic...) recherche le collaborateur qui prendra la responsabilité du développement de ses activités.

Cette mission englobe l'analyse du marché et de la clientèle, l'étude des moyens de commercialisation et la définition d'une stratégie commerciale, la recherche de contacts au plus haut niveau dans les entreprises, la négociation des contrats.

La fonction peut intéresser un cadre ayant occupé des responsabilités de préférence dans l'industrie, ayant le goût des contacts, et désireux de poursuivre (et terminer) sa carrière par une activité professionnelle très autonome et sans contraintes impératives d'horaires. Discretion et réponse assurées.

Merci d'adresser une lettre manuscrite avec CV et photo sous référence 42666 à

projets publicités

12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre.

SIETAM  
recherche

## ANALYSTE-PROGRAMMEUR

- De formation IUT ou équivalent et possédant 2 années d'expérience minimum;
- Maîtrisant le COBOL dans un environnement T.P. et B.D., il lui sera confié la conception et la réalisation d'applications de gestion;
- Notre informatique : NCR, CRITERION, V 8555 (VEX, TRANPRO, TOTAL) TELETRAITEMENT (TRANSPAC).

POSTE A POURVOIR RAPIDEMENT.

Tél. au 996-91-80 service Informatique, 42-48, av. du Président-Kennedy, 91170 VIRY-CHATILLON.

Paris

## CHEF DE DEPARTEMENT

Nous sommes un organisme important de formation de cadres et dirigeants d'entreprises et nous recherchons un chef de département pour assurer l'ensemble des responsabilités liées à la fonction: gestion, animation, pédagogie.

Nous souhaitons rencontrer un cadre possédant une formation supérieure commerciale, économique, financière.

Son expérience professionnelle lui a notamment permis d'acquies des connaissances solides de l'entreprise, notamment des problèmes posés aux cadres et aux dirigeants.

Il a un goût démontré pour la formation et une compréhension pédagogique, qui sont nécessaires pour réussir à ce poste.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 13618 H. à:

EGOR RHONE-ALPES

Tour Crédit Lyonnais

129 rue Servant

69431 Lyon Cédex 3.

egor

ORGANISME PUBLIC  
chargé gestion marché agricole  
dans cadre C.E.E. recherche:

## RÉDACTEUR ÉCONOMIQUE

30 ans environ.

DESS ou DEA Sciences Eco exigé.

Bonne connaissance de l'anglais.

Nationalité française.

Liberté service national.

Ecrire avec C.V. et photo obligatoire s/n° 7.925.

LE MONDE Publicité, Service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Le Centre d'Informations Financières recherche pour PARIS ou pour son Agence de VERSAILLES FUTURS CADRES COMMERCIAUX (H ou F) dynamiques et ambitieux, goût du contact haut niveau, très bonne présentation, sans des responsabilités.

pour RV: 600-24-03 Poste 209.

RECHERCHONS

JEUNE TECHNICIEN

B.T.S. électrotechnique ou génie civil

pour poste acheteur à HERILAY.

Ecrire Mme DUPUCH, 50, Grande-Rue, 95600 ROSENY.

RECHERCHONS

ETUDIANT

en dernière année école marketing ou

JEUNE INGÉNIEUR

pour une mission d'étude de marché du sucre en Afrique.

Durée 1 mois 1/2 avec déplacements en avion et 1 mois.

Téléphone: (31) 031-64-35.

FILIATE TRANSPORT

D'UN GROUPE INDUSTRIEL

PROCHE SABLEVOIE OUEST

DE PARIS

recherche

CHEF DE SERVICE

ASSURANCES/LITIGES

- Maîtrise de droit.

- Expérience Assurances obligatoires.

- Expérience Transports soulevés.

Rattaché au département juridique, il devra assurer:

- l'encadrement d'un service

- l'organisation et le suivi des dossiers litiges et sinistres.

Il devra se révéler capable d'évoluer ensuite vers d'autres fonctions juridiques.

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite et prétentions sous n° 21033, réf. à porter sur

enveloppe à:

LA PUBLICITE FRANÇAISE

23, avenue de Neuilly,

75116 Paris, qui transmettra.

intel

Avec 20.000 collaborateurs répartis dans le monde entier et un C.A. de 899 millions de dollars en 1982, Intel est un leader sur le marché des micro-processeurs et des systèmes micro-ordinateurs. Intel Europe représente 30% du C.A. de Intel Corporation et Intel France, Banlieue Sud, recherche

## INGENIEURS D'APPLICATION

électronique/informatique

### DEBUTANT

Vous assurerez la liaison technique entre notre clientèle et notre Groupe d'ingénieurs spécialistes produits. Cette position formatrice vous permettra d'évoluer soit dans la fonction support technique soit dans la fonction technico-commerciale.

### EXPERIMENTE

Votre première expérience réussie vous permettra d'apporter une aide d'assistance technique à nos clients. Une voiture de fonction sera mise à votre disposition. Vous aurez de bonnes connaissances dans le domaine des micro-processeurs, langages évolués et des systèmes d'exploitation.

Pour ces 2 postes, une formation technique est assurée. L'anglais est nécessaire. Perspectives d'évolution et rémunération motivante. Adresser CV à Intel Corporation, Direction du Personnel, 5 Place de la Balance, Silic 243, 94528 Rungrs Cédex.

BANQUE REGIONALE  
recrute pour proche et grande banlieue

## GRADÉS CLASSE 3 et 4

pour compléter ses équipes existantes.

Les candidats devront avoir une expérience bancaire minimum de 3 ans en agence, tant sur le plan commercial que sur celui du crédit aux entreprises et posséder les aptitudes requises pour organiser et gérer une unité de travail.

De réelles possibilités d'évolution de carrière sont offertes.

Envoyer C.V. + prétentions + photo à N. 2919 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

L'INSTITUT NATIONAL  
DE LA CONSOMMATION

recherche

## LE OU LA RESPONSABLE

DE SON SERVICE DOCUMENTATION

Il ou elle aura la responsabilité de la gestion et du fonctionnement du service (12 personnes) de la maintenance du fonds documentaire et de la bibliothèque.

Il ou elle assurera l'actual. projet d'information de l'organisme et coordonnera les travaux d'élaboration d'un thésaurus qui sont en cours.

Le ou la candidat (e) retenu (e) diplômé (e) de l'enseignement supérieur (niveau D.E.S.S. ou équivalent) et technique (I.N.T.D. université Paris-VIII...) devra justifier d'une expérience professionnelle de plusieurs années acquise dans un service de documentation, ainsi que d'une spécialisation informatique documentaire.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. à M. DORGET, I.N.C., 80, rue Lecourbe, 75732 PARIS CEDEX.

Le Cabinet CLAUDE VITET

vous communiquer sa nouvelle adresse

6, rue Lauriston 75016 Paris

Téléphone: 500.66.23

STIM SERVICES

important groupe de sociétés-prestataires de services industriels en forte expansion, recherche pour Paris &amp; son

## Responsable du contrôle et de l'organisation comptable

En prise directe avec le Directeur Administratif et Financier, vous aurez la responsabilité: d'assurer la mise en place, le contrôle et l'adaptation des procédures comptables des sociétés du groupe.

- d'assurer sur ces points les différentes unités.

- d'établir les déclarations fiscales et sociales.

- de dresser bilans et comptes d'exploitation après centralisation et révision.

- de participer au passage d'un IBM 34 à un IBM 38.

- d'animer une équipe de 5 personnes.

Ce poste est évolutif et motivant pour un candidat ayant:

- 30 ans environ.

- un bon niveau DECS.

- une expérience réussie de 2-3 ans dans une entreprise de services avec établissements décentralisés ou dans un cabinet comptable.

- des qualités humaines, d'organisation et de méthode.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. CA/331 M. à Michel SELLEM, SCORRE, 9 rue Sainte-Anne, 2ème Place 75001 Versailles.

qui vous assure réponse et direction.

score

DEMANDES D'EMPLOIS

J.H. 24 ANS BIENTOT 25 ANS

Handicapé léger 80 % ostie

(très complexe et grande timidité).

Mère ou longue maladie, ne peut plus travailler.

RECH. VAINEMENT 1<sup>er</sup> EMPLOI.

Accepterait recevoir formation, pourrait effectuer manutention légère, classement, photocopie, buisseries, aide-cantine.

Ecrire sous n° T039 225 M - RÉGIE-PRESSE, 83 bis, rue Réaumur, PARIS-2<sup>e</sup>.

CADRE 38 ans, expérience 15 ans, gros salaire 1.8 M.

D.O.S. V.M. M.V.S.

RECHERCHE

Poste direction informatique Paris ou région parisienne.

Ecr. s/n° 8.478 le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. commercial, 23 ans, lib.

3 M., anglais courant, acc. présentation, rech. situation.

Accepterait poste à l'étranger.

Ecr. s/n° 8.477 le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

F. cherche place

VENDEUSE - RETOUCHEUSE

30/35 heures par semaine

10 ans expér. coupe - vente.

Ecr. s/n° 8.476 le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.P. 26 a., doc. mat. appliquee

opt. inform. langue parlée

certifié: ital., français, anglais lu.

Cherche premier emploi.

8. Paroisse c/o Valdeloup, 38

1er, rue Ross-Bonheur,

77810 By-Thomery.

Compt. 38 ans, romp. compt. lit.

Rech. Chef ventes mais. ind.

Rech. Poste direct. comm. ou

dir. ventes dans entrep. dyna-

mique et compte. face à la

concurrence et dir. prendre part

import dans pénétration du

marché.

Ecr. s/n° 7938 le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSEES,

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Huit ans direct. entrep., quatre

ans. fonctions persoc. J.Fra

35 ans, rech. poste responsab.

BAC M. 3, gestion admistrat.

bos. conseil. compt. et l'ind.

Tél. 141. contacts commerc.

clients. doublet. tres propos.

Tél.: 987-51-44.

cours

et leçons

MATH PHYSIQUE

Stage INTENSIF DE PAQUES

du 28-3 au 3-4

ou/et du 6 au 3-4.

6 élèves max. par groupe

MATH CONTACT

18, rue du Mail, 75002 Paris.

M. Sauter. Tél. 239-31-63.

enseignement

LA CALIFORNIE

PEUT-ÊTRE...

L'AMERICAN CENTER

SUREMENT

261, bd Raspail, 75014 Paris

633-67-28

SESSION TRIMESTRIELLE

du 11 avril au 2 juillet.

- Méthode orale, conversations.

- Cours dans la journée et le

soir (toute la semaine, sa-

med math compris).

- Cours privés.

- Cours pour enfants de 8 à

10 ans.

PRÉPARATION AU T.O.E.F.I.

ANGLAIS SECOURS

Sess. intern. renouvelable.

propositions

diverses

L'ÉTAT offre de nombreuses

possibilités d'emplois stables,

bien rémunérés à toutes et à

tous avec ou sans diplôme. De-

mandez une documentation sur

notre revue spécialisée FRANCE

CARRE (C 181 Boite Po-

stale 402.08 PARIS.

automobiles

ventes

moins de 5 C.V.

2 CV Club - Nov. 80, mod. 81

28.000 km. 2 p. nra. 18.500 F.

Tél.: 890-09-46 après 17 h.

de 5 à 7 C.V.

CABRIOLET

SANDA 83 - Peu roulé.

ÉTAT NEUF. 46.000 F.

Tél.: 804-19-18 heures rapas.

R 5 TS 1982

8.500 km. PARFAIT ÉTAT.

Comme neuve. Px 34.800 F.

Me téléphoner: 672-03-11.

de 8 à 11 C.V.

AUDI 80

NEUVE. Décembre 1982.

Modèle 1983. 4.000 km.

44.500 F. - 800-10-55 h. bur.

LANCIA GAMMA 81

Part. 46. Px Argus 48.500 F.

PROX VENTE: 37.000 F.

M. TAILLANDIER, 747-60-06.

de 12 à 16 C.V.

R30 TURBO DIESEL 82

10.500 km. excell. état

PRIX ARGUS: 68.000 F.

M. TAILLANDIER, 747-60-06.

LANCIA GAMMA 82

Part. 46. Px Argus 72.500 F.

PROX VENTE: 66.000 F.

M. TAILLANDIER, 747-60-06.

divers

SAAB

GRANDE ARMÉE

500.25.42.

29, Avenue de la

Grande Armée

PARIS 16<sup>e</sup>

LANCIA

AUTOBIANCHI

nouvelle génération

DELTA

1300-1500-1600

Spéciale Pâques

PARIS 14<sup>e</sup>

539-57-33+

CONCESSIONNAIRE

ROVER - JAGUAR

RANGE ROVER, T.V.V. 18.50 %.

non immatriculé. NEUF.

3.000 km. REMISE 10 %

MOS JAGUAR

5.3. 80, notre ... 89.000 F

4.2. 1983 ... 177.000 F

4.2. 80, bleu ... 80.000 F

DAIMLER A.2. 1980

... 110.000 F

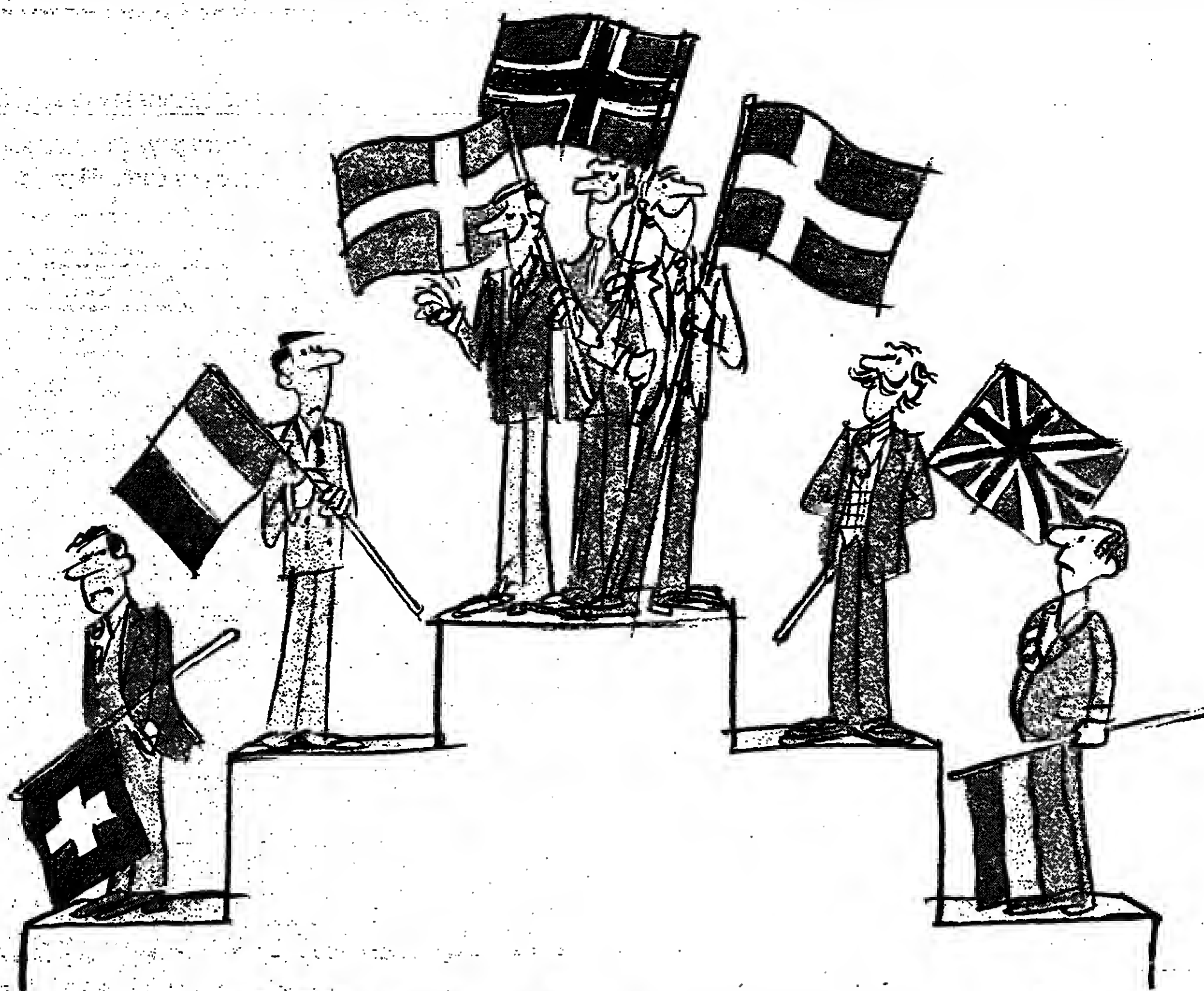
NOS ROVER



## appartements ventes

**La cl**  
**La me**





## La classe Affaires sur la Scandinavie. La moins chère en Europe.

Au prix du tarif économique normal, sur la Scandinavie, à l'aller comme au retour, vous bénéficiez de l'intégralité du service affaires. Sans aucun supplément d'aucune sorte.

Et vous pouvez toujours obtenir une place. A SAS, nous avons jusqu'à 425 places chaque jour en direction de la Scandinavie, tant à l'aller qu'au retour. Simplement parce que notre classe Affaires est judicieusement conçue pour répondre à l'accroissement de la demande. Jusqu'à 85 sièges sur chaque vol.

Exemplaire, EuroClass est la seule classe Affaires en Europe ne comportant aucun supplément d'aucune sorte. Au prix du tarif économique normal, nous assurons:

- un enregistrement rapide à des comptoirs distincts
- l'attribution d'un siège réservé dans la cabine EuroClass
- des repas de qualité, et chauds
- des boissons, jus de fruits, vins, liqueurs gratuits
- un espace plus important pour vos jambes, et une rangée de cinq sièges seulement de front
- et surtout le libre accès à nos salons d'affaires à Copenhague, Göteborg, Oslo et Stockholm. A Copenhague, nous pouvons même tenir une salle de conférence à votre disposition.

Aussi, quand vous payez le tarif Economique normal, pensez que vous obtenez tout du service Affaires.

# SAS EuroClass

Tous les services sans supplément.

هكذا من الأصل



10



# AFFAIRES

## Saint-Gobain : 2 milliards pour se (re) diversifier

Saint-Gobain n'a pas renoncé à sa diversification : loin de là. Le groupe nationalisé achève sa sortie de l'électro-technique et regarde vers d'autres secteurs. « Nous cherchons des activités en croissance dans des secteurs qui ne soient pas capitalisés ni en hommes, ni en argent », a indiqué M. Roger Fauroux, P.D.G. du groupe, à l'occasion d'un déjeuner de presse.

Saint-Gobain cherche en fait à se diversifier dans des secteurs qui offrent une certaine complémentarité avec ses domaines traditionnels. La compagnie regarde notamment du côté des services (maintenance, surveillance, gestion d'ensembles immobiliers, etc.) qui vont connaître, en France et à l'étranger, un très fort développement et des travaux publics.

Toutes activités qui ne nécessitent pas des investissements lourds et réguliers et ne comportent pas de risques élevés. Bref, à travers sa diversification, la compagnie souhaite prendre pied dans des domaines où les réactions aux aléas de la conjoncture peuvent être rapides, souples, et ne posent pas à chaque fois de graves problèmes sociaux.

Pour sa diversification, Saint-Gobain se constitue un petit trésor qui devrait tourner autour des 2 milliards de F. Cet argent provient de plusieurs sources. La compagnie va recevoir 550 millions de francs de l'Etat en deux versements (le premier vient d'être effectué pour le rachat de sa participation de 51 % dans les Machines Bull. A cela

s'ajoutent les 9 % qu'elle détient directement dans Olivetti (soit environ 300 millions de F) et qu'elle a l'intention de vendre.

Enfin, Saint-Gobain est le premier groupe nationalisé à émettre des titres participatifs, cette nouvelle et complexe formule d'épargne qui doit permettre au secteur public de drainer des capitaux sur le marché financier français.

Préparé avec la B.N.P., chef de file bancaire du groupe, cette opération apportera au groupe entre 700 millions et 1,4 milliard de francs. Elle prévoit l'émission de sept cent mille titres de 1 000 F nominal, assortis d'un bon permettant de souscrire à une deuxième tranche de 700 millions de francs maximum. La rémunération est composée d'une partie fixe, liée au taux moyen des obligations, et d'une partie variable déterminée par les résultats nets consolidés du groupe.

M. Fauroux a, d'autre part, annoncé des résultats positifs pour 1982 - une année « particulièrement difficile » - mais en recul sur les années précédentes. Le bénéfice net s'élève à 250 millions de francs contre 450 millions en 1981 et 832 millions en 1980. Ces résultats ne sont pas cependant directement comparables, en raison de l'abandon de l'informatique et de la cession de titres Rhône-Poulenc. Le chiffre d'affaires consolidé 1982 du groupe aurait atteint 51 milliards de francs, en progression de 10,2 % par rapport à 1981.

## ENTENTE ILICITE, ABUS DE POSITION DOMINANTE...

### Les entreprises du second œuvre du bâtiment partent en guerre contre les « grands » de la profession

Le Syndicat national des entreprises du second œuvre du bâtiment (S.N.S.O.), qui regroupe des P.M.E. dissidentes de la puissante Fédération nationale du bâtiment (F.N.B.), part en guerre contre les entreprises de gros œuvre (elles sont dix-sept à occuper plus de mille salariés) et vient de saisir, par lettre du 22 mars, la commission de la concurrence pour entente illicite et abus de position dominante.

Les entreprises de second œuvre (électricité, plomberie, menuiserie, couverture, etc.), qui représentent 60 % de l'activité du bâtiment, sont, pour la plupart, des entreprises moyennes et petites appelées à passer des marchés de sous-traitance avec les entreprises générales, qui jouent le rôle d'intermédiaire entre les maîtres d'ouvrage publics ou privés donneurs d'ordre. De plus, ces entreprises générales, non seulement se sont largement concentrées depuis dix ans - les plus grosses absorbant les plus faibles -

mais, de surcroît, se sont régionalisées, mettant en place un réseau de filiales locales. Les sociétés locales, régionales ou nationales, dit le S.N.S.O., ne sont plus que des « déviances », des « agences de passage », à efficacité réduite, chargées de maintenir des relations publiques, tandis que les études et les décisions sont prises par la société mère au niveau national. Pour le S.N.S.O., cela « portera le développement d'une faiblesse structurelle au niveau des entreprises principales, le même groupe solutionnant sous le nom de plusieurs sociétés ».

Or, dit le S.N.S.O., « plus on est grand, plus on est fort, plus on soumet », le parti des marchés confiés à des entreprises de sous-traitance passant de 14 % pour les entreprises générales de cinquante à cent salariés, à 36 % pour les entreprises de plus de mille salariés. Les entreprises qui assurent cette sous-traitance, dit encore le S.N.S.O., « sont réduites à un état de totale vassalité ».

C'est dès la dévolution des marchés que le S.N.S.O. souhaiterait que la situation soit clarifiée, en obtenant que ceux-ci soient traités en lots séparés ou en groupements d'entreprises, ce qui permettrait à ces derniers d'échapper à la loi que leur fait subir les entreprises générales.

Pour parvenir à cet objectif, le S.N.S.O. souhaite une transformation de la loi du 31 décembre 1975 sur la sous-traitance, afin qu'un lien plus direct soit établi et respecté entre le maître d'ouvrage et l'entreprise sous-traitante, de façon que l'entreprise générale cesse d'être un écran entre l'un et l'autre.

« Si l'Europe a baissé de 20 % de la production européenne au cours des deux premiers mois de 1983 par rapport à la même période de 1982, les statistiques de la C.E.E. font état d'une production d'acier de 16,7 millions de tonnes dont 5,5 pour la R.F.A. (- 19,7 %), 3,5 pour l'Italie (- 20 %) et 2,6 pour la France (- 23 %). Pour le mois de février la production européenne a baissé de 17,6 % par rapport à 1982. » (A.F.P.)

M. Jacques Chirac, président du R.P.R., affirme dans une interview publiée par le quotidien espagnol A.B.C. : « La France sortira du marché commun » ou « fermerait ses frontières » avec l'Espagne si ce pays entrerait dans la C.E.E., avant un an. Selon le maire de Paris : « Il faut intégrer l'Espagne dans la communauté européenne », mais seulement après avoir résolu le problème agricole. « Le contraire serait le moyen idéal pour rompre le marché commun. »

**Circuit rapide pour anglais courant.**

PROCHAINS COURS INTENSIFS les 14 et 28 mars 1983

**ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE**

20 passage Dauphine 75006 Paris - Tél. 325.0037

# CONJONCTURE

## Le déficit extérieur a dépassé 7 milliards de francs en février

Le déficit du commerce extérieur de la France s'est élevé en février à 7,3 milliards de francs en chiffres bruts. Après correction des variations saisonnières, le résultat est voisin : 7,6 milliards de francs. Pour les deux premiers mois de 1983, le déséquilibre a atteint 18,8 milliards de francs en données brutes, 17,2 milliards après correction, alors que l'objectif officiel est de le ramener à moins de 50 milliards cette année (- 93,3 milliards de francs en 1982).

S'il est moins grave qu'en janvier (- 11,5 milliards en chiffres bruts, - 9,6 milliards après correction), ce résultat reste lourd. En chiffres bruts, les exportations ont atteint 53,3 milliards de francs et les importations 60,6 milliards. Après correction, les ventes à l'étranger ont représenté 52,8 milliards de francs, ou baisse de 5,4 % en un mois et en augmentation de 3,5 % en un an, tandis que les achats ont atteint 60,4 mil-

liards, en recul de 7,6 % par rapport à janvier et en hausse de 5,8 % par rapport à février 1982.

Le résultat du mois dernier est lié à une baisse des achats d'énergie et de demi-produits, indique-t-on officiellement. Ainsi le déficit énergétique a diminué d'environ 4 milliards

de francs, alors que la baisse du prix du pétrole n'était pas encore enregistrée. Les échanges agro-alimentaires ont été excédentaires de 0,6 milliard de francs.

Cependant, il a été noté un débaissement des exportations d'automobiles ou de biens d'équipement

professionnel. Les ventes aux pays de l'Est, de l'O.P.E.P. et du tiers-monde ont d'ailleurs diminué. Toutefois, les résultats se sont améliorés avec la C.E.E. en raison d'un recul des importations en provenance de Grande-Bretagne, d'Italie et de R.F.A.

## Forces et faiblesses sectorielles

(En milliards de francs)

Déficits		Excédents	
Pétrole brut . . . . .	- 129,5	Cellulose d'automobiles . . . . .	+ 11,2
Gaz naturel . . . . .	- 23,1	Prixes pour automobiles . . . . .	+ 10,7
Produits pétroliers raffinés . . . . .	- 15,9	Bâtiment . . . . .	+ 10,5
Huilles et ligures . . . . .	- 9,1	Véhicules particuliers . . . . .	+ 7,8
Fruits et produits tropicaux (café, cacao, thé) . . . . .	- 8,5	Sucre . . . . .	+ 5,9
Huiles et corps gras bruts . . . . .	- 8,5	Spécialités pharmaceutiques . . . . .	+ 5,7
Vinasse fraîche . . . . .	- 6,3	Produits de la parfumerie . . . . .	+ 5,6
Matériel de traitement de l'information . . . . .	- 5,6	Vier A.O.C. . . . .	+ 5,0
Autres véhicules non ferreux . . . . .	- 5,7	Tubes d'acier . . . . .	+ 4,9
Appareils d'enregistrement du son et de l'image . . . . .	- 5,4	Produits de la construction métallique . . . . .	+ 4,3

## QUAND IL S'AGIT DE CHOISIR UN CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS, LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.



### LE REMARQUABLE PETIT SYSTÈME DE GESTION: BURROUGHS B20

La plupart des gens pensent que si un constructeur d'ordinateurs est plus grand que Burroughs, il est automatiquement meilleur que Burroughs.

Ce n'est pas forcément vrai.

Dans la gamme des petits systèmes de gestion, par exemple, le Burroughs B20 est l'un des ordinateurs autonomes les plus polyvalents, les plus faciles à utiliser et les plus écolais du marché.

Avec son puissant processeur 16 bits et jusqu'à 640 K octets de mémoire RAM dans chaque poste de travail, le Burroughs B20 donne à chaque utilisateur son propre ordinateur, mais avec la puissance, les bases de données et la mémoire associées auparavant uniquement à de grands systèmes.

Plus important encore, le B20 peut s'intégrer dans un réseau d'autres B20, ce qui permet à chacun de disposer dans son travail des informations les plus récentes. Et comme le B20 peut gérer de nombreux postes de travail, il grandira avec votre entreprise.

Pour le mettre en exploitation, vous n'avez qu'à le débiller, le brancher\*, choisir un de nos nombreux logiciels destinés à la gestion des entreprises (fiches de paie, livres de ventes, registres de stocks, etc.), incliner l'écran à la hauteur voulue - et c'est à vous de jouer. (Nos manuels de formation programmée sont si faciles à utiliser que vous serez capable de projeter vos ventes au bout de quelques heures seulement.)

Si vous avez besoin d'aide, appelez le Burroughs Resource Control Center. Les informaticiens compétents de Burroughs vous aideront à résoudre tous vos problèmes - qu'ils soient liés à notre matériel, notre logiciel ou nos systèmes d'exploitation. Notre expérience internationale de 87 ans dans le domaine du matériel de bureau nous a appris certaines choses en matière de service et de soutien aux entreprises.

Donc, si vous cherchez un petit système de gestion, votre décision ne doit pas être fonction de la taille du constructeur. Mais plutôt de sa qualité.

## Burroughs

LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.

RENDEZ-VOUS AU STAND BURROUGHS Mercredi 13 Avril - Mercredi 20 Avril

**Hannover Messe '83**

\*L'unité de mémoire de masse B22 doit être installée par un technicien qualifié de Burroughs.

Le petit système de gestion B20 m'intéresse. Veuillez m'envoyer de plus amples informations.

Nom: \_\_\_\_\_  
Fonction: \_\_\_\_\_  
Société: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_  
Téléphone: \_\_\_\_\_

A envoyer à: Direction du Marketing  
S.A. Burroughs  
95015 - Cergy Pontoise Cedex

LM/3242

هكوان الرحيل



## SOCIAL

AU SALON DU PREMIER EMPLOI DES JEUNES DIPLOMÉS A PARIS

### Quelle place pour les cadres dans les entreprises de l'an 2000 ?

Plus de cinq cents personnes, en majorité des jeunes, ont répondu au premier emploi des jeunes diplômés - une manifestation organisée entre le 22 et le 25 mars à Paris, au P.L.M. Saint-Jacques, par Havas-Contact, la Confédération des bureaux d'études de grandes écoles, le Monde, et le Monde de l'éducation. Les exposants - une trentaine environ, en majorité de grandes entreprises du secteur public - ont ainsi pu rencontrer de jeunes diplômés à la recherche d'un emploi et leur fournir les premières informations. A l'heure du déjeuner, un débat sur le thème « Quelle formation pour quels emplois ? » a réuni une soixantaine de jeunes et de spécialistes, dont MM. Pierre Laffitte, président de la Conférence des grandes écoles, Jacques Vaudiaux, vice-président des présidents d'université, Claude Jeantet, chargé de mission auprès du ministre de l'éducation nationale, et Jean-Baptiste Santoni, directeur général adjoint de Sactilor. Le débat a fait resurgir des interrogations qui ne datent pas d'hier : inadéquation entre formation initiale et emploi, concurrence entre grandes écoles et universités, etc.

Plus nouveaux ont été les échanges entre jeunes diplômés et dirigeants d'entreprise, à la « table ronde » organisée en fin d'après-midi, le 23 mars, sur le thème « Quelle place pour les cadres dans les entreprises de l'an 2000 ? ». Dans le débat, animé par Serge Bolloch et Michel Noblecourt, journalistes au Monde, MM. Pierre Cordier, directeur général adjoint d'Unior, Gérard Buvion, P.D.G. de la Sligoc, Michel Vauquin, secrétaire général de Rhône-Poulenc, Christian Brière, directeur du personnel

d'Eswein S.A. (Thomson), et Max Richard, directeur du personnel de Renault ont répondu aux interrogations des jeunes diplômés. Ces derniers voulaient connaître le profil recherché par les grandes firmes, leurs méthodes de recrutement et surtout la meilleure façon de devenir dirigeant d'entreprise. Le cadre « haut niveau » de l'an 2000, tel qu'il peut être recruté désormais, devrait avoir une bonne formation initiale, une grande aptitude au changement technologique mais aussi le goût et le savoir-faire des relations humaines. Enfin une première période de travail en informatique, ou à l'étranger, ne pourrait que favoriser cette polyvalence et cette faculté d'adaptation désormais recherchées.

● **Chômage technique chez Alliquant.** - Parce que la régie Renault achète de plus en plus ses suspensions de voitures à l'étranger, en Allemagne et en Espagne notamment, la société Alliquant installée à Mouy (Oise) va être conduite à mettre six cents de ses sept cent dix-neuf salariés au chômage technique pendant neuf jours au cours des prochains semaines.

Alliquant a bâti sa réputation sur son principal client, la régie Renault, qui assurait jusqu'à 80 % de son chiffre d'affaires. La direction explique que les commandes se sont ralenties par suite des grèves qui ont affecté les différentes usines Renault et, également, de la réorientation de ses achats vers des fournisseurs étrangers. Or, l'effectif de l'usine doit être maintenu, un contrat de solidarité ayant été signé l'an dernier. Aussi les stocks augmentent-ils, et la société est conduite à recourir au chômage technique. - (Corresp. part.).

### M. Mitterrand ouvrira lundi 28 mars les premières assises nationales des retraités et personnes âgées

Les premières assises nationales des retraités et personnes âgées, qui s'ouvriront le lundi 28 mars au Palais des congrès de Paris en présence de M. Mitterrand, seront un événement social important. Elles réuniront plus de mille deux cents participants, dont un millier de délégués élus par les comités départementaux des retraités et personnes âgées, ainsi que de nombreux observateurs étrangers.

Selon M. Alain Gillette, directeur de cabinet au secrétariat d'Etat chargé des personnes âgées, c'est la première fois - en dehors de l'Assemblée nationale sur le vieillissement - qu'autant de responsables de ce secteur se rencontrent pour débattre des problèmes de la vieillesse.

Conformément aux vœux du président de la République, les participants, regroupés au sein de douze commissions, feront des recommandations en vue de la préparation du IX<sup>e</sup> Plan (1984-1988). Les autres thèmes étudiés concernent la solidarité et les relations entre générations, la formation, la recherche, les problèmes de la vie quotidienne - logement, loisirs, sécurité, communication - la prévention du vieillissement, la préservation et la perte de l'autonomie.

Les rapports des groupes de travail qui ont préparé ces assises présenteront notamment d'aller vers un système accordant aux retraités 75 % des moyennes de leurs salaires des dix meilleures années, avec un minimum représentant 80 % du SMIC. Parmi les documents qui feront l'objet de ces débats, figurent un nouveau rapport de M. Pierre La-

roque, président honoraire de la section sociale du Conseil d'Etat, sur la « transition de l'activité à la retraite » et celui de M. Claude Neuschwander, assisté de M. Gérard Adam et de l'équipe d'une coopérative ouvrière de production, sur l'attente des retraités face à la société française.

● **Chez Automobiles Peugeot,** la C.G.T. a signé, le 17 mars, l'accord sur les classifications d'atelier, déjà paraphé le 28 février par les autres organisations syndicales (le Monde du 12 mars). La C.G.T. avait tenu à consulter le personnel concerné avant de prendre sa décision : 63 % des ouvriers de fabrication s'étaient prononcés pour la signature de l'accord. La C.G.T. réclame l'amélioration de certains points de l'accord - afin qu'il soit vraiment un accord de progrès social - : accélération des promotions, suppression de l'individualisation de la rémunération.

● **Un colloque de la revue Droit social** sur « le nouveau droit des comités d'entreprise » se tiendra le 22 avril à Paris au Montparnasse Park Hôtel, 19, rue du Commandant-Mouchotte, sous la présidence de M. Jean Laroque, procureur général honoraire près la Cour de cassation. Doivent intervenir les professeurs J.-J. Dupeyron, P. Rodière, G. Couturier, C. Freyria, J. Savatier et R. Soubie, ancien conseiller social de M. R. Barre, ainsi que MM. Cohen, rédacteur en chef de la Revue pratique de droit social et M. P. Cabanes, ancien directeur des relations de travail au ministère du travail et directeur général adjoint, chargé des affaires sociales au groupe Thomson. (Inscription : revue Droit social, 3, rue Soufflot, Paris.)

Au Conseil économique et social

### POUR DES MODIFICATIONS DU PROJET DE LOI SUR LA DÉMOCRATISATION DU SECTEUR PUBLIC

Le Conseil économique et social, réuni en assemblée plénière à Paris les 22 et 23 mars, a adopté un avis sur le projet de loi de démocratisation du secteur public. Le Conseil souhaite que d'importantes modifications soient apportées à ce projet. Notamment, les représentants des salariés dans les conseils d'administration des entreprises concernées devraient être désignés par les organisations syndicales représentatives et non pas élus sur des listes parrainées par ces organisations, comme le préconise le gouvernement.

Le 22 mars, M. Jean Auroux, alors ministre du travail, a indiqué devant le Conseil qu'il s'attendait pas revenir sur les principales dispositions de son projet (le Monde du 23 mars).

L'avis du Conseil a été adopté par le C.N.P.F., les représentants de l'agriculture, la Confédération française de l'encadrement C.F.C.E. et la C.F.T.C. La C.G.T., F.O., la FEN et la C.F.D.T. ont voté contre. L'UNAF s'est abstenue.

C.E.E.

### Les nouveaux montants compensatoires ont été fixés par la Commission

(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communautés européennes). - La Commission européenne a fixé le 23 mars les nouveaux montants compensatoires monétaires (M.C.M.) applicables dans les échanges agricoles de la C.E.E. Bruxelles n'a pas suivi la recommandation des ministres des finances des Dix, qui, à l'issue des ajustements monétaires intervenus lundi, avaient souhaité qu'il ne soit pas tenu compte de la baisse de la livre sterling dans le calcul de la nouvelle définition de l'ECU. Cette demande avait pour but de procéder à une moindre augmentation des M.C.M. appliquée par les pays à monnaie forte, donc de ne pas accroître trop fortement leurs avantages commerciaux (les M.C.M. des positifs jouent comme des subventions à l'exportation et des taxes à l'importation, tandis que les

M.C.M. des négatifs - France, Italie, Irlande, Royaume-Uni, Grèce - ont des effets strictement inverses).

Le chiffrage de la Commission doit maintenant être examiné par les représentants des États membres à Bruxelles avant d'être définitivement arrêté.

Sans préjuger la réaction des Dix, les M.C.M. qui devraient être perçus dans les prochains jours s'établissent de la manière suivante : pour les pays à monnaie dépréciée : France, 8,1 % (-3 points en début de campagne selon le produit concerné) ; Italie, 5,3 % ; Irlande, 2,3 % ; Royaume-Uni, 1,6 % ; Grèce, 10,5 %. Pour les pays à monnaie forte : Allemagne, 13 % ; Pays-Bas, 8,4 % ; Belgique, Luxembourg, 1 % ; Danemark, 1,3 %.

M. S.

● **Feyzin :** fermeture d'un vapocraqueur. - Menacé de fermeture depuis plusieurs mois, le vapocraqueur numéro un de la raffinerie pétrolière de Feyzin (Rhône) arrêtera définitivement son activité le 1<sup>er</sup> juillet prochain, à la demande de ses quatre actionnaires (P.C.U.K., A.T.O. Chimie, Chloé-Chimie et Solvay).

Mis en service en 1966, il produisait, notamment, de l'éthylène et du propylène, dont la consommation en France et en Europe est nettement inférieure aux capacités de production. Ainsi, en 1982, le vapocraqueur de Feyzin a tourné, selon la direction de la raffinerie, qu'à 27 % de ses possibilités, qui sont de 280 000 tonnes. Pour le syndicat C.F.D.T. d'EIF-Feyzin, cette décision met en cause trois cents em-

ploiés, dont la moitié parmi les entreprises sous-traitantes d'EIF (Corresp. part.).

● **Les banques privées en Espagne** seront fermées toute la semaine prochaine en raison d'une grève des employés les 28, 29 et 30 mars, qui sera suivie par les quatre jours fériés de la Semaine sainte, à-t-on appris, le 23 mars à Madrid, de source syndicale. Ce mouvement organisé, notamment, par le principal syndicat du pays, l'Union générale des travailleurs (U.G.T.), touchera près de cent soixante-dix mille employés des banques privées. Le manque d'accord entre les syndicats, qui réclament une hausse de 12,5 % des salaires, et le patronat, qui offre une augmentation de 9,5 %, est à l'origine de ce mot d'ordre de grève, a-t-on précisé de même source.

# PLAN JONQUILLES

DU SAMEDI 19 AU SAMEDI 26 MARS

chez votre concessionnaire Renault

## CREDIT TOTAL

42 MOIS
36 MOIS

sur les garanties O.R.

\* Sous réserve de l'acceptation du dossier.  
Organisme prêteur : DIAC SA au capital de 350 millions de francs.  
51,53, Av. des Champs Elysees 75008 PARIS - R.C. Paris B 54 206 2435

grand jeu national

### LE TELEPHONE SURPRISE

12 voitures d'occasion  
garanties O.R.  
et 5.000 auto-radios  
à gagner !

## OCCASIONS RENAULT



## BD SUCHET

A VENDRE  
OU  
A LOUER  
ÉTAT NEUF.

## TRÈS BEL HOTEL PARTICULIER

à usage de  
HABITATION  
BUREAUX D'AMBASSADE  
RÉSIDENTIEL D'AMBASSADEUR

S'adresser à M. BING  
9, rond-point des Champs-Élysées, Paris-8<sup>e</sup>  
tél. 329.14.70



# L'ami public numéro un.

Quatre vingt huit\* pour cent des français lui font confiance.

Homme de terrain.

Il est proche de tous les français, où qu'ils se trouvent.

Homme de service.

De jour comme de nuit, dimanche et jours fériés, il est disponible en cas d'urgence.

Homme de confiance.

Il exerce une mission d'intérêt public.

Homme de silence.

Il est tenu au secret professionnel.

Homme de cœur.

Il assiste, conseille et réconforte.

Homme de responsabilité.

Dans son travail, il s'engage personnellement sur chacun de ses actes.

Homme de liberté.

Praticien libéral, il défend l'indépendance de son métier pour le plein épanouissement de notre société.

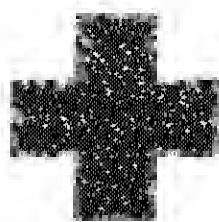
Homme de science.

Son diplôme est l'aboutissement de cinq années universitaires.

Homme de solidarité.

Il délivre souvent les médicaments prescrits sans avance d'argent.

Cette femme, cet homme de tradition sont aussi femmes et hommes de leur temps. C'est votre pharmacien.



Fédération des Syndicats des Pharmaciens de France.  
Union des Pharmacies de France.

\* Sondage Sofrès

RSCG Santé

هكرامن الاصل



Au 100000 de la rapport annuel sont disponibles en anglais, ainsi qu'en français, de l'année de l'année 1972, ainsi qu'en français de la 100000 (France S.A. 100000) (France S.A. 100000) (France S.A. 100000).



## MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

## Au plus haut de l'année

A réponse des primes fermes, liquidation faible ». Pour une fois, le cours boursier ne s'est pas vérifié. L'absence de nouvelles affaires a été le mardi. Les cours n'ont pas baissé. Au contraire, sur leur lancée précédente, ils ont continué de progresser, tant et si bien qu'à la clôture, l'Indicateur instantané enregistré une nouvelle avance de 0,5 %, parvenant ainsi à son plus haut niveau de l'année, tout comme devenait le faire les indices CAC et Agest. Cette liquidation est la troisième gagnante de l'année (+ 7,2 %). Si l'on se fût à l'indicateur instantané, les valeurs françaises ont gagné 1,5 % et les valeurs étrangères de 10,5 %. En venant comme ça, l'indice CAC beaucoup plus flambé sur une longue période, la hausse atteint 11,5 % environ.

Les opérateurs étrangers ont à l'évidence été au moins satisfaits de l'éclatissement de la tâche confiée à M. J. Delors, ministre de l'économie et des finances. Jouant l'austérité, ils ont continué d'acheter. Par prudence, leur attention s'est quand même portée sur les éternelles valeurs indexées sur le dollar.

**Phénomène**, symptomatique d'un mouvement de hausse qui ne paraît pas devoir s'arrêter : les primes se sont tendues sur certains titres, notamment Maisons Phénix qui, à fin juin, cotait 485 F (+ 16,8 % par rapport au cours du jour.

Dans la foulée du dollar, la devise-titre a valu plus cher : 8,79 F-8,86 F contre 8,62-8,76 F. (Rachats de l'or, dont le prix à Londres a été fixé à 413 dollars l'once (- 8,25 dollars). A Paris, le lingot a seulement perdu 250 F à 96 800 F. Vif repli du napoléon (705 F contre 719) et du 4 1/2 % 1973 (- 2,9 %), le marché est resté désert avec 13,53 millions de francs de transactions contre 10,83 millions.

## NEW-YORK

### Vif redressement

Wall Street ne dormait que d'un œil. Très hésitant ces derniers temps, semblait-il, sur la conduite à adopter, le marché a pris, mercredi, le prétexte du ralentissement de l'inflation pour se redresser très vivement. Amorcée presque dès l'ouverture, le mouvement de hausse s'est poursuivi durant toute la séance et, à la clôture, l'indice des industrielles s'établissait à 140,86, soit à 17,90 points au-dessus de son niveau précédent.

Le bilan de la journée a été aussi très positif. Sur 1 945 valeurs traitées, 1 077 ont monté, 502 ont baissé et 366 n'ont pas varié.

L'occasion fait le larron. La publication de l'indice des prix de détail pour février, en baisse de 0,2 % pour la deuxième fois seulement depuis 1965, a produit le délice espéré. Depuis quinze jours, les opérateurs attendaient la confirmation d'une détente, ce, avec d'autant plus d'impatience, que des signes de fièvre apparaissaient sur le front des prix.

D'assez importants achats de l'étranger ont été enregistrés. Ajoutons que la période trimestrielle de « wiodny dressing » s'achève et que d'importants capitaux se sont trouvés libérés.

L'activité a fortement augmenté et 94,98 millions de litres ont changé de mains contre 79,6 millions la veille.

VALEURS	Cours de 22 mars	Cours de 23 mars
Alcoa	31 1/2	32 1/8
A.T.T.	68 1/8	67
Boeing	38 3/8	38 3/10
Chemical Bank	38 1/2	38 1/2
De Ponts de Nemours	39 3/4	40
Eastman Kodak	84 1/4	86 3/4
Exxon	29	29 1/2
Ford	40 3/8	41 3/8
General Electric	102	106 7/8
General Mills	51 1/2	51 1/2
General Motors	51 1/8	50 7/8
Goodrich	28	28 7/8
IBM	160 1/8	160 1/2
A.T.T.	36 1/8	36 1/8
Mobil Oil	25 7/8	28 1/4
Pfizer	28 1/2	28 1/2
Polaroid	38 1/2	39 3/8
Rockwell	38 1/2	38 1/2
Tranco	31 3/8	31 1/2
U.I.L. Inc.	36 1/2	36 1/2
Union Pacific	38 1/2	38 1/2
U.S. Steel	22 1/4	22 1/4
Washington	42 1/2	43 1/8
Weyerhaeuser	44	44 1/2

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**DARTY.** — Le distributeur d'appareils électroménagers a vu son chiffre d'affaires progresser de 25 % en un an. Pour l'exercice 1982-1983, clos le 28 février dernier, le montant de ce chiffre d'affaires atteint 3,7 milliards de francs.

Le groupe Darty a décidé d'arrêter l'exploitation de sa filiale espagnole; les perspectives de cette société ne permettant pas d'envisager un résultat bénéficiaire avant plusieurs années.

**CREDIT D'EQUIPEMENT. AUX P.M.E.** - Prochain lancement d'un emprunt de 1,5 milliard de francs sur dix ans à 14,90 % d'intérêt. Le prix d'émission est fixé à 9 982 F par titre de

INDICES QUOTIDIENS		
(INSEE, base 100 = 31 déc. 1967)		
	21 mars	22 mars
Valeurs françaises .....	110,5	112,1
Valeurs étrangères .....	110,3	110,2

C <sup>e</sup> DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 31 d <sup>c</sup> e. 1981)		
	22 mars	23 mars
Indice g <sup>é</sup> neral .....	111,1	111,2

**TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE**  
Effets publics de 74 jours 12 7/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	23 mars	24 mars
1 dollar (ex yen) .....	239	237,80

5 000 F. Le remboursement se fera en dix tranches sensiblement égales, moitié par tirages, moitié par rachats.

**L'AIR LIQUIDE.** — Le bénéfice de la maison mère, non consolidé, s'élève, et y compris les plus-values de cessions, s'élève, en 1982, à 425,7 millions de francs contre 386,7 millions de francs en 1981, soit une progression de 10 %; hors plus-values, cette progression est de 11 %. Le dividende est fixé à 12,80 F contre 13 F, compte tenu des dispositions de la loi du 30 juillet 1982, limitant l'augmentation des bénéfices distribués. La société annonce une nouvelle distribution d'actions gratuites (1 pour 10, jouissance du 1<sup>er</sup> janvier 1983) dans la deuxième quinzaine d'avril.

**FACOM.** — Pour 1982, le chiffre d'affaires a augmenté de 11,9 % à 807 millions de francs, hors taxes, le bénéfice d'exploitation passait de 126,5 millions de francs à 146 millions de francs (l'exercice 1981 avait supporté, toutefois, une provision pour prestation de garantie de 12,6 millions de francs, complète de 0,5 million de francs seulement en 1982). Le bénéfice net s'élève à 48,1 millions de francs contre 48,6 millions de francs, et le dividende revient de 37,50 F à 36,60 F, compte tenu des dispositions de la loi du 30 juillet 1981.

**BOURSE DE PARIS Comptant**[illegible]

## Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 10 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

deniers cours. Date de cote au cours de l'après-midi à l'ouverture des marchés

Code	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Cours de clôture	Compt. Premier cours	Compt. Premier cours	Compt. Premier cours	Compt. Premier cours	Compt. Premier cours
2070	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2072	C.A.E. 3-1	3123	3124	3124	682	682	682	682	88
2073	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2074	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2075	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2076	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2077	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2078	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2079	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2080	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2081	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2082	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2083	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2084	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2085	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2086	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2087	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2088	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2089	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2090	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2091	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2092	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2093	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2094	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2095	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2096	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2097	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2098	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2099	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2100	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2101	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2102	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2103	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2104	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2105	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2106	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2107	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2108	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2109	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2110	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2111	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2112	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2113	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2114	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2115	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2116	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2117	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2118	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2119	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2120	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2121	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2122	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2123	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2124	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2125	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2126	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2127	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2128	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2129	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2130	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2131	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2132	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2133	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2134	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2135	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2136	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2137	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2138	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2139	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2140	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2141	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2142	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2143	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2144	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2145	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2146	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2147	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2148	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2149	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2150	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2151	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2152	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2153	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2154	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2155	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2156	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2157	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2158	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2159	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2160	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2161	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2162	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2163	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2164	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2165	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2166	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2167	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2168	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2169	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2170	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2171	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2172	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2173	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2174	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2175	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2176	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2177	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2178	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2179	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2180	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2181	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2182	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2183	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2184	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2185	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2186	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2187	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2188	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2189	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2190	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2191	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2192	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2193	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2194	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2195	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2196	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2197	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2198	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2199	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2200	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2201	4,5 % 1673	1936	1920	1930	670	652	665	645	68
2202	4,5 % 1673	1936							

• : source détaché : \* : droit détaché : o : offert : d : demandé

COTE DES CHANGES	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS
------------------	-----------------------------------

MARCHÉ OFFICIEL	POUR 100 FRANCS		POUR 100 FRANCS		MONNAIES ET DEVISES	POUR 100 FRANCS	
	COURS prix.	COURS 23/3/53	Achat	Vente		COURS prix.	COURS 23/3/53
Base-Usine (S 1)	7 259	7 272	7	7 400	Or fin (30 en barre)	37750	36000
Base-Usine (S 2)	26 250	26 250	250	316	Or fin (en lingots)	37050	35000
Base-Usine (100 DM)	15 183	15 118	14	15 250	Pièces françaises (20 fr.)	719	705
Base-Usine (100 L)	267 200	266 920	267	277	Pièces françaises (10 fr.)	429	425
Base-Usine (100 Jevl)	84 420	84 460	80	86	Pièces suédoises (20 kr.)	701	696
Base-Usine (100 K)	100 110	100 850	97	104	Pièces italiennes (20 li.)	678	670
Base-Usine (100 Lfr. 1000)	10 110	10 327	10	11 100	Swissbank	801	801
Base-Usine (100 Lfr. 10000)	8 600	8 656	8	10	Pièces de 20 dollars	4106	4000
Base-Usine (1000 francs)	5 015	5 036	4 950	5 300	Pièces de 10 dollars	2000	1970
Base-Usine (100 F.)	348 150	348 500	338	356	Pièces de 5 dollars	1125	1125
Base-Usine (100 G.)	96 120	96 900	93	98	Pièces de 1 dollar	220	220
Base-Usine (100 H.)	42 505	42 505	41 750	42 750	Pièces de 10 florins	725	711
Base-Usine (100 I.)	5 336	5 360	5 200	5 700			
Base-Usine (100 Jevl.)	7 510	7 490	8 500	8			
Base-Usine (100 K.)	5 889	5 933	0 750	0 850			
Base-Usine (100 L)	3 017	3 050	2 680	3 040			



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. ISLAM ET MODERNITÉ : « Rien et le cheikh ar-Rahman », par Ali Merad ; « Les Arabes vont-ils sur Mars ? », par Magdi Sami Zaki ; « Blocage et détournement », par Tahar Ben Jelloun ; « Sagesse de Kadhafi », par Jean-Pierre Pironel-Hugoz.

### ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES : « Le régime cherche à contrôler la population pour isoler la guérilla. Affrontement entre les États-Unis et le Nicaragua aux Nations unies. »  
4. DIPLOMATIE : « De Gandhi à Gandhi » (II), par André Fontaine.  
6. EUROPE : R.F.A. : continué à Bonn après la nomination du gouvernement Kohl.  
7. PROCHE-ORIENT : La déclaration des Dix mécontents Israël et la Syrie.

### POLITIQUE

9.12. L'ALLOUCTION TÉLÉVISÉE DU CHIEF DE L'ÉTAT.  
- Le P.S. après le remaniement ministériel.

### SOCIÉTÉ

13. MÉDECINE : la mort de Barney Clark ; la grave des internes et chefs de clinique.  
- SCIENCES : le comité national du C.N.R.S. a été renouvelé.  
14. JUSTICE : M. Chirac et l'honneur de Serge Joly.  
- SPORTS : Football : France-U.R.S.S.  
25. URBANISME : un nouveau quartier à Cergy-Pontoise.

### LE MONDE DES LIVRES

15. LE FEUILLETON DE BERTRAND POROT-DELPECH : « Chances et grâces de l'esprit ».  
- Vitaly Afanassiev, un fou de l'écriture.  
16. La vie littéraire.  
17. Au fil des lectures.  
18-19. HISTOIRE LITTÉRAIRE : « Flanerie aux dix-septième et dix-huitième siècles ».  
20. LETTRES ÉTRANGÈRES : Gore Vidal, le dandy philosophe.

### CULTURE

22. CINÉMA : Cent vingt films indiens à Beaubourg : « Les sacrifiés » d'Oka-chi Taita ; « Dark Crystal », de J. Henson et F. Oz.  
- THÉÂTRE : la Coréenne, aux Bouffes-du-Nord.  
- LU : l'Écume de la terre, de Claude Allégret.

### ÉCONOMIE

30. ÉTRANGER : un document de la commission européenne sur Lomé-III.  
31. AFFAIRES : CONJONCTURE : le déficit extérieur en février.  
32. SOCIAL : Selon du premier emploi des jeunes diplômés.

**RADIO-TÉLÉVISION (25)  
INFORMATIONS  
SERVICES (26) :**  
Mode ; Journal officiel ;  
Météorologie ; Mots croisés ;  
Loto ; Loterie nationale.  
Annonces classées (27-28) ;  
Carnet (21) ; Programmes des  
spectacles (23-24) ; Marchés  
financiers (35).

Le numéro de « Monde »  
daté 24 mars 1983  
a été tiré à 545 588 exemplaires

**Church's**  
famous English  
shoes

collection complète en plusieurs largeurs  
**J. CARTIER**  
chasseur pour homme  
à 30 m de la rue Tranchet  
23, rue des Mathurins 8° - tél. 265.25.85

A B C D F G H

## L'ÉLECTION DE M. KLEIN

### Le CRIF a choisi un président de gauche qui estime nécessaire

#### de « rétablir l'image d'Israël »

L'élection de M. Théo Klein à la présidence du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), le 21 mars (le Monde du 23 mars), est le signe d'une évolution au sein de la communauté juive et de son principal organe d'expression. L'assemblée générale du CRIF réunit les représentants de cinquante-deux organisations, à caractère religieux, social ou politique. Parmi ces organisations, le Conseil central, le Fonds social juif unifié et le Mouvement sioniste de France disposent d'une représentation plus importante que les autres au sein de l'assemblée générale.

Celle-ci était appelée pour la première fois à élire véritablement le président, alors que, dans le passé, le rôle de l'assemblée générale avait consisté à ratifier un choix résultant d'une cooptation entre les représentants des principales organisations. Lorsqu'il avait annoncé sa candidature, au mois de décembre dernier, M. Klein, ancien vice-président du CRIF, de 1969 à 1973, avait souhaité l'organisation d'une véritable campagne électorale, qui aurait permis aux organisations représentées à l'assemblée générale de mandater leurs délégués.

M. Klein avait publié une lettre ouverte, exprimant ses positions sur les questions les plus sensibles au sein de la communauté. Il soulignait, notamment, le « poids légitime » des « intérêts nationaux » dans la politique de la France au Proche-Orient, estimant nécessaire de « rétablir l'image d'Israël » et de travailler « à établir un dialogue avec ces peuples sémites », dont les juifs sont « aujourd'hui séparés par une méfiance réciproque, qui engendre la peur et interdit les paris en faveur de la paix ».

Autre candidat à la présidence du CRIF, M. Emeric Deutsch, président de l'Association du culte traditionnel, avait rejeté l'idée d'une campagne électorale. Celle-ci n'avait donc pas eu lieu, mais le fait que M. Klein l'ait proposée a sans doute contribué à l'avance dont il bénéficiait, par rapport à M. Deutsch, au premier tour de scrutin le 21 mars. M. Deutsch s'étant, alors, retiré, M. Klein a été élu, au second tour, à la majorité des cent deux membres de l'assemblée.

« L'assemblée générale a été sensible ou fait que la décision lui appartenait », a déclaré M. Klein, mercredi 23 mars, au cours d'une conférence de presse. Tout en soulignant sa « sensibilité de gauche », le nouveau président a indiqué qu'il n'y avait pas de rapport, selon lui, entre son élection et la victoire de la gauche en 1981.

M. Klein a souligné, d'autre part, que « le gouvernement israélien ou un seul ambassadeur en France, M. Rosenne - et que, si le CRIF entend « appuyer la démocratie israélienne » et défendre « l'indépendance et la sécurité de l'État d'Israël », il ne s'apparente, néanmoins, en rien à « une succursale de l'ambassade d'Israël ». Reconnaissant qu'il est « soupçonné d'être l'homme du soutien critique à Israël », M. Klein a insisté sur le fait qu'il entend « établir un dialogue direct » avec le gouvernement de Jérusalem.

Pour M. Klein, le rôle du CRIF à l'égard d'Israël et du gouvernement français doit être de rappeler, le cas échéant, « certaines données de l'importance ou du caractère réducteur » ne seraient « pas suffisamment pris en compte » par la politique française. Il n'en estime pas moins « légitime que les intérêts légitimes des deux pays puissent diverger ».

M. Klein a insisté enfin sur le fait que la présentation des événements du Liban dans la presse française, l'an dernier, avait « choqué l'ensemble de la communauté juive » par sa partialité. Le problème n'est pas, aux yeux de M. Klein, que l'on ait pu critiquer l'action du gouvernement israélien mais que, par exemple, on ne parle que des responsabilités israéliennes dans les massacres de Sabra et de Chatila, et non de celles des Libanais qui ont commis ces massacres.

Les trente-deux membres du nouveau comité directeur du CRIF, élus en même temps que M. Klein, devraient se réunir à la mi-avril pour désigner les vice-présidents et les autres membres du bureau exécutif.

PATRICK JARREAU.

## FERMETÉ DU DOLLAR : 7,26 F

Joué 24 mars, le dollar s'est montré ferme à nouveau sur les marchés des changes, où son cours s'est maintenu aux environs de 7,26 DM à Francfort, et de 7,26 F à Paris, après avoir atteint 7,23 DM et 7,27 F en fin d'après-midi de mercredi 23 mars.

Outre les craintes d'une hausse des taux d'intérêt américains, à l'initiative de la Réserve fédérale, que la croissance trop rapide de la masse monétaire ne laisse pas d'inquiéter, l'annonce d'une diminution de 0,3 % de l'indice des prix aux États-Unis pour le mois de février, a dopé le « billet vert ».

A Paris, le cours du mark s'est maintenu à son cours plancher de 2,995 F, ce qui a permis à la Banque de France de racheter, comme la veille, des montants importants de monnaie allemande, revendus par la spéculation après le réajustement du S.M.E.

### Dans l'audiovisuel

#### LA C.F.D.T. ET LA C.G.T. ENVISAGENT DES ACTIONS COMMUNES

Le Syndicat national des radiodiffusions et des télévisions (S.N.R.T.), C.G.T., et le Syndicat unifié des radios et télévisions (SURT) C.F.D.T. - Les deux plus importantes organisations de techniciens de l'audiovisuel - pourraient entreprendre, à la rentrée des vacances de Pâques, des actions communes, pour appuyer des revendications relatives à la place du service public dans le domaine de la communication radiotélévisée : c'est pour décider - et éventuellement, en définitive, les modalités - que les responsables des deux syndicats doivent se rencontrer le mercredi 30 mars, à la veille de la nouvelle grève à laquelle le SURT-C.F.D.T. a appelé (le Monde des 17 et 18 mars).

L'annonce de cette réunion intervient au lendemain du double avertissement adressé par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle aux pouvoirs publics et aux syndicats (le Monde du 24 mars). Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. entendent que les nombreuses questions en suspens - en premier lieu, l'élaboration d'une convention nationale - liées à l'avenir du secteur public de la communication audiovisuelle, soient intégrées dans une vision d'ensemble.

## Paribas prend le contrôle total de la banque américaine Becker

La Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas (Paribas) a racheté à la banque d'affaires britannique S.G. Warburg pour une somme évaluée par la City de Londres à 25 millions de livres (250 millions de francs environ) 25 % du capital, soit la moitié du contrôle total, de la banque Becker, quatrième *Investment Bank* des États-Unis. Becker, banque d'affaires « à l'américaine », spécialisée dans les opérations sur effets de commerce (Commercial Paper) où elle occupe le premier rang outre-Atlantique, et dans le courtage en valeurs mobilières, essentiellement les fonds d'État, compte 2 700 employés, avec un bilan de 6 milliards de dollars (43 milliards de francs). En 1974, Warburg et Paribas s'étaient associées pour acquérir 40 % de son capital, pourcentage porté, en juillet 1982, à 51 % (contre 49 % pour le personnel de Becker) à la suite de pertes éprouvées par cette filiale au premier semestre 1982, en raison du

marasme des affaires aux États-Unis, et qui avaient entraîné la démission de son président, M. Ira T. Wender. Depuis, la situation s'est redressée, avec un produit net bancaire de 300 millions de dollars en 1982, mais les deux actionnaires principaux ont jugé bon de reprendre chacun leur liberté sur le marché américain. Paribas, qui a financé son acquisition par la vente d'actifs aux États-Unis, met l'accent sur « l'importance du développement de ses activités en Amérique du Nord, lequel est une de ses principales options stratégiques ». Cette acquisition, qui met un terme à une association de neuf ans avec un partenaire britannique, montre les difficultés des alliances bancaires, surtout lorsqu'il s'agit de prendre des décisions. Elle donne à Paribas le contrôle total d'un instrument financier fort rentable au moment où l'économie des États-Unis redémarrage enfin. - F. R.

## La mort du prince Thibault d'Orléans

Le prince Thibault d'Orléans, cadet des onze enfants du comte et de la comtesse de Paris, est mort victime d'un accident de chasse en République centrafricaine. Il était âgé de trente-cinq ans et avait défrayé la chronique en 1980 et 1981 à la suite d'une tentative de cambriolage chez une collectionneuse de Tarbes, qui avait entraîné sa condamnation, pour complicité, à un an de prison avec sursis par la cour d'assises des Hautes-Pyrénées.

### L'enfant terrible et secret

Singulier destin que celui de ce fils de France qui fut tout au long de sa vie l'enfant un peu terrible de sa famille d'Orléans et, de ce fait, se trouva plus ou moins tenu à l'écart par les siens. Il était né, comte de la Marche, le 20 janvier 1948 à Cintra, au Portugal, où la République maintenait encore en exil son père, prétendant au trône de France. Si ses premières années furent celles d'un enfant cadet de dix frères et sœurs, aussi docile et gai qu'il était choyé, il apparut dès l'adolescence perturbé par ce que les experts qui l'examinèrent avant le procès, qui devait être l'épreuve majeure de sa vie, appelèrent un « manque de relations simples et vraies ».

Cependant, ses études à Paris au collège Saint-Louis-de-Gonzague puis à la Sorbonne s'étaient déroulées normalement. Thibault d'Orléans devait montrer alors son caractère en participant avec sympathie au mouvement étudiant de 1968. Déçu par les suites et par l'expérience malheureuse vécue au CLERU - un mouvement étudiant modéré - il se mit alors à voyager, découvrant la Mauritanie et les civilisations africaines, tournant des films sur la vie des nomades dont il aimait partager l'existence quotidienne. La rupture avec son père, si non avec les autres membres de sa famille, se trouva consommée lorsqu'il décida d'épouser le 23 septembre 1972 une « roturière », M<sup>lle</sup> Marion Gordon Orr, de nationalité anglaise.

Avec elle, il reprend le cours de ses voyages lointains, parcourant l'Amérique latine, découvrant l'art précolombien. Il écrit aussi avec son épouse une « saga », *Les Princes du sang*, qui connaît un certain succès. De retour en France, le couple lie de nouvelles amitiés, notamment avec le comte de La Panouse, chez qui il habite au pavillon du domaine de Thoiry.

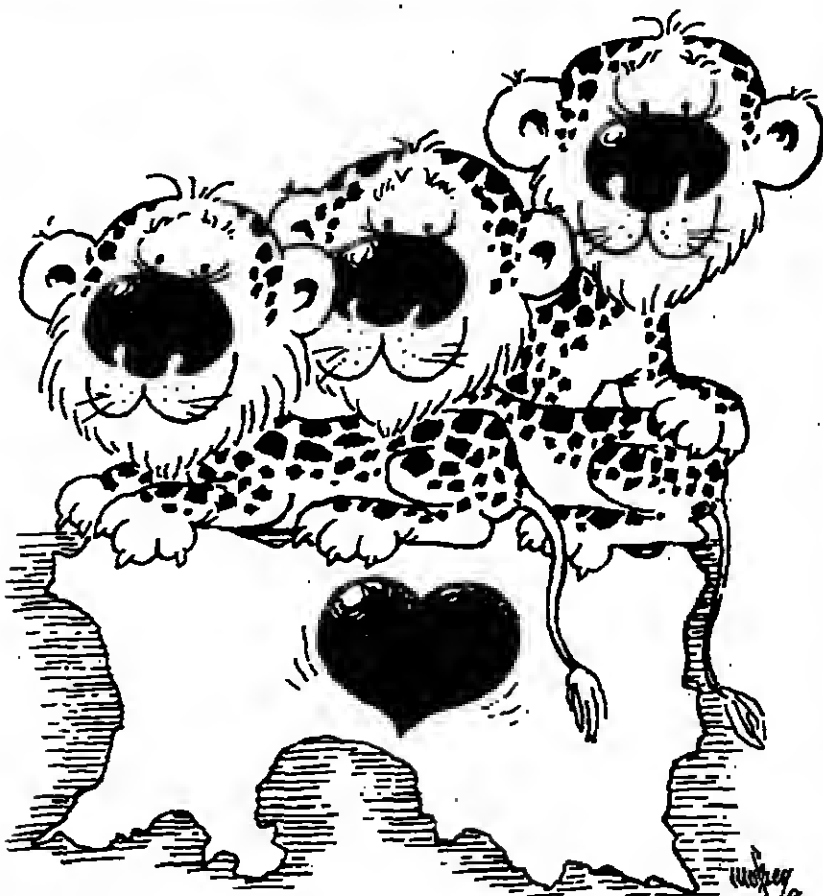
Toujours en recherche de nouvelles activités, Thibault d'Orléans rêve en 1977 de créer un complexe d'expositions artistiques. C'est ainsi qu'il prend des parts dans la galerie de Nestlé à Paris aux côtés de Jacques Bonnaud qui en est le principal actionnaire. Ainsi voit-il ressembler dans ces nouvelles activités M<sup>me</sup> Courty, un médecin de Tarbes, propriétaire d'une riche collection d'art.

Or, le 30 mars 1980, deux hommes, Jacques Bonnaud et Henri Rippert, un repris de justice, sont surpris dans le parc de M<sup>me</sup> Courty en train de parfaire leur cambriolage. Thibault d'Orléans n'est pas avec eux mais il a fait en leur compagnie le voyage depuis Paris... La tentative de cambriolage est alors rapprochée de la visite faite auparavant par le prince à la collectionneuse. Il est inculpé, écroué pour complicité et restera détenu jusqu'à la fin de son procès, le 27 juin 1981, devant les assises des Hautes-Pyrénées, qui le condamnent à un an de prison avec sursis.

Le voilà libre de nouveau. Il retrouve sa femme et ses amis de La Panouse, qui, dans l'épreuve, lui auront manifesté un soutien sans défaut. Il retrouve aussi, passé le temps du repos et du réconfort, ce goût des voyages et des chasses qui, finalement, lui sera fatal.

JEAN-MARC THÉOLÉVRE.

● Les syndicats de cadres et le patronat, gestionnaires de la Caisse des retraites complémentaires, ont signé, mercredi 23 mars dans la nuit, un accord sur la retraite à soixante ans. Le personnel d'encadrement, affilié à l'Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC) et ne totalisant pas 37,5 années de cotisations, pourra bénéficier des formules prévues pour l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires) : au lieu d'un abaissement de 22 %, la réduction de la retraite complémentaire à soixante ans, pour une carrière incomplète sera d'environ 4 % par année manquante.



3 léopards, 4 côtes, 1 cœur...

une petite île  
charmante et insolite

(A SUIVRE)

مکان العمل